



FONDO PIZZOFALCONE



NAZIONALE

B. Prov.

BIBLIOTECA

XII

517

NAPOLI

VITT. EM III

30-a-25

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio

XV



Palchetto

Num.º d'ordine

1

30-a-25



123

4

34

P. Prov.

XII

51X

2



HISTOIRE
DE FRANCE.

VIII.

PARIS. — IMPRIMERIE ET FONDERIE DE FAIN,
RUE RACINE, N^o. 4, PLACE DE L'ODÉON.
MAI 1830.

582
644584

HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS
LES GAULOIS JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XVI;

PAR ANQUETIL,
MEMBRE DE L'INSTITUT.

CONTINUÉE JUSQU'A NOS JOURS.

PAR M. J. G.,
PROFESSEUR D'HISTOIRE,
DE L'ACADÉMIE DE PARIS.

TOME HUITIÈME.

Paris.

AU BUREAU PRINCIPAL DES ÉDITEURS,

Rue des Grands-Saint-Jacques, N°. 10.

1850.





HISTOIRE DE FRANCE.

QUATRIÈME PÉRIODE.

CAPÉTIENS.

FIN DE LA BRANCHE DES VALOIS,
ET DU RAMEAU D'ANGOULÊME.

1587—1602.

HENRI III.

(SUITE.)



1587. — Henri III, homme à s'accommoder de toutes sortes d'expédiens, pourvu qu'ils lui donnassent le temps de respirer, se trouva très-embarrassé quand il se vit, comme dans un détroit, entre la nécessité de se joindre aux ligueurs pour abattre les huguenots, ou aux huguenots pour détruire les ligueurs, ou enfin de soutenir seul la guerre con-

VIII.

tre tous les deux ¹. Il fit sonder le duc de Guise, et tâcha de l'éblouir par des promesses d'honneurs, de richesses et de dignités de toutes espèces s'il voulait renoncer à la ligue; mais le monarque n'avait pas le talent d'inspirer de la confiance. Ce que Guise aurait peut-être accepté de la main d'un autre, plutôt que de s'exposer aux suites périlleuses d'une entreprise aussi téméraire que la sienne, il le refusa du roi, qui avait la réputation de ne point tenir à sa parole.

Les calvinistes, de leur côté, lui tendirent un piège. La Noue, au nom de son parti, lui proposa de s'unir à eux contre Henri III, pour en arracher tout ce qu'ils voudraient. Ils proposaient de ne point parler de religion dans leurs manifestes, et de prendre pour prétexte commun le bien public et la réformation de l'état contre les mignons. Guise rejeta une association qui ne lui donnait que des espérances, pendant qu'avec le ressort de la religion il remuait tout le royaume, et qu'il avait pour lui le pape et les *doublons d'Espagne*; aussi ne croit-on pas que cette proposition fût sérieuse de la part des réformés. On la rapporte seulement pour faire voir que dans les guerres civiles il y a souvent, entre les ennemis les plus acharnés, des intelligences secrètes qui peuvent en un moment changer la face des affaires ².

¹ *Journal de Henri III*, tom. III. — Gayet.

² *Mém. de Tavannes*, pag. 264.

Le roi se défiait avec raison de ces correspondances clandestines. Dans sa cour et dans son conseil, les attachemens étaient divers comme les opinions. Joyeuse, un des mignons; Villeròi, un des principaux ministres; la reine-mère, et beaucoup de seigneurs, penchaient pour la ligue; Épernon, autre favori, et tous ceux que les prétentions audacieuses du duc de Guise révoltaient, favorisaient les Bourbons.

Il serait impossible d'exposer les motifs qui déterminaient chaque particulier à embrasser un parti plutôt que l'autre. Intérêts de famille, liaisons d'amitié, d'ambition; soit de richesses, envie de se signaler, haines personnelles, désirs de vengeance, enfin tout ce qui peut remuer les cœurs et subjuguier les esprits, était souvent, beaucoup plus que l'amour de la patrie et de la religion, la vraie cause des attachemens; de sorte qu'il n'était pas extraordinaire de voir un calviniste partisan de la ligue, et un catholique ennemi des ligueurs; le premier, uni à la faction sans être ami des Guises; le second, contraire à la sainte union sans penchant pour le roi de Navarre. L'un, suivant la générosité de son caractère, affectionnait les Bourbons comme braves et malheureux; l'autre, amateur de l'intrigue, se passionnait pour le duc de Guise, dont les rares talens promettaient une révolution: très-peu étaient sincèrement dévoués au roi.

Se présentait-il une affaire dans le conseil, Henri

était obligé, avant que d'embrasser un avis, d'en pénétrer le motif, de voir si la différence de sentimens ne venait pas de rivalité plutôt que de zèle pour le bien. Plus d'une fois il fut réduit à interposer son autorité pour faire cesser les querelles scandaleuses entre ministres et courtisans ; querelles élevées en sa présence, au mépris de sa dignité, et qui dégénéraient en reproches amers et en invectives. Pareille défiance l'empêchait de donner son secret tout entier à ceux qu'il mettait à la tête de ses armées ; prince malheureux, qui, avec de la religion, ne put se faire aimer des catholiques ; avec un grand fonds de bonté fut haï de ses peuples ; fut méprisé de la noblesse avec de la bravoure ; et avec la générosité fut trahi de ses courtisans les plus chéris : tout cela pour n'avoir jamais su, en se décidant, décider les autres, et les ramener, par sa fermeté, au devoir et à la fidélité.

Ce qu'on a vu jusqu'à présent de sa trop grande bonté prépare certainement à des preuves de patience bien extraordinaires dans un souverain, mais encore moins étonnantes que celles qui nous restent à raconter. Henri seul était capable d'observer de sang-froid les attentats de ses sujets rebelles, d'opposer la ruse à la ruse, de ne les déconcerter qu'en faisant voir qu'il était instruit, sans jamais punir ; de tirer vanité de la surprise et de la confusion que les mesures secrètes prises contre le crime causaient aux coupables, comme s'il n'eût voulu que

disputer d'adresse avec eux , ignorant apparemment que le prix d'un pareil combat entre un souverain et ses sujets est ordinairement , tôt ou tard , la perte de sa couronne , et peut-être de la vie.

Il est certain que le duc de Guise fut poussé plus vite qu'il ne voulut d'abord. C'était lui , à la vérité , et ses partisans qui , par la bouche des prédicateurs , par la plume des écrivains , par le pinceau des peintres , l'ascendant des confréries , le spectacle des processions et autres assemblées pieuses , avaient échauffé l'imagination des peuples : mais qu'on examine attentivement la marche du complot , on verra que les résolutions extrêmes partirent du conseil de la ligue. C'était une espèce de comité , formé presque fortuitement de gens ramassés de tous états , plus passionnés qu'éclairés : avocats , huissiers , procureurs , greffiers , magistrats , des curés trop zélés , un apostat du calvinisme , des banqueroutiers , des prédicateurs séditieux , un Bussi Leclerc , ancien maître en fait d'armes , des marchands , Cruché , Louchard , La Chapelle-Marteau ; et d'autres de diverses professions. Guise n'avait parmi eux qu'un homme dépositaire de son secret , savoir : François de Ronchecrolles de Menneville , gentilhomme aimable , hardi , éloquent , propre à inspirer l'enthousiasme , mais qui ne fut pas toujours le maître de calmer la fougue qu'il avait excitée. Une femme furieuse soufflait aussi à ces forcenés sa haine et ses désirs de vengeance.

On ignore en quoi Henri III avait offensé Cathe-

rine-Marie de Lorraine, sœur du duc de Guise, et veuve du duc de Montpensier. Il est à présumer, par la vivacité que cette princesse mit dans ses ressentimens, qu'elle avait à venger ses appas méprisés, peut-être des avances négligées ou des intrigues galantes révélées : crimes qu'une femme ne pardonne jamais. Quoi qu'il en soit du motif, la duchesse de Montpensier jura à Henri une haine irréconciliable, et le poursuivit jusqu'au tombeau. Elle se trouve dans toutes les conjurations formées, tant contre son état que contre sa personne : il en éclata cette année de l'une et de l'autre espèce.

Les intérêts de l'Espagne devenaient aux ligueurs plus chers que ceux de la France, persuadés qu'ils étaient que de ce royaume devaient venir leur salut et l'accomplissement de leurs projets. Dans ce temps, Philippe préparait contre l'Angleterre une flotte qu'il nomma l'*Invincible*, et que les flots engloutirent. Comme s'il eût prévu ce malheur, il désirait avoir sur les côtes de France un port où il pût, en cas d'accident, retirer ses vaisseaux. Les ligueurs, non-seulement lui prêtèrent la main pour s'emparer de Boulogne, mais ils se chargèrent même de l'exécution par leurs émissaires. Le roi n'eut besoin que de connaître leur dessein pour le faire avorter; mais il n'en punit pas les auteurs.

Ces ménagemens, attribués à sa faiblesse, les enhardirent à conspirer contre lui-même. Ils pro-

posèrent de l'arrêter un jour qu'il reviendrait de Vincennes peu suivi à son ordinaire. Une autre fois ils voulurent profiter, pour l'enlever, du tumulte de la foire Saint-Germain, où le roi allait quelquefois se divertir mal accompagné. Il fut averti de ces complots par Nicolas Poulain, lieutenant du prévôt de Paris, qui avait eu l'adresse de gagner la confiance des conjurés, au point d'être chargé par eux du soin d'acheter des armes et de les cacher.

Pour faire parvenir au roi le détail d'une autre conjuration beaucoup plus dangereuse, Poulain employa un stratagème assez singulier. Il donna avis au chancelier de le faire mettre en prison, comme soupçonné de mauvais desseins. Ce magistrat le fit ensuite paraître devant lui, et au lieu de subir l'interrogation, Poulain lui expliqua toute l'intrigue.

On sut par lui que les ligueurs, malgré leur sécurité apparente, tremblaient que le roi ne prit enfin une résolution vigoureuse, et ne les punit en une seule fois de tous leurs attentats. Quelques-uns en effet avaient été menacés secrètement, et la cour avait déjà fait des tentatives pour en enlever d'autres. Le tonnerre grondait sur la tête des coupables; ou du moins ils se l'imaginaient; et, dans cette prévention, ils avaient cru que le meilleur moyen de se mettre à l'abri était de prévenir le roi.

Ils en avaient écrit au duc de Guise, et l'avaient

pressé aussi, par députés, de venir se mettre à leur tête. Comme ils le trouvèrent assez froid, parce qu'il ne croyait pas encore la partie bien préparée, ils s'adressèrent au duc de Mayenne, son frère. Il venait de quitter son armée pour maladie feinte ou réelle, mais au fond, outré du rôle qu'on lui avait fait jouer en le mettant à la tête d'une armée délabrée avec d'autres chefs qui par ordre du roi le traversaient dans tous ses projets. Ainsi, voyant jour à se venger, quoique naturellement ennemi des desseins téméraires et turbulents, Mayenne promit d'appuyer les conjurés.

On se prépara donc à exécuter le plan dressé de longue main. Il consistait à s'emparer de la Bastille, de l'Arsenal, du Temple, du grand et du petit Châtelet, partie par force, partie par des intelligences secrètes, à égorger le premier président de Harlai, d'Espesses, avocat général, le chancelier et tous les gens attachés à la cour; à fortifier l'hôtel-de-ville et investir le Louvre. Dans la crainte que la noblesse ou quelques troupes cachées ne courussent au secours du roi, on devait tendre les chaînes attachées aux coins de chaque rue, et les soutenir avec des tonneaux remplis de terre, avec des planches et des poutres : ce qui serait, à la tête de chaque rue, comme autant de petits forts derrière lesquels la bourgeoisie pourrait se défendre ainsi que d'un rempart. Ces choses achevées, les ligueurs ne bornaient plus leurs espérances. Ils arrêtaient le roi, le gardaient en prison, lui dé-

fendaient de se mêler du gouvernement, créaient un parlement pour rendre la justice, et un conseil pour gouverner l'état, et envoyaient les Espagnols qu'on leur avait promis, combattre et vaincre le roi de Navarre.

L'avertissement de Poulain renversa tous ces projets. Le roi, bien instruit des détails, rassemble des troupes, s'empare des portes, s'assure des lieux menacés. Quand on voit le complot découvert, tous les conjurés restent confus. Mayenne se retire, et Henri a la bonté de souffrir qu'il prenne congé de lui. Il se contenta de lui dire d'un ton moqueur : *Quoi, mon cousin ! vous abandonnez ainsi vos bons amis les ligueurs ?* — *Je ne sais ce que veut dire votre majesté,* répondit le duc déconcerté. Mais en s'en allant il promit aux factieux de ne point les abandonner, et qu'à la première alarme son frère et lui voleraient à leur secours. Il leur laissa quelques officiers, gens de main et d'exécution, pour cautions de sa parole, et encore plus pour les maintenir dans leurs dispositions présentes.

Guise, qui aurait volontiers profité de leur entreprise si elle avait réussi, la voyant manquée, les taxe d'imprudence et de précipitation. Il se met en colère contre eux, paraît disposé à les abandonner et à faire sa paix particulière avec le roi. Menneville, porteur de ces menaces, négocie leur raccommodement. D'accord avec le duc, il se rend caution de leur docilité pour la suite, et ob-

tient leur pardon : exemple de ce que peut un scélérat habile sur les subalternes qu'il a poussés à des crimes dont ils n'espèrent l'impunité que par sa protection.

On peut remarquer entre la conduite de Henri, roi de France, et celle d'Élisabeth, reine d'Angleterre, une différence qui, n'ôtant rien au mérite de la clémence, fait voir que cette vertu, si digne des rois, est souvent, lorsqu'on l'emploie mal, plus dangereuse qu'une juste fermeté. Henri pardonna toujours, et périt assassiné; Élisabeth ne fit point de grâces, et régna glorieusement. Elle ne passa presque pas une année sans voir le poignard levé sur elle; mais aussitôt après la conviction, le sang des chefs, comme celui des complices, coulait sur les échafauds : excusable, louable même, si elle n'eût pas étendu sa sévérité jusque sur l'infortuné Marie Stuart.

Que cette princesse, du fond de sa prison, ait su les conjurations formées contre Élisabeth, qu'elle leur ait même prêté son nom, c'était une raison de la resserrer davantage, mais non pas de la faire mourir par la main d'un bourreau. Aussi soupçonne-t-on la reine d'Angleterre d'avoir eu, pour se débarrasser de Marie, des motifs de rivalité autres que la jalousie du gouvernement. Si elle porta jusqu'à cet excès le dépit de voir sa beauté effacée par les charmes de la reine d'Écosse, le sort de celle-ci en devient encore plus touchant.

Dix-neuf ans de prison, commencés à l'âge de

vingt-cinq ans, auraient dû faire oublier les fautes dont on accuse sa jeunesse; car on doit avouer que, si elle ne fut pas coupable de la mort de son second mari, elle donna lieu à l'accusation en épousant son assassin: La Providence, qui voulait la faire servir d'exemple à celles que leur rang étourdit quelquefois sur leurs crimes, permit qu'une si longue captivité, mêlée des chagrins les plus amers, finit cette année par une mort violente.

Marie, dans ce dernier moment, s'arma de fermeté, et mourut en héroïne chrétienne. Elle parut sur l'échafaud un crucifix à la main, vêtue en reine, avec un visage serein et tout l'éclat de sa première beauté. On voulut faire retirer ses femmes et quelques domestiques qui éclataient en sanglots. Elle promit qu'ils seraient plus modérés, et les retint pour lui rendre les derniers services. Comme la douleur leur arrachait encore des soupirs: *J'avais promis*, leur dit-elle d'un air ferme, *que vous seriez plus tranquilles; retirez-vous et priez pour moi.* Elle pria elle-même à haute voix pour la paix de l'Eglise, pour le roi d'Ecosse son fils, et pour la reine d'Angleterre, se fit bander les yeux, et tendit le cou au bourreau, qui en deux coups sépara la tête du corps.

L'histoire présente peu de morts aussi héroïques. Sans plaintes, sans regrets, sans cette ostentation de courage, marque ordinaire d'une âme qui cherche à s'affermir, Marie cessa de vivre comme un voya-

geur quitte un pays qui lui est devenu indifférent : les protestans en firent une criminelle justement punie, et les catholiques une martyre sacrifiée à la religion.

En France, les Guises, ses parens, qui l'avaient abandonnée pendant sa vie, jetèrent des cris perçans à sa mort, peut-être parce que ces cris pouvaient leur être utiles. On imprima des relations de cette tragique catastrophe, et on y joignit des inscriptions effrayantes des tourmens qu'on supposait que les hérétiques faisaient souffrir aux catholiques en Angleterre, en Allemagne et dans les Pays-Bas, et qu'ils ne manqueraient pas, ajoutait-on, de faire souffrir en France sitôt que le roi de Navarre et ses adhérens y seraient les maîtres ¹. Il nous reste encore de ces estampes, accompagnées d'explications également outrées et propres à échauffer les esprits.

Le zèle renouvela alors, avec plus d'ardeur que jamais, les dévotions publiques. On voyait les chemins couverts de troupes d'hommes et de femmes, qui allaient en stations d'église en église, revêtues d'aubes traînantes; d'où est venu le nom de *processions blanches*. Il s'en faisait la nuit dans les villes, et dans Paris surtout; moyen très-commode aux ligueurs de se rassembler plus promptement

¹ De Thou, liv. LXXXVII. — Davila, liv. VIII. — *Theatrum crudelit.*, etc., in-4°, 1587. Antuerpie, apud Adrianum Huberti.

et plus sûrement. On y chantait des litanies d'un ton triste et lugubre, comme dans une calamité publique; ce qui persuadait au peuple que l'état et la religion étaient menacés du plus grand péril, et le disposait à tout sacrifier pour sa défense.

Un exemple de conversion bien frappant vint encore à l'appui de ces dispositions. Henri, comte du Bouchage, jeune courtisan, frère du duc de Joyeuse, renonçant tout à coup aux espérances brillantes que la faveur lui promettait, s'enferma chez les capucins, et y prit l'habit. Prières, sollicitations, larmes de son frère et du roi même, rien ne fut capable de lui faire changer de dessein. Sa retraite fut citée comme une preuve du danger où était le catholicisme dans la cour qu'il abandonnait, et les esprits s'en échauffèrent davantage.

Henri, las de s'attrister avec Joyeuse, se consola avec d'Épernon, dont la fortune prenait de la solidité par les soins du roi. Il lui fit épouser une très-riche héritière, Marguerite de Foix-Candale, petite-fille, par sa mère, du connétable de Montmorenci; et ce que la rigueur des circonstances ne permit point au monarque de prodiguer en dépenses fastueuses, il le donna en argent et en terres à son favori¹. Il y eut pourtant à ces noces un magnifique bal, auquel Henri se trouva avec son grand chapelet à têtes de mort : heureux de s'étourdir sur les maux qu'un soulèvement général

¹ *Journal de Henri III.*

et une inondation d'ennemis étrangers préparaient à son royaume! . . .

Ce ne fut point une vaine cérémonie que l'ambassade des princes allemands. Elle produisit son effet aussitôt après leur retour dans leur pays. Plus de trente mille hommes, cavalerie et infanterie, ramassés de toutes les parties de l'Allemagne et de la Suisse, fondirent en France, sachant bien qu'ils venaient au secours de leurs frères réformés, mais ignorant, la plupart, contre qui ils auraient à combattre. On avait persuadé au plus grand nombre que, sitôt qu'ils paraîtraient, le roi se mettrait à leur tête et tomberait sur les ligueurs. Il ne tint qu'à lui de se prévaloir de cette occasion. Le roi de Navarre l'y exhortait; mais Henri se flatta de détruire les uns par les autres. C'était pour ainsi dire le refrain de toutes ses réflexions. On l'entendait dire souvent : *De inimicis meis vindicabo inimicos meos*. « C'est de la main de mes ennemis mêmes que je punirai mes ennemis. » En conséquence de cette résolution, voici le plan d'opérations qu'il imagina. .

Premièrement, opposer aux Bourbons des forces bien supérieures aux leurs, dont il donna le commandement à Joyeuse, son favori. Il se flatta de diriger ce jeune général, qui avait ordre de tenir simplement les calvinistes en échec, afin que le roi, en cas de besoin, fût toujours maître de les appeler à son secours contre la ligue. En second lieu, ne fournir à Guise que des troupes médiocres

à opposer à ce gros corps d'Allemands, dans l'espérance qu'il en serait maltraité; enfin, se mettre lui-même à la tête de l'armée la plus forte, pour donner la loi à tous les partis, quand ils seraient épuisés l'un par l'autre. Le projet était bien conçu; mais Henri ne connaissait ni Joyeuse, ni Guise, ni lui-même.

On a déjà vu que Joyeuse s'était imaginé pouvoir se substituer au duc de Guise dans la faveur des catholiques; et qu'il avait même prié le pape de le secondér dans ce dessein. Quand il se vit à la tête d'une puissante armée, ses anciennes idées se réveillèrent; il crut qu'il n'avait qu'à frapper un coup important contre les calvinistes, qu'aussitôt les ligueurs abandonneraient le duc de Guise, devenu inutile, et s'empresseraient autour de lui. Une victoire lui parut propre à produire cet effet, et il résolut d'essayer ses forces en bataille rangée contre le roi de Navarre.

Bourbon faisait la guerre avec avantage dans les provinces méridionales du royaume lorsque les Allemands entrèrent en France, par la Lorraine, dans le mois de septembre. Aussitôt il interrompit ses succès pour les joindre. Joyeuse, de son côté, se mit en devoir de lui fermer le passage : les deux armées se rencontrèrent en Périgord, auprès d'un bourg nommé *Coutras*, d'où la bataille a pris son nom.

C'était l'armée de Darius contre celle d'Alexandre : du côté de Joyeuse; plus de troupes; mais

des courtisans efféminés, des soldats chargés d'or, des levées nouvelles et sans expérience, et un chef amolli par les délices d'une cour voluptueuse : du côté de Bourbon, moins de combattans, mais une noblesse exercée aux fatigues, des hommes de fer, un jeune héros nourri dans les camps, familiarisé avec les revers comme avec les triomphes, et échauffant tous les cœurs de l'ardeur guerrière dont il était animé¹. Ce contraste se remarquait à la première vue des deux armées. Quelqu'un faisant observer à Henri la pompe fastueuse des bataillons ennemis : *Eh bien ! répondit-il avec une gaieté martiale, nous en aurons tant plus belle visée sur eux, quand nous viendrons à mêler les mains ensemble.*

Il ne faut rien perdre des circonstances de cette action, qui fraya le chemin du trône à notre immortel Henri iv. Quand les armées furent en présence, s'adressant à ceux qui l'environnaient, il déplora dans les termes les plus touchans le funeste effet des guerres civiles, qui arment amis contre amis, parens contre parens, frères contre frères : il s'attendrit sur le sort de la France, et prit tous les seigneurs à témoin des efforts qu'il avait faits pour terminer à l'amiable ses différens, dût-il lui en coûter la vie. « Périissent, ajouta-t-il d'un ton animé, les auteurs de cette guerre, et que le sang qui va être répandu retombe sur leur

¹ De Serres, tom I^{er}., pag. 789.

tête ! » Puis, se tournant vers les princes de Condé et de Conti, et le comte de Soissons, ses cousins, il leur adressa ces mots : « Pour vous, je ne vous dis autre chose, sinon que vous êtes du sang de Bourbon, et vive Dieu ! je vous ferai voir que je suis votre aîné. — Et nous, répondirent ces princes, que nous sommes de bons cadets ¹. »

Dans ce moment se présente le sévère Mornay : il remonte au jeune guerrier qu'emporté par le feu de ses passions, il s'est permis une liaison criminelle dont les éclats ont affligé une honnête famille ; qu'il va peut-être paraître devant Dieu, et qu'il doit à son armée la réparation de ce scandale public. Henri n'hésite pas ; il reconnaît humblement sa faute devant le ministre Chaudieu. Quelques seigneurs peu scrupuleux veulent lui persuader que c'est trop exiger d'un roi : *on ne peut*, leur répondit-il, *trop s'humilier devant Dieu, ni trop braver les hommes*. Il se met à genoux ; toute l'armée en fait autant, et le ministre commence la prière. A ce spectacle, Joyeuse s'écrie : *Le roi de Navarre a peur ! — Ne le prenez pas là*, dit Lavardin, son principal lieutenant ; *ils ne prient jamais sans qu'ils soient résolus de vaincre ou de mourir*.

Joyeuse éprouva à ses dépens la vérité de la remarque : ses nombreux escadrons ne tinrent pas contre le choc de la cavalerie calviniste ; après une

¹ Matthieu, liv. VIII, pag. 423.

faible résistance ce fut moins un combat qu'une déroute. L'infortuné Joyeuse, au désespoir de voir ses projets renversés par cette défaite, ne cherche point à se sauver. *Que faut-il faire?* lui demande un de ses lieutenans. *Mourir*, répond Joyeuse; et, en parlant ainsi, il s'enfonce dans les bataillons ennemis avec Claude de Saint-Sauveur, son frère, et ils y sont tués tous les deux¹.

Après la victoire, Bourbon parcourt le champ de bataille, fait enterrer les morts, ordonne qu'on prenne soin des blessés, reçoit avec affabilité les prisonniers qu'on lui amène en foule, rend à quelques-uns leurs drapeaux en récompense de leur bravoure, et plaint le sort de l'ambitieux Joyeuse, dont il envoie le corps à ses parens. Modeste dans son triomphe, il voit, sans laisser paraître d'émotion, la salle où s'était retiré pour prendre un léger repas tapissée des étendards enlevés aux ennemis, et sa table environnée de vaincus qui, pleins d'une égale admiration, s'empressaient autour de lui.

La nouvelle de cette victoire arriva à l'armée des Allemands lorsqu'ils étaient dans la plus grande détresse. Depuis leur entrée en France, Guise, avec son petit corps de troupes, n'avait cessé de les côtoyer, ne manquant aucune occasion de les harceler, et de traverser leur marche. Cependant cette armée formidable, malgré ses pertes, avançait toujours; mais mal conduite, n'ayant point à

¹ Brantôme.

sa tête de prince d'un nom à contenir le soldat, sans conseil, sans but fixe, livrée, à ce qu'on prétend, aux insinuations perfides d'un traître, donné à ces étrangers par les calvinistes eux-mêmes comme un guide assuré, et cependant espion secret de la ligue, de nouveaux échecs la menaçaient chaque jour davantage.

Le baron d'Houa, nommé par les princes protestans de l'empire général de cette armée, était un homme indécis, bon commandant pour un coup de main, mais ignorant le local et les intérêts des partis. On proposa d'établir le théâtre de la guerre en Lorraine, pays abondant, enrichi depuis long-temps des malheurs de la France, d'où, en cas d'échec, il serait facile de retourner en Allemagne. C'était le moyen d'arracher à la ligue ses chefs, et de les forcer à la paix, dans la crainte qu'auraient eue les princes lorrains de voir dévaster le patrimoine de leurs ancêtres pour des espérances très-incertaines. Cet avis prudent fut combattu par un raisonnement spécieux. « Nous sommes venus, disaient les plus ardens, pour secourir le roi de Navarre, il faut donc le joindre. »

En conséquence, ils marchent vers la Loire sans provisions, sans route déterminée, sans point d'appui en cas d'accident; ils reprennent de petites villes, ils les rançonnent et les pillent; celles qui font mine de résister, on les laisse de côté, et on passe outre : ils arrivent enfin, excédés de fatigues, devant la Charité. Leurs prédécesseurs, sous

le duc de Deux-Ponts, avaient eu autrefois le bonheur de trouver ce passage ouvert ; mais, en cette occasion, les catholiques s'en étaient emparés les premiers.

On est donc forcé de revenir sur ses pas, et l'on essaie de gagner la Beauce dans l'espoir d'y faire subsister l'armée : mais le pain manque ; les murmures commencent ; le soldat se plaint des marches forcées, des gardes continuelles, de la disette d'équipage et d'habits. De temps en temps, les Allemands sont renforcés par quelques troupes de Français qui viennent les joindre à travers les embuscades dressées de tous côtés ; mais le récit des dangers qu'ils ont courus diminue bientôt la joie de les voir : le découragement devient enfin général quand on s'aperçoit que les chefs, incertains, avancent, reculent, et, comme s'ils eussent perdu la tête, viennent se placer entre les troupes du duc de Guise et une forte armée commandée par le roi en personne.

Il avait fallu non-seulement une rumeur des Parisiens, mais encore une sédition portée aux excès les plus violents, pour tirer Henri de son indolence. On disait qu'il abandonnait la cause de Dieu, qu'il laissait le duc de Guise à la merci de cette grande armée, dans le dessein de le faire périr et d'abolir la religion avec lui. Les prédicateurs débitaient en chaire ces calomnies, et il y en eut un assez hardi pour appeler le roi en plein sermon, *tyran*, et ses ministres, *fauteurs d'hérétiques*. Henri eut

dessein de le punir : il se retint néanmoins, parce qu'il vit le peuple disposé à le défendre. Ensuite il prit le parti de paraître l'avoir oublié, et il sortit de Paris pour se mettre à la tête de son armée ; mais il s'y comporta en homme qui n'aurait voulu qu'être témoin des exploits du chef de la ligue.

Ce n'est pas qu'il ne fût plus prudent d'affaiblir l'armée des Allemands par la désertion que par le tranchant de l'épée, et de la laisser fondre, pour ainsi dire, puisqu'elle commençait à se dissoudre d'elle-même ; mais, en suivant ce système, il n'aurait pas fallu souffrir que le duc de Guise s'attirât tout l'honneur de la défaite par des victoires qui, quoique inutiles, le relevaient infiniment aux yeux des ligueurs. Ils s'éblouirent même tellement de l'éclat de ses exploits, que ceux de Paris l'exhortèrent sérieusement à se saisir du roi au milieu de son armée, se faisant fort d'arrêter ses ministres et le parlement, de se rendre maîtres de la capitale, et de causer ainsi une révolution favorable à la bonne cause. Sans rejeter leurs offres, Guise les renvoya à un temps plus commode.

En effet, le moment n'était pas favorable. La France retentissait du bruit de la victoire remportée à Coutras, et le roi, poussé à bout par les factieux, aurait pu appeler à son secours les vainqueurs de Joyeuse, prendre à sa solde les Suisses, recevoir dans ses escadrons les reîtres de l'armée allemande, et avec ces troupes tomber sur les ligueurs, incapables de résister à ces forces réunies.

Les circonstances exigeaient donc des ménagemens et une politique adroite pour ne pas débarrasser le roi, mais aussi ne le pas jeter dans un danger qui lui ouvrit les yeux sur ses vrais intérêts.

Un événement imprévu facilita les projets du duc. Au bruit de la victoire de Contras succéda une incertitude étonnante sur le sort de l'armée victorieuse. On apprit ensuite qu'elle s'était débandée tout entière. Les uns disent qu'il fut impossible au roi de Navarre de retenir sous ses étendards un corps de noblesse volontaire, qui ne s'était réunie que pour un coup de main; les autres, qu'il ne s'en soucia pas, et que, dans le transport d'un premier triomphe, il ne fut pas fâché d'avoir le prétexte de la défection de son armée pour aller porter aux pieds de Corisande d'Andouins, comtesse de Guiche, les drapeaux enlevés à l'ennemi¹. De bons historiens le justifient de cette galanterie déplacée, mais ils ne l'excusent point de n'avoir pas du moins tenu, avec les troupes assez nombreuses qui lui restaient encore, de s'ouvrir un passage jusqu'aux Allemands.

Quoi qu'il en soit du motif de son éloignement, il fut des plus funestes à l'armée allemande. Le prince de Conti, frère du prince de Condé, que le roi de Navarre avait envoyé pour le remplacer, ne put relever ces esprits abattus. La crainte, qui devait inspirer des précautions, les aveugla; on ne

¹ *Vie de Mornay*, pag. 111.

gligeait les gardes par découragement, et cette négligence donna lieu à des surprises qui produisirent la consternation, comme si elles eussent été des défaites entières. Telles furent les attaques de Vimori et d'Auneau, 'bourgs' du Gâtinais et de la Beauce; occupés par les troupes allemandes; attaque que l'on peut appeler *canisades*, plutôt que véritables combats. Guise y montra beaucoup d'intelligence et de valeur; mais elles n'auraient eu aucune suite décisive avec des troupes moins effrayées.

Après ces échecs, les chefs étrangers; comme les soldats, ne parlèrent plus que de traiter. Le duc d'Épernon se rendit médiateur. La lenteur de l'accommodement occasiona de nouvelles pertes, qui rendirent leur condition plus mauvaise. Leur terreur devint si forte, qu'il arriva à vingt-cinq soldats du duc d'Épernon d'en désarmer douze cents; de sorte qu'ils se trouvèrent trop heureux d'obtenir la permission de retourner chez eux par petites bandes, enseignes ployées, avec serment de ne jamais porter les armes contre le roi. On leur donna aussi des sauf-conduits, qui ne furent guère respectés.

Les paysans en assommèrent un grand nombre dans leur marche. On leur courait sus comme à des bêtes féroces. Les traîneurs, les malades étaient égorgés sans pitié. Le duc de Guise, qui se plaignait du traité, comme fait exprès par le duc d'Épernon, son ennemi, pour lui ravir la gloire de délivrer la France de ces étrangers, suivit le corps

le plus nombreux jusque sur la frontière, et en fit un carnage effroyable. De trente mille, à peine en retourna-t-il six à sept mille dans leur pays. Telle fut l'issue de cette invasion ; et telle sera toujours la fin de toute expédition lointaine, moins dirigée par la prudence que par la bravoure. . . .

Le roi retourna deux jours avant Noël à Paris, où il fit une entrée publique, revêtu de sa cotte d'armes, le casque en tête, comme s'il eût triomphé de tous ses ennemis. Le peuple s'en moqua. N'osant peut-être pas, par un reste de respect, s'attaquer directement à sa personne, les railleurs tombèrent sur le duc d'Épernon. Ils l'accablèrent de traits satiriques. Les colporteurs criaient dans les rues de Paris : *Faits d'armes du duc d'Épernon contre les hérétiques !* On ouvrait le livre, et à chaque page on trouvait, en gros caractère, ce seul mot : *Rien*. Henri consola son favori, en lui donnant la dépouille de Joyeuse : *Et ce faisant, dit Pasquier, sans coup férir, il a perdu plus de gentilshommes qu'il n'avait fait à la bataille de Coutras*¹.

1588. — En revenant de la poursuite des Allemands, le duc de Guise se rendit à Nancy, où étaient assemblés les principaux de sa famille et de la ligue. On y tint un grand conseil. Les avis y furent différens comme les intentions ; mais le résultat fut le même, parce que, pour arriver chacun

¹ Pasquier, liv. XI, lett. XIV.

à leur but particulier, ils avaient tous besoin du même moyen, savoir, le trouble de l'état !. Par là, le duc de Lorraine; Charles III, se flattait de forcer le roi à fermer les yeux sur les invasions qu'il méditait, même à se faire offrir une augmentation de domaines. Les cadets de cette maison, que l'on appelait la *faction caroline*, parce qu'ils portaient tous le nom de Charles; savoir : Charles, duc de Mayenne, frère du duc de Guise; Charles-Emmanuel de Savoie, duc de Nemours, son frère utérin; les ducs d'Aumale et d'Elbeuf, leurs cousins germains, espéraient, par cette voie, des établissemens considérables. Ils voulaient donc qu'on continuât de susciter des embarras au roi, mais non qu'on l'outrât, de peur que, ne voyant plus d'autres ressources, il ne prit quelque résolution vigoureuse, qui ruinerait leurs espérances. Pour le duc de Guise, on ne peut guère douter qu'il n'eût des prétentions bien plus étendues; mais il n'en faisait confidence à personne, si on excepte peut-être son frère le cardinal de Guise, dont les actions, dirigées au même but que celles du duc, et suivies de la même catastrophe, ont toujours marqué un concert parfait avec son aîné.

Animés par ces motifs divers, sans parler de

¹ De Thou, liv. XC. — Davila, liv. IX. — *Mém. de la ligue*, tom. II et III: — Mathieu, liv. VIII. — Pasquier, liv. XII. — *Mém. de Nevers*, tom. I^{er}. — *Mém. de Ville-roi*, tom. I^{er}.

ceux des ligueurs, qui n'étaient qu'une fureur aveugle contre un roi trop clément à leur égard, les confédérés de Nanci prirent une résolution uniforme : ce fut de paraître toujours unis, sous le nom du cardinal de Bourbon, premier prince du sang ; et de signifier à Henri leurs prétentions sous la forme de requête. Ils y suppliaient le roi de se déclarer d'une manière plus authentique en faveur de la sainte union ; d'éloigner des emplois publics et d'auprès de sa personne les courtisans suspects de favoriser l'hérésie, dont on lui fournirait la liste ; de faire publier le concile de Trente ; d'établir au moins dans chaque capitale un tribunal de l'inquisition ; d'accorder aux chefs de l'union, tant dans l'intérieur que sur les frontières du royaume, des villes dont le roi entreprendrait les garnisons ; de soudoyer un certain nombre de leurs troupes ; de payer leurs dettes ; de déclarer la guerre à toute outrage aux hérétiques, de ne faire quartier à aucun prisonnier, à moins qu'il ne promît de vivre dorénavant dans la religion catholique, et d'employer désormais ses biens et sa vie pour le service de la sainte union.

Pendant qu'on dressait à Nanci cette insolente requête, le roi commençait à ouvrir les yeux sur les desseins des ligueurs, sans cependant pouvoir encore se persuader les excès que ses fidèles serviteurs voulaient lui faire craindre. Il fut encore long-temps à penser qu'il y avait de l'exagération dans leurs rapports. Il croyait, à la vérité, que les

factieux, dans la chaleur de leurs assemblées, étaient bien gens à méditer des projets de révolte; mais il s'imaginait que, quand il faudrait en venir à l'exécution, ou qu'ils manqueraient de cœur, ou qu'ils rentreraient dans le devoir à la moindre précaution visible de la part du prince.

Quelquefois aussi il pensait que ces délations pouvaient bien lui venir de la part des sectaires, qui imaginaient tous ces complots pour faigrir contre les catholiques, lui faire prendre un parti extrême, et le compromettre sans retour avec les ligueurs. Ce fut par ces soupçons que Henri paya presque jusqu'à la fin les avis du fidèle Poulain. Malheureusement cet homme ne jouissait pas d'une réputation bien intègre du côté des mœurs et de la conduite. On savait qu'il était considérablement obéré, qu'il cherchait par toutes sortes de moyens à raccommoquer sa fortune : c'en était assez pour donner à ses dépositions un air d'intérêt capable de lui ôter tout crédit. Le roi s'en défiait, et se fortifiait dans ses soupçons par les avis contraires de ses courtisans et de ses ministres, qui étaient ou trompés ou gagnés et qui l'induisaient en erreur.

La reine-mère, par exemple, ne voulait pas qu'on éclairât trop le roi sur son état, qu'elle ne croyait pas elle-même si dangereux, parce qu'elle espérait l'amener, par le dégoût des embarras, à avoir en elle plus de confiance; elle l'aurait employée, cette confiance, à établir solidement à la

cour le marquis de Pont, né de sa fille la duchesse de Lorraine, afin de lui procurer la couronne, si le roi venait à mourir sans enfans. D'O, surintendant et favori du roi, et les autres courtisans qui ne cherchaient que le plaisir, lui cachaient soigneusement sa situation, de peur que leur faveur ne diminuât, si la connaissance de ses affaires l'obligeait à s'y appliquer.

Villeroi et les autres ministres détestaient le duc d'Épernon, qui les maltraitait dans le conseil, et qui, en toute occasion, les accablait du poids de son crédit. Il avait eu la hardiesse de donner à Villeroi un démenti en présence du roi, et de l'appeler fourbe et fripon. Il n'avait pas craint d'accuser d'un commerce incestueux Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, homme important par son siège et son esprit violent, et le lui avait reproché en face. Le roi savait toutes ces imprudences, que son caractère doux ne lui permettait pas d'approuver, mais qu'il n'avait pas non plus la force de punir dans un homme qu'il aimait. Il lui restait simplement des ombrages : de sorte que, quand le duc d'Épernon venait l'alarmer sur les complots des factieux, il se persuadait aisément ce que lui soufflaient perpétuellement les ministres ; savoir : que tout cela n'arrivait que par haine contre le duc ; et cette prévention se gravait d'autant plus aisément dans son esprit, que les libelles qui paraissaient se déchaînaient avec la plus grande aigreur contre d'Épernon ; d'où Henri concluait que ce

n'était donc pas à lui qu'on en voulait, et qu'en sacrifiant son favori, il calmerait; quand il voudrait, la fureur de la populace. Ainsi ce prince, jouet des passions des autres, trouvait ses plus intimes confidens réunis en faveur de ses ennemis, sans qu'on puisse cependant prouver qu'aucun eût un dessein formel de le trahir.

Mais, s'il n'y avait pas à la cour de mauvaise volonté absolue contre le monarque, il y avait pour le chef de la ligue un penchant secret qui entraînait tous les cœurs. Un courtisan disait : *Que les huguenots étaient de la ligue, lorsqu'ils regardaient le duc de Guise*¹. Les femmes, dont le suffrage met en France un poids dans la balance des affaires publiques, n'ont pas tu leur admiration. On a recueilli de la maréchale de Retz une expression qui peint ce sentiment : *Ils avaient si bonne mine, dit-elle, ces princes lorrains, qu'après d'eux les autres princes paraissaient peuple*.

Les avantages qui, même séparés, faisaient aimer chacun de ces princes, le duc de Guise les réunissait tous en lui seul : air de dignité, belle taille, traits réguliers, port majestueux, regard doux, quoique perçant; manières polies et insinuantes, enfin ce qui rendrait un grand l'idole de la nation, n'eût-il que ces qualités extérieures; mais Guise y joignait une bravoure à toute épreuve, et le

¹ Balzac, xlv^e. *entrelien*.

taient rare de faire valoir ses exploits sans forfanterie, l'esprit du commandement, la discrétion sous l'air de franchise, l'art de se faire prôner trop retenu, alors même qu'il agissait sans ménagement, et de faire penser qu'il n'était excité que par le zèle de la religion, quand il ne servait que ses intérêts : aussi, pour me servir des termes d'un écrivain estimé, *la France était folle de cet homme-là, car c'est trop peu dire amoureuse*¹.

Guise avait de plus de vraies vertus, de la grandeur d'âme, beaucoup de patience, une prudence qui n'était jamais déconcertée par les événements, le coup d'œil de maître dans les affaires, et la facilité de se déterminer, quoique l'étendue de son génie lui montrât toutes les difficultés. Point de lenteur, l'action allait chez lui comme la pensée. Le duc de Mayenne, son frère, l'exhortant un jour à peser quelques inconvéniens avant de prendre un parti : *Ce que je n'aurais pu résoudre en un quart d'heure*, répondit-il, *je ne le résoudrai pas en toute ma vie*.

Voilà l'homme contre lequel dutta le faible Henri III, déjà trop dépeint, et dont on sait bien qu'il n'y a que des inconvéniens à attendre. Sous les yeux des Parisiens, si acharnés contre lui, il s'amusa, au commencement de l'année, à arranger lui-même les obsèques du duc de Joyeuse, qui coûteront des sommes immenses, et il ne

¹ Balzac, xxiv^e. entretien.

ne put pas seulement songer à la mort d'un des princes de son sang, Henri I^{er}, prince de Condé, qui périt empoisonné dans la ville de Saint-Jean-d'Angély.

Ce prince avait épousé Charlotte de La Trémoille, en revenant d'Angleterre, après sa malheureuse expédition d'Anjou; il la laissa enceinte du fils posthume qui succéda à son père. La réputation de cette jeune princesse ne fut pas respectée. On fit courir sur sa conduite des bruits déshonorans; de sorte que le prince son époux, étant mort d'une manière si tragique, on soupçonna l'épouse d'y avoir contribué, pour se mettre à l'abri de son ressentiment. Cette opinion s'accrédita tellement, que le roi de Navarre lui-même s'en laissa prévenir. Il accourut de Béarn en Saintonge, pour venger son cousin; et la princesse n'échappa au premier mouvement de sa colère qu'à la faveur de sa grossesse. Il la laissa sous une garde sûre; mais, après huit ans de captivité, le parlement de Paris déclara la princesse innocente.

Le prince de Condé était recommandable par une haute probité, une activité infatigable, et une intrépidité qui ne fut pas toujours réglée par la prudence. On sait les courses et les hasards de sa vie; qu'obligé de fuir de Noyers avec son père, il le vit périr à Jarnac. Il combattit à Montcontour, et n'échappa qu'avec peine au massacre de la Saint-

Barthélemy. Condé traversa plus d'une fois la France en fugitif, fut dépouillé sur les frontières; deux fois prisonnier sans être reconnu, démonté à Coutras d'un coup de lance, il vint enfin mourir de poison, à l'âge de trente-cinq ans, dans le sein de sa famille. Le roi de Navarre, en apprenant sa mort, s'écria : *J'ai perdu mon bras droit*. Ses ennemis même le regrettèrent. Le duc de Guise, admirateur constant de ses vertus, en rival généreux lui donna des larmes : peut-être, disent quelques historiens, parce que la mort violente d'un homme de ce rang le forçait à un triste retour sur lui-même,

Guise, en effet, courait alors une carrière fertile en pareilles catastrophes. Avait-il préparé le dernier événement, ou s'y laissa-t-il entraîner ? C'est ce qu'on ignore toujours. Tout examiné, je croirais que les excès dont nous allons parler furent dans le peuple le comble d'une fureur aveugle que Guise avait excitée sans prévoir où elle pourrait le mener, et qu'il en profita ensuite pour monter à la place que la fortune semblait lui marquer.

Ceux qui ne connaissent Paris que par la police exacte qui s'y est exercée depuis sont étonnés que, dans le sein d'une ville habitée par le roi, sous ses yeux et sous ceux de ses ministres, il ait pu se former une faction assez forte pour le chasser de sa capitale; mais Paris n'était pas alors gouverné comme il l'a été depuis¹. L'administration de cette

¹ Delamare, *Hist. de la police*.

ville ne recevait pas son impulsion première de la puissance royale, et le corps municipal, seul arbitre alors des résolutions, était encore le seul dépositaire de ses forces. Cette capitale avait des murailles flanquées de grosses tours, des portes qui se fermaient exactement, et les échevins en gardaient les clefs. La bourgeoisie était enrégimentée; elle élisait ses capitaines, et se formait par de fréquens exercices au maniement des armes. Il y avait au coin des rues de grosses chaînes scellées, qu'on tendait à la première alarme pour fermer les quartiers : on faisait à toutes les maisons des saillies qui les rendaient plus propres à l'attaque et à la défense; enfin, le peuple avait ses bannières, des places d'assemblée fixées, des mots de ralliement, et il ne fallait qu'un coup de tambour pour mettre sous les armes une multitude de soldats, peu agueris à la vérité, mais redoutables par leur nombre.

La ville était distribuée en seize quartiers. Comme dans ce temps de fermentation chacun se croyait chargé des affaires de l'état, il s'était établi dans chaque quartier une espèce de conseil où l'on traitait des intérêts de la sainte union : le chef de l'assemblée allait ensuite rapporter au conseil général de la ligue le résultat de la délibération, les vœux, les projets, la disposition des esprits, l'état des forces; et il en recevait les ordres nécessaires au soutien de la cause commune.

On présume bien que ce chef n'était pas un des moins ardents du conseil. Les propositions que cha-

cup des seize chefs portait au conseil général, productions d'imaginatioⁿs échauffées, étaient quelquefois jugées si déplacées, si téméraires, qu'on les rejetait. Selon l'ordinaire des caractères emportés et dominans, ils ne manquaient pas d'être vivement piqués de l'improbation : ils murmuraient, se communiquaient leur mécontentement, et, comme ils avaient les mêmes prétentions à soutenir, ils s'accoutumèrent à s'assembler. Ainsi se forma le fameux *Conseil des Seize*.

C'étaient seize forcenés qui, une fois frappés d'une idée, ne connaissaient plus ni autorité ni raison : quelques-uns se trompaient de bonne foi. Moins coupables, mais aussi dangereux, ils croyaient fermement que Henri III en voulait à la religion catholique : c'était le point d'où ils partaient dans toutes leurs délibérations ; ils s'entêtaient de la certitude de ce prétendu dessein du roi, et travaillaient ensuite à en convaincre les conseils des quartiers, ajoutant à l'accusation ce principe, que tout était permis pour défendre la religion ainsi menacée. Les Seize trouvaient, dans les assemblées des quartiers, des gens aussi animés qu'eux, que le fanatisme remuait aussi puissamment, et qui enfantaient des projets : ils les communiquaient à leur chef ; celui-ci en faisait part au conseil des Seize, qui se trouvaient ainsi enflammés à leur tour par l'enthousiasme qu'ils avaient eux-mêmes inspiré.

Ce ne peut guère être que cette circulation de

séduction, rendue plus vive par la crainte du châtiment des anciens attentats, et aussi la haine toujours plus animée de la duchesse de Montpensier, qui ait occasionné le fameux complot des *barricades*.

Pendant que tout était calme, et que le roi, loin de rejeter la requête de Nanci, faisait espérer une réponse favorable, sans nouveau prétexte, il vient dans l'esprit des ligueurs de se saisir de sa personne. Ils méditent d'abord d'exécuter leur dessein pendant les réjouissances du carnaval : ce coup manqué, parce que Poulain en donne avis, les Seize font le dénombrement de leurs forces : il se trouve vingt mille hommes capables de prendre les armes. Avec ces troupes ils prennent la résolution d'attaquer le Louvre même, de faire main-basse sur les gardes, d'arrêter Henri, et d'égorger toutes les personnes suspectes, courtisans ou ministres : encore averti par Poulain, le roi fait apporter en plein jour des armes dans le Louvre, et mande quatre mille Suisses pour renforcer sa garde. A cette nouvelle, le duc de Guise, qui s'était avancé jusqu'à quatre lieues de Paris, retourne à Soissons.

Ainsi abandonnés, les Seize frémissent à la vue des supplices que la vengeance du roi leur prépare : ils envoient au duc de Guise députés sur députés ; ils lui écrivent qu'ils vont tout abandonner, s'il ne vole à leur secours. Dans ce moment il ne fallait, de la part de Henri, qu'un

coup d'autorité pour dissiper toute la faction ; mais, persuadé apparemment qu'elle serait toujours peu redoutable en l'absence du chef, il envoie Bellièvre, un de ses ministres, lui porter défense de venir à Paris.

Pendant le voyage de Bellièvre, la duchesse de Montpensier se présente au roi : elle se jette à ses pieds, le conjure avec larmes de permettre à son frère de venir se justifier des crimes qu'on lui impute ; et, en même temps qu'elle tranquillise Henri par ses démarches soumises, elle lui dresse une embuscade, et aposte dans le faubourg Saint-Antoine des troupes, qui devaient l'enlever lorsqu'il revenait de Vincennes peu accompagné. Elle aurait réussi sans le fidèle Poulain, qui avertit encore cette fois. Le roi, prévenu, se fit escorter par une garde nombreuse, dont la seule apparence fit perdre à l'embuscade la pensée de l'arrêter.

Les opinions étaient fort diverses à la cour sur la nécessité du voyage du duc de Guise : plusieurs présumaient que sa présence pourrait accommoder les affaires, en forçant Henri de suspendre, par crainte ou par égards, les éclats de la vengeance qu'il méditait. C'était peut-être l'idée de la reine-mère ; lorsqu'elle dit à Bellièvre, chargé d'arrêter la marche du duc de Guise : *S'il ne vient, le roi est si en colère, qu'un monde de gens d'importance sont perdus*.

¹ *Mém. de Nevers*, tom. I^{er}, pag. 164. — Matthieu, liv. VIII, pag. 543.

Cette contrariété de sentimens dans des personnes qui n'auraient dû en avoir qu'un avec le roi rendait moins hardis ceux qu'il chargeait de ses ordres. Il paraît que Bellièvre n'osa signifier au duc de Guise la défense absolue de venir à Paris, dans la crainte d'être sacrifié ensuite. Au lieu d'être sourd à toutes les objections, comme le portait sa commission, il écouta les raisons du duc, et se chargea de les faire valoir. Celui-ci donna, en attendant, quelques paroles ambiguës. Bellièvre de retour reçut l'ordre positif de défendre au duc d'approcher. Le courrier chargé de cette défense ne put partir, faute de vingt-cinq écus qui ne se trouvèrent point au trésor : une lettre si importante fut mise à la poste ordinaire. Guise fit semblant de ne l'avoir pas reçue ; et se mit en marche par des routes détournées ; de sorte que tous ceux qui furent envoyés au-devant de lui pour le faire retourner le manquèrent.

Il entra dans Paris par la porte Saint-Denis, le lundi 9 mai, sur le midi, accompagné seulement de sept personnes, tant maîtres que valets ; mais, dit Davila, qui a rapporté toutes les circonstances de cet événement, d'après son frère, témoin oculaire ; « comme une pelote de neige s'augmente en roulant, elle devient bientôt aussi grosse que la montagne d'où elle s'est détachée ; de même, au premier bruit de son arrivée, les Parisiens quittèrent leurs maisons pour le suivre ; et en un mo-

ment la foule s'accrût de manière qu'avant que d'être au milieu de la ville, il avait déjà plus de trente mille personnes autour de lui. »

Le peuple paraissait ivre de joie. Jamais il n'avait crié d'aussi bon cœur *vive le roi !* qu'il cria cette fois *vive Guise !* Les démonstrations de contentement et d'allégresse publique ne peuvent aller plus loin ; les uns le saluaient et le comblaient tout haut de bénédictions, le nommant le libérateur et le sauveur de la patrie ; les autres, ne pouvant s'approcher, tendaient vers lui les mains en s'humiliant comme s'il eût été une divinité. On en vit fléchir les genoux, baiser le bas de ses habits, lui faire toucher leurs chapelets, et s'en frotter ensuite les yeux. De toutes les fenêtres les dames jetaient devant lui des rameaux, et le couvraient de fleurs. Pour lui, tranquille et serein, il disait des choses gracieuses à ceux qui étaient le plus près de lui, faisait aux plus éloignés signe de la main, saluait aux fenêtres, avec un visage riant, et marchait tête nue au petit pas au milieu de cette multitude.

Avec ce cortège, plus flatteur que l'éclat d'un triomphe préparé, le duc de Guise alla descendre à l'hôtel de Soissons, près de Saint-Eustache, où demeurait la reine-mère. Elle changea de couleur en le voyant, et fut saisie d'un tremblement qui se fit remarquer ; puis, se remettant, elle lui dit qu'elle aurait voulu qu'il ne fût pas venu à Paris dans ces circonstances. Il répondit, sans se déconcerter, que l'envie de se justifier auprès du roi ne

lui avait pas permis de différer ; et, chapegeant de propos, il aborda les dames de la cour, leur fit des complimens, et lia conversation avec elles. Pendant ce temps, la reine envoya Davila dire au roi que le duc de Guise était arrivé, et qu'elle allait le lui mener.

Ils se mirent en chemin, elle portée dans sa chaise, lui à pied, s'entretenant avec elle, parlant à l'un, caressant l'autre, saluant tout le monde, jusqu'aux gardes. Il les trouva doublés en arrivant au Louvre ; les Suisses étaient en haie, les archers dans les salles, et une foule de gentilshommes rangés dans les chambres qu'il fallait traverser. L'air morne avec lequel on recevait ses politesses le frappa ; il sentit une soudaine frayeur courir dans ses veines, et ce n'était pas sans cause ; on délibérait alors dans le cabinet du roi de sa vie ou de sa mort.

Frappez le pasteur, disait un des conseillers, et le troupeau se dispersera. Le duc arriva dans le moment. Henri, le regardant d'un air sévère, lui dit : « Je vous ai fait avertir de ne point venir. Sachant, repartit le duc, les calomnies dont on me noircissait auprès de votre majesté, je lui apporte ma tête, si elle me juge coupable. Je ne serais cependant pas venu si elle eût daigné me faire une défense plus expresse. » Ce dernier mot donna lieu à une explication entre le duc et Bellièvre, que le roi appela pour convaincre Guise de désobéissance. Pendant cette contestation, la reine-mère tira son

fils à quartier, et lui remontra que, si on faisait la moindre violence au duc, il y avait tout à craindre de la fureur du peuple assemblé en foule devant le palais. Guise, qui avait l'œil à tout, profita de ce moment d'irrésolution, prétexte la fatigue du voyage, salua le roi et sort. Il revient le lendemain matin, mais si bien accompagné, qu'il était plus en état de donner la loi que de la recevoir.

On avait passé la nuit au Louvre à raisonner sur ce que l'on aurait dû faire, et à prendre de fausses mesures pour la suite. A l'hôtel de Guise, situé dans le quartier Saint-Antoine, on s'occupa à combiner les moyens et à prévenir les inconvéniens. Des deux côtés on fit provision d'armes, et l'on plaça des sentinelles comme contre des ennemis en présence. Après sa visite au Louvre, le duc de Guise alla l'après-midi à l'hôtel de Soissons chez la reine-mère, où le roi se rendit aussi. Ils y eurent une longue conférence dans le jardin. Guise, qui de là entendait le murmure du peuple attroupé autour des murailles, en devint plus hardi. Après quelques légères excuses sur son arrivée, qu'il prétendait ne pouvoir être blâmée, il déclara ses intentions en termes polis, mais fermes. C'était que le roi se déterminât sans détour à faire une guerre à toute ouïe aux huguenots; et, pour que les catholiques pussent se fier à lui, qu'il chassât de la cour d'Épernon; La Valette son frère, et, en un mot, tous les gens suspects.

Le faible monarque, au lieu d'éclater contre un sujet insolent qui venait le braver dans sa capitale, s'étendit en apologies. Elles ne restèrent point sans réponses. Toutes ces répliques conduisirent à la promesse que fit le roi d'acquiescer aux propositions, si, de concert avec le monarque, le duc voulait interposer son crédit pour chasser sans tumulte les étrangers, soldats et gens sans aveu, dont la ville était pleine. Guise y consentit, sachant bien qu'il n'en arriverait que ce qu'il voudrait; et dans le moment il se fit une proclamation, portant injonction à tous ceux qui n'auraient pas des raisons valables de demeurer à Paris, d'en sortir sur-le-champ. Il y eut aussi des commissaires nommés pour en faire la recherche.

Ils y travaillèrent avec ardeur toute la journée du mercredi, mais sans succès. Les bourgeois cachèrent ces étrangers; le peuple murmurait de voir fouiller ses maisons, et n'épargnait pas les injures aux commissaires. Ils en firent leur rapport au roi, qui sentait bien d'où partait le coup, et qui prit enfin une résolution décisive.

Les Seize s'en aperçurent aux mouvemens qu'ils virent du côté du Louvre. Le roi y rassemblait sa noblesse; on savait qu'il avait mandé des troupes; il faisait mettre sous les armes les compagnies des bourgeois opulens, ennemis du trouble, qui ne pouvait que leur causer des pertes, et il leur assignait des postes. A la vue de ces préparatifs, Guise tremble, mais il ne désespère pas. De son côté, il

envoie des émissaires dans les quartiers les mieux fourtis de populace, tels que ceux de l'Université, de la place Maubert, de la Grève, des Halles. Il fait dire à ses affidés de se tenir sur leurs gardes, prêts à se rassembler au premier signal; qu'il se trame un grand complot; que le roi a résolu la mort de cent vingt catholiques. En même temps on répand des listes de ces prétendus proscrits, à la tête desquels étaient le duc de Guise, les curés, les prédicateurs et tous ceux que le peuple affectionnait.

Le jeudi, 12 mai, sur les trois heures du matin, un détachement de quatre mille Suisses qui étaient à Lagni, entra par la porte Saint-Honoré. Le roi alla les recevoir lui-même, recommanda aux soldats la modération, et marqua les postes, où ils se rendirent tambour battant et les armes hautes¹. Le peuple les voyait passer en silence, inquiet et étonné, mais sans aucun signe de rébellion. Ils s'emparèrent des principales places, et y posèrent des corps-de-garde. Tout réussissait à souhait, lorsque, sur les dix heures du matin, un *rodomont de cour*, comme l'appelle Pasquier, fier de ce succès, s'avisa de dire qu'il n'y avait femme de bien qui ne passât par la discrétion d'un Suisse.

Ceci fut dit sur le pont Saint-Michel, voisin de la place Maubert; dont les troupes du roi avaient

¹ Pasquier, liv. XII, lett. XXI. — Cayet, liv. I^{re}. — De Serres, tom. II.

négligé de s'emparer , parce que , la voyant pleine d'une multitude d'ouvriers , artisans , bouchers , mariniens , elles appréhendaient d'être forcées à employer la violence , ce qu'elles avaient ordre d'éviter. En un instant cette parole indiscrete , passant de bouche en bouche , se répète dans la place. Aussi promptement cette multitude , comme engourdie auparavant , commence à se remuer. Les uns courent aux armes , les autres dépaient les rues , garnissent les fenêtres de pierres , tendent des chaînes , et par le conseil de Charles de Cossé-Brissac , fils du maréchal , ils les soutiennent de tonneaux qu'ils emplissent de terre , et qu'ils appuient de planches , de solives , de meubles et de tout ce qu'ils rencontrent sous la main. On sonne le tocsin ; les barricades s'avancent : les troupes , qui ne reçoivent point d'ordres , n'agissent point , se laissent investir , et en moins de quatre heures toute cette grande ville se trouve croisée de mille retranchemens solides , derrière lesquels s'abritent les mutins , qui plantent insolemment leur dernière barricade devant le Louvre.

Au premier bruit le duc de Guise se tint dans son hôtel , clos et couvert , maître des derrières de sa maison , occupés par quelques gens de main propres à favoriser sa fuite s'il était nécessaire : quand il apprend que les barricades réussissent , il sort et se promène dans la rue , donnant ses ordres aux exprès que les factieux dépêchaient à chaque instant. Le roi lui envoie à plusieurs reprises com-

mandement et prières de faire cesser les désordres. *Ce sont taureaux échappés*, répondit-il froidement : *je ne puis les retenir.*

Enfin, il s'élève un cri général, cri de tumulte et d'horreur. Entre les voix confuses on distingue des coups de fusil, des hurlemens plaintifs, comme gens qu'on égorge : c'étaient les Suisses du roi que la populace du Marché-Neuf massacrait impitoyablement. Ces malheureux soldats, intrépides partout ailleurs, se voyant enveloppés, tendaient des mains suppliantes, et se rangeaient le long des maisons pour éviter les pierres qui pleuvaient des toits et des fenêtres, avec les coups d'arquebuses. Ils montraient leurs chapelets, et criaient de toutes leurs forces : *Bons catholiques !* Malgré cela, il y en eut une trentaine, tant tués que blessés.

C'est à quoi se termina tout le massacre de cette journée, qui finit pour Guise par une espèce de triomphe d'un genre nouveau. Vaincu par les instances répétées du roi, il part enfin de son hôtel, une baguette à la main. Devant lui tombèrent les barricades. Il remercie le peuple, se familiarise, sans perdre de sa dignité, avec cette soldatesque singulière, et semble prendre plaisir à leurs bravades. A mesure qu'il arrive aux postes des troupes du roi, il les salue; leur parle poliment, et leur fait ouvrir le chemin du Louvre. Elles se mettent en marche sans tambour, nu-têtes, les armes basses et renversées, trop heureuses encore d'échapper par cette humiliation à la fureur du peuple.

Derrière elles se referment les barricades; Guise en visite quelques-unes, et envoie des officiers examiner et renforcer les autres. Ils avertissent qu'on fasse pendant la nuit une garde exacte : le prévôt des marchands veut comme à l'ordinaire donner le mot au nom du roi; le peuple le refuse; et le demande au duc. On se fortifie aussi au Louvre; mais les plus grandes espérances étaient dans la négociation. La reine-mère en entame une avec le duc de Guise, qui attend fièrement que la cour parle la première.

Il se démasqua dans cette conférence, s'il est vrai qu'il fit les propositions rapportées par Davila. Il demandait à être déclaré lieutenant-général du roi avec l'autorité la plus étendue sur les troupes, et pour tout ce qui regarde la guerre; autorité qui serait confirmée par les états généraux, que Henri s'engagerait d'assembler incessamment à Paris; qu'on lui donnât en outre dix places de sûreté dans le royaume, avec de l'argent pour payer les troupes qu'il y mettrait. Il insistait vivement sur un édit qui déclarerait les princes de la maison de Bourbon déchus, comme hérétiques, du droit de succession à la couronne. Il demandait aussi le gouvernement de Paris pour le comte de Brissac, homme dont il était sûr; ceux de Picardie, de Normandie, de Lyon, et des principales provinces, avec des emplois militaires et les charges de la couronne pour ses parens et ses amis. Il exigeait l'exil d'Épernon et de beaucoup de gens de tête et d'exécution,

non-seulement hors de la cour, mais même hors du royaume. Enfin il voulait que le roi se contentât de sa garde ordinaire, et cassât les quarante-cinq gentilshommes dont il avait cru devoir, depuis peu, se faire un rempart contre les entreprises des ligueurs.

La reine se récria sur ces demandes exorbitantes; cependant elle ne laissa pas le duc sans espérance, et retourna au Louvre, où les ministres passèrent la nuit en délibérations inutiles avec le roi. Le lendemain, Catherine se mit en marche pour aller trouver le duc à son hôtel; c'était à son âge une vraie fatigue que le passage d'une rue à l'autre, parce que les rebelles ne voulaient point ouvrir les barricades pour son carrosse, et qu'on était obligé de la passer par-dessus à force de bras dans sa chaise. Pendant qu'on lui en faisait ainsi escalader une, un bourgeois, sous prétexte de l'aider, s'approcha de son oreille, et lui dit que quinze mille hommes étaient prêts à sortir pour investir le Louvre par la campagne. Elle envoie un de ses gentilshommes en donner avis au roi, et continue sa route.

Arrivée auprès du duc, elle le remet sur les propositions de la veille. Il ne paraissait disposé à se relâcher d'aucune. Elle insistait, à ce qu'on prétend, afin de prolonger la conversation. Dans le fort de l'altercation arrive le seigneur de Maineville; il annonce au duc que le roi vient de sortir de Paris. A cette nouvelle imprévue, Guise laisse

éclater son secret. *Je sais mort, madame, s'écrie-t-il ; pendant que votre majesté m'amuse ici, le roi s'en va pour me perdre. — J'ignorais cette résolution,* répond tranquillement la reine. Elle rentre aussitôt dans sa chaise, et reprend le chemin du Louvre.

Les gardes françaises et suisses étaient déjà parties ; les courtisans et la noblesse, dans le plus grand désordre, suivaient à la file. La reine envoie ordre aux troupes de presser leur marche pour rejoindre le roi, qui n'avait pas trente personnes avec lui. Il coucha cette nuit dans un village, et arriva le lendemain à Chartres, où Nicolas De Thou, frère du premier président Christophe, qui en était évêque, lui procura malgré les ligueurs une réception honorable.

O l'imprudent ! O le téméraire ! s'écria Sixte, quand il sut que le duc de Guise était venu à Paris se mettre entre les mains du roi qu'il avait si vivement offensé. *O le faible prince !* s'écria-t-il encore plus haut, quand on lui dit que Henri avait manqué cette belle occasion de se débarrasser d'un homme qui semblait né pour le perdre. Sixte continua sans doute ses exclamations en apprenant que le duc à son tour avait laissé échapper le roi.

« Puisque le duc, dit Pasquier en raisonnant sur cette affaire, avait eu l'imprudence de venir lui septième, le roi aurait dû le faire arrêter. Il le pouvait le mardi et le mercredi, parce qu'il avait pour lors tous les capitaines de quartier, toutes les

cours souveraines, la bonne bourgeoisie, et quatre mille Suisses, outre sa garde : le menu peuple n'aurait osé branler. Le jeudi matin même encore, il pouvait le faire enfermer par ses troupes, si par une mauvaise politique il n'avait pas, pour ainsi dire, lié les mains des soldats, en leur défendant de fondre sur le peuple lorsqu'il commença les barricades. Mais, puisque Guise avait surmonté tous ces dangers, il n'aurait jamais dû laisser sauver le roi. Il fallait malgré lui prendre un état auprès de lui, et ensuite on en aurait tiré telle déclaration qu'on aurait voulu. »

Il paraît que c'était bien l'intention du duc de Guise, et qu'il ne se laissa prévenir par le roi que parce qu'il comptait trop sur l'indécision de ce prince. La terreur de Henri ne fut pas chimérique ; il était temps qu'il se sauvât : un gros de troupes s'apprêtait à investir le Louvre du côté de la campagne, comme il l'était du côté de la ville, et même quelques corps de garde, déjà portés en avant, tirèrent sur lui et sur sa suite ; le peuple, au défaut d'autres armes, l'accabla d'injures¹.

D'un autre côté, dans les provinces, les partisans du duc faisaient des levées, destinées sans doute à venir renforcer les Parisiens qui auraient formé le blocus du Louvre. Ce n'était donc pas le dessein de chasser le roi de Paris qu'avait formé le

¹ Cayet, liv. II, pag. 45. — De Serres, tom. I^{er}, pag. 799. Brantôme, tom. III.

duc de Guise, son projet, au contraire, était de l'y retenir. « J'ai défait les Suisses, écrivait-il le lendemain des barricades, et d'un air triomphant, au gouverneur d'Orléans; j'ai taillé en pièces une partie des gardes du roi, et tiens le Louvre investi de si près, que je rendrai bon compte de ce qui est dedans. » Qu'on n'accuse point ici le duc de Guise de fanfaronnade; un chef de parti, s'il veut se soutenir, doit enfler ses succès.

Après que le roi se fut échappé, ce même gouverneur d'Orléans écrivit à ceux qui ramassaient des troupes dans la province par ses ordres, et par suite des demandes du duc. « Notre grand n'a su exécuter son dessein, le roi s'étant sauvé dans Chartres. Je suis d'avis que vous vous retiriez dans vos maisons le plus doucement que vous pourrez, sans faire semblant d'avoir rien vu. Je suis si éperdu, que je ne sais ce que je fais. » Découragement d'un conspirateur subalterne!

L'âme ferme du duc de Guise ne se laisse point ébranler par un revers. Le roi lui échappe; il assure du moins sa conquête: il assemble le peuple, fait créer de nouveaux officiers de ville et de nouveaux capitaines, plus attachés à lui que les anciens. Il va trouver le premier président, et le prie d'assembler le parlement pour prendre avec lui des mesures convenables aux circonstances. D'aussi loin que le magistrat, l'avait aperçu: *C'est grand pitié*, lui dit-il, *quand le valet chasse le maître.* *In reste, mon âme est à Dieu, mon cœur est*

au roi, et mon corps aux méchants. Puis, répondant directement aux propositions du duc : *Quand la majesté du prince est violée*, dit Harlai d'un air sévère, *le magistrat n'a plus d'autorité*¹. Guise ne se rebute pas; il s'adresse au président Brisson, qu'il trouve plus complaisant : il visite aussi les ministres étrangers, leur raconte cet événement à sa décharge, et les prie d'envoyer à leurs cours des relations conformes aux manifestes qu'il répand de tous côtés.

Ces soins politiques ne lui font pas oublier les soins militaires : il s'empare de l'Arsenal et de la Bastille, fait retirer les barricades, rétablit l'ordre et la police, de manière que, le lendemain du départ du roi, tout était aussi tranquille que s'il n'y avait point eu d'émeute : il met garnison dans les villes adjacentes, surtout celles dont la situation sur la rivière pouvait servir à affamer la capitale; et, en même temps qu'il vaque à ces occupations, il continue de prêter l'oreille aux propositions de la reine-mère, restée à Paris exprès pour négocier.

On ne s'attend pas, sans doute, à nous voir analyser les écrits qui parurent alors. Nous ne nous arrêterons qu'à un seul; parce qu'il peint le caractère des personnages, et qu'il finit par des réflexions très-judicieuses. On l'attribue à un petit-fils du fameux chancelier de l'Hospital. « Il y

¹ Matthieu, liv. VIII, pag. 548.

a, dit-il, une déclaration du roi sur ce qui est arrivé à Paris contre lui-même; mais cela si froid, si timide, que rien plus, comme d'un homme qui se plaint, et n'ose nommer celui qui l'a battu; comme d'un homme qui a peur que son ennemi soit encore en colère, et ne veuille se contenter du mal qu'il lui a fait. Il n'ose dire qu'il ait été contraint de s'enfuir, ni qu'on l'ait chassé; il n'ose appeler cela injustice : à peine déclare-t-il qu'il en fera punition; ne commande plus à son peuple, mais le prie; mande que l'on fasse supplications aux églises, afin que cette querelle se puisse bientôt apaiser, comme s'il avait peur que M. de Guise fût offensé de ce qu'il ne s'était pas laissé prendre dans le Louvre, mais s'en était fui.

« L'autre, tout au rebours, écrit deux lettres, l'une au roi, l'autre publique, toutes deux lettres de soldat, braves, audacieuses, et où il s'élève gaillamment de ce qu'il a fait; dit que ce jour-là Dieu lui mit entre les mains le moyen d'un signalé service, le récite avec peu de paroles et hardies; sans aucune démonstration de crainte, ni de penser avoir failli; et finalement conclut par une résolue menace : que, malgré tout le monde, il maintiendra le parti catholique, et chassera d'auprès du roi ceux qui favorisent les hérétiques, désignant le duc d'Épernon. » L'écrivain, très-partisan des réformés; exhorte ensuite le roi à faire sa paix avec eux et à s'aider de leurs secours.

Sur l'objection qu'à ce seul mot de paix avec les

hérétiques, *toute la chrétienté catholique* s'élèvera contre le roi et le détrônera, l'auteur répond en apostrophant le monarque : « Oui, si tu le prononces ce mot de paix, comme celui qui fuyait dernièrement de Paris devant le duc de Guise. Prononce-le comme celui qui gagna la bataille de Jarnac et de Montcontour, et quitout seul était plus effroyable que le reste de son armée, et tout tremblera. Il ne faut pas que les partis te reçoivent et que tu ailles à eux ; il faut qu'ils viennent à toi, et que tu les reçoives : être roi, c'est ton parti. »

Le fâcheux état où se trouvait Henri, expulsé de sa capitale par un sujet rebelle, et détesté de son peuple, quoique plein de bonté, excitait la compassion de ses fidèles serviteurs : ils étaient fâchés de le voir continuellement s'écarter des principes qui auraient dû diriger sa conduite dans les circonstances. Il était naturel que le roi cherchât de l'argent : « Mais, disait Pasquier, le vrai subsidé dont le prince devrait faire fonds, est la bienveillance de ses sujets. Il dépend de lui de réformer tout le monde en se réformant lui-même ; qu'il respecte les lois, et il sera respecté. Honorer la noblesse, la récompenser selon ses degrés, ménager le peuple, soutenir le clergé, ne point perdre son bien, employer son temps, consulter la justice et non lui commander, voilà son devoir. S'il ne le fait pas, je publie dès à présent à son de trompe, par tous les cantons de la France, la

ruine de lui et de son état. Telles étaient les tristes réflexions que le zèle arrachait aux catholiques éclairés, bien différentes de la ridicule amende honorable qu'une dévotion mal réglée faisait imaginer aux catholiques ligueurs.

Il paraît que le duc, ayant manqué le but actuel de ses desseins, savoir, de se rendre maître de la personne du roi, afin de commander sous son nom, ne pensa plus qu'à deux choses : la première, à se justifier des imputations de violence qu'on pourrait lui reprocher ; et la seconde, à prendre des sûretés en cas qu'il ne persuadât pas. Or, le premier dessein qu'il afficha hautement donna sur lui un avantage à la reine-mère, qui négociait un rapprochement entre lui et son fils, et qui partit des assurances du duc pour lui arracher chaque jour de nouvelles protestations de respect et de fidélité envers le roi. Ces démonstrations extérieures en imposèrent tellement aux subalternes qui n'étaient pas dans la confiance de Guise, que les Seize eux-mêmes décidèrent qu'on irait demander pardon au roi, et qu'on l'inviterait à revenir. Ils se mirent en tête qu'une soumission relevée de quelque appareil de religion ferait oublier au roi ce qui s'était passé, et le rappellerait à Paris ; et le duc eut pouvoir donner son consentement à une dé marche qui replacerait le monarque dans ses filets, et qui le mettrait à

Pasquier, liv. XII, lett. vii et viii.

même de profiter mieux, une autre fois, de l'occasion qu'il avait laissé perdre une première. Dans cette commune persuasion la fameuse confrérie des pénitens, autrefois si chère à Henri, part à pied de la capitale, et va le trouver à Chartres. On avait affecté que tout eût un air singulier dans cette bizarre procession : nous en prendrons la description dans l'historien De Thou, qui parle comme témoin oculaire.

« A la tête paraissait un homme à grande barbe sale et crasseuse, couvert d'un cilice, et par-dessus un large baudrier d'où pendait un sabre recourbé; d'une vieille trompette rouillée il tirait par intervalles des sons aigres et discordans. Après lui marchaient fièrement trois autres hommes aussi malpropres, ayant chacun en tête une marmite grasse au lieu de casque, portant sur leur cilice des cottes de mailles, avec des brassards et des gantelets; ils avaient pour armes de vieilles hallebardes rouillées : ces trois rodemons roulaient des yeux hagards et furibonds, et se démenaient beaucoup pour écarter la foule accourue à ce spectacle.

« Après eux venait frère Ange de Joyeuse, ce courtisan qui s'était fait capucin l'année dernière. On lui avait persuadé, pour attendre Henri, de représenter dans cette procession le Sauveur montant au Calvaire : il s'était laissé lier et peindre sur le visage des gouttes de sang qui semblaient découler de sa tête couronnée d'épines; il paraissait ne trainer qu'avec peine une longue croix de

carton peint, et se laissait tomber par intervalles, poussant des gémissemens lamentables.

« A ses côtés marchaient deux jeunes capucins, revêtus d'aubes, représentant l'un la Vierge, l'autre la Magdeleine. Ils tournaient dévotement les yeux vers le ciel; faisant couler quelques fausses larmes; et, toutes les fois que frère Ange se laissait tomber, ils se prosternaient devant lui en cadence. Quatre satellites, fort ressemblans aux trois premiers, tenaient la corde dont frère Ange était garrotté, et le frappaient à coups de fouet, qui s'entendaient de très-loin. Une longue suite de pénitens fermait cette marche comique. »

En voyant défilér devant la cour, dans la cathédrale de Chartres, cette pieuse mascarade, Crillon, brave-guerrier allié de Joyeuse, s'écria : *Frappez tout de bon; fouettez; c'est un lâche qui a endossé le froc pour ne plus porter les armes.* Le roi, au lieu de goûter ce spectacle indécent, fit une grave réprimande à son ancien favori de ce que, par un zèle imprudent, il tournait en farce le mystère sacré de notre rédemption. Il lui remontra aussi qu'on avait abusé de sa crédulité, en l'engageant, sous prétexte de religion, à se mettre à la tête des rebelles, *quel je sais*, ajouta Henri en élevant le ton, *être en grand nombre dans cette procession.*

Henri le savait : il était instruit qu'entre plusieurs gens de bonne-foi, sous le sac de pénitens, étaient cachés nombre des plus ardens ligueurs,

qui venaient impudemment ranimer le courage de ceux de Chartres, et les engager à prêter serment de fidélité au duc de Guise. Il les avait sous sa main : il pouvait les punir, et il les laissa remplir leur mission. Ainsi tolérés, ils jetèrent dans la ville des semences de révolte qui ne permirent point au roi d'y rester. Il se retira à Vernon, et de là à Rouen, où il fixa son séjour pendant les négociations entamées par la reine-mère.

La burlesque ambassade des ligueurs fut suivie d'une députation du parlement de Paris, que le roi remercia, en exhortant les magistrats à continuer de le bien servir¹. Vint après une autre députation des officiers municipaux au nom de la ville même. Henri les reçut favorablement, quoiqu'il n'approuvât pas les changemens faits dans ce corps par le duc de Guise. On voyait qu'il n'aurait demandé qu'une réparation un peu supportable pour pardonner. Ces députations donnaient ordinairement ouverture à des propositions. Tantôt Henri s'adressait à tous en général, tantôt il s'entretenait avec quelques-uns en particulier. Il y eut aussi des requêtes de la ligue et des réponses du roi rendues publiques; mais, quand on aurait satisfait aux demandes les plus outrées des Seize même, ce n'était rien si on n'avait le consentement du duc de Guise. Il fallut donc se déterminer à traiter directement avec lui. On lui demanda ses prétentions. Il les no-

1. De Thou, liv. XCI. — Davila, liv. IX.

tifia aussi hautement que la veille des barricades , et le roi ne s'en choqua pas.

On est toujours étonné de la tranquillité de Henri, du sang-froid avec lequel il traitait des affaires dont la seule idée aurait dû l'exciter à des éclats. Retiré à Rouen, il s'y amusait de fêtes sur l'eau, de jeux, de spectacles, comme si tout son royaume n'eût pas été en feu. Pendant ce temps, les courriers et les ministres allaient et revenaient de lui aux rebelles, de la reine-mère au conseil. Il s'assistait assidûment. Il écoutait froidement les propositions les plus humiliantes pour un souverain, prenait la plume; ajoutait, changeait, retranchait, calculait, pour ainsi dire, son déshonneur. De ces délibérations sortit enfin le fameux édit de juillet, nommé l'*édit d'union*, qualification qui en marqua le principal objet.

Dans un long préambule, le roi rend compte des efforts qu'il a faits jusqu'à présent pour abolir l'hérésie. Il dit que, les voyant rendus inutiles par l'obstination des sectaires, il est déterminé à leur faire la guerre à toute ouïtrance, et à ne pas mettre les armes bas qu'ils ne soient détruits jusqu'au dernier; qu'il en fait le serment, et qu'il ordonne à tous ses sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de le jurer comme loi et de le signer; de promettre aussi, par le même acte solennel, de ne jamais reconnaître pour roi de France un prince qui ne professerait pas la religion catholique, apostolique et romaine. Cet édit fut juré par la cour et

enregistré par les parlemens. Le duc de Nevers s'était refusé plusieurs fois à le souscrire. Il se rendit enfin quand le roi le lui enjoignit, sous peine de désobéissance.

On vit aussitôt commencer l'exécution des articles secrets concertés auparavant. Le duc de Guise fut déclaré généralissime avec une autorité absolue sur les armées. Les ligueurs firent entrer des troupes affidées dans des places de sûreté qui leur étaient abandonnées pour plusieurs années. Le roi retira de plusieurs villes et provinces ses gouverneurs et commandans fidèles, pour y substituer ceux que la sainte union lui avait marqués. Le duc de Mayenne se tint prêt à partir pour commander l'armée destinée à agir du côté du Languedoc, contre Montmorency et ses adhérens; mais le duc de Guise ne se pressa pas d'assembler celle qu'il devait mener contre le roi de Navarre, parce qu'il lui était important de veiller sur les états généraux, que le roi indiqua à Blois pour les premiers jours d'octobre, et où devait se confirmer, avec l'*édit d'union*, toute l'autorité conférée au duc de Guise.

Les favoris du roi, d'Épernon entre autres, n'avaient point attendu qu'il se livrât à ses ennemis pour sortir de la cour. Ils la quittèrent en frémissant de dépit, de la faiblesse de leur maître. D'Épernon surtout, homme fier et courageux, brava le parti opposé jusque dans sa disgrâce. Peu s'en fallut cependant qu'il ne fût victime de la

haine de Villeroi. Ce ministre, ou hasarda lui-même, ou, dans un moment d'humeur du roi contre son favori, surprit des ordres qui autorisaient les habitans d'Angoulême à le chasser de leur ville¹. D'Épernon, n'ayant avec lui qu'une vingtaine d'hommes, sans provisions, ni poudre, retiré dans le château, place ouverte de tous côtés, résista pendant trente heures aux attaques de toute la ville. Sorti avec gloire de ce péril, il écrivit au roi pour se plaindre. Ce prince lui répondit qu'il n'avait commandé aux habitans d'Angoulême de le prendre qu'afin qu'ils le lui amènassent, et qu'il pût le traiter comme son propre fils. Si l'on ne connaissait les grands, qui s'imaginent que toute excuse de leur part est encore trop bonne pour leurs inférieurs, on croirait que Henri a voulu ajouter la raillerie à l'injure.

D'Épernon ne tarda pas à être vengé. Après la publication de l'*édit d'union*, Henri, à la recommandation de la reine-mère, eut la complaisance d'accorder une entrevue au duc de Guise. Il n'y fut pas plus question d'affaires que si le royaume eût été fort tranquille : puis, tout à coup, sans aucune raison apparente, le roi congédia les cinq ministres qui composaient son principal conseil, Villeroi, l'ennemi de d'Épernon, le chancelier de Chiverny,

¹ De Thou, liv. IX. — Davila, liv. IX. — *Mém. de Villeroi*. — *Mém. de Chiverny*. — *Mém. de Nevers*, tom. I^{er}. — *Mém. de la ligue*, tom. I^{er}.

Pinart, Brûlart et Bellièvre; il met à leur place Montholon, Ruzé, Revol, homme nouveau dans les affaires, mais plein de probité, et très-attaché à sa personne; il ne conserva aussi des courtisans que ceux dont la fidélité lui était connue, gens de main et d'exécution. La reine-mère continua d'assister au conseil; mais, on ne traitait plus devant elle que les objets sans conséquence.

Ces changemens ne donnèrent point à penser aux ligueurs; ils les regardèrent comme le fruit des inéconséquences ordinaires du roi. Guise en prit d'autant moins d'ombrage, que le temps que Henri semblait perdre à former sa cour et à renouveler son conseil, le duc l'employait à faire dans les provinces nommer députés aux états de Blois des gens qui lui fussent entièrement dévoués.

De cette dernière tentative dépendait sa fortune et sa vie : il était enfin arrivé à ce terme fatal, où il n'y a plus à reculer, et où il faut vaincre ou périr; mais, si la hardiesse de l'entreprise lui inspirait nécessairement quelques frayeurs, il était bien rassuré par un concours de circonstances qui se présentent rarement dans les révolutions. Jamais chef de parti n'eut de plus belles espérances. Guise venant à Blois combattre son roi et détruire sa puissance, ou la partager pour l'anéantir ensuite, comptait presque autant de partisans zélés qu'il y avait de députés dans les états. La plupart, complices de sa révolte, tremblant pour eux-mêmes si le duc succombait, étaient aussi intéressés que

lui au succès. Que pouvaient contre un si grand nombre quelques sujets fidèles, trop convaincus de l'impuissance du monarque, et portant dans toute leur conduite la timidité qu'inspire la défiance de ses forces? Il n'y avait point à compter non plus sur les princes du sang. Ceux d'entre eux qui étaient catholiques, tels que le cardinal de Bourbon, Charles, son neveu, cardinal de Vendôme, fils du prince de Condé, et ses deux frères, le prince de Conti et le comte de Soissons, qui sollicitaient alors l'absolution du pape; le duc de Montpensier et le prince de Dombes son fils, éclipsés tous par le duc de Guise, ne jouissaient d'aucun crédit auprès des ligueurs; enfin le roi de Navarre, héritier présomptif de la couronne, mais noté d'hérésie, n'osait paraître dans une assemblée toute composée de ses ennemis, assemblée cependant convoquée selon les règles, ayant le roi à sa tête, dépositaire du pouvoir de l'état, et dont les décrets souverains allaient décider du trône¹.

Guise n'avait omis aucune des précautions qui devaient lui rendre les délibérations favorables. D'un seul mot il pouvait faire soulever Paris, la Brie, la Picardie, la Normandie, le Soissonnais, la Bourgogne, l'Orléanais, provinces qui environnent la capitale; dans les autres il avait à sa dévotion les principales villes, un nombre infini de parti-

¹ Pasquier, tom. XIII, lett. I^{re}. — *Mém. de la ligue*, tom. III.

sans dans la première noblesse, des magistrats dans tous les tribunaux, des évêques et des archevêques, une foule de docteurs, de curés, de religieux de différens ordres, toute la société des jésuites, et un peuple innombrable que le fanatisme pouvait en un moment rendre soldat¹.

L'ouverture des états se fit le 16 octobre dans la grande salle du château de Blois. Le clergé y avait cent trente-quatre députés, la noblesse cent quatre-vingts, et le tiers-état cent quatre-vingt-un. Comme grand-maître de la maison du roi; le duc de Guise fit les honneurs de la première séance; l'historien Matthieu nous peint ainsi sa contenance dans cette action d'éclat : « Les députés étant entrés et la porte fermée, le duc de Guise, assis en sa chaire, habillé d'un habit de satin blanc, la cape retroussée à la bigearre, perçant de ses yeux toute l'épaisseur de l'assemblée, pour reconnaître et distinguer ses serviteurs, et d'un seul élanement de sa vue les fortifier en l'espérance de l'avancement de ses desseins; de sa fortune et de sa grandeur, et leur dire sans parler, je vous vois, se leva, et après avoir fait une révérence; suivi de deux cents gentilshommes et capitaines des gardes, alla quérir le roi, lequel entra plein de majesté, portant son grand ordre au col². »

Henri, qui représentait merveilleusement dans

¹ Lézeau, *Manuscrit de Sainte-Geneviève*.

² Matthieu, liv. VIII.

ces occasions, fit un discours éloquent sur le maintien de la religion, le soulagement des peuples, la réforme des abus, la fidélité due au souverain, l'éloignement de toute ligue et de toute cabale, sujets qui devaient être la matière des délibérations de l'assemblée; il parla en monarque et en père¹. Si on a quelque chose à lui reprocher, ce serait trop de ménagemens pour les ligueurs: cependant ils se prétendirent insultés par quelques-unes de ses expressions; et, sachant qu'il faisait imprimer sa harangue, l'archevêque de Lyon, ami intime du duc de Guise, eut l'impudence de demander au roi la suppression de ces expressions, et de le menacer, s'il ne l'accordait, du ressentiment de tout le parti: première insolence qui fit sentir à Henri ce qu'il devait attendre par la suite.

Quelque célèbres que soient ces seconds états de Blois, il n'y a de véritablement intéressant que la catastrophe. M. De Thou remarque que toutes ces assemblées se ressemblent pour le fond; qu'avec les intentions les plus opposées les membres tiennent le même langage, et qu'on prétexte toujours le bien public, quoique chacun n'ait en vue que son intérêt particulier. Celle-ci eut encore ce trait de ressemblance avec les autres, qu'on y fit beaucoup de propositions et qu'il n'y eut rien de statué, si ce n'est que l'*édit d'union* y fut déclaré loi fondamentale du royaume; que le roi jura publi-

¹ Pasquier, liv. XIII.

quement de l'observer, et fit faire le même serment à tous les députés. A l'effet de se concilier de plus en plus le pape, le duc, auquel la chose importait d'ailleurs fort peu, avait proposé l'acceptation du concile de Trente; mais il se trouva dans le sein même des états une opposition qui sauva le roi de l'embarras de refuser. Il ne fut pas si heureux dans l'affaire du roi de Navarre et du duc de Savoie.

Les états avaient formé la demande que le premier fût nommément exclu de la couronne, encore qu'il le fût déjà implicitement par l'*édit d'union*. En réponse à cette requête, le roi fit passer aux états une protestation du prince, qui se plaignait surtout de n'avoir pas été entendu. Mais ceux-ci refusèrent d'y avoir égard, se fondant sur ce qu'indépendamment de la nécessité de cette mesure pour le maintien de la religion, le roi de Navarre avait été inutilement sommé plusieurs fois par le pape; et déclaré par lui hérétique et relaps. Contraint de se rendre à ces raisons, le roi promit l'*édit sollicité*, n'espérant plus de se soustraire à cette persécution que par les délais qu'il pourrait faire naître. Quant au duc de Savoie, ce prince, profitant de l'état d'impuissance où la France était réduite, venait de s'emparer du marquisat de Saluces. Allié secret du duc de Guise, c'était de l'aveu de celui-ci, qui avait cru devoir acheter son appui par cette complaisance, qu'il s'était porté à une démarche aussi audacieuse. A cette nouvelle, l'honneur national

sembla se réveiller dans le cœur des Français, de quelque parti qu'ils fussent, et chacun à Blois cria vengeance. Le roi crut avoir trouvé une occasion naturelle de diversion, et demanda de l'argent pour faire la guerre à l'usurpateur. Le duc de Guise, malgré ses liaisons avec le duc de Savoie, n'eut garde de s'opposer directement à l'indignation qui éclatait contre lui, ce qui aurait pu le démasquer; mais il tira habilement parti de la circonstance. S'il ne put empêcher de résoudre qu'on armerait contre la Savoie, il fit conclure que la guerre contre les huguenots n'en serait pas suivie moins vivement; et en même temps on força le roi à une réduction considérable sur les tailles. On voulait donc le réduire à l'impossible. Henri le sentit; et, poussé à bout, il résolut de ne rien ménager.

Le roi sut, par les proches parens même du duc, qu'il machinait quelque dessein important. Soit indiscretion, soit jalousie, il échappa quelques aveux au duc de Mayenne, son frère¹. On était sûr d'ailleurs qu'il mettait tout en œuvre pour se faire des créatures, offrant emplois, places, gouvernemens à ceux qu'il voulait s'attacher, comme s'il eût déjà été le maître. Le maréchal d'Âumont raconta au roi une conversation qu'il avait eue avec le duc, dans laquelle celui-ci n'avait caché ni ses mécontentemens, ni ses projets.

¹ De Thou, liv. XCIII. — Davila, liv. IX. — *Journal de Henri III*, tom. III.

Il se plaignait qu'en même temps qu'on réunissait en sa faveur le titre de généralissime des armées du roi, à la charge de grand-maître de sa maison, la cour rendait ces titres illusoires, en donnant à d'autres le commandement des armées. Il fallait donc, disait-il, que les états le nommassent eux-mêmes connétable, afin que, revêtu de cette autorité indépendante, il pût procurer le bien de la religion, malgré le roi lui-même, s'il était nécessaire. Il conjura le maréchal de le seconder dans ce dessein, et lui promit en récompense le gouvernement de Normandie. Voyant d'Aumont froid à cette proposition, Guise tira un poignard, se dépoillant le bras jusqu'au coude, vint s'ouvrir la veine pour signer sa promesse de son sang. Le maréchal l'écoute, et finit la conversation en se retranchant sur des politesses générales.

Guise, en qualité de généralissime, demandait des gardes, comme en avait eu le roi, lorsque, étant duc d'Anjou, il avait été nommé, sous Charles ix, lieutenant général du royaume. Il fut refusé, se plaignit et menaça. Le roi ne voulait point conserver Orléans à la sainte union, pour place de sûreté : *Je savais bien*, dit le duc insolemment, *la retenir malgré lui*. La duchesse de Montpensier, sa sœur, tenait les discours les plus considérés. Elle portait ordinairement à son côté une paire de ciseaux d'or : *C'était*, disait-elle, *pour faire la couronne monacale à Henri*,

quand il serait confiné dans un monastère.

Quelques-uns cependant des amis du duc ne voyaient pas sans frayeur son extrême audace et la patience du roi. Ils l'exhortaient à ne point abuser de la fortune; ils lui représentaient le danger auquel des entreprises téméraires allaient exposer sa femme et ses enfans encore en bas âge. « Abandonné, répondit-il, dans un âge encore plus tendre, d'un père, qu'un coup parti de la main perfide des hérétiques venait de m'enlever, resté avec mon frère en butte à tous les traits des ennemis de ma maison, ai-je cessé pour cela de m'élever, de rassembler les débris de la fortune d'un père si grand, et même de le venger? Je remets à Dieu, qui m'a protégé jusqu'à présent, le soin de les conserver, mais je ne les ai pas mis au monde pour qu'ils troublent mes projets. Si la mort m'enlève avant qu'ils aient atteint un âge mûr, qu'ils se fassent eux-mêmes leur fortune, comme je me suis fait la mienne, et que par leur conduite ils se montrent dignes héritiers de ceux qui leur ont donné le jour. »

D'ailleurs, Guise, échappé aux entrevues de Saint-Maur et de Paris, qui devaient lui être si fatales, ne pouvait se persuader que Henri fût capable d'une résolution de sorte qu'ayant trouvé sous sa serviette un billet, mis par une main inconnue, qui lui donnait avis des desseins du roi contre lui, il écrivit au bas : *Il n'oseraît*, et jeta le billet sous la table. Il comptait aussi sur la nom-

brense escorte d'amis fidèles, dont il n'était jamais abandonné, pas même auprès du roi, qui aurait été au milieu de cette troupe plus prisonnier que celui qu'il aurait voulu faire arrêter.

Mais c'est précisément la faiblesse, revêtue d'un titre d'autorité, dont il faut appréhender les efforts. Que ne peut celui qui a droit de commander, quand il veut efficacement ? Son impuissance apparente est pour lui une nouvelle arme, par la confiance présomptueuse qu'elle inspire à son ennemi, et plus il a à craindre, moins il ménage la victime de son ressentiment.

Si le duc de Guise eût été moins redoutable, sans doute Henri, qui n'était pas sanguinaire, se serait contenté de le faire arrêter. Et que n'avait pas à espérer le coupable des longueurs d'un procès ? Mais adoré comme il était de ses partisans, qui faisaient le plus grand nombre des habitants du royaume, que ne pouvait-il pas s'il échappait des fers ? Sa mort fut donc jurée : on se servit, pour l'y amener, de l'appât même de son crédit.

Il est inutile d'entrer dans le détail des précautions prises pour instruire les assassins, les encourager, les payer, et couvrir les démarches qui pouvaient donner des soupçons. Le roi fit avertir le duc que, voulant avoir le jour né libre, il tiendrait le conseil, de grand matin, le 22 décembre. De peur qu'il y manquât, on le prévint qu'il y serait décidé deux affaires qui l'intéressaient, non directement, mais pour des amis qu'il voulait ser-

vir, afin d'en gagner d'autres par l'ostentation de sa puissance.

En arrivant, il se trouve investi des gardes du roi qui l'accompagnent jusqu'au haut de l'escalier, le chapeau bas; le priant, en qualité de grand-maître de la maison du roi, de les faire payer de leurs appointemens. A la vue de cette troupe suppliante, l'escorte du duc s'écarte et se disperse. Quand il est entré au conseil, la porte se ferme, les gardes reprennent leurs postes, et empêchent que de nouveaux avis qu'on envoyait au duc ne parviennent jusqu'à lui.

A peine il fut entré, que, soit indisposition naturelle, soit frayeur, fruit de la réflexion, il devint pâle, et se plaignit d'un mal de cœur. Quelques confortatifs le remirent. Dans le moment qu'il reprenait ses forces, on l'avertit que le roi veut lui parler dans son cabinet. Il salue gracieusement l'assemblée, sort de la salle, entre dans la chambre du roi qui y était attenante, et de là se rend vers le cabinet; mais comme il était embarrassé à en lever la portière, un assassin saisit d'une main la garde de son épée, et de l'autre lui plonge un large poignard dans la poitrine; d'autres le frappent à la tête et au ventre, dans la crainte qu'il ne soit cuirassé. Il pousse un grand soupir. Par un reste de vigueur, il se débarrasse de leurs mains. Les bras tendus, la bouche ouverte, les

* Amelot, *anecd. hist.* tom. III, pag. 343.

yeux éteints, il court jusqu'au bout de la chambre. Un des complices ne fait que le toucher, il tombe et expire.

Le cardinal de Guise, son frère, et Pierre d'Espillac, archevêque de Lyon, qui étaient au conseil, entendant du bruit, veulent aller à son secours : il n'était plus temps. On les arrête de la part du roi, ainsi que la mère du défunt, ses fils, ses plus proches parens, le vieux cardinal de Bourbon, les principaux partisans du duc, tant dans le château que dans la ville. Henri descend aussitôt chez sa mère, retenu au lit par des infirmités qui la conduisirent bientôt au tombeau. « Le roi de Paris n'est plus, madame, lui dit-il en entrant, et je suis roi désormais. — Vous avez fait mourir le duc de Guise ! reprit-elle en soupirant : Dieu veuille que cette mort ne vous rende pas roi de rien ! C'est bien coupé, mon fils, mais il faut coudre. Avez-vous pris toutes vos mesures ? » Il la pria d'être tranquille ; et alla se montrer au peuple.

Henri eut une longue conférence avec Morosini, légat du pape, homme doux et prudent, qui, se renfermant dans son emploi, se contenta d'exhorter le roi à soutenir la religion, sans approuver ni blâmer la mort du duc de Guise. Cette modération du légat fit croire au roi que la mort du cardinal de Guise serait indifférente à la cour de Rome. On le regardait comme presque aussi dangereux que son frère, turbulent, emporté, ca-

pable de souffler dans tous les cœurs le désir de vengeance dont il était animé. Sa mort fut résolue.

Enfermé dans une chambre haute avec l'archevêque de Lyon, ils avaient passé en prières le jour de cette sanglante catastrophe, et la nuit qui la suivit. Le matin du 23 on les sépara. Chacun crut de son côté qu'il était destiné à la mort. Le cardinal fut bientôt éclairci; on lui déclara qu'il n'avait plus qu'un instant à vivre. Il se mit à genoux; recommanda son âme à Dieu, et, se couvrant la tête, il s'écria : *Faites votre commission !* Aussitôt des soldats le tuèrent à coups de hallebardes. Les corps des deux frères furent mis avec leurs habits dans la chaux, vive pour être consumés, de peur que les ligueurs n'en fissent des reliques.

Ce meurtre pouvait devenir décisif si le roi avait su s'armer de rigueur; et écraser le fanatisme par l'autorité au lieu de se contenter de lui enlever quelques villes; mais, comme si l'effort qu'il venait de faire en abattant la tête du chef l'eût épuisé, il retomba bientôt dans sa langueur ordinaire. Commandant sans force; il fut servi mollement. La plupart des prisonniers faits au moment du massacre s'échappèrent. Plusieurs furent même relâchés par des ordres émanés d'une trop grande bonté. Il ne lui resta enfin que le jeune prince de Joinville, qui prit le nom de duc de Guise, et le vieux cardinal de Bourbon, dont on craignait

moins la personne que le nom. Encore le roi fut-il obligé de racheter ces deux prisonniers de ceux à qui il les avait d'abord donnés en garde, et qui, tentés par l'argent des ligueurs, mirent à prix leur fidélité à l'égard du souverain. Le duc de Mayenne fut manqué d'une heure par ceux qui avaient été envoyés à Lyon pour l'arrêter. Il se sauva en Bourgogne, son gouvernement, bien embarrassé d'abord sur le parti qu'il devait prendre; mais bien rassuré, sitôt qu'il eut su ce qui se passait à Paris.

On y apprit, le 23 au soir, la mort du duc de Guise. Il est impossible d'exprimer l'effet que produisit cette nouvelle. Larmes, sanglots, gémissements, douleur sombre et morne, tout ce qui caractérise un peuple consterné, se peignait dans les actions et sur le visage des Parisiens. On s'abordait d'un air lugubre, on s'embrassait avec un silence farouche, les yeux gros de pleurs, le cœur serré, comme si on se fût dit le dernier adieu. Les églises étaient pleines de femmes qui se lamentaient, Les prédicateurs se turent, ou se contentèrent d'abord de déplorer ce malheur sans parler de vengeance. Les plus zélés ligueurs, incertains et tremblans, restaient renfermés dans leurs maisons. Un homme d'autorité, paraissant de la part du roi dans ce moment d'épouvante, secondé de quelques troupes, et appuyé des fidèles serviteurs que ce prince conservait dans le parlement, dans les autres cours, et auprès de la principale bourgeoisie, aurait forcé les chefs de la faction à s'exiler d'eux-mêmes; et la

populace ensuite, dénuée de conseils, serait aisément rentrée dans le devoir.

L'indécision du roi perdit tout : il n'envoya qu'un négociateur. Dès le 25, jour de Noël, après vêpres, les factieux, revenus de leur étourdissement, s'assemblèrent à l'hôtel-de-ville. Se trouvant réunis contre leur attente, ils éclatèrent non plus en gémissements douloureux sur le malheur de leur chef, mais en invectives contre le roi. Les Seize, d'autant plus à craindre qu'ils venaient de voir le danger de plus près, parurent à cette assemblée environnés de satellites, auxquels ils inspirèrent toute leur fureur. Impatiens d'exercer leur vengeance, ils semblaient ne chercher que des victimes. Harlai, premier président, et d'autres magistrats avec lui, coururent à cette assemblée, inspirés par le désir de la paix. Les rebelles les regardaient d'un œil féroce, prêts à les déchirer au moindre mot de conciliation. Ils furent donc forcés de joindre leurs voix aux acclamations de la populace, qui nomma gouverneur de Paris Charles, duc d'Angoulême, cousin-germain du duc de Guise. Aussitôt le nouveau gouverneur leva une armée pour donner du secours à Orléans, qui s'était soulevée comme Paris; et que le roi pressait; et la révolte fut consommée.

1589. — Pendant ce temps, Henri faisait tranquillement la clôture des états de Blois et les obseques de sa mère. Catherine de Médicis, qui avait fait tant de bruit en sa vie, mourut presque sans qu'on y songeât; tout le monde était trop occupé

de ses propres affaires. Elle survécut à trois de ses fils, et vit le sceptre prêt à échapper de la main du quatrième¹. Catherine eut le sort de tous ceux qui veulent tenir une juste neutralité entre des esprits échauffés par des opinions contraires : elle déplut aux uns, et aux autres. Ils s'accordèrent à l'accuser d'irréligion : les catholiques, parce qu'elle ne montrait pas le zèle qu'ils auraient souhaité, les calvinistes, parce qu'elle ne les laissait pas s'étendre. Les ligueurs la trouvaient trop favorable aux prétentions de son fils pour les Bourbons ; et réciproquement ceux-ci la croyaient trop livrée aux princes lorrains.

Elle éprouva en effet ces différens penchans, selon les circonstances. Moins politique qu'intrigante, elle n'avait point de système de conduite fixe et déterminé. De là ses variations perpétuelles qu'on attribue à méchanceté. Elle eut un défaut plus dangereux encore dans les personnes qui gouvernent, défaut des âmes faibles, celui de tromper et de manquer de parole. On dit qu'en mourant, éclairée sans doute par une tardive expérience, elle conseilla à son fils de s'attacher aux princes du sang, et surtout au roi de Navarre, comme le plus intéressé à lui être fidèle. Henri parut très-sensible à la mort de sa mère, et lui fit faire des funérailles bien fastueuses pour les circonstances où il se trouvait.

¹ De Thou, liv. XCIV. Davila, liv. X.

Les états finirent, le 16 janvier, par des harangues pleines de tout ce que l'éloquence peut fournir de plus pompeux. Jamais, dit M. De Thou, on n'entendit discours plus étudiés; jamais on n'avança de plus grandes maximes; jamais on ne raisonna plus solidement; jamais on ne se servit de style plus flatteur; jamais enfin Henri, au milieu de la paix la plus profonde, n'assista à aucune action avec plus de tranquillité. Il avait eu soin d'y faire confirmer de nouveau l'*édit d'union*, comme loi de l'état, et de le faire jurer encore une fois par tous les députés; il les exhorta, chacun en particulier, à rapporter dans leurs provinces des sentimens de paix, et à les inspi-ter aux autres. Tous le promirent, et ils se séparèrent trop contents, même les royalistes, d'être quittes d'une assemblée tumultueuse de laquelle les derniers événemens avaient banni toute confiance.

Pour les ligueurs, il leur tardait de se rendre à Paris, où Mendose, ambassadeur d'Espagne, les avait devancés. Ce ministre, voyant le roi se perdre de lui-même, et se sentant désormais inutile auprès d'un homme qu'on pouvait abandonner à sa faiblesse, plus dangereuse pour lui que tous les pièges qu'on lui tendrait, quitta la cour sans prendre congé, et vola à Paris, d'où devaient désormais partir les feux destinés à embraser le royaume. Il y fut bientôt suivi du duc de Mayenne, et tous deux, en arrivant, trouvèrent cette ville dévouée à leur parti; au delà même de leurs espérances.

Si l'on veut savoir à quoi peut se porter une populace effrénée, il faut lire dans les auteurs contemporains les excès des ligueurs; on y trouvera un mélange de fureur et de ridicule qui inspire l'indignation et la pitié¹. La mort du cardinal de Guise ouvrit un vaste champ aux déclamations des prédicateurs. Le meurtre du duc marquait bien, à leur avis, peu de penchant dans le roi pour la *sainte union*; mais l'assassinat d'un évêque était un attentat manifeste contre la religion. Il n'y avait plus à hésiter; Henri de Valois, nom qu'ils donnèrent au roi par la suite, était hérétique. Les catholiques devaient s'unir pour tirer vengeance de son crime, et y employer, s'il était nécessaire, *jusqu'au dernier denier de leur bourse, et jusqu'à la dernière goutte de leur sang*. Jurez-le tous, s'écria le fougueux Liègeais dans sa chaire de Saint-Barthélemi, jurez-le tous avec moi, et levez la main en signe de votre serment. Comme il vit que le premier président de Harlai, assis dans l'œuvre, les yeux baissés et la contenance tranquille, paraissait ne prendre aucune part à cette sottise, il eut l'audace d'interpeller le magistrat, et de le forcer à suivre l'exemple de la multitude, en l'apostrophant en ces termes : *Levez aussi la main, M. le premier président ! levez-la bien haut afin que tout le monde le voie. — O saint et glorieux martyr !* s'écria dans son enthousiasme un religieux

¹ *Journal de Henri III*, tom. II. — *Journal de Paris*.

prêchant devant la mère du duc de Guise : *O saint et glorieux martyr ! béni est le ventre qui t'a porté, et les mamelles qui t'ont allaité !*

Il n'y avait point d'église où l'on ne fit pour eux des services funèbres, point de corps de communauté, d'association, de confrérie, qui ne cherchât à se signaler par la pompe de ces devoirs lugubres, et par quelque trait de singularité en l'honneur des deux frères. On faisait leur oraison funèbre, on exposait à la porte des églises le tableau de leur prétendu martyr. Sur les mêmes autels, où l'on célébrait le saint sacrifice pour les Guises, quelques-uns eurent l'impiété de mettre des images du roi en cire ; pendant la messe ils les piquaient en différentes parties du corps, et enfin au cœur, dans l'intention de faire mourir ce prince en langueur par ces espèces de conjurations magiques.

Des processions d'enfants parcouraient les rues ; on en fit une générale, composée de plus de cent mille, qui partirent du cimetière des Innocens, et se rendirent à Sainte-Genève, portant chacun un cierge de cire jaune. En entrant dans l'église, ils l'éteignirent et le foulèrent aux pieds, en criant de toute leur force : *Dieu éteigne la race des Valois !* Aux enfans se joignirent bientôt des personnes plus âgées, tant fils que filles, dit le bon Parisien, auteur du *Journal de Paris*, hommes que femmes, qui sont tout nus en chemise, tellement qu'on ne vit jamais si belle chose.

Il se committoit à ces processions des désordres qui obligèrent les curés de les défendre. Le duc d'Aumale, gouverneur de Paris, et d'autres jeunes gens, à l'exemple du chef, donnaient le bras à des femmes et à des filles, fort indécemment vêtues, avec lesquelles ils s'amusaient à rire et à folâtrer. *D'Aumale jetait dans les églises, à travers une sarbacane, des dragées musquées aux demoiselles qu'il connaissait, et leur donnait des collations dans le cours de la marche.*

Les confesseurs travaillaient avec ardeur dans le tribunal à éteindre dans le cœur de leurs pénitens toute fidélité à leur souverain; et comme ils trouvaient souvent des gens opiniâtres qui voulaient, pour rompre les liens de l'obéissance due au roi, une autorité autre que celle de leurs directeurs, ils imaginèrent de faire parler en leur faveur la faculté de théologie.

Ce corps respectable, qui a été si souvent le rempart de la foi, n'est pas plus à l'abri que les autres compagnies des cabales que les intrigans forment pour dominer. Dans ces occasions, les sages, peu faits pour le trouble, si contraire au calme nécessaire pour les gens de lettres, voyant leurs efforts inutiles, se retirent, et il n'est pas surprenant qu'il émane alors d'un tribunal si éclairé des décisions qui feraient la honte d'une assemblée moins savante. Tel fut le fameux décret de la Sorbonne, rendu sur une requête présentée au nom de tous les catholiques.

La faculté, répondant à chaque article de la requête, décide, 1.^o que les Français sont déliés du serment de fidélité prêté à Henri; 2.^o qu'on peut en conscience prendre les armes, former une ligue, lever de l'argent; et recourir à tous les moyens nécessaires pour la conservation de la religion catholique contre les mauvais desseins dudit roi; déclarant tous les moyens de défense légitimes, depuis que Henri, au préjudice de la religion catholique et de l'édit d'union, a violé les lois de la liberté naturelle par les meurtres qu'il a commis à Blois. La faculté ajoute que le présent décret sera envoyé à Rome pour être confirmé par le pape, et supplie sa sainteté de secourir l'église de France, qui est dans le plus grand péril. Ce décret ne fut pas plus tôt rendu public, que le peuple en fureur abattit les armes du roi, soula aux pieds ses écussons, défigura ses portraits, mita ses statues, et se permit contre lui les injures les plus grossières.

C'était peu qu'une pareille décision si l'exécution ne suivait. Les factieux y travaillèrent; ils tentèrent d'engager le parlement à la guerre contre le roi; mais, loin de prêter l'oreille à leurs insinuations séditeuses, ce corps ne s'occupait que des moyens de procurer la paix. Voyant qu'ils ne pouvaient le gagner, les Seize résolurent de l'asservir¹.

Le lundi matin, 16 janvier, pendant que le roi à Blois faisait la clôture des états, que le parle-

¹ *Recueil des délibérations du parlement.*

ment de Paris nommait des députés pour envoyer au roi, le palais se trouve investi de gens armés. Bussi-le-Clerc, de procureur devenu gouverneur de la Bastille pour la ligue, entre dans la grand-chambre, armé d'une cuirasse et le pistolet à la main. Il tire de sa poche une liste; ordonne à ceux qu'il va nommer de le suivre à l'hôtel-de-ville, où le peuple les mandait. A la tête était le premier président, Achille de Harlai, et le président De Thou, son beau-frère. *Il est inutile*, interrompit celui-ci, *d'en lire davantage; il n'y a personne qui ne soit prêt à suivre son chef.* Tous se lèvent en même temps et suivent l'audacieux Bussi. Il les mène comme en triomphe à travers une foule de populace qui poussait des huées insolentes. Arrivés à l'hôtel-de-ville, ils voulaient s'y arrêter; mais on les fit passer outre jusqu'à la Bastille, et on les y enferma. Dès le soir on relâcha ceux qui n'étaient point sur la liste de Bussi; d'autres furent accordés au cautionnement de leurs amis. Les rebelles mirent aussi en prison plusieurs personnes de naissance, suspectes par leur attachement au roi, entre lesquels De Thou cite avec éloge Charles de Choiseul de Praslin.

Telle était la situation des affaires à Paris lorsque le duc de Mayenne y arriva. La duchesse de Montpensier, sortie de Blois quelques jours avant le massacre de ses deux frères, était allée en poste trouver celui-ci en Bourgogne, pour l'exhorter à ne faire ni paix ni trêve avec le roi. Aussi se montra-

et-il inflexible aux offres avantageuses de ce prince. La première opération qu'il fit dans la capitale fut de créer un conseil général de l'union ; et le premier acte de ce conseil fut réciproquement de créer le duc lieutenant général de l'état et couronné de France, en attendant la tenue des états généraux ; qu'on indiqua pour le mois de juillet.

Le lieutenant confirma l'autorité des Seize, qui étaient comme le conseil particulier de Paris. Sitôt qu'ils eurent le décret de la Sorbonné, ils s'empresèrent d'envoyer à Rome conjurer le pape de ne point accorder au roi l'absolution des censures qu'on supposait qu'il avait encourues par la mort du cardinal de Guise. Aux agens de la populace ligueuse, le duc de Mayenne en joignit de qualifiés, plus capables de faire face à ceux que Henri envoyait de son côté au souverain pontife.

C'était toujours Sixte v, pape inflexible sur les immunités ecclésiastiques, et sur ce qu'il croyait les droits de son siège. Il apprit sans émotion apparente la mort du duc, mais celle du cardinal le mit dans une fureur qui éclata¹. Quelques auteurs donnent à la colère de Sixte une autre cause que l'attachement aux maximes de sa cour. Ils disent que le pape était convenu avec le duc de Guise de donner une de ses nièces en mariage au prince de Joinville ; que, sous prétexte de son penchant pour les hérétiques, le pape aurait déclaré Henri déchu

¹ D'Ossat.

de la royauté, qu'on l'aurait confiné dans un monastère, que le duc de Guise se serait fait déclarer par les états lieutenant général du royaume, et aurait ensuite fait prendre la couronne au prince de Joinville, son fils. C'est à peu près la marche de Charles-Martel, qui, par sa qualité de maire du palais, fraya à Pépin-le-Bref, son fils, le chemin au trône que le père n'osa occuper lui-même.

Que ce projet ait été formé dans le temps, ou inventé d'après sa possibilité, il est certain que le pape n'en a jamais rien laissé échapper. Pour justifier l'aigreur qu'il montrait contre le roi, il prétextait toujours l'obligation que sa place et sa conscience lui imposaient de punir un péché aussi grave, et un crime aussi scandaleux que la mort d'un cardinal; et cependant ce n'était pas encore là son vrai motif. S'il avait été guidé par ces principes, il aurait écouté la justification du roi; et, s'il n'avait pas été content de ces raisons, du moins il ne se serait pas refusé aux instances du monarque, lorsqu'il vit ses ambassadeurs prosternés à ses pieds lui demander pardon et absolution.

Mais, 1°. Sixte voulait être en colère, afin de se faire apaiser plus avantageusement; 2°. il ne voulait ni hâter l'absolution, ni la refuser tout-à-fait, afin de pouvoir se déterminer selon les circonstances : favorable au roi s'il prenait le dessus, ou à la ligue si elle triomphait. Aussi le roi de Navarre, qui avait pénétré cette politique, disait-il à Henri, après leur réunion : « Contre les foudres de Rome,

il n'y a d'autres remèdes que de vaincre; vous sciez incontinent absous, n'en doutez pas; mais, si vous êtes vaincu et battu, vous demeurerez excommunié, aggravé, voire réaggravé plus que jamais. »

L'action, c'était le seul moyen qui convînt à Henri, non-seulement par rapport à la cour de Rome, mais à l'égard de ses sujets révoltés. Au lieu d'agir, le roi se contentait d'écrire, ou d'envoyer des agens dans les villes chancelantes, pour tâcher de les retenir dans le devoir. Il répondit aux libelles des ligueurs par des apologies : espèce de combat toujours désavantageux au souverain, quand il n'est pas secondé par les armes. Pendant ce temps les principales villes du royaume se révoltaient; les villes du second ordre suivaient l'exemple des capitales; les bourgs même et les villages prenaient parti, et l'étendard de la rébellion s'élevait par toute la France.

Il ne restait presque point de places, point de provinces, qui ne fussent ou subjuguées par la ligue, ou entre les mains des calvinistes. D'ailleurs l'orage grossissait du côté de Paris. A la vérité, le duc d'Aumale, voulant secourir Orléans que le roi pressait, s'était laissé battre; mais, malgré ce premier succès, Henri perdit cette ville, et le duc de Mayenne était prêt à se présenter avec une armée plus redoutable. Le reste du parlement, qui avait le président Brisson à sa tête pendant la prison de ses principaux membres, venait d'enregistrer et de munir du sceau de l'autorité publique,

le titre de lieutenant général du royaume, donné à Mayenne par le conseil général de l'union. A la vérité, Harlai de Sanci, cousin-germain du premier président, amenait au secours du roi une armée de Suisses, que ce fidèle serviteur leva sur son crédit; mais ces troupes ne devaient point arriver sitôt, et il était possible qu'en les attendant Henri fût enlevé à Tours, où il s'était retiré presque sans troupes avec les fugitifs du parlement de Paris, de la chambre des comptes, de la cour des aides et des autres cours souveraines, que le roi déclarât être les seules légitimes, cassant et annulant tout ce qui serait fait désormais par les membres restés à Paris. Cette position critique donna lieu à la négociation qui s'entama avec le roi de Navarre.

Ce prince, pendant les états de Blois, tenait lui-même une assemblée des églises protestantes à La Rochelle. On y conclut de continuer la guerre. Bourbon néanmoins avait écrit aux états, leur proposant des expédients qui pourraient conduire à la paix; mais sa lettre n'avait pas même été regardée. Il se mit donc en campagne, et continua ses expéditions militaires dans le Poitou et la Saintonge; toujours barré par le duc de Nevers que le roi avait envoyé contre lui, mais dont l'armée, composée en grande partie de ligueurs, qui l'abandonnaient tous les jours, ne pouvait empêcher que le roi de Navarre ne remportât sans cesse quelques avantages qui lui faisaient gagner du terrain.

Une maladie dangereuse interrompit ses exploits. Il fut réduit à la dernière extrémité. Près de descendre dans le tombeau, ce prince magnanime n'avait de regret que celui de ne pouvoir tirer de l'oppression les Français qui gémissaient sous la tyrannie de la ligue. Dieu le rendit au besoin de la France. Ce fut peu de jours avant sa maladie qu'il apprit la mort du duc de Guise. Il ne s'en réjouit ni ne s'en affligea : trop grand pour triompher du malheur d'un ennemi estimable à bien des égards, trop sincère pour ne pas s'avouer heureux d'être débarrassé d'un adversaire si redoutable.

Il fut alors question de tracer un plan d'opérations convenable aux circonstances. Le duc de Nevers avait été rappelé au secours du roi, et Bourbon, ne se voyant plus d'armée sur les bras, avait dessein de faire le siège de Saintes et de Brouage. « Cela est bon, lui dit le fidèle Mornay, si nous avons à vieillir dans ces marais ; mais si vous devez un jour être roi de France, il faut porter vos desseins ailleurs. Le plus court de ces deux sièges vous retiendra deux mois, et pendant ce temps la France est perdue ; mais mettez-vous en campagne avec toutes vos troupes et canons, faites des entreprises, retournez vers la Loire, attaquez des places comme Saumur et autres : le roi, pressé des deux côtés, ne pourra se déterminer à traiter avec Mayenne, les mains encore teintes du sang de ses frères, et il sera forcé de se jeter entre vos bras ¹. » Ce qui arriva.

¹ *Mém. de Mornay*, pag. 55.

Mais il fallait une extrémité aussi pressante que celle où Henri III était réduit, pour le déterminer même à une trêve avec les hérétiques, lui qui venait de promettre, par l'édit d'union, de ne jamais entrer en accommodement avec eux¹. Dans le dessein de hâter cette union, le roi de Navarre publia le 4 mars un écrit pathétique, dans lequel il rendait compte de ses dispositions. Après les protestations de la plus sincère tendresse pour le roi, et d'attachement à la France, il déplorait en termes énergiques son malheur d'être obligé de porter les armes contre sa patrie. « Plût à Dieu, disait-il, que je n'eusse jamais été capitaine, puisque mon apprentissage devait se faire aux dépens de la France! Je suis prêt à demander au roi mon seigneur la paix, le repos de son royaume et le mien.... On m'a souvent sommé de changer de religion; mais comment? la dague à la gorge.... Si vous désirez simplement mon salut, je vous remercie; si vous ne désirez ma conversion que par la crainte que vous avez qu'un jour je ne vous contraigne, vous avez tort. » Il somme ensuite les catholiques de parler, de porter témoignage contre lui, si jamais il les a maltraités, et proteste d'avoir les mêmes égards dans la suite.

Les promesses du roi de Navarre, dont la sincérité n'était point suspecte, faisaient incliner à la

² De Thou, liv. XLV. — Davila, liv. X. — *Mém. de la ligue*, tom. III.

cour tous les esprits à la réunion, excepté celui de Henri III, qui ne pouvait se persuader qu'à force d'argent, de dignités, d'offres de toute espèce, il ne viendrait point à bout de désarmer le duc de Mayenne. Il employa le légat lui-même, Morosini, prélat plein de candeur et de bonnes intentions, qui échoua. Henri laissait le duc maître des conditions. Il se liait, s'enchainait, se soumettait à tout, pourvu qu'on mit bas les armes. Ses propositions furent rejetées durement. On accuse en effet Mayenne d'y avoir répondu : *Jamais je ne pardonnerai à ce misérable*. Les bons Français frémissaient de dépit à la vue de la faiblesse du roi. Enfin, on le détermina à ne plus s'humilier devant des ennemis insolens, et à appeler le roi de Navarre. Le duc d'Épernon, qui s'était lié à Bourbon pendant sa disgrâce, revenu à la cour avec toutes les marques de l'ancienne faveur, contribua beaucoup à cette réunion; mais la personne qui y travailla le plus efficacement fut Diane, légitimée de France, duchesse d'Angoulême, sœur naturelle de Henri III, et veuve d'Horace Farnèse et de François de Montmorenci.

Cette princesse avait toujours marqué une affection particulière pour le roi de Navarre; souvent même elle avertit ce prince des pièges qu'on lui tendait¹. Dans cette occasion elle se servit utilement du crédit que lui donnaient ses services au-

¹ Le Labour, sur Castelnau.

près de Bourbon, et de son ascendant sur son frère, pour établir la confiance et dissiper les ombrages réciproques. Les conditions furent l'ouvrage des ministres, de part et d'autre.

Elles se réduisirent à trois : qu'il y aurait trêve entre les deux rois pour un an, à commencer du 3 avril ; qu'ils feraient de concert la guerre au duc de Mayenne ; que le roi de Navarre aurait pour sa sûreté la ville de Saumur, passage important sur la Loire. Ce dernier article souffrait des difficultés. Le roi de France ne voulut pas donner une place si considérable. Il proposait le Pont-de-Cé, près d'Angers ; mais le désordre qui régnait alors aida à finir ce débat.

Les gouverneurs, une fois en possession de leurs places, les regardaient comme un bien qui leur appartenait ; de sorte que, quand le roi voulait les en tirer, il fallait acheter leur démission. On agit sur la connaissance de cet usage : les ministres de Bourbon donnèrent avis au gouverneur du Pont-de-Cé que le roi avait besoin de son château, et ne pouvait s'en passer. Sur cela, le gouverneur porta sa démission à un prix exorbitant. En même temps on fit passer de l'argent à celui de Saumur, à condition qu'il lâcherait la main quand le roi traiterait avec lui : et Henri, trouvant meilleur marché de celui-ci, conclut pour Saumur.

Tout arrêté et signé, le roi demanda encore quinze jours avant que de rendre son accord public, dans l'espérance d'obtenir pendant ce délai quel-

ques conditions supportables du duc de Mayenne, auprès duquel le légat travaillait avec ardeur. Ce malheureux prince ne fut détrompé que quand il se vit près d'être investi dans Tours par les troupes de la ligue. Il n'y eut plus alors à différer; il fallut appeler le roi de Navarre. L'entrevue se fit au château du Plessis-les-Tours, le dernier avril.

Si Bourbon eût écouté quelques-uns de ses plus fidèles amis et ses propres répugnances, il n'aurait pas hasardé sa vie entre les mains du roi, dont il avait tant de sujets de se défier; et, par cette timide prudence, peut-être se serait-il fermé le chemin au trône; mais il s'abandonna à sa fortune, et n'eut pas lieu de s'en repentir¹. Le maréchal d'Aumont, vieux guerrier plein de probité et de franchise, était médiateur de l'entrevue, et comme caution de la bonne foi du roi. Il eut bien de la peine à surmonter les craintes des seigneurs attachés à Bourbon, qui ne croyaient jamais avoir pris assez de précautions; et déjà Henri III commençait à se piquer de tant de défiances, lorsque le roi de Navarre arriva dans le parc du château où Henri se promenait en l'attendant.

« De toute sa troupe, nul n'avait de manteau et de panache que lui. Tous avaient l'écharpe blanche, et lui, vêtu en soldat, le pourpoint usé sur les

¹ Cayet, tom. I^{er}, pag. 185.—*Mém. de la ligue*, tom. III.
— *Mém. de Mornay*, pag. 667.

épaules et aux côtés de porter la cuirasse, le haut-de-chausse de velours feuille morte, le manteau d'écarlate, le chapeau gris, avec un grand panache blanc, où il y avait une très-belle médaille. » Les deux rois furent long-temps en présence sans pouvoir s'approcher à cause de la foule. Enfin, Bourbon se jeta aux pieds de Valois, prononçant quelques paroles de soumission et de respect, dont le désordre était plus expressif que n'aurait été l'éloquence d'un discours suivi. Henri III le releva, l'embrassa, l'appela son frère. Ils conversèrent ensuite familièrement à la vue de tout le monde, et, la nuit approchant, Bourbon se retira dans son quartier; mais le lendemain matin il fut dans la chambre du roi avant son lever : confiance qui flatta infiniment Henri, et qui dissipa ses ombrages pour toujours.

Transporté de joie, le roi de Navarre écrivit sur-le-champ à son fidèle Mornay : « La glace a été rompue, non sans nombre d'avertissemens, que si j'y allais j'étais mort; j'ai passé l'eau en me recommandant à Dieu. » Mornay lui répondit : « Sire, vous avez fait ce que vous deviez et ce que nul ne vous devait conseiller. »

De ce moment, calvinistes et royalistes furent unis comme frères. On les voyait s'embrasser, détester le passé, se jurer amitié pour la suite, s'exhorter mutuellement à employer tout ce qu'ils avaient de forces et de ressources contre leurs ennemis. A leur cordialité on reconnaissait des

Français disposés à travailler de concert pour éteindre l'incendie qui consumait la patrie, leur commune mère.

Ces sentimens patriotiques commençaient à se réveiller jusque dans les courtisans. On remarque que les premiers qui amenèrent du secours au roi furent trois favoris disgraciés, Souvré, d'O et d'Épernon. Ce dernier avait eu de vifs démêlés avec le maréchal d'Aumont, et Henri craignait que son retour ne les renouvelât. Le maréchal, s'apercevant de cette délicatesse du roi, l'alla trouver, et fut le premier à lui conseiller de recevoir le duc : « J'oublie, dit-il, tout ressentiment jusqu'à ce que votre majesté ait triomphé de ses ennemis ; après cela, si le duc le trouve bon, nous viderons notre querelle ¹. » D'Épernon, instruit de cette démarche par le roi lui-même, se présenta chez le maréchal, fit excuse du passé ; demanda son amitié, et lui offrit la sienne. « Allez, lui dit le vieux guerrier avec sa franchise ordinaire, je ne veux de vous d'autre satisfaction que celle que vous me donnez aujourd'hui, de vous voir si soumis aux ordres de votre maître. Vous m'offrez vos services, je les accepte. Je vous offre aussi les miens. Allons, continua-t-il en l'embrassant, courage ! combattons de tout notre cœur pour la gloire du meilleur de tous les maîtres, pour le salut de la patrie dont les méchans ont juré la ruine ! Quand nous aurons

¹ Pasquier, liv. XIII, lett. II.

rendu la paix à la France, nous disputerons à qui se surpassera en générosité. »

De pareils généraux et des soldats animés des sentimens de leurs chefs devaient être invincibles. Henri l'éprouva lorsque Mayenne, à la tête de son armée, et, fier de quelques succès à Vendôme et auprès d'Amboise, vint le 8 mai le braver dans son asile, et attaquer les faubourgs de Tours. Le roi, indigné, se réveilla de son assoupissement. Il donna ses ordres et chargea lui-même. A ses actions; à sa parole, on reconnut le vainqueur de Jarnac et de Montcontour. Le roi de Navarre ne se trouva pas à cette escarmouche, parce qu'il était allé hâter son armée qu'il avait laissée à Chinon quand il vint saluer le roi. Mayenne, sachant que les calvinistes approchaient, se retira sans être poursuivi, content de cette bravade, de laquelle il ne retira d'autre gloire que d'avoir pillé un faubourg, où ses soldats catholiques commirent contre les catholiques leurs frères toutes sortes d'excès. Il publia cependant des relations fanfaronnes de cette expédition, pour donner du courage à son parti dont la fortune commençait à chanceler.

Ce n'est pas que les esprits se détrompassent, et que la fureur des séditieux se ralentit; au contraire, il n'y avait point d'injures contre le roi, point de calomnies qu'ils n'inventassent ¹. Ils pu-

¹ De Thou, liv. XCVI. — Davila, liv. X. — *Mém. de la ligue*, tom. III. — *De justâ Henrici III abdicatione*.

blièrent que Henri adorait des *faunes*, dont les figures se trouvaient sculptées sur des chandeliers pris dans sa chapelle. Dans tous les écrits sortis de leur plume, on l'appelait tyran; son nom y était anagrammatisé de la manière la plus insultante¹. On disait à la messe, pour les troupes envoyées contre lui, des prières qui pouvaient passer pour de vraies imprécations contre sa personne².

Mais ces excès n'étaient plus que les expressions d'une rage impuissante. Les affaires du roi prenaient un tour avantageux. Il s'était trouvé quelque temps embarrassé, et disposé à fuir loin de Paris. Le succès de ses armes en différens lieux ranima son courage. Le duc de Montpensier défit en Normandie les *Gautiers*, paysans que les vexations des gens de guerre rendirent soldats, et dont la ligue sut mettre à profit la férocité.³

Les Parisiens furent battus auprès de Senlis.

¹ Henri de Valois : *Vilain Hérodes*.

² Collecte. *Deus, ultor impietatis et sponsa filii tui spes unica, fac, christianæ religionis hostibus superatis, propugnatores nostros, tui honoris vindices gloriosos; et speratae victoriæ ad nos remitte compotes. Per Dominum*, etc. Un prédicateur, ayant annoncé qu'il ne prêcherait pas le saint du jour, mais *les débordemens* de Henri de Valois, finit ainsi : « Bref, c'est un Turc par la tête, un Allemand par le corps, une harpie par les mains, un Anglais par la jarretière, un polonais par les pieds, et un vrai diable en âme. » (*Mém. de la ligue*, tom. III, pag. 542.)

³ *Vie de Mornay*, pag. 154. — Cayet, tom. I^{er}, pag. 209.

Montmorenci-Thoré s'était habilement jeté dans cette place, dont la situation interrompait les communications de la capitale avec la Picardie. Le duc d'Aumale l'assiégeait avec des troupes bien supérieures en nombre à celles qui vinrent au secours. Ces dernières étaient commandées par Henri, duc de Longueville. Se voyant en présence des ennemis, par une modestie dont il y a peu d'exemples, ce jeune chef appelle le brave La Noue à la tête des bataillons, le salue général, exhorte les officiers à le reconnaître : *Quant à moi, dit-il, je lui obéirai comme soldat.* Tout céda aux efforts de la bravoure dirigée par la prudence. Les ligueurs, auxquels La Noue avait fait croire qu'il n'avait pas d'artillerie, s'étaient rangés dans la plaine sans tirer la leur de leurs tranchées, et durent en partie leur défaite à ce désavantage. Le duc d'Aumale blessé fut obligé de lever le siège; et la petite armée royaliste victorieuse alla recevoir les Suisses et les Allemands, que le fidèle Sancy avait levés sur son propre crédit.

Ils joignirent le roi à Saint-Cloud dans les derniers jours de juillet. Par cette jonction, par celle des troupes calvinistes et de la noblesse qui accourait en foule de toutes les parties du royaume, Henri se trouvait à la tête d'une armée de plus de quarante mille hommes, braves soldats, chefs aguerris, munis de bonnes armes et de provisions suffisantes. On dit que, transporté de joie à la vue

du changement de sa fortune, regardant Paris des hauteurs de Saint-Cloud où il était campé, il prononça ces paroles : « Paris, chef du royaume, mais chef trop gros et trop capricieux, tu as besoin d'une saignée pour te guérir, ainsi que toute la France, de la frénésie que tu lui communique ! Encore quelques jours, et on ne verra ni tes maisons, ni tes murailles, mais seulement le lieu où tu auras été. » Une seule chose l'embarrassait ; c'est que le pape venait de lancer contre lui un premier monitoire qui le menaçait d'excommunication, si, dans soixante jours, il ne relâchait les prélats prisonniers, et s'il ne faisait pénitence de la mort du cardinal de Guise ; mais l'infortuné prince ne vit pas la fin de ce terme.

Paris était réduit au point de ne pouvoir être sauvé que par un miracle ou par un crime. Le duc de Mayenne, qui s'y était renfermé, faisait toutes les dispositions pour une belle défense, dispositions telles que lui permettait la surprise : il avait élevé des bastions, creusé des fossés, tiré des lignes derrière lesquelles il comptait du moins vendre chèrement sa vie ; car le petit nombre de ses troupes, incapables de border une si grande enceinte, ne lui laissait guère l'espérance de repousser les assaillans.

Mais ces murs mal défendus renfermaient des prédicateurs enthousiastes, singulièrement doués du talent de maîtriser les imaginations, des directeurs insinuans, habiles à graver dans les âmes les

impressions utiles à leurs projets¹. On y voyait la mère et la veuve de Guise, et la duchesse de Montpensier, leur sœur; les deux premières, propres à émouvoir par l'appareil du grand deuil et par leurs larmes; la dernière, violente, emportée, capable de tout sacrifier pour parvenir à se venger.

Qu'il se trouve dans ces circonstances un génie sombre et mélancolique, un de ces hommes dévorés d'un feu secret qui les rend ardens et inquiets, qui prennent à cœur les affaires publiques, comme si elles leur étaient particulières; qui s'irritent des mauvais succès; qui se complaisent dans les résolutions extrêmes et désespérées: à quoi ne pourront pas le pousser les louanges, les caresses, les encouragemens des gens qu'il estime, dont il respecte le rang, dont la familiarité l'honore? Que n'obtiendront pas enfin de lui les sollicitations d'une femme encore aimable et peu scrupuleuse?

Tel les auteurs contemporains nous dépeignent Jacques Clément, jacobin; telles ils nous décrivent les ruses employées pour l'exciter à l'assassinat qu'il commit. Il n'avait que vingt-deux ans; il était ignorant, grossier, libertin, et toujours mêlé avec la plus vile populace, auprès de laquelle il faisait parade de son courage; répétant sans cesse qu'il fallait faire la guerre aux hérétiques, les

¹ *La véritable fatalité de Saint-Cloud. — Journal de Henri III, tom. II, pag. 220.*

exterminer, les anéantir; d'où ses jeunes confrères l'appelaient ironiquement le *capitaine Clément*.

Mais tout le monde ne méprisait pas également sa frénésie. Sur ce détestable principe, prêché alors dans les chaires, et regardé comme incontestable, qu'il est permis de tuer un tyran; Clément conçut le dessein de tuer le roi. Il s'en ouvrit à son prieur et à un ancien religieux, qui y applaudirent. Quelques-uns des Salze eurent vent de ce projet; ils en parlèrent au duc de Mayenne et d'Aumale, qui ne le désapprouvèrent pas. Le dessein de Clément parvint jusqu'à la duchesse de Montpensier : elle voulut voir; dit-on; ce jeune fanatique, le fit venir chez elle, l'excita et l'encouragea dans son funeste projet. Pour lui donner plus d'assurance, le duc d'Aumale, avant qu'il ne sortit de Paris, fit mettre en prison plus de cent des principaux bourgeois, dont la vie, en cas qu'il fût arrêté, devait, à ce qu'on lui fit entendre, répondre de la sienne.

Afin de lui ouvrir un accès plus aisé auprès du roi, on lui procura une lettre de créance du premier président enfermé à la Bastille. Ce magistrat la donna sur ce que des gens, qu'il croyait attachés à Henri, lui dirent que le porteur avait des choses très-importantes à communiquer au roi. Le comte de Brienne, également prisonnier de la ligue, trompé par ces impostures, lui donna aussi un passe-port. Muni de ces pièces, Jacques Clé-

ment sortit de Paris, le dernier jour de juillet. Il tomba bientôt dans des gardes avancées du camp royal. Quand on l'arrêta, il dit qu'il avait des lettres pour le roi. Sur cette déclaration, il fut mené à La Guesle, procureur général. Ce magistrat l'interrogea touchant ce qu'il avait à dire à sa majesté; mais, comme il assura toujours ne pouvoir s'en ouvrir qu'au roi lui-même, on le renvoya au lendemain, parce qu'il était déjà tard. Le scélérat soupa bien, répondit en homme simple aux questions qu'on lui fit, et dormit tranquillement.

Le lendemain, 1^{er} août, Henri III, à son lever, instruit qu'un religieux, chargé de quelques dépêches des prisonniers de Paris, demandait à lui parler, ordonna qu'on le fît entrer; s'avance au-devant de lui, prend ses lettres; et, dans le moment qu'il les lisait attentivement, l'assassin tire un couteau de sa manche et le lui plonge dans le ventre. Henri blessé s'écrie, retire lui-même le couteau, et en frappe le scélérat au visage. Aussitôt les gentilhommes présents, entraînés par un zèle inconsidéré, mettent en pièces le meurtrier, et enlèvent par sa mort le moyen de connaître ses complices.

Quelques symptômes favorables firent d'abord conjecturer que la blessure ne serait pas dangereuse, et on l'écrivit ainsi, par ordre du roi, à

tous les gouverneurs de provinces; mais dès le soir elle fut jugée mortelle. Henri montra sa dernière heure les dispositions les plus chrétiennes; il se confessa; demanda l'absolution des censures renfermées dans le monitoire du pape, et reçut la communion.

Quand il eut mis ordre aux affaires de sa conscience, il fit ouvrir les portes de sa chambre. Autour de son lit se rangèrent les principaux seigneurs du royaume. Il leur dit que sa seule peine, en mourant, était de laisser la France dans un si triste état, qu'il avait appris dès l'enfance à l'école de Jésus-Christ à pardonner, et qu'il ne désirait pas qu'on vengât sa mort. Il exhorta ensuite tous les assistans à reconnaître après lui le roi de Navarre. Il dit que lui seul avait droit au trône, qu'il ne fallait pas s'arrêter à la différence de religion; que ce prince, d'un naturel franc et sincère, rentrerait tôt ou tard dans l'église. Puis le faisant approcher, il jeta ses bras à son cou, le tint long-temps pressé contre son sein; les yeux levés au ciel, comme s'il eût prié pour lui, et lui dit: «Soyez certain, mon cher beau-frère, que jamais vous ne serez roi de France, si vous ne vous faites catholique.»

A cette scène attendrissante, toute l'assemblée fondit en larmes, on n'entendait que soupirs et sanglots. Henri, si faible sans doute, mais bon ami et excellent maître, était chéri comme un père par tous ceux qui l'approchaient. Il fallut

ment sortit de Paris le dernier jour de juillet. Il tomba bientôt dans les gardes avancées du camp royal. Quand on l'arrêta, il dit qu'il avait des lettres pour le roi. Sur cette déclaration, il fut mené à La Guesle, procureur général. Ce magistrat l'interrogea touchant ce qu'il avait à dire à sa majesté; mais, comme il assura toujours ne pouvoir s'en ouvrir qu'au roi lui-même, on le renvoya au lendemain, parce qu'il était déjà tard. Le scélérat soupa bien, répondit en homme simple aux questions qu'on lui fit, et dormit tranquillement.

Le lendemain, 2^e août, Henri III, à son lever, instruit qu'un religieux, chargé de quelques dépêches des prisonniers de Paris, demandait à lui parler, ordonna qu'on le fassent entrer; s'avancé au-devant de lui, prend ses lettres; et, dans le moment qu'il les lisait attentivement, l'assassin tire un couteau de sa manche et le lui plonge dans le ventre. Henri blessé s'écrie, retire lui-même le couteau, et en frappe le scélérat au visage. Aussitôt les gentilhommes présents, entraînés par un zèle inconsidéré, mettent en pièces le meurtrier, et enlèvent par sa mort le moyen de connaître ses complices.

Quelques symptômes favorables firent d'abord conjecturer que la blessure ne serait pas dangereuse, et on l'écrivit ainsi, par ordre du roi, à

Mém. d'Auvergne.

tous les gouverneurs de provinces; mais dès le soir elle fut jugée mortelle. Henri montra à sa dernière heure les dispositions les plus chrétiennes; il se confessa; demanda l'absolution des censures renfermées dans le monitoire du pape, et reçut la communion.

Quand il eut mis ordre aux affaires de sa conscience, il fit ouvrir les portes de sa chambre. Autour de son lit se rangèrent les principaux seigneurs du royaume. Il leur dit que sa seule peine, en mourant, était de laisser la France dans un si triste état; qu'il avait appris dès l'enfance à l'école de Jésus-Christ à pardonner, et qu'il ne désirait pas qu'on vengeât sa mort. Il exhorta ensuite tous les assistants à reconnaître après lui le roi de Navarre. Il dit que lui seul avait droit au trône, qu'il ne fallait pas s'arrêter à la différence de religion; que ce prince, d'un naturel franc et sincère, rentrerait tôt ou tard dans l'église. Puis le faisant approcher, il jeta ses bras à son cou, le tint long-temps pressé contre son sein; les yeux levés au ciel, comme s'il eût prié pour lui, et lui dit : « Soyez certain, mon cher beau-frère, que jamais vous ne serez roi de France, si vous ne vous faites catholique. »

A cette scène attendrissante, toute l'assemblée fondit en larmes, on n'entendait que souples et sanglots. Henri, roi faible sans doute, mais bon ami et excellent maître, était chéri comme un père par tous ceux qui l'approchaient. Il fallut

une malice aussi profonde que celle des chefs de la ligue pour le faire détester de ses peuples. On a vu, dans le cours de l'histoire, comment des défauts, qui auraient été sans conséquence dans un particulier, chargèrent de la haine publique un monarque fait pour être adoré de son peuple. Toutes ses actions, mal interprétées, prirent, aux yeux du plus grand nombre de ses sujets, la couleur que voulaient lui donner ses ennemis. On ne vit dans ces dévotions que leur bizarrerie; dans ses libéralités, que leur profusion; dans sa patience, qu'un excès de timidité; dans sa politique trop circonspecte, que de la fraude et de la mauvaise foi. On commença par le mépriser et l'on finit par le haïr.

Mais, au moment d'une mort si tragique, la pitié effaça le souvenir de ses défauts. On ne se souvint plus que de ses vertus. Sa bonté surtout, son affabilité, cette douceur qui ouvrait si aisément son âme aux épanchemens de la confiance et de l'amitié, sa bienfaisance naturelle et ses autres qualités estimables, le firent regretter sincèrement. Henri eut la consolation de voir couler des larmes véritables. Il expira le 2 août, âgé de trente-huit ans, entre les bras de ses serviteurs, persuadé par leurs regrets, que ses fautes ne lui avaient pas enlevé tous les cœurs.

BRANCHE DES BOURBONS.

HENRI IV.

ÂGE DE 35 ANS ET DEMI.

1589. — HENRI DE BOURBON, roi de Navarre, entra dans la chambre de Henri III au moment que ce prince venait d'expirer. Il se jeta sur le corps saignant, l'embrassa avec transport; puis se relevant, il dit d'un air pénétré et le cœur gros de soupirs: « Les larmes ne le feront pas revivre. Les vraies preuves d'affection et de fidélité sont de le venger; pour moi, j'y sacrifierai ma vie; nous sommes tous Français, et il n'y a rien qui nous distingue au devoir que nous devons à la mémoire de notre roi, et au service de notre patrie¹. » Plusieurs seigneurs et capitaines tombèrent à ses genoux, et lui baisèrent la main en signe d'engagement à le seconder. On proposa d'élever un catafalque sur le pont de Saint-Cloud, d'y faire défiler l'armée, jurer à chaque soldat, sur le corps du monarque, de le venger; de fonder ensuite sur Paris avec ces troupes dévouées, pour ainsi dire, à la mort par cette action; d'y porter le

¹ Matthieu, liv. II. — Cayet, tom. II. — *Sal. Mém.*, pag. 147.

une malice aussi profonde que celle des chefs de la ligue pour le faire détester de ses peuples. On a vu, dans le cours de l'histoire, comment des défauts, qui auraient été sans conséquence dans un particulier, chargèrent de la haine publique un monarque fait pour être adoré de son peuple. Toutes ses actions, mal interprétées, prirent, aux yeux du plus grand nombre de ses sujets, la couleur que voulaient lui donner ses ennemis. On ne vit dans ces dévotions que leur bizarrerie; dans ses libéralités, que leur profusion; dans sa patience, qu'un excès de timidité; dans sa politique trop circonspecte, que de la fraude et de la mauvaise foi. On commença par le mépriser et l'on finit par le haïr.

Mais, au moment d'une mort si tragique, la pitié effaça le souvenir de ses défauts. On ne se souvint plus que de ses vertus. Sa bonté surtout, son affabilité, cette douceur qui ouvrait si aisément son âme aux épanchemens de la confiance et de l'amitié, sa bienfaisance naturelle et ses autres qualités estimables, le firent regretter sincèrement. Henri eut la consolation de voir couler des larmes véritables. Il expira le 2 août, âgé de trente-huit ans, entre les bras de ses serviteurs, persuadé par leurs regrets, que ses fautes ne lui avaient pas enlevé tous les cœurs.

BRANCHE DES BOURBONS.

HENRI IV.

ÂGÉ DE 35 ANS ET DEMI.

1589. — HENRI DE BOURBON, roi de Navarre, entra dans la chambre de Henri III au moment que ce prince venait d'expirer. Il se jeta sur le corps saignant, l'embrassa avec transport; puis se relevant, il dit d'un air pénétré et le cœur gros de soupirs: « Les larmes ne le feront pas revivre. Les vraies preuves d'affection et de fidélité sont de le venger; pour moi, j'y sacrifierai ma vie; nous sommes tous Français, et il n'y a rien qui nous distingue au devoir que nous devons à la mémoire de notre roi, et au service de notre patrie¹. » Plusieurs seigneurs et capitaines tombèrent à ses genoux, et lui baisèrent la main en signe d'engagement à le secourir. On proposa d'élever un catafalque sur le pont de Saint-Cloud, d'y faire défiler l'armée, jurer à chaque soldat, sur le corps du monarque, de le venger; de fonder ensuite sur Paris avec ces troupes dévouées, pour ainsi dire, à la mort par cette action; d'y porter le

¹ Matthieu, liv. II. — Cayet, tom. II. — *Sal. Mém.*, pag. 147.

fer et le feu, et de massacrer le conseil de l'union, les Seize, tous les ligueurs, qui, tant que l'assassin, avaient plongé le poignard dans le sein de leur roi.

Ils auraient bien mérité ce traitement encore trop doux pour les excès auxquels ils se livrèrent quand ils apprirent la mort de Henri III. La duchesse de Montpensier sauta au cou de celui qui apporta la première nouvelle. Elle s'écria, transportée de joie : « Ah ! mon ami, soyez le bienvenu ! Mais est-il bien vrai au moins ? ce méchant, ce perfide, ce tyran est-il mort ? Dieu, que vous me faites aise ! Je ne suis marrie que d'une chose, c'est qu'il n'ait su, avant de mourir, que c'est moi qui l'ai fait faire. » Elle monta ensuite en carrosse avec Anne d'Est, sa mère, et se promena dans les rues de Paris, criant : *Bonnes nouvelles !* et excitant le peuple à se réjouir. On alluma des feux de joie : les prédicateurs firent l'éloge de Jacques Clément, qu'ils appelaient *saint martyr*. On courait en foule voir sa mère, pauvre villageoise, que la duchesse de Montpensier avait reçue chez elle. Le conseil de l'union lui fit une pension, et les séditieux harangueurs des Seize eurent l'effronterie de lui appliquer, comme ils avaient fait à la mère des Guises, ces paroles de l'Écriture : *Heureux le ventre qui t'a porté, et bénies soient les mamelles qui t'ont allaité !* Sixte v combla de louanges, en plein consistoire, le crime affreux du paricide. Il s'échappa jusqu'à le comparer, pour

l'utilité, à l'incarnation, et à la résurrection du Sauveur, et pour l'héroïsme; aux actions de Judith et d'Éléazar. Cette déclamation scandaleuse fut puissamment réfutée par des écrits qui joignent trop d'aigreur aux raisons.

Tout ceci n'arriva que successivement. C'était dans l'armée qui assiégeait Paris que les événements se pressaient. Qu'on se représente Henri iv au milieu de ce corps, composé des meilleurs soldats et de la principale noblesse du royaume, aussi divisés d'intérêts que de religion. Les uns, attachés personnellement au nouveau monarque, lui juraient une fidélité inviolable. « Sire, lui disait Givry, vous êtes le roi des braves, et ne serez abandonné que des poltrons. » Les autres, incapables d'égards et de ménagemens, à comme gens forcées, en présence du roi, lui-même, enfonçaient leurs chapeaux, les jetaient par terre, criaient, hurlaient, fermaient les poings, complotaient, se touchant dans la main, jurant des vœux et promesses, dont on avait pour conclusion : Plutôt mourir que d'avoir un roi huguenot. Mais les transports de ces zélés étaient moins à craindre que la silence sombre des grands, qui, tantôt séparés, tantôt réunis, paraissaient méditer quelque projet important.

¹ *Mém. de la ligue*, tom. VI. — *Le Liabour*, tom. II. — Matthieu, liv. II.

² D'Aubigné, liv. III, lett. II, pag. 253.

La vraie cause de l'embarras qu'on remarquait dans leur contenance est que chacun voulait profiter de l'occasion, et faire acheter au nouveau monarque sa soumission par des grâces. Quelques-uns eurent l'impudence de mettre ouvertement un prix à leur fidélité; d'autres, moins effrontés, formaient des difficultés afin d'entamer une négociation, où de se faire offrir ce qu'ils n'osaient demander.

Le roi, dévoré de soupçons, tenait conseil avec La Force et d'Aubigné, incertain s'il devait confier sa fortune et sa vie à une armée dont les principaux chefs lui étaient suspects à tant de titres, ou s'il devait se retirer avec ses meilleures troupes dans les provinces outre-Loire; où était le plus grand nombre de ses partisans. D'Aubigné le détermina pour l'avis le plus honorable, quoique le plus dangereux; il lui fit sentir que, s'il se reléguait au delà du grand fleuve qui partage le royaume, les ligueurs seraient aisément croire qu'il désespérait lui-même de sa cause; et que ces bruits, répandus avec adresse, porteraient un coup mortel à son parti. Et qui vous croirait encore roi de France, ajoutait-il, en voyant vos lettres datées de Limoges? Cette réflexion engagea le roi à tenir ferme.

Ses courtisans s'employèrent vivement à gagner les troupes et leurs chefs. Le maréchal de Biron et

Harlay de Sancy amènèrent aux pieds du monarque les Suisses, dont le bon exemple entraîna le corps de l'armée. Plusieurs princes et seigneurs, honteux d'avoir balancé, revinrent d'eux-mêmes; ils tinrent une assemblée, dans laquelle quelques-uns, encore indéterminés, proposèrent de remettre l'élection d'un roi à l'assemblée des états, qui devaient être convoqués incessamment, et en attendant de nommer le roi de Navarre seulement généralissime; mais le plus grand nombre conclut à reconnaître Henri de Bourbon héritier légitime de la couronne, et à lui prêter serment de fidélité, sous la réserve de certaines conditions.

En conséquence de cette décision, on fit jurer au roi de conserver et de maintenir la religion catholique dans le royaume, de se faire instruire de ses dogmes dans le délai de six mois; de rendre aux gens d'église les biens qui leur avaient été enlevés par les réformés; de ne permettre l'exercice public du nouveau culte que dans les endroits où il jouissait alors de cette liberté, jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné par les états généraux, qui seraient convoqués par lui à Tours dans six mois, et de poursuivre enfin contre les assassins du feu roi la vengeance de sa mort. Après cet engagement solennel de la part de Henri, les princes, les grands-officiers de la couronne, les seigneurs et les gentilshommes qui se trouvaient pour lors à l'armée lui rendirent hommage comme à leur légi-

time souverain, et jurerent de sacrifier leurs biens et leurs vies à son service.

Tous ne se portèrent point avec la même affection à l'accomplissement de cette promesse. Le duc d'Épernon, favori de Henri III, sous prétexte d'une affaire de famille pour laquelle il avait déjà obtenu un congé du feu roi, se retira dans son gouvernement d'Angoulême avec toutes ses troupes. On lui supposa des vues secrètes d'ambition, comme l'espérance de se rendre indépendant à l'aide des troubles qui allaient agiter le royaume. D'autres attribuèrent sa retraite à vanité et malgré de se voir réduit à ne jouer qu'un rôle inférieur dans la nouvelle cour, après avoir représenté le premier avec tant d'empire dans l'ancienne. Plusieurs seigneurs l'imitèrent, et quittèrent l'armée sous des prétextes frivoles; mais il n'en passa presque aucun dans le parti opposé. Le roi, à qui cette défection enlevait l'espérance de réduire la capitale, fit bonne contenance, parut indifférent sur cette désertion, et dit publiquement qu'il permettait à tous les mécontents de se retirer; qu'il valait mieux cent Français bien intentionnés que deux cents dont l'attachement lui seroit suspect.

Il mit ordre ensuite aux affaires du royaume. Les gouverneurs des provinces, les commandans des villes, les magistrats, tous ceux qui avaient besoin de l'attache du nouveau roi pour continuer leurs fonctions, furent confirmés. Il écrivit des lettres circulaires aux parlemens et aux autres tri-

batailles. Il convoqua les états généraux à Tours pour le mois d'octobre, et en même temps il partagea les troupes qui lui restaient en trois corps. Le premier fut donné au duc de Longueville, gouverneur de Picardie pour s'opposer aux Espagnols qui menaçaient cette province; le second, au duc d'Aumout, pour contenir la Champagne; et avec le troisième corps, le roi, accompagné du duc de Montpensier et du maréchal de Birou, gagna la Normandie, où il devait être joint par les troupes auxiliaires de l'Angleterre.

Cependant les Seize et une partie des ligueurs continuaient à se déchaîner contre la mémoire de Henri III, contre Henri IV, qu'ils appelaient, par dérision, *le Navarrois*, *le Béarnais*; et les chefs travaillaient efficacement à profiter de cette fureur¹. De la formidable maison de Guise, il ne restait en état de figurer que le duc de Mayenne, frère des deux qui avaient été tués à Blois. Le duc de Guise, fils aimé du héros de la ligue, avait été arrêté au moment de la mort de son père, et, quoiqu'il fût encore très-jeune, on le gardait soigneusement dans le château de Tours. Pour ses frères puînés, ils sortaient à peine de l'enfance. Mayenna, naturellement modéré dans ses vues, modeste dans ses desirs, fait pour être bon citoyen et sujet fidèle, devint, par le concours des circon-

¹ *Mém. de Villeroy*, tom. I^{er}, pag. 147. — *Matthieu*, tom. II, liv. I^{er}, pag. 10.

stances, rebelle et chef de parti; tous ceux qui l'environnaient lui soufflaient l'esprit de trouble et de révolte. Sa mère lui redemandait ses fils massacrés à Blois. La veuve du duc le rendait responsable du sang de son époux, s'il ne soutenait la guerre. La furieuse Montpensier, sa sœur, criait encore vengeance; et, non contente de l'assassinat du roi, elle aurait voulu faire ressentir à tous les royalistes les transports de la haine qui l'animait contre leur chef. De leur côté, les ligueurs conjuraient le duc de ne pas les abandonner à la merci d'un roi hérétique. Les moins belliqueux paraissaient trouver du courage en cette occasion. Tout Paris était en armes : les levées se faisaient avec le plus grand succès dans les provinces. Don Bernardin de Mendose, envoyé d'Espagne, montrait à Mayenne les trésors de son maître ouverts, et ses bataillons prêts à marcher au secours de la religion.

Tant de motifs, tant d'espérances empêchèrent le duc de prêter l'oreille aux propositions d'accommodement que Henri IV lui fit faire sous main au moment même de la mort de Henri III. Jeannin, président au parlement de Bourgogne, homme de grand sens, inviolablement attaché à la maison de Guise, donna pour lors à Mayenne un conseil dont l'exécution aurait fort embarrassé le nouveau roi, c'était d'appeler les princes, les pairs, les principaux officiers de la couronne à la tête des deux

¹ *Journal de Henri IV, tom. I^{er}.*

armées, et de sommer Henri de se faire catholique, faute de quoi on l'aurait déclaré déchu de ses droits au trône. Mayenne goûta peu cet avis, craignant que les royalistes, au contraire, ne gagnassent les autres, et qu'il ne se vît abandonné lui-même. Quelques-uns lui proposèrent aussi de se faire roi; il ne le voulut pas non plus. Mais, le 7 août, il fit proclamer roi, sous le nom de Charles X, le vieux cardinal de Bourbon, qui était alors prisonnier entre les mains de Henri IV, son neveu, et il prit lui-même le titre de lieutenant général du royaume; ensuite, pendant que son armée se formait, il alla concerter les opérations de la guerre avec le duc de Parme, le célèbre Alexandre Farnèse, commandant en Flandre pour les Espagnols, et revint à Paris, d'où il sortit à la fin d'août, à la tête de plus de vingt-cinq mille hommes, publiant qu'il allait prendre le Béarnais.

Henri IV, en partageant son armée, n'avait gardé qu'environ sept mille hommes; ce fut avec cette faible division qu'il se trouva corné près de Dieppe, à l'extrémité du pays de Caux, par toutes les forces de Mayenne. Il n'était pas à presumer que cette poignée de monde pût tenir contre l'armée de la ligue; Mayenne en était persuadé; il écrivait en Espagne, « qu'il tenait le Béarnais enfermé en lieu d'où il ne pouvait lui échapper, à moins que de sauter dans la mer. » C'était aussi l'opinion de la

¹ *Journal de Henri IV*, liv. I^{re}. — *Mém. de la ligue*, tom. IV, pag. 287.

majorité du conseil de Henri, où l'on délibéra s'il n'était pas convenable que le roi passât en Angleterre pour en hâter les secours. Mais le maréchal de Biron s'éleva vivement contre cet avis, et le fit rejeter. « Sire, dit-il au roi par rapport de Mézeris, on propose à votre majesté de quitter son royaume; et moi, je soutiens que, si vous n'êtes pas en France, il faudrait passer au travers de tous les hasards et de tous les obstacles pour vous y rendre; et maintenant que vous y êtes, vous en sortiriez! vous seriez de bon gré ce que les plus grands efforts de vos ennemis ne sauraient jamais vous contraindre de faire. En l'état où vous êtes, s'il sortait de France seulement pour vingt-quatre heures, c'est s'en bannir pour jamais. Le péril, au reste, n'est pas si grand qu'on vous le dépeint; et ceux qui pensent nous envelopper sont les mêmes que nous avons tous si lâchement enfermés dans Paris, ou gens qui ne valent pas mieux. Enfin, sire, nous sommes en France, il nous y faut enterrer. Il s'agit d'un royaume, il faut l'emporter ou y perdre la vie. Quand même il n'y aurait pas d'autre sûreté pour votre personne sacrée que la suite, il vaudrait mieux mille fois mourir de pied ferme que de vous sauver par ce moyen. Votre majesté ne doit jamais souffrir qu'on dise d'elle qu'on l'a défilé de Lorraine, lui a fait perdre terre, et encore moins qu'on la voie mendier la porte d'un prince étranger. Non, non, sire, il n'y a ni couronne ni honneur pour vous au delà de la mer. Si vous allez

au-devant du secours de l'Angleterre, il reculera ; si vous vous présentez au port de La Rochelle, en homme qui se sauve ; vous n'y trouverez que des reproches et du mépris. Je ne puis croire que vous deviez plutôt fier votre personne à l'inconstance des flots et à la merci de l'étranger qu'à tant de braves gentilshommes et tant de vieux soldats qui sont prêts à lui servir de rempart et de bouclier ; et je suis trop serviteur de votre majesté pour lui dissimuler que si elle cherchait sa sûreté ailleurs que dans leur vertu, ils seraient eux-mêmes obligés de chercher la leur dans un autre parti que le sien. » Excité par ce discours, qui répondait si bien à ses sentimens, le marquis ne désespéra pas de sa fortune ; et en attendant que les Anglais, avec les troupes de Picardie et de Champagne qu'il avait rappelés, pussent le joindre, il se fortifia sous les murs de Dieppe, résolu d'y soutenir les premiers efforts de l'ennemi.

Mayenne n'avait pu à la vue du camp royal qu'au milieu de septembre ; il y resta jusqu'au 6 octobre, et pendant cet intervalle il livra plusieurs assauts. Le plus meurtrier eut lieu le 21 septembre, du côté du village d'Arques, d'où le combat prit son nom.

Le duc y employa tout ce que la science militaire peut imaginer d'expédiens dans une attaque dangereuse et le roi ; tout ce que l'impétuosité peut fournir de ressources dans une défense difficile.

Mém. d'Angoulême.

Pressé de toutes parts, il se montrait partout; tantôt il se tenait ferme dans ses lignes, tantôt il en sortait à la tête de sa cavalerie, à la poursuite des fuyards.

Les ennemis ne pénétrèrent qu'une fois dans les retranchemens, encore ne fut-ce que par surprise. Il y avait des lansquenets dans les deux armées; ceux de la ligue étant un jour chargés, soit exprès, soit par hasard, de l'attaque d'un poste défendu par leurs compatriotes, s'approchèrent, les armes basses, comme s'ils voulaient se rendre. Les royalistes, trompés, leur tendent la main pour les aider à monter sur le revers du fossé; mais les traîtres n'y sont pas plus tôt, que, fondant avec impétuosité sur ces soldats surpris et déconcertés, ils les chassent de leur poste; et leur enlèvent trois drapeaux. Heureusement des troupes fraîches accoururent au secours des fuyards; les lansquenets de Mayenne furent à leur tour culbutés du haut du fossé; mais on ne recouvra pas les drapeaux, dont les ligueurs se parèrent comme d'un trophée légitime.

A cette même action, qui fut très-meurtrière, le roi se trouva dans le plus grand danger. Eutporté par l'ardeur du combat, il s'était engagé entre deux corps considérables de cavalerie. Se voyant presque investi, il s'écria d'un ton désespéré: « Eh quoi, n'y aura-t-il pas dans toute la France cinquante gentilshommes qui aient assez de résolution pour mourir avec leur roi! — Courage,

sire ! lui cria Châtillon , l'aîné des fils de l'amiral Coligni ; courage ! nous voici prêts à mourir avec vous. » En disant ces mots , il charge les escadrons opposés , et dégage le roi . Ce fut après ce combat d'Arques que Henri écrivait à Crillon cette charmante et fameuse lettre : « Pends - toi , brave Crillon , nous avons combattu à Arques , et tu n'y étais pas . Adieu , brave Crillon , je t'aime à tort et à travers . » Il y eut , les jours suivans , d'autres escarmouches , aussi peu avantageuses pour le duc de Mayenne , ce qui le détermina à décamper . Il gagna la Picardie , d'où il devait se rendre en Flandre , pour y prendre de nouvelles mesures avec les Espagnols .

Tant que durèrent les attaques du camp d'Arques , les émissaires des ligueurs répandaient dans Paris les nouvelles les plus avantageuses au parti . On faisait venir de Dieppe des courtiers qui publiaient que le camp du roi était investi , qu'il ne pouvait échapper , et que le duc de Mayenne allait l'amener dans la capitale en triomphe , *lié et garrotté* . Cette nouvelle s'accrédita si bien qu'on loua des fenêtres pour le voir passer . Les trois drapeaux , arrachés par trahison aux lansquenets , servirent à entretenir l'erreur , parce que , sur leur modèle , la duchesse de Montpensier en fit faire plusieurs autres , qu'on exposa en public comme des témoignages certains de la victoire du duc .

Mais ce peuple aveuglé ne fut pas long-temps dans cette agréable illusion . Pendant qu'il se faisait abuser par de fausses relations , et qu'il chan-

tait des chansons insolentes, Henri IV, fortifié de cinq mille Anglais avec les troupes de Picardie et de Champagne, et une nombreuse noblesse accourue au secours de son roi, parut devant Paris. Il attaqua les faubourgs, et les força, le premier novembre, fête de la Toussaint. Les Parisiens prirent les armes; mais ils furent repoussés et menés battant jusque dans la ville, dont les royalistes auraient pu s'emparer dès ce jour, s'ils n'avaient craint quelque embûche.

Henri permit le pillage des faubourgs à ses soldats, et le butin qu'ils y firent tint lieu de la solde que le roi n'avait pas le moyen de payer. Il donna de bons ordres pour empêcher les meurtres, les incendies et la licence ordinaire en ces occasions. Les églises et les monastères furent épargnés; l'office divin s'y célébra comme en pleine paix, et plusieurs officiers catholiques des troupes du roi y assistèrent le jour même du combat. Henri garda quatre jours sa conquête. En sortant, le 5 novembre, il mit son armée en bataille, invitant au combat le duc de Mayenne, qui était venu promptement au secours de la capitale. Personne ne parut hors des murs, et le roi prit tranquillement le chemin de Tours, pour acquitter la promesse qu'il avait faite à son avènement d'y convoquer les états du royaume; mais les embarras de la guerre ayant rendu cette mesure impossible dans les circonstances présentes, il en prit à témoin, dans un lit de justice, les généraux envers les-

quels il avait pris cet engagement. De leur aveu, il en remit la convocation au mois de mars de l'année suivante, et regagna aussitôt la Basse-Normandie qu'il réduisit entièrement à son obéissance. Avant son départ, l'ambassadeur de la république de Venise lui avait présenté ses lettres de créance, et lui avait procuré la satisfaction de se voir reconnu par une puissance catholique, avantage que lui contestait la ligue.

Mayenne fit aussi quelques expéditions; mais il était plus occupé des affaires du cabinet que de la guerre. D'un côté il avait à se tenir en garde contre la vivacité du conseil de l'union, qui aurait toujours voulu l'engager dans des partis extrêmes; mais le duc ne pouvait suivre ces avis emportés sans s'abandonner entièrement aux Espagnols, sa seule ressource. Leur zèle si vanté en faveur de la religion catholique ne lui paraissait plus si pur ni si désintéressé. D'un autre côté, Henri iv lui faisait toujours de nouvelles propositions d'accommodement. Étaient-elles sincères, ou mises en avant pour le rendre suspect aux zélés de la ligue? C'est de que Mayenne ne pouvait démêler, et cette incertitude le forçait à mesurer toutes ses démarches.

Jean nin, auparavant assez favorable aux Espagnols, voyant que, pour nantissement, de leurs avances, ils exigeaient les meilleures villes de France qui étaient à leur bienséance, conseillait

²¹ *Mém. de Villeroy*, tom. I^{er}, pag. 178.

au duc de traiter avec le roi. Villeroi, ancien ministre de Henri III, quoiqu'il se dit attaché par conscience à la ligue, était du même avis; mais la duchesse de Montpensier, au contraire, exhortait son frère à tout risquer et à se faire roi lui-même. « Vous en avez déjà l'autorité, lui disait-elle, et ne doutez pas que les seigneurs catholiques ne combattent plus volontiers pour un roi que pour un lieutenant général. Donner la couronne au cardinal de Bourbon, c'est reconnaître qu'elle appartient à sa famille; et si ce roi vieux et infirme vient à nous manquer, qui mettra-t-on à sa place? » Malgré ces raisons, Mayenne persista dans sa première résolution de remplir le vide du trône par un roi prisonnier qui lui en laissait toute la puissance.

En conséquence, il parut le 21 novembre un arrêt du parlement séant à Paris, présidé par Brisson, qui ordonnait de reconnaître pour roi Charles X, et le duc de Mayenne pour son lieutenant. Par un autre, donné quelques jours après, il était enjoint aux princes et aux grands-officiers de la couronne de se rendre aux états généraux convoqués par les ligueurs, à Melun, pour le mois de février.

L'arrêt portant injonction de reconnaître Charles X, ainsi que toutes les dispositions qui y étaient énoncées, fut cassé et annulé par un arrêt du parlement séant à Tours, sous l'autorité du roi, composé des conseillers échappés de Paris, et présidé par Achille de Harlai, qui, moyennant une grosse rançon, était sorti de la Bastille où Bussi-le-Clerc

l'avait enfermé après les barricades. D'autres parlemens donnèrent aussi des arrêts plus ou moins semblables à celui de Paris, qui essayèrent le même traitement à Tours. Enfin, chacun cherchant à s'étayer de la même puissance, les ligueurs et les seigneurs catholiques envoyèrent des ambassadeurs au pape.

Ceux de la ligue arrivèrent les premiers. Ils dirent à Sixte V que tout le royaume, les villes, les campagnes, la magistrature, le clergé et la plus grande partie de la noblesse reconnaissaient pour roi le cardinal de Bourbon; que le Navarrois était presque abandonné et incapable de résister aux forces qui l'investissaient. Sur ce rapport, le pape crut qu'il n'était plus question que de munir de son autorité l'élection déjà faite d'un cardinal, et tout au plus de pourvoir à sa succession. Il choisit pour ces opérations le cardinal Henri Guétan, à qui il donna le titre de légat. Sixte le fit accompagner de plusieurs personnages distingués par leur capacité et leur prudence. De ce nombre était le jésuite Bellarmin, célèbre controversiste, plusieurs prélats très-habiles et des prédicateurs fameux. Il fortifia aussi ce cortège d'une somme de trois cent mille écus¹.

1590. — Mais, avant même que le légat fût

¹ De Thou, liv. XCVIII. — Davila, liv. XI. — *Journal de Henri IV*, tom. I^{er}. — *Mém. de Nevers*, tom. II. — *Mém. de Villeroi* tom. I^{er}. — *Mém. de Chiverny*.

parti, les dispositions du pape étaient déjà changées. François de Luxembourg, duc de Piney¹, envoyé des catholiques royalistes, mais ne pouvant se rendre à Rome aussi promptement que les envoyés des ligueurs, avait écrit à Sixte pour lui apprendre l'état des choses, le détromper sur les impostures avancées par les ligueurs, et le prier de suspendre le départ de Gaëtan jusqu'à ce qu'il pût s'expliquer de vive voix. Cette lettre et la nouvelle des succès du roi firent faire de sérieuses réflexions au souverain pontife : néanmoins, vaincu par les instances des agents de la ligue, il laissa partir le légat ; mais, au lieu de lui prescrire, comme auparavant, d'employer tous ses efforts à affermir le cardinal de Bourbon sur le trône ; dans le bref que Sixte donna, il disait expressément qu'il n'envoyait le légat que pour réunir tous les Français dans la religion romaine, et contribuer à l'élection d'un roi catholique, sans faire

¹ Il était arrière petit-fils d'Antoine, de Luxembourg, comte de Brienne, et baron de Piney, fils puîné du fameux Louis, connétable de Saint-Paul ; sa petite-fille Marie-Charlotte porta les biens de sa branche dans la maison de Clermont-Tonnerre, et Madelaine-Charlotte-Bonnie-Thérèse, fille de cette dernière, dans la maison de Montmorency ; par son mariage avec François-Henri de Montmorency, comte de Bouteville, connu sous le nom de *maréchal de Luxembourg*. Les biens de la branche aînée étaient passés à la maison de Bourbon par le mariage de Marie, petite-fille du connétable, avec François de Bourbon, comte de Vendôme ; biseul de Henri IV.

mention du cardinal. Il recommanda à Gaëtan de ne se point déclarer ennemi du roi de Navarre, tant qu'il y aurait espérance de le ramener à la foi, de rester neutre dans toutes les prétentions temporelles des princes, de ne songer qu'aux intérêts de la religion, de ne faire acception de personne, et de consentir à tout, pourvu que le roi qu'on élirait fût Français, obéissant à l'église, et agréable au royaume.

Ces ordres bien exécutés auraient pu rétablir la paix en France, au lieu que l'infidélité du légat à ses instructions perpétua le trouble et l'augmenta. Gaëtan, loin de rester neutre, comme le pape l'avait recommandé, montra, dès le commencement, une partialité entière pour la ligue et pour les Espagnols. Morosini, ce nonce pacifique qui avait été obligé de cesser ses fonctions après la catastrophe de Blois, conseillait au légat de ne point aller droit à Paris, trop ouvertement déclaré contre Henri, mais de se tenir dans quelque ville de France agréable aux deux partis; d'examiner de là le cours des affaires, de ne se déterminer que selon les circonstances, et de rendre son asile le sanctuaire de la paix. Pareil conseil lui était donné par le duc de Nevers, qui, retiré dans ses terres, avait pour le roi tous les égards compatibles avec une exacte neutralité. Mais Gaëtan crut que Morosini ne lui parlait ainsi qu'afin de lui faire commettre les mêmes fautes que Rome avait reprochées à ce nonce. On lui rendit aussi le duc de

Nevers suspect, comme trop attaché au roi, de sorte qu'il n'écoula ni d'un ni l'autre.

Élevé dans les principes ultramontains, il s'imaginait que tout allait plier en France sous son autorité; et que sa volonté ferait un roi; mais il fut cruellement dérompé, même dans le cours de son voyage. Sa fierté et sa hauteur lui attirèrent des répliques dures, des bravades, et jusqu'à des affronts de la part des catholiques mêmes, qu'il prétendait commander trop despotiquement. Le roi fit publier que, si le légat venait à sa cour, on eût à le recevoir avec honneur et distinction; que, si au contraire il allait vers les rebelles, on ne le regardât point comme légat; mais comme son ennemi. Les ordres donnés en conséquence de cette déclaration s'exécutèrent à la lettre. Henri envoya des partis sur la route. Ils battirent et dispersèrent l'escorte destinée à l'amener à Paris; et Gaëtan, qui avait compté traverser la France en conquérant, se vit réduit à gagner la capitale en fugitif.

Les Parisiens le dédommagèrent comme ils purent. On orna pour lui l'archevêché des meubles de la couronne, et on lui fit une réception royale. La bourgeoisie était sous les armes; mais les salves trop fréquentes de cette milice ne plurent aucunement au légat. « Il avait grand peur que quelques malintentionnés ne chargeassent à plomb, ou ne tirassent maladroitement. C'est pourquoi il leur faisait signe de cesser; mais eux, croyant que ce

fussent bénédictions, déchargeaient de plus belle. » Il alla ensuite au parlement, où ses pouvoirs furent lus, enregistrés et applaudis. Il essaya pourtant une mortification qu'il dissimula sagement. Ayant été reçu au parquet, il s'avancait d'un pas délibéré, et montait droit au dais destiné pour le roi; mais le président Brisson, sous prétexte de lui faire honneur, le prit par le main et le rangea au-dessous de lui, selon la coutume.

Ces devoirs de parade remplis, il fallut pénétrer le fond des affaires; et ce fut alors que le légat sentit la difficulté de sa mission. Il se trouva plongé dans un chaos inexprimable. Rien de si compliqué que les intérêts de ceux qui faisaient la guerre, et par conséquent rien de si embarrassant que de prendre un parti. Tous semblaient s'accorder sur le premier point; savoir: de ne regarder le vieux Charles x que comme un fantôme, une décoration de théâtre, qui ne devait remplir la scène que jusqu'à ce que le vrai personnage y fût introduit. Il s'agissait donc de savoir quel serait ce personnage. Le duc de Mayenne, chargé jusqu'alors de tout le poids de la guerre, voulait disposer de la couronne, ou pour lui ou pour quelque prince qui lui en eût obligation. Le roi d'Espagne prétendait qu'elle appartenait à l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, sa fille, du chef d'Elisabeth, sœur de Henri III, mère de la princesse.

Il demandait qu'en la couronnant on le déclarât protecteur de la France, et qu'on lui abandonnât la disposition de toutes les charges et bénéfices. Outre ces prétendus droits, Philippe faisait sonner bien haut les secours d'hommes et d'argent qu'il avait déjà donnés, et ceux qu'il promettait encore. La populace de Paris était pour lui, ainsi que les Seize et les plus vifs du conseil de l'union, gagnés par les pistoles d'Espagne. L'ascendant que prenait Philippe dans ce conseil où dominaient des hommes peu faits, par leurs habitudes, pour régler la destinée des états, et qui se jetaient toujours dans les partis extrêmes, détermina Mayenne à le casser, sous prétexte que par la multitude de ses membres il ressemblait plutôt au sénat d'une république qu'au conseil d'un roi. Il fut secondé dans cette mesure hardie par les membres mêmes de ce conseil, qu'il avait eu d'habileté d'y introduire aussitôt qu'il avait été déclaré lieutenant général du royaume après la mort de ses frères. Il en composa dès lors un nouveau, où il fit entrer Jeannin, Villeror, l'archevêque de Lyon d'Espinaç, échappé, moyennant rançon, de la prison où il avait été retenu depuis le massacre de Blois, et avec eux des magistrats, des militaires et d'autres personnes de poids capables de balancer les résolutions immodérées de la cabale des Seize, qui continua à subsister.

La noblesse du parti de la ligue voulait un roi français. Accoutumée à servir sous le duc de Mayenne et les princes de sa maison, elle penchait pour eux :

mais les gens de robe, plus instruits du droit, inclinaient pour le roi de Navarre, à condition qu'il se ferait catholique. Le duc de Lorraine croyait la couronne due au marquis de Pont, son fils, du chef de Claudé, sœur de Henri III, sa femme, et il ne pensait pas qu'on pût la lui refuser, ne fût-ce que comme récompense des dépenses qu'il avait faites pour la ligue. Il trouvait donc fort mauvais que le duc de Mayenne, ou les jeunes Guises, ses neveux, d'une branche cadette, se présentassent en concurrence avec l'ainée, et il présumait qu'on ne pouvait s'empêcher de lui céder pour le moins Metz, Toul, Verdun et Sedan, en dédommagement de ses avances. A entendre le duc de Savoie, ses droits à la couronne de France étaient bien supérieurs à ceux de Philippe et du duc de Lorraine, parce qu'il remontait plus haut et les répétait de Marguerite, sa mère, sœur de Henri II. Il offrait néanmoins de céder ses prétentions en échange du marquisat de Saluces, d'où il comptait s'étendre en Provence, où il possédait déjà le comté de Nice.

A l'exemple des princes étrangers, beaucoup de grands seigneurs désiraient intérieurement le démembrement de la monarchie. Ils comptaient se rendre insensiblement souverains des provinces où ils étaient cantonnés, et il n'y avait pas un gouverneur de ville ou de simple château qui n'espérât aussi, à l'aide des troubles, se perpétuer dans son commandement.

Concilier tant d'intérêts divers était chose im-

possible. Aussi, sans prétendre réformer les vues particulières de chacun, on s'appliqua à réunir en un corps, par quelque acte solennel, toutes les personnes opposées au roi de Navarre. Tel fut le but du fameux décret de Sorbonne, visiblement dicté par les Espagnols et les Seize. Il déclarait, en substance, coupables de péché mortel, en état de damnation et excommuniés, non-seulement ceux qui reconnaissaient pour roi Henri de Bourbon, mais encore quiconque ne détesterait pas la doctrine soutenue dans les propositions suivantes : « 1°. On peut, et on doit même reconnaître pour roi Henri de Bourbon ; 2°. il est permis en conscience de tenir son parti, et de payer les impôts qu'il exige ; 3°. il n'est pas contre la religion de le reconnaître pour roi, sous la condition qu'il se fera catholique ; 4°. la couronne de France peut être déférée à un hérétique relaps et excommunié, si son droit d'ailleurs est légitime ; 5°. les papes n'ont pas droit d'excommunier nos rois ; 6°. il est permis, et même nécessaire, de traiter avec le Béarnais et les hérétiques. » Toutes ces propositions furent condamnées par un décret qu'on fit signer au clergé de Paris, et on l'adressa à toutes les villes de l'union. Le parlement rendit ensuite un arrêt en faveur du prétendu roi Charles x. Il y était enjoint à tous les Français de le reconnaître, et de prendre les armes pour le retirer de la prison où son neveu le retenait ; mais le cardinal, loin de se prêter aux desirs des rebelles, envoya, du château où il était

gardé, rendre au roi l'hommage d'un sujet soumis.

Les ligueurs jugèrent aussi à propos de faire renouveler solennellement par tous les corps le serment d'union. La bourgeoisie commença, ayant à sa tête le prévôt des marchands et ses capitaines. Le parlement, la chambre des comptes, toutes les cours souveraines et les compagnies suivirent. Cette cérémonie se faisait en public, à la fin d'une grand'messe, avec les témoignages les plus marqués de piété et de dévotion. Comme il s'était répandu un bruit que le roi avait appelé auprès de lui les évêques et archevêques les mieux disposés pour écouter leurs instructions, le légat écrivit à tous les prélats du royaume une lettre circulaire, par laquelle il leur défendait d'aller à Tours. Réciproquement le roi donna une déclaration qui ordonnait de traiter en criminels de lèse-majesté tous ceux qui entretiendraient un commerce direct ou indirect avec le légat. Mais bien différent de Henri II, son prédécesseur, en même temps que Henri IV défendait par ses édits la majesté du trône, il se mettait en état de la faire respecter par les armes.

L'hiver n'avait pas suspendu les opérations militaires; elles se continuaient avec chaleur dans toutes les provinces. Le roi ne se reposait pas plus que ses lieutenans. Après avoir subjugué le Maine et la Normandie presque entière, il tourna vers Paris dans les premiers jours de mars. Mayenne, inté-

¹ *Journ. de la ligue*, tom. IV, pag. 310.

ressé à l'éloigner de la capitale, alla au-devant de lui. Les armées se rencontrèrent dans la plaine d'Ivry, près d'Evreux. Celle de Mayenne, comme celle de Joyeuse, à Coutras, bien supérieure en nombre, l'était aussi en riches armures, en harnais de prix, en casques brillantes d'or et d'argent. Aussi l'événement fut-il pareil. Les dispositions habiles, le courage mâle, la bravoure exercée, l'emportèrent sur le luxe et l'inexpérience, quoique non dénuée de valeur. On se trouva en présence dès le 13 mars au soir; mais, la nuit approchant, le combat, comme de concert, fut remis au lendemain.

Rien n'est à négliger des circonstances personnelles à notre Henri iv dans cette bataille, dont le succès affermit pour toujours la couronne sur sa tête. Après une nuit passée dans l'action et l'inquiétude, pendant que le soldat, retiré commodément dans deux villages, dormait sous la sauvegarde de son chef, le roi, dès le point du jour, donna ses ordres pour le combat. On lui fit remarquer qu'entre ses dispositions il n'y en avait aucune pour la retraite en cas de fâcheux événements : *Point d'autre retraite*, répondit-il, *que le champ de bataille*¹. Les calvinistes firent dévotement leurs prières, ainsi que les catholiques dont les

¹ *Mém. de la ligue*, tom. IV. — *Journal de Henri IV*, tom. IV. — *Matthieu*, tom. II, lett. 1^{re}, pag. 24. — *Pasquier*, liv. 1^{re}; lett. xiv. — *Coyet*, tom. I^{er}. — *Mém. de Sully*.

principaux entendirent la messe et communierent.

Henri signala le commencement de cette journée par une action de justice bien digne de sa générosité et de son bon cœur. Théodore de Schomberg, général des Allemands, lui avait demandé quelques jours auparavant la paie de ses troupes. Le monarque, qui se trouvait sans finances, lui répondit brusquement : « Jamais homme de courage n'a demandé de l'argent la veille d'une bataille. Ce mot trop vif revient dans la mémoire du roi au moment du combat, et s'approchant du général allemand : « M. de Schomberg, lui dit-il, je vous ai offensé. Cette journée peut être la dernière de ma vie; je ne veux point emporter l'honneur d'un gentilhomme, je sais votre valeur et votre mérite; je vous prie de me pardonner, et embrassez-moi. — Il est vrai, sire, répondit Schomberg, que votre majesté me blessa l'autre jour, mais aujourd'hui elle me tue; car l'honneur qu'elle me fait m'oblige de mourir en cette occasion pour son service. » En effet, il fut tué en combattant vaillamment à côté du roi. Déjà les trompettes sonnaient, et les armées se bravaient, prêtes à se choquer. Henri, monté sur son cheval de bataille, armé de toutes pièces, mais sans casque, pour se faire mieux reconnaître, s'avance à la tête de ses troupes, et joignant les mains, les yeux levés au ciel : « Seigneur, s'écrie-t-il, vous savez mes pensées, et vous pénétrez le fond de mon cœur. S'il est avantageux à mon peuple que je possède la cou-

ronne, favorisez ma cause et protégez mes armées. Si votre sainte volonté en a autrement disposé, ôtez-moi la vie, ô mon Dieu ! en même temps que vous m'ôterez le royaume ; et que je meure du moins à la vue de ces braves guerriers qui s'exposent pour mon service. » Ces paroles attendrissantes, prononcées avec véhémence par Henri, furent entendues de tous ceux qui l'environnaient. Aussitôt, il s'éleva dans l'armée un cri général de *vive le roi !* A cette acclamation, Henri, reprenant un air gai et serein, dit, en regardant ses troupes : « Mes amis, vous êtes Français, je suis votre roi, voilà l'ennemi, plus de gens, plus d'honneur. Si l'étendard vous manque, suivez mon panache, vous le verrez toujours au chemin de l'honneur et du devoir. » Après ces mots il prend son casque orné de plumes blanches, et donne le signal du combat.

Le choc principal fut de cavalerie à cavalerie. Comme elle était de part et d'autre presque toute composée de gentilshommes, elle resta long-temps mêlée sans qu'on pût deviner de quel côté pencherait la victoire. On crut un instant le roi mort ou pris, et sa troupe défaite, parce que celui qui portait la cornette royale, ayant été aveuglé d'un coup de feu, ne tenait plus ferme, et que dans le même temps un officier dont le casque était, comme celui du roi, orné d'un panache blanc, fut terrassé. Déjà les ennemis criaient *victoire* ; et les royalistes demeuraient suspendus entre la défense et la fuite.

Henri court à ses gens ébranlés : « Tournez visage, leur dit-il, afin que, si vous ne voulez combattre, vous ne voyiez du moins mourir. » Il dit, et suivi des plus braves, il s'enfonce dans le plus épais des escadrons ennemis. La fumée et la poussière les dérobent bientôt aux yeux. A la tête de la réserve, le maréchal de Biron se porte en même temps partout où le besoin de secours se fait sentir; et par sa seule présence il rend aux siens, sans combattre, la supériorité qu'ils pouvaient perdre. Les ligueurs s'effraient à leur tour, reculent, se débandent; et bientôt ce ne fut plus qu'une déroute. Du milieu du carnage on entendit crier : *Sauve, les Français!* ordre bien digne de Henri IV, à qui on l'attribua. La victoire était gagnée; les escadrons ennemis épars fuyaient dans la plaine; mais le roi ne paraissait pas. L'inquiétude commençait à s'emparer des troupes lorsqu'on le vit arriver l'épée haute, couvert de sang et de poussière. Les cris de *vive le roi* redoublèrent à son aspect. Henri remit en ordre son armée. Il restait sur le champ de bataille un corps de Suisses qui ne voulait pas se rendre. On fit approcher du canon pour l'enfoncer : ils ne composèrent qu'alors, et après avoir exigé un certificat portant témoignage qu'il leur avait été impossible de se défendre.

Le roi se mit à la poursuite des vaincus; il y périt plus d'hommes que dans la mêlée. L'armée victorieuse les poussa plusieurs lieues devant elle, enlevant tous les drapeaux, et faisant une multitude

de prisonniers. On remarqua le soin que prit Henri, dans toute cette déroute, d'arracher le plus qu'il put de Français à la première fureur du soldat, et son attention à recevoir et à consoler les officiers vaincus qu'on lui présentait. La nuit le força de s'arrêter à Rosm, château appartenant à Sully, distant d'une lieue de Mantes. A mesure que ses capitaines arrivaient, il allait au-devant d'eux, les embrassait, et les faisait asséoir à sa table. Comme on lui demanda quel nom il donnerait à cette bataille, il répondit : « C'est la journée du Tout-Puissant; à lui seul en appartient la gloire. » Enfin, quand on lui présenta son épée de combat, dégouttante de sang, pleine de baches, encore souillée des dépouilles des malheureux qui étaient tombés sous ses coups, il détourna les yeux avec horreur, gémit des excès auxquels la guerre force les plus humains, et dès le lendemain il envoya offrir la paix à ses ennemis.

C'était malgré lui que le duc de Mayenne, trop certain, par le combat d'Arques, des ressources de Henri iv, avait risqué la bataille d'Ivry; mais il n'avait pu tenir contre les murmures des Seize, qui le taxaient de lâcheté, et contre les instances impérieuses du légat et des Espagnols. Ceux-ci y perdirent un gros corps de cavalerie et leur chef, le comte d'Egmont, jeune présomptueux, auquel il était échappé de dire, avant l'action, que, si les Français avaient peur d'une bataille, ils n'avaient qu'à le laisser faire, et que lui seul avec ses troupes

saurait bien réduire le Nivernois. Mais une faute inexcusable dans Mayenne, c'est d'avoir interdit la retraite à la majeure partie des siens, en faisant couper précipitamment les ponts d'Ivry pour empêcher l'ennemi de le joindre. Aussi son armée fut-elle presque entièrement détruite. Il se retira presque seul à Mantes, où il ne fit que passer la nuit, et encore dans les plus fortes alarmes, à cause du voisinage des troupes victorieuses. Dès le lendemain il gagna Pontoise, et de là Saint-Denis, n'osant rendre les envieux qu'il avait à Paris témoins de sa honte.

Le légat, l'ambassadeur d'Espagne, l'archevêque de Lyon et madame de Montpensier allèrent le consoler et conférer sur les affaires du parti. Toutes les nouvelles qu'ils recevaient ne pouvaient qu'augmenter leur chagrin. La ligue était battue partout; les lieutenants de Henri tenaient librement la campagne. Pour lui, après sa victoire, il soumit rapidement les villes voisines; s'assura des grands chemins et des rivières, et parut menacer Paris d'un siège ou d'un blocus. Dans cette extrémité, Mayenne écrivit les lettres les plus pressantes au roi d'Espagne. Ce prince avait publié depuis peu un fastueux manifeste, dans lequel il se déclarait disposé à ne point quitter les armes qu'il n'eût exterminé l'hérésie, et réuni les princes catholiques pour chasser les Turcs de la Terre-Sainte. Après ces magnifiques promesses, il ne pouvait sans honte abandonner la ligue presque au premier échec.

Aussi ses agens s'engagèrent-ils en son nom à un prompt et puissant secours. On fit les plus vives instances auprès du souverain pontife ; mais Sixte commençait à agir en homme détrompé. Le duc de Luxembourg avait déjà eu plusieurs audiences, dont les Espagnols et les ligueurs ressentirent le contre-coup. La politique du pape ne lui permit pas de marquer d'abord clairement le changement de ses dispositions. Il se contenta de remettre à un autre temps, sous quelque prétexte, les secours qu'il était peut-être déjà déterminé à refuser.

Loïn de laisser entrevoir ses craintes, la ligue, dans ses écrits, n'entretenait le public que de ses espérances ; mais les démarches des chefs démentaient ces flatteuses promesses, puisque dans le même temps ils se donnaient tous les mouvemens possibles pour entamer des négociations, ressources ordinaires des faibles. Les pourparlers, qui devinrent si fréquens depuis ce moment jusqu'à la fin de la guerre, étaient ordinairement, de la part des ligueurs, le fruit de la nécessité ; tantôt désir de gagner du temps, tantôt envie de pénétrer les desseins des seigneurs catholiques attachés au roi, ou de les séduire ; presque jamais volonté d'en venir à une conclusion.

Ils agirent long-temps d'après ce principe accredité par les émissaires d'Espagne, que le Béarnais ne se convertirait pas, et que, quand même il le ferait, on ne devait pas le reconnaître, parce que sa première apostasie le rendait à jamais in-

digne du trône. En conséquence, ce n'était pas avec lui qu'ils prétendaient traiter, mais avec les seigneurs catholiques de son parti, dont ils avaient, disaient-ils, pitié comme de gens qui couraient aveuglément à leur perte. Tels étaient les motifs que publia le légat, quand il demanda une entrevue au maréchal de Biron peu de temps après la bataille d'Ivry. Mais sa feinte pitié ne trompa personne, et à travers ses déguisemens on entrevit son but secret, qui était de retarder les progrès du roi en obtenant une trêve ou une suspension d'armes s'il avait pu.

Dans cette occasion, comme dans toutes les autres, Biron et les seigneurs catholiques qui se joignirent à lui demandèrent permission au roi. Ils le firent par devoir, et aussi pour mortifier Gaëtan et les Espagnols, en leur montrant que cet accord, qu'ils ne voulaient pas être censés traiter avec le roi, était néanmoins fondé sur l'autorité qu'ils refusaient de reconnaître.

Il n'y eut rien de remarquable à l'entrevue de Noisi, qu'une plaisanterie d'Anne d'Angleterre, connu sous le nom de Givri. Comme il était très-bon officier, le légat employa toutes sortes de caresses pour le détacher du roi. Voyant ses efforts inutiles, il l'exhorta du moins à demander au pape, en la personne de son représentant, pardon du passé. Givri prend un air touché, se prosterne aux pieds du prélat, et lui demande pardon des maux qu'il a faits aux Parisiens, et une absolution générale.

Le légat la lui accorde très-satisfait. Giyri, toujours à genoux, ajoute : « Donnez-moi aussi l'absolution de l'avenir, parce que je suis disposé à ne leur pas moins faire par la suite. » Il se relève aussitôt et disparaît. Quoiqu'on rit de cette saillie, néanmoins, à cause du légat, elle mortifia les spectateurs, même royalistes. Ils lui en firent excuse, et l'entrevue finit par des politesses réciproques, comme elle avait commencé.

Il s'entretint depuis des négociations tantôt publiques, tantôt secrètes, entre Henri lui-même et Villeroi. Ce ministre traitait toujours, et ne cessait de mettre en avant la proposition du retour du roi à la religion catholique, comme devant faire tomber tous les obstacles. Henri ne voulait s'engager pour l'instant qu'à la promesse de se faire instruire. Le ministre ne se rebatait pas, et insistait au moins pour une trêve. S'il s'avancait trop, il était désavoué; les ligueurs ne cherchaient point à conclure, mais à lier une négociation qui empêchât le roi de profiter de ses avantages. On juge, par l'application de Villeroi à justifier sa bonne foi dans ses mémoires, qu'elle fut souvent soupçonnée; sort ordinaire à ceux qui, dans les affaires, suivent plus la vivacité de leur zèle que les lumières d'une saine politique.

Le cardinal de Bourbon, reconnu par la ligue, mourut dans le mois de mai. Ce prince avouait publiquement le droit de Henri, son neveu; mais, de peur que les rebelles n'abusassent de sa faiblesse,

le roi fut obligé de le faire garder dans un château fort, où il finit ses jours. Cét événement mit de l'embarras dans les démarches des ligueurs. Jusqu'alors les ordres s'étaient donnés, les arrêts s'étaient rendus dans les parlemens au nom de Charles x, et on avait même frappé dans plusieurs villes des monnaies à son coin ; mais il était question maintenant de décider sous quel étendard on combattrait désormais. L'absence du duc de Mayenne, qui était allé en Flandre conférer avec le duc de Parme, et l'embarras du siège de Paris firent remettre la délibération à un autre temps. On ne songea, pour le présent, qu'à se défendre contre Henri, et à lui susciter tous les obstacles qui pouvaient l'empêcher de conquérir la capitale.

On prétend que, s'il fût venu camper devant Paris aussitôt après la victoire d'Ivry, cette ville consternée lui aurait ouvert ses portes. On croit aussi que, malgré ce retard, s'il avait voulu brusquer les attaques quand il fut une fois en présence, il l'aurait emportée de force. Il était impossible qu'une place d'une si grande étendue n'eût bien des endroits faibles. D'ailleurs elle n'avait qu'une médiocre garnison espagnole, soutenue de quelque noblesse française, et d'une bourgeoisie très-peu capable de résister à des troupes aguerries. Mais le roi craignit pour Paris les suites d'un assaut qui pouvait ruiner en un moment cette ville opulente, la gloire et la ressource du royaume. Il préféra le blocus, persuadé que quelques jours suffiraient pour

affamer le peuple immense contenu dans ses murailles, et le contraindre à se rendre.

Mais ce dessein pénétré donna aux émissaires d'Espagne la facilité de prendre les mesures propres à rendre la résistance invincible. Quand on s'aperçut qu'il y avait peu à craindre de la force, sans négliger absolument les précautions ordinaires dans une ville assiégée, on s'appliqua principalement à prévenir les esprits contre l'impatience, suite ordinaire des incommodités d'un blocus. Le zèle de la religion parut le moyen le plus sûr pour opérer. En effet, il réussit peut-être au delà des espérances. Des femmes délicates, des hommes accoutumés à leurs aïses, supportèrent sans murmure non quelques privations passagères, mais une famine cruelle, une espèce de mort lente qu'on leur fit goûter en leur persuadant qu'ils étaient martyrs de la bonne cause. Cette adresse à entretenir une opiniâtreté inflexible dans tout un peuple paraît plus admirable, quand on sait combien les chefs de la ligue furent obligés de varier les ruses selon la différence des génies et des dispositions.

Il y avait à tromper des hommes simples et d'autres d'un esprit raffiné; des personnes sensées, mais prévenues, et une populace grossière. Plus que tout cela, il fallait contenir ceux que leurs lumières et leur droiture mettaient en état et dans la disposition d'éclairer les autres. La politique espagnole pourvut à tout. On donna au peuple, et à ceux qui lui ressemblent, des spectacles bizarres,

et aux personnes déjà séduites, des raisons spécieuses à leur portée. Pour ceux qui pouvaient dé tromper les autres, on les enchaina si bien par la crainte des Seize et de leurs satellites, qu'ils n'osèrent long-temps, quoiqu'en très-grand nombre, risquer des démarches dont le danger était évident, et le succès très-incertain ¹. Mais le principal moyen dont on se servit pour échauffer les esprits fut de renouveler le fameux décret de Sorbonne, qui déclarait un hérétique relaps, incapable de succéder au trône; de publier ce décret dans les chaires, et de le faire valoir dans les confessionnaux. On exigeait des pénitens abusés, qu'ils le regardassent comme un oracle du Saint-Esprit, et qu'ils promissent de s'y conformer au risque de leur fortune, et au péril de leur vie.

Pour mieux persuader cette espèce de dévouement par leur exemple, les zélés imaginèrent une procession militaire, qui se fit le 3 juin. Elle était composée d'écoliers, de prêtres, de religieux de tous les ordres, excepté les chanoines réguliers de Sainte-Genève et de Saint-Victor, les Bénédictins et les Céllestins ². A la tête marchaient Guillaume Rose, évêque de Senlis, et le prieur des Chartroux, tenant d'une main le crucifix, et de

¹ *Journal de Henri IV*, tom. I^{er}. — *Mém. de la ligue*, tom. IV. — *Mém. de Villeroi*, tom. IV. — Cayet, tom. I^{er}, — *Satire Ménippée*, pag. 417.

² Cayet, tom. I^{er}, pag. 361.

l'autre une hallebarde. Ils étaient suivis de religieux qui marchaient sur deux lignes, revêtus des habits de leur ordre, et armés par-dessus, les uns de toutes pièces, les autres d'une cuirasse ou d'un simple casque, selon ce qu'ils avaient trouvé à emprunter. Leurs armes offensives consistaient en épées, en piques, en sabres, et surtout en arquebuses, qu'ils maniaient avec la dextérité propre à leur état. On chantait pendant la marche des hymnes et des psaumes entremêlés de fréquentes décharges.

Le légat crut devoir autoriser cette cérémonie par sa présence. Un de ses domestiques fut tué presque à côté de lui dans la salve que firent ces nouveaux arquebusiers. Cet accident causa de la rumeur; mais elle s'apaisa bientôt, parce qu'on répandit parmi le peuple que cet homme ayant été tué dans une cérémonie si sainte, son âme s'était envolée au ciel, et qu'il fallait le croire, parce que monseigneur le légat, qui savait bien ce qui en était, l'assurait ainsi. Cette procession passa par les rues les plus fréquentées de Paris, et réjouit autant la populace qu'elle affligea les gens de bien.

Il s'en fit quelques jours après une autre plus grave et plus décente, peut-être en réparation de cette bouffonnerie, dont on fut apparemment honteux. La plus grande partie du clergé de Paris y assista très-dévotement; on y porta les reliques des saints, et elle finit par une messe solennelle dans

la cathédrale. Le duc de Nemours, frère utérin du duc de Mayenne, et gouverneur de l'île de France pour la ligue, les chefs de la bourgeoisie et des troupes étrangères appelées pour soutenir le siège, le parlement et les autres cours souveraines, y jurèrent de défendre la ville et la religion jusqu'à la mort.

Mais ce n'était pas tant l'épée du vainqueur qu'on avait à craindre que les trahisons intérieures, et surtout la famine. On tâcha de prévenir ces inconvéniens en établissant de bons corps de garde et des patrouilles exactes, et en économisant le grain. On occupait aussi le peuple de sermons, de processions, de vœux, de saluts, où tous les grands assistaient exactement. Le parlement donna un arrêt qui défendait, sous peine de la vie, de parler de paix; et il courut des billets par lesquels on menaçait de jeter dans la rivière les premiers qui se plaindraient.

Malgré ces précautions, sitôt que le roi eut assuré ses postes, qu'il eut brûlé les moulins et investi la ville de tous côtés, la disette commença à se faire sentir. Les magistrats firent fouiller les maisons qu'ils soupçonnaient les mieux approvisionnées. On tira de celles des jésuites et des capucins de quoi soulager pour quelque temps la misère publique; mais bientôt les assiégés retombèrent dans la même détresse.

Le pain était devenu rare, on y substitua des bouillies de différentes farines que le légat et l'au-

bassadeur d'Espagne faisaient distribuer aux plus pauvres. Ils y joignirent de l'argent, qui fut bien reçu tant qu'on trouva quelques alimens à acheter; mais les greniers s'épuisèrent, et le peuple, rejetant un métal inutile, s'écria douloureusement : *Point d'argent, mais du pain !* Ils mangèrent bientôt les chevaux, les ânes, les chats, les rats, les souris, enfin tous les animaux qu'ils purent trouver ¹. On faisait bouillir leurs peaux, ainsi que les vieux cuirs, dont ces malheureux soutenaient en gémissant leur vie languissante. Ils sortaient quelquefois en troupes pour fourrager les blés qui approchaient de leur maturité; mais ils étaient repoussés par le canon des royalistes. Néanmoins ceux-ci, touchés de compassion, en laissaient toujours échapper quelques-uns, et souffraient que les autres remportassent leur récolte dans les murs; mais cette faible ressource leur manqua aussi, parce que le roi rapprocha ses postes, et resserra la ville, de sorte qu'ils se trouvèrent réduits à brouter l'herbe des rues les moins fréquentées.

Ces nourritures malsaines causèrent beaucoup de maladies. « La médecine qu'ils y faisaient était la patience, dit un témoin oculaire, bien persuadé du mérite de cette opiniâtreté, et ne laissait-on de faire infinies processions avec les indulgentes et pardons que le légat leur donnait, qui se gagnaient

¹ De Thou, liv. XCIX. — Davila, liv. XI. — *Mém. de la ligue*, tom. IV, pag. 272.

en la plupart des églises, avec les sermons qu'ils oyaient, qui leur faisaient prendre tant de courage que les sermons leur tenaient lieu de pain; et, quand un prédicateur les avait assurés qu'ils seraient secourus dans huit jours, ils s'en retournaient contens, et s'entretenaient de ces espérances, encore qu'on leur eût donné beaucoup de telles remises et dilations, et ne leur souvenait plus de ce qu'ils avaient enduré. » . . .

Par ces artifices on en vint jusqu'à leur faire essayer du pain de son, mêlé de poussière d'ardoise, de foin et de paille hachés. On fit de la farine des os des bêtes qu'on tuait, et même avec de vieux ossemens ramassés dans les cimetières. Cette invention vint encore du légat et des Espagnols, qui trouvaient tous moyens bons, pourvu que leurs projets s'accomplissent. On l'appela *le pain de madame de Montpensier*, parce qu'elle en avait approuvé l'invention; mais ceux qui en mangèrent en moururent. Le jour, on était attendri par la vue des moribonds qui se traînaient dans les rues; la nuit, on était pénétré de leurs plaintes lugubres, qu'ils réservaient aux ténèbres dans la crainte d'être punis comme réfractaires aux arrêts qui défendaient de demander la paix. Les cadavres pourrissaient dans les maisons désertes, et y devenaient la proie des animaux. Enfin, une mère renouvela les horreurs du siège de Jérusalem : elle fit rôtir les membres de son enfant mort, et expira de douleur sur cette affreuse nourriture. « Il mourut, dit le témoin

déjà cité, plus de treize mille personnes de faim, chose qui doit bien retourner à la louange de la chrétienté.

Une extrémité si déplorable enhardit plusieurs fois les plus sensés du peuple à hasarder quelque coup de vigueur, pour forcer les ligueurs à faire la paix ou à rendre la ville; mais ces tentatives furent toujours découvertes et prévenues. Il n'y eut, en deux mois que dura le blocus, qu'une émeute un peu importante. Le projet qui y donna lieu était assez bien concerté. Le conseil de l'union, composé du gouverneur, du légat, de l'ambassadeur d'Espagne, des chefs des troupes, et des autres personnes en état de donner les ordres, se tenait ordinairement au palais. Des mécontents, gens de marque, apostèrent eux-mêmes des hommes résolus pour bloquer le palais quand le conseil y serait assemblé; et pendant qu'on les avait tenus, pour ainsi dire, sous la clef, dans l'impossibilité de communiquer au dehors, les auteurs de l'entreprise devaient se présenter au peuple, publier que la paix était faite, faire mettre les armes bas, comme de l'aveu du conseil de l'union; et ouvrir les portes aux troupes du roi. Ceux qui étaient marqués pour former le blocus parurent au palais en grand nombre; mais ils eurent l'imprudence de crier trop tôt *paix ou paix*. Ces clameurs donnèrent des soupçons à la garde étrangère qui veillait à la sûreté du conseil; elle se mit en défense. Les autres, mal conduits, reculèrent en tirant quel-

ques coups de pistolet. La garde alors fit main-basse : il y en eut néanmoins peu de tués ; mais plusieurs des plus échauffés furent pris et pendus , pour intimider les autres.

Il résulta cependant de cet éclat une résolution de donner du moins une apparence de satisfaction au peuple en entamant une négociation avec le roi. On savait qu'on le trouverait disposé à embrasser tous les moyens possibles de pacification. Outre les raisons politiques qui le portaient à presser la réduction avant l'arrivée du duc de Parme , général espagnol , dont l'armée était déjà sur la frontière ; Henri trouvait dans la bonté de son cœur les motifs les plus forts de se prêter à tous les expédients capables de sauver ses sujets , lors même qu'ils s'obstinaient à périr. Il avait fait jeter dans la ville des lettres par lesquelles il promettait paix et amnistie entière si on voulait se rendre. Tous les royalistes qui avaient occasion de parler aux Parisiens , soit dans les sorties , soit dans la ville même , où ils entraient avec des sauf-conduits pour leurs affaires , les exhortaient à se délivrer , par une prompte obéissance , de la misère qui les accablait. Tous vantaient la bonté du roi , sa générosité , sa bienfaisance ; sa facilité à pardonner. Ce prince lui-même , en particulier comme en public , plaignait le sort de ce peuple aveuglé. En faisant repousser ces affamés dans la ville , il gémissait sur la nécessité qui le forçait à se rendre sourd aux cris de ses sujets. Tous ceux qui , échappés de Paris , pouvaient

pénétrer jusqu'à lui, le trouvaient affable, prévenant, montrant, non la sévérité d'un roi irrité, mais la tendresse d'un père.

C'est ce que tous, amis et ennemis, remarquèrent dans la conférence qui se tint le 5 août à l'abbaye de Saint-Antoine-des-Champs. Il y en avait eu de temps en temps plusieurs autres depuis le commencement du blocus, mais seulement entre des seigneurs autorisés des deux côtés. Le roi lui-même se trouva à celle-ci, environné de la principale noblesse de son royaume. Quelqu'un lui faisant remarquer que cette foule pourrait l'incommoder, il répondit : « J'en suis bien autrement pressé, un jour de bataille. » Les représentants des ligueurs étaient tirés du clergé, et avaient à leur tête Pierre, cardinal de Gondî, évêque de Paris, frère du maréchal de Retz, et Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon. Ces députés, au lieu de prendre la qualité de supplians, se donnèrent celle de médiateurs. Ils dirent au roi que le parlement et le peuple de Paris, touchés des maux qu'enduraient les Français par leur obstination aux guerres civiles, les envoyaient vers lui et vers le duc de Mayenne pour voir si on ne pourrait pas trouver quelque ouverture de paix.

Henri leur fit sentir combien la proposition d'un pareil arbitrage était peu convenable de la part d'une ville réduite aux dernières extrémités de la famine. Ensuite, quoique leurs pouvoirs ne fussent pas en forme, il voulut bien entrer en matière avec

eux, et leur proposa à son tour de traiter de la reddition de la ville, de lui donner des otages pour sûreté des conditions, d'aller après cela trouver le duc de Mayenne. Si le duc réussissait à faire lever le siège sous huit jours, le roi s'engageait à rendre les otages. Si même, dans cet intervalle, les députés pouvaient amener Mayenne à une paix générale, dans laquelle Paris fut compris, le roi promettait de renoncer à la première capitulation, fût-elle plus avantageuse pour lui; toujours néanmoins à condition que, faute par le duc de Mayenne de conclure la paix, ou de secourir la ville sous huitaine, elle ouvrirait ses portes.

Les députés rejetèrent ces propositions; ils s'en tinrent toujours à la résolution de ne faire aucune convention, qu'ils ne se fussent auparavant abouchés avec le duc de Mayenne. Ils demandaient un passe-port, et permission de l'aller trouver. Le roi le leur refusa, persuadé qu'ils ne s'en serviraient que pour hâter le secours, et rapporter dans la ville des espérances qui rendraient le peuple plus opiniâtre.

Henri, dans cette conférence, montra son cœur paternel. Il s'attendrit jusqu'aux larmes sur les malheurs de la France; il peignit avec feu les horreurs de l'anarchie, les tribunaux sans magistrats, les villes sans commerce, les campagnes sans cultivateurs, la capitale, autrefois si florissante, dévastée par les étrangers, et devenue la proie d'une

famine effroyable. Il conjura les députés de reprendre des sentimens français, de ne se pas rendre les instrumens de l'ambition espagnole; et, les trouvant inflexibles, il les congédia honorablement. Le monarque leur remit en main ses offres par écrit, dans l'intention qu'ils fussent lus publiquement; mais les Seize répandirent, au contraire, que Henri voulait avoir la ville sans condition. Par là on confirma le peuple dans son opiniâtreté, et on le détermina à attendre patiemment l'arrivée du secours.

A force de sollicitations et d'instances, les ligueurs avaient enfin obtenu de l'Espagne une forte armée, malgré la résolution où cette cour était d'abord, de n'entretenir la guerre en France que par les Français, en leur fournissant seulement quelques troupes auxiliaires, assez fortes pour balancer le succès, et trop faibles pour amener un événement décisif. Mais les affaires de la ligue étaient réduites à un état qui ne permettait plus ces ménagemens politiques. Toute la force du parti résidait dans la capitale, dont le sort allait décider de l'issue d'une intrigue tracée à si grands frais, aux dépens du sang le plus pur de la France. Paris étant pris, toute la faction tombait d'elle-même; or, Paris abandonné à lui-même ne pouvait plus tenir. Le duc de Parme reçut donc des ordres pressans et absolus de voler au secours des assiégés.

Il en coûta à ce prince pour quitter la Flandre,

le théâtre de ses victoires. Dans l'expédition où il allait s'embarquer, il avait peu à compter sur ses amis, et tout à craindre d'un ennemi courageux, exercé aux armes, environné d'une noblesse presque invincible, d'autant plus redoutable, qu'il fallait aller l'attaquer dans sa propre maison et dans le centre de ses forces. Aussi, contraint par le conseil d'Espagne de tenter l'aventure, il n'y eut point de précaution que ce prudent général se permit de négliger. Il prit une forte armée, et la pourvut de pontons, d'artillerie, de munitions de toute espèce, pour la rendre capable de se soutenir par elle-même. Il y établit la plus exacte discipline. On ne partait qu'au soleil levé; l'armée était couverte par ses charjots dans la marche, et tous les soirs elle se retranchait en arrivant. Un corps de cavalerie légère précédait toujours pour fouiller le pays et assurer les campemens. Afin d'ôter au soldat tout prétexte de s'écarter, les vivres étaient fournis en abondance, et les repos aussi fréquens que la nécessité des affaires pouvait le permettre.

Comme une marche aussi bien combinée demandait du temps, le duc de Mayenne prit toujours le devant avec un corps d'environ dix mille hommes, moins dans l'espérance d'interrompre le blocus que pour inspirer du courage aux Parisiens, quand ils le sauraient près d'eux. Il arriva à Meaux peu de temps avant le duc de Parme, qui le joignit à la tête de son armée, le 22 août.

Le roi se trouva dans un extrême embarras. Il ne se sentait pas assez fort pour faire tête à l'armée du duc, et conserver en même temps ses postes; mais aussi lever le blocus, c'était perdre en un moment le fruit de plusieurs mois de peines et de travaux. Il fallut cependant se résoudre à ce dernier parti, dans la crainte de tout perdre en voulant tout gagner. Le monarque rassembla son armée le dernier jour d'août, et prit auprès de Chelles et de Lagny une position qu'il crut propre à forcer le duc, ou à renoncer à la délivrance de la capitale, ou à livrer bataille. Il envoya même la lui offrir; mais le vieux général répondit au trompette : « Dites à votre roi que je ne suis pas venu de si loin pour prendre conseil de mon ennemi. Je sais que mes manœuvres ne lui plaisent pas; mais, s'il est si bon général qu'on le publie, qu'il me force au combat; car de moi-même je ne serai point assez imprudent pour exposer au hasard d'une bataille ce que je tiens dans la main. »

Instruit des dispositions du duc, Henri apporta de nouveaux soins à fermer si bien les chemins de Paris, que les Espagnols ne pussent y arriver sans avoir auparavant risqué une action. Cependant les Parisiens murmuraient hautement : les provisions entrées depuis l'ouverture de quelques passages, loin d'apaiser la faim, n'avaient fait que l'aiguiser davantage. Ils menaçaient à grands cris de se rendre, s'ils n'étaient promptement délivrés.

Comme s'il n'eût pu résister à ces clameurs, le

duc de Parme sort de son camp le 5 septembre, publiant qu'il va tenter le sort des armes. A cette nouvelle Henri tressaille de joie : le soldat et l'officier, enflammés de la même ardeur, brûlent d'en venir aux mains. Les deux armées s'avancent; celle du duc à pas lents, encore retardée par des haltes fréquentes. Le Français, poussé par son impatience naturelle, s'élance au-devant des ennemis; mais tout à coup ceux-ci se replient sur eux-mêmes; ils se dérobernt par un vallon à la vue des royalistes, prennent une position avantageuse, qu'ils fortifient sur-le-champ de fossés et de redoutes, et portent toute leur artillerie contre Lagny. Cette ville, située sur la Marne, était un poste très-important dans les circonstances, parce qu'au-dessus de cette place les ligueurs avaient fait des magasins de grains considérables, destinés à ravitailler Paris, quand la rivière serait libre. La même raison engageait le roi à faire tous ses efforts pour conserver cette ville. Sitôt qu'il la voit assiégée, il y envoie un renfort. Il délibère ensuite s'il attaquera le duc dans ses retranchemens, ou s'il passera la Marne pour secourir la place. Le premier parti était trop hasardeux; le second aurait laissé toute la plaine libre aux convois des ennemis, qui n'attendaient qu'un débouché. Pendant ces incertitudes, les assauts redoublent à Lagny, la place est emportée sous les yeux du roi, la rivière se couvre de bateaux chargés de blés, et les vivres arrivent à Paris en abondance.

Cet événement inattendu ruinait tous les projets du roi ; il le sentit : cependant il ne pouvait encore renoncer à ses espérances. Avant que de perdre la capitale de vue , il fit sur elle une dernière tentative. La nuit du 9 au 10 septembre, le monarque présenta l'escalade de trois côtés. Comme les Parisiens avaient eu quelques soupçons, il les trouva sur leurs gardes. Les royalistes repoussés lâchèrent prise ; mais, dans la persuasion que, la première alarme passée, chacun avait abandonné son poste pour aller se reposer, le roi prend lui-même des troupes fraîches, et les ramène à l'escalade à la pointe du jour. Déjà quelques soldats franchissaient la muraille, lorsqu'un jésuite et un marchand libraire qui étaient restés sur le rempart du quartier Saint-Jacques, entendant du bruit, crient aux armes. Ils renversent une échelle chargée d'hommes, dont les premiers étaient près de s'élancer sur le parapet, et précipitent les assaillans dans le fossé. Le corps de garde se réveille et vient à leur secours. En un moment, les tambours donnent l'alarme dans les quartiers, les bourgeois courent à leurs postes ; la garnison borde les murs, et Henri se retire une seconde fois, non sans remords de n'avoir pas joint plus tôt l'activité des attaques aux progrès lents du blocus.

On prétendit pour lors que l'armée royale, amoindrie par les délices du camp, s'était plus occupée de plaisir que des exercices militaires. Il s'y trouvait beaucoup de jeunes officiers ; presque tous

avaient des connaissances dans la ville, ainsi que leurs soldats. Comme des postes avancés aux remparts on se voyait facilement, et qu'on se parlait même, il était rare que les instances et les larmes des assiégés n'obtinsent pas quelques complaisances des assiégeans. Aussi passa-t-il beaucoup de vivres pendant le blocus, malgré les défenses sévères du roi. D'ailleurs les quartiers regorgeaient de compagnies que la curiosité ou d'autres motifs y amenaient, et le soldat, peu occupé, y formait des liaisons toujours funestes à l'activité militaire. Le roi lui-même est soupçonné de s'être trop plu auprès de la belle Marie de Beauvilliers, depuis abbesse de Montmartre. Si sa valeur avait été assoupie, l'arrivée du duc de Parme la réveilla. Tout ce que pouvait imaginer un brave capitaine, Henri le tenta; et, voyant ses efforts inutiles, il partagea son armée, envoya dans les provinces différens corps sous d'habiles chefs, et mit de bonnes garnisons dans les villes menacées. Il ne se réserva qu'un camp volant, qu'il destina à observer les démarches du général espagnol, et à traverser ses desseins.

Forcé par la cour d'Espagne à une expédition qui n'était pas de son goût, il paraît que le duc de Parme ne songea qu'à remplir au plus vite l'objet principal de sa mission, qui était la délivrance de Paris, et à se retirer. Ce prince, aussi habile politique que grand capitaine, pendant le séjour qu'il fit à Paris, sonda la faction de la ligue, en essaya,

pour ainsi dire, les ressorts, et n'y vit point ce qu'on faisait entendre à Philippe. Les agens de ce monarque, soit conviction de leur part, soit pour se faire valoir, ne cessaient de lui mander que le parlement, les plus grands seigneurs, enfin tout le corps de la nation étaient décidés à ne jamais se réconcilier avec Henri IV; qu'ils aimaient mieux obéir à l'Espagne, et qu'il n'y avait qu'à profiter des circonstances pour soumettre la France presque sans coup férir.

C'était tout le contraire. A la vérité, beaucoup de catholiques zélés se croyaient obligés en conscience de ne point reconnaître Henri tant qu'il ne serait pas rentré dans la religion de ses pères; mais, loin d'être disposés à préférer une puissance étrangère, ils désiraient ardemment sa conversion pour rentrer sous la domination légitime. Il n'y avait, à proprement parler, de dévoués sincèrement à Philippe que les Seize, ces rebelles de Paris, déjà coupables de trop d'excès contre le roi pour espérer grâce, et la populace gagnée par les pistoles d'Espagne. Quant aux seigneurs ligueurs, tous, sans excepter le duc de Mayenne, avaient des vues d'ambition et d'intérêt bien éloignées de celles qu'aurait désirées le conseil de Philippe.

Le duc de Parme pénétra ces motifs, et eut même lieu d'en ressentir les effets au moment, pour ainsi dire, de sa victoire. S'étant emparé de Corbeil, ville située sur la Seine, à sept lieues de Paris, il proposa d'y mettre une forte garnison et

des troupes, afin d'assurer la navigation de la rivière; mais le conseil de l'union crût deviner que le dessein du général espagnol était de faire de cette ville comme une place d'armes, pour s'en servir au besoin contre Paris même. Dans cette persuasion; on lui fit tant de difficultés, que, dégoûté d'ailleurs d'une entreprise où il voyait beaucoup de risques et peu de profit, il reprit au commencement de novembre le chemin de la Flandre.

A peine était-il parti, que les royalistes rentrèrent dans Corbeil. Le roi, qui avait employé la moitié de septembre et tout le mois d'octobre à prendre plusieurs places, grossit son camp volant, et se mit à la poursuite du duc. Il le harcela en tête et en queue pendant toute la marche, couvrit les villes sur lesquelles Farnèse pouvait avoir quelques desseins, et ne le quitta que quand il le vit hors des frontières.

Quoique le duc de Parme fût resté peu de temps à Paris, et que ses exploits se fussent bornés à la levée du blocus, l'appareil d'une armée, les caresses du général, et surtout la promesse d'un prompt retour, dont il flatta les Seize, relevèrent merveilleusement leur courage¹. Ils conçurent aussi de grandes espérances du côté de Rome, parce que le pape Sixte v mourut. Ce pontife était devenu suspect à la ligue, depuis qu'ayant pénétré ses motifs secrets, qui n'étaient rien moins que le zèle de

¹ *Journal de Henri IV*, tom. I^{er}, pag. 94.

la religion, il avait refusé de la secourir. A la nouvelle de sa mort, Aubri, curé de Saint-André-des-Arts, eut l'effronterie de dire en chaire : « Dieu nous a délivrés d'un méchant pape et politique. S'il eût vécu plus long-temps, on eût été bien étonné de voir prêcher dans Paris contre le pape, et il l'eût fallu faire. » Le conclave qui suivit obligea Gaëtan de quitter Paris; mais le parti ne perdit rien en son absence, parce qu'à sa place il laissa Philippe Segar, évêque de Plaisance, l'un de ses conseillers intimes, imbu des mêmes principes; et aussi dévoué aux Espagnols.

Ceux-ci ne laissaient échapper aucune occasion de susciter des embarras au roi. Eux et les autres voisins regardaient la France comme un vaisseau destiné à périr, dont les débris devaient nécessairement devenir la proie des plus habiles. En conséquence, sous prétexte d'aider l'un ou l'autre parti, ils se disputaient déjà les provinces à leur bienséance, comme un patrimoine. Presque partout où les Français, acharnés à leur ruine, ensanglantaient le sein de la patrie, on voyait d'un côté les Espagnols, de l'autre les Anglais, auxiliaires aussi dangereux, entretenir par leur présence une fureur qui, sans leurs secours intéressés, se serait peut-être calmée d'elle-même.

La Bretagne fut long-temps victime de cette politique ruineuse. Henri III y avait nommé gouverneur Philippe-Emmanuel de Vaudemont, duc de Mercœur, frère de la reine. S'imaginant, à la mort

du monarque, que le royaume allait se démembrer, Mercoeur conçut le projet de se rendre souverain dans son gouvernement, à l'aide des prétentions de Marie de Luxembourg-Martignes, sa femme, héritière de la maison de Penthièvre¹. Il trouva beaucoup de gentilshommes disposés à le seconder; dans l'espérance d'avoir un prince particulier. Cependant, comme il ne se sentait pas assez fort contre les troupes que Henri iv lui opposait, il appela les Espagnols à son secours; Henri eut recours aux Anglais. Les deux nations sollicitées envoyèrent des troupes en nombre à peu près égal, qui perpétuèrent la guerre dans cette province.

Le duc de Savoie, trouvant aussi la Provence à sa bienséance, y fit marcher des soldats, et conduisit si bien son intrigue, qu'il fut reçu à Aix avec tous les honneurs de la souveraineté, et que le parlement le déclara, lui présent, protecteur et gouverneur de la province. Plusieurs autres commandans en faisaient autant en différentes provinces, et menaçaient le royaume d'un partage.

¹ Marie de Luxembourg-Martignes était fille de Sébastien de Luxembourg-Martignes, comte, puis duc de Penthièvre, du chef de sa mère Charlotte de Brosse, sœur et héritière de Jean de Brosse, dit de *Bretagne*, et arrière-petite-fille de François de Luxembourg, premier vicomte de Martignes de cette maison, second fils de Thibaut de Luxembourg, sieur de Fionnès, frère puîné du fameux connétable de Saint-Pol.

Ces entreprises déplaissent au duc de Mayenne : il faisait tous ses efforts pour les empêcher ; mais assez embarrassé, lui-même à justifier le titre de son autorité, il n'osait sévir contre les coupables, trop heureux quand ils avaient encore la complaisance de lui montrer des égards. Aussi fut-il obligé de fermer les yeux sur la conduite du duc de Mercœur, et de se contenter des excuses du duc de Savoie, accompagnées d'offres de service. Henri iv prenait des mesures plus efficaces : il marquait, pour ainsi dire, toujours ses droits sur les provinces et les villes usurpées, par la guerre qu'il faisait aux usurpateurs. Mais comme il ne pouvait pas donner des troupes considérables à ses lieutenans ; et qu'entre ces petits corps les succès n'étaient jamais décisifs, le roi prit la résolution de former une grande armée, capable de soumettre successivement tous les rebelles, et de faire tête au duc de Parme ; s'il lui prenait envie de revenir en France.

L'invasion des Espagnols entrés dans le royaume en corps d'armée, fournit au roi une raison toute naturelle de solliciter le secours des princes voisins. Il envoya des négociateurs en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, et les fit suivre par le vicomte de Turenne en qualité d'ambassadeur. Ce seigneur s'aboucha avec la reine d'Angleterre et le prince d'Orange. Il vit les rois de Suède et de Danemarck, les électeurs, les princes, et les villes libres de l'empire. Partout il trouva des

préventions bien fondées contre les vues ambitieuses de Philippe II, et un vif désir d'empêcher l'agrandissement de la maison d'Autriche, par conséquent des dispositions à aider le roi, soit par des secours directs, soit par des diversions. Le reste de l'année et le commencement de la suivante furent employés à ces négociations, que Henri conduisait de son cabinet, sans néanmoins se ralentir sur les opérations militaires.

1591. — Celles qui ouvrirent l'année ne réussirent pas mieux à un parti qu'à l'autre : les ligueurs échouèrent sur Saint-Denis, comme le roi dans une surprise qu'il tenta sur Paris. La nuit du 3 janvier, un gros détachement de la garnison de Paris, commandé par le chevalier d'Aumale, frère du duc de ce nom, pénétra, à l'aide des glaces et des anciennes brèches, dans la ville de Saint-Denis, dont le comte de Vic était gouverneur. Aux cris de victoire des assaillans, le comte crut la ville prise; et, moins dans l'espérance de la recouvrer que pour ne point survivre à sa perte, il se jeta lui septième dans les rangs des ennemis. Un seul trompette que de Vic avait mené avec lui, soutenait la charge. A cette brusque attaque, les Parisiens, croyant les ennemis beaucoup plus nombreux, commençent à s'ébranler. Le gouverneur les presse plus vivement; les soldats de sa garnison se joignent successivement à lui. Dans le désordre, le

¹ De Thou, liv. CI. — Davila, liv. XII.

chevalier d'Aumale est tué; les assaillans, dispersés et sans chef, se précipitent en foule par les mêmes brèches qu'ils leur avaient procuré une entrée facile, et la ville est reconquise.

Deux jours après le roi tenta à son tour de surprendre Paris. Cette entreprise fut nommée *la journée des farines*, parce qu'elle se fit par des officiers déguisés en paysans, qui, menant des ânes, des charrettes et des chevaux chargés de farines, devaient demander à être reçus dans la ville. Leur dessein était d'embarasser la porte, de se rendre maîtres des corps-de-garde, et d'y tenir ferme jusqu'à l'arrivée des troupes qui étaient cachées dans les faubourgs. Ils se présentèrent en effet avant le jour; mais, soit connaissance du projet, soit simple soupçon, on ne voulut pas les recevoir. Pendant qu'ils faisaient instances, le jour parut; les Parisiens coururent aux armes. Henri, qui n'avait compté que sur une surprise, n'osa hasarder une attaque. Il retira ses troupes, avec la douleur de voir que cette tentative n'avait abouti qu'à fournir aux factieux un prétexte plausible d'introduire une forte garnison espagnole; précaution dangereuse; à laquelle les plus sages s'étaient jusqu'alors opposés avec succès.

En attendant des circonstances plus heureuses, le roi continua à s'emparer des villes circonvoisines, il y mettait des garnisons dont les courses gênaient l'approvisionnement de Paris¹. Presque toutes

¹ Matthieu, liv. I^{re}, tom. XI, pag. 65.

furent aisément emportées ; la seule ville de Chartres, fortifiée par l'art et la nature, soutint un siège opiniâtre. Elle subit néanmoins le joug comme les autres : le roi lui accorda une composition honorable. A son entrée, le magistrat lui fit les protestations ordinaires de fidélité et d'obéissance, à laquelle, dit-il, nous sommes obligés par le droit divin et humain ; et par le droit canon, reçut le monarque en poussant brusquement son cheval. Cette conquête, à laquelle avait contribué pour beaucoup le comte de Châtillon, lui coûta ce jeune guerrier, qui périt, peu après la reddition de cette ville, des suites de la fatigue qu'il y avait essuyée.

Ce prince était alors tourmenté par des inquiétudes qui l'empêchaient de goûter le plaisir de ses succès. En même temps que la ligue soulevait son royaume, l'ambition de quelques particuliers lui suscitait des ennemis dans sa propre cour, et jusque dans sa famille. Le cardinal de Bourbon, fils du prince de Condé, tué à Jarnac, et neveu de celui que les ligueurs avaient reconnu pour roi, crut trouver dans les délais que Henri, son cousin, apportait à sa conversion, un prétexte plausible d'aspirer au trône. Naturellement le jeune prélat était plus ami de ses aïeux, que jaloux de commander¹.

¹ *Journal de Henri IV*, tom. I^{er}. — *Mém. de la ligue*, tom. IV. — *Mém. de Villeroi*, tom. I^{er}, pag. 83, et tom. IV, pag. 263. — *Mém. de Sully*, tom. I^{er}, pag. 437. — Pasquier, liv. XIV.

Il avait même de la répugnance pour les travaux et les sollicitudes inséparables de l'intrigue ; mais ses anciens précepteurs, son gouverneur, enfin les gens de sa petite cour, espérant tirer avantage de sa fortune, surent lui inspirer les sentimens convenables à leur projet.

Le cardinal se prêta à tout ce qu'on voulut : il souffrit qu'on répandît des écrits qui pouvaient être très-nuisibles au roi, en ce qu'ils l'accusaient de n'avoir aucun dessein de se convertir, et en conséquence exhortaient les catholiques à se séparer de lui. Le prélat envoya même demander au pape sa protection, et solliciter une injonction à la ligue, de le reconnaître pour roi. Les prétentions du cardinal, présentées aux courtisans par des agens habiles, causèrent de la fermentation dans les esprits, et donnèrent naissance à une faction qu'on appela le tiers-parti.

Mieux conduite, et par un chef plus hardi, elle aurait pu devenir dangereuse ; mais tantôt la fortune ; tantôt la vigueur manquèrent aux projets : et ils échouèrent, quoique les ligueurs se joignissent volontiers au tiers-parti, quand il était question d'attaquer le roi. Ainsi, les uns et les autres concoururent à l'entreprise de Mantes¹. On avait remarqué que Henri, ayant fixé son conseil dans cette ville, y venait quand les opérations militaires

¹ *Sat. Ménippée*, pag. 44. — *Mém. de Sully*, c. 41 et 111, pag. 16. — *Matthieu*, tom. III, liv. I^{er}, pag. 63.

le lui permettaient, et y demeurait sous grandes précautions. Cette sécurité fit concevoir quelque possibilité à l'enlever. Belin, gouverneur de Paris, et Villars-Brancas, gouverneur de Rouen, convinrent, l'un de remonter, l'autre de descendre la rivière avec le plus grand nombre de troupes qu'ils pourraient rassembler, de se réunir à jour nommé sous les murs de Mantes, et de brusquer l'attaque. Ceux du tiers-parti qui devaient être dans la ville avec le roi, avaient promis de seconder les assaillans en causant quelque émeute. Ils ne durent presque pas au succès. Leur embarras, au rapport de Sully, n'était que de savoir ce qu'ils feraient du roi quand ils l'auraient pris ; car, disaient-ils, *tels oiseaux ne sont pas bons en cage* : expression qui insinue qu'on aurait bien pu s'en débarrasser ; mais le complot fut découvert, et manqua, parce que les royalistes surprirent des dépêches adressées au pape, qui en contenaient tout le détail.

Les conseillers du cardinal tâchèrent de l'enhardir à un autre éclat qui ne réussit pas mieux. Sachant que le roi devait proposer dans son conseil une surseance aux édits portés contre les calvinistes, ils exhortèrent le jeune prélat à profiter de cette occasion pour signaler son zèle et engager ses partisans à se déclarer. Il va au conseil dans ces dispositions. Le roi fait sa proposition : le cardinal se lève, bégaye quelques mots de protestation et veut sortir ; mais le monarque, voyant que les autres évêques présents ne faisaient aucun mouvement

pour le suivre, jette sur lui un regard d'indignation, et lui ordonne de rester. Le cardinal, couvert de confusion, se remit à sa place, et ne remporta de sa démarche inconsidérée que la honte de s'être avancé mal à propos.

Néanmoins les ministres du roi, Sully entre autres, ne furent point d'avis qu'on brusquât ce jeune imprudent. On tâcha de le ramener, en lui remontrant qu'agir comme il faisait, c'était fournir des armes aux ennemis de sa maison. On prit même un moyen encore plus sûr, savoir, de gagner par des charges, des emplois et des gratifications, les personnes qui le conseillaient. Par là le grand zèle de ces ardens catholiques se ralentit, et les prétentions du tiers-parti tombèrent pour quelque temps.

Le roi eut aussi alors un chagrin domestique, suscité par une femme qui lui avait été chère, et que le dépit rendait une ennemie dangereuse. Dans sa première jeunesse, Henri s'était laissé prendre aux charmes de Corisande d'Andouin, comtesse de Guiche : on l'a même soupçonné d'avoir sacrifié ses intérêts, après la bataille de Coutras, au plaisir d'aller porter les trophées de sa victoire aux pieds de sa maîtresse. De son côté, Corisande aima de bonne foi le jeune monarque. Elle vendit ses pierreries et engagea ses biens pour l'aider dans les circonstances difficiles où il se trouvait engagé. Mais quelques années firent disparaître les charmes de la comtesse. Elle changea au point que Henri eut

honte de l'avoir aimée, et de lui fit sentir, d'autre-
ment que femme pardonne un affront de cette
espèce. L'ami de Corisande outragé lui conseilla
la vengeance, et lui en fournit les moyens. Elle
savait combien le roi redoutait l'union de sa sœur
Catherine avec le comte de Soissons, son cousin
frère du cardinal de Bourbon. Il appréhendait que
ce jeune prince, devenu trop puissant par ce ma-
riage, ne voulût un jour lui donner la loi. Il comp-
tait d'ailleurs, en différant l'hymen de Catherine,
se faire des partisans de ceux qui y prétendaient;
mais le prince et la princesse s'aimaient. Ce fut sur
la connaissance de cette inclination mutuelle que
Corisande hâta le système de sa vengeance. Elle
se rendit leur confidente et leur conseil, applaudit à
la passion de ces jeunes amans, nourrit leurs feux,
leur fournit les moyens de les entretenir en dépit
du roi. Enfin elle les amène au point où ils étaient
près de se marier à l'insu du monarque. Il s'apprit
cependant à l'extrémité, et n'eut que le temps de
faire partir un de ses ministres, qui heureusement
arriva assez tôt pour rompre l'intrigue. Henri ap-
pela sa sœur après de lui, et fut obligé de pren-
dre, contre la mauvaise volonté de la comtesse,
des précautions toujours gênantes en elles-mêmes,
et qui le deviennent encore davantage quand l'at-
tention est partagée par d'autres objets d'une im-
portance plus marquée.

Tout cela arriva dans le temps que la loi se trou-
vait entre le tiers-parti, qui le menaçait d'élever

un trône contre le sien s'il ne se faisait catholique, et entre les calvinistes, qui parlaient de se choisir un autre chef si Henri abandonnait leur religion, et dans le temps même qu'un nouveau nonce entrât en France, armé de tous les foudres du Vatican, pour exhorter la noblesse et le peuple à embrasser la ligue, et pour y forcer le clergé, sous peine d'excommunication.

A Sixte s'était succédé Urbain vii (Jean-Baptiste Castagna), qui ne régna que treize jours. Il avait été remplacé le 5 décembre 1590, par Nicolas Sfondrate, milanaise, qui prit le nom de Grégoire xiv. Pendant la durée du long et orageux conclave qui l'avait porté sur le trône pontifical, le duc de Luxembourg, chargé par le roi des affaires de Rome, écrivit aux cardinaux une lettre qui développait toutes les ruses du conseil d'Espagne, et qui les avertissait de ne pas prendre le change sur le but de la ligue : « C'est l'ouvrage, leur disait-il, de l'ancien ennemi des Français, qui se sert du prétexte de la religion pour déchirer le royaume, afin de l'envahir plus aisément quand il aura épuisé ses forces par la guerre civile : presque tous les seigneurs français et les principaux magistrats sont attachés au roi, il a promis de se faire instruire, et il le fera, si, par une sévérité déplacée, on ne met obstacle à ses bons dessein. Rappelez-vous les changemens fâcheux qu'un zèle imprudent a fait éprouver à la religion, en Allemagne et en Angleterre, et craignez le schisme qui

éclatera infailliblement en France, si vous voulez forcer les catholiques à abandonner le roi. » Le duc de Luxembourg écrivit dans les mêmes termes au nouveau pape, et le conjura de suspendre son jugement jusqu'à ce que les princes et les seigneurs français lui eussent donné les éclaircissemens nécessaires par une ambassade solennelle.

Mais les intrigues des Espagnols et des ligueurs avoient déjà prévalu auprès de Grégoire, qui, né sujet du roi d'Espagne, lui étoit entièrement dévoué. Au lieu d'attendre les instructions qu'on lui annonçoit, il commença par lever des troupes, leur assigna des fonds, et en donna le commandement à Hercule Sfondrate, duc de Montenapierzo, son neveu. En même temps il fit partir pour la France, avec les pouvoirs les plus amples et des bulles fulminantes contre les royalistes; un nouveau nonce notumé *Marsile Landriano*, prélat milanais, aussi attaché aux Espagnols que le légat Philippe Sega, et non moins entêté que lui des maximes ultramontaines.

A son arrivée dans le royaume, il se tint à Reims une assemblée où se trouvèrent avec le nonce les ducs de Mayenne et de Lorraine, et les autres princes de leur maison, les envoyés de Savoie et d'Espagne, et le cardinal de Pallevé, nommé depuis par le pape archevêque de cette ville. Le nonce disoit qu'il étoit venu en France expès pour sçavoir le roi que les états généraux éliraient. On faisoit déjà grand bruit de ces états : les li-

guez les regardaient comme le coup mortel pour le parti des Bourbons ; mais ils n'étaient pas encore convoqués. Il fut alors question de décider s'il convenait de les assembler ou non. Quand on eut bien discuté les raisons pour et contre, les plus ardens se trouvèrent enfin contraints d'avouer qu'avant de hasarder un pareil éclat, la dernière ressource de la sainte union, il fallait mettre en meilleur train les affaires de la ligue, de peur de se rendre ridicule en décidant ce qu'on ne pourrait exécuter. On regarda donc comme nécessaire de savoir auparavant quelles forces l'Espagne voudrait employer au soutien de la bonne cause. Le président Jeannin fut chargé par l'assemblée d'aller s'en informer. Le duc de Mayenne lui donna en particulier la commission de sonder les dispositions de Philippe à son égard, et de découvrir s'il pouvait personnellement s'en promettre des secours particuliers dans une occasion décisive.

On agita aussi, dans l'assemblée de Reims, s'il était à propos que le nonce fit valoir ses pouvoirs dans toute leur étendue. Le duc de Mayenne, avec les plus sensés, opinait à riser de ménagement, de peur de révolter les Français, toujours en garde contre les entreprises de la cour de Rome. D'ailleurs, disaient-ils, les menées d'excommunication seraient bonnes après une victoire pour servir de prétexte aux transfuges ; mais à présent que les affaires du roi sont florissantes, ne croyez pas

que personne l'abandonne sur de pareilles craintes. Les autres prétendaient au contraire qu'un coup de vigueur réchaufferait les tiédes. Ils disaient qu'on savait dans le public les intentions du pape, et que retrancher quelque chose de la sévérité de ses ordres, ce serait paraître se délier de sa propre cause ; qu'il fallait donc frapper le coup, au hasard de tous événemens. Ce sentiment prévalut, et Landriano, livré à l'impétuosité de son caractère, fulmina les bulles par lesquelles il exhortait les laïques à quitter le parti du roi, et l'ordonnait aux ecclésiastiques, dans le délai d'un mois, sous peine d'être excommuniés et privés de leurs bénéfices.

Mais il fut bien étonné lorsqu'au lieu de voir plier les Français sous ses menaces, comme il s'en était flatté, il entendit une réclamation générale. Le roi donna un édit dans lequel, renouvelant la promesse de se faire instruire, qu'il avait solennellement jurée en montant sur le trône, il se plaignait amèrement des obstacles que ses ennemis apportaient à sa conversion ; en lui suscitant tous les jours de nouveaux embarras. Il taxait la conduite du pape de précipitation, celle du nonce d'impudence. Pour la conservation de son autorité royale, des loix de son royaume, des libertés de l'église gallicane, il renvoyait l'affaire à ses parlemens, et exhortait les archevêques, évêques et autres prélats à s'assembler au plus tôt, pour statuer, selon les saints canons, sur l'injustice des cen-

sures prononcées par les monitoires de Landriano.

En conséquence, les parlemens de Tours et de Châlons appelèrent comme d'abus des bulles du nonce. Ils les déclarèrent scandaleuses, pleines d'impostures, tendantes à exciter la révolte; et, comme telles, les condamnèrent à être brûlées par la main du bourreau. Ces cours décrétèrent le nonce lui-même d'ajournement personnel, et ensuite de prise de corps. Elles promirent une récompense à ceux qui le livreraient, et défendirent, sous peine de mort, de le recevoir et de le loger chez soi. Le même arrêt déclarait criminels de lèse-majesté, déchus de leurs bénéfices, tous ceux qui publieraient et souscriraient ces bulles. Il défendait d'envoyer de l'argent à Rome, et recevait le procureur général, appelant au futur conseil de l'élection de Grégoire xiv.

Des évêques royalistes ne montrèrent pas moins de zèle. En termes plus ménagés que les parlemens, ils n'en décidèrent pas moins que les excommunications fulminées par le nonce étaient injustes dans le fond et dans la forme; qu'elles avaient été lancées à la sollicitation des ennemis de la France, et qu'elles ne devaient lier ni les évêques ni les autres catholiques fidèles au roi. Ils exhortaient en conséquence les faibles à ne pas se laisser effrayer, et à continuer d'agir suivant l'obéissance due aux princes légitimes.

Ce sage mandement des évêques royalistes fut contredit par d'autres mandemens des évêques li-

guez, comme les arêts de Tours et de Châlons furent combattus par ceux du parlement de Paris. On écrivit, on se refusa, on fit brûler les ouvrages les uns des autres. Ces exécutions mirent beaucoup de chaleur dans les esprits sans avancer les affaires ; mais ce fut beaucoup pour le roi que la ligue n'y gagnât rien, surtout après une démarche que ce prince avait hasardée dans ces circonstances délicates.

On a vu qu'en 1577 Henri III avait donné à Poitiers un édit très-favorable aux calvinistes. Il le révoqua malgré lui, lorsque, huit ans après, le duc de Guise le força à la paix de Nemours. Henri IV, pressé des deux côtés, crut ne pouvoir mieux établir la bonne intelligence nécessaire entre les calvinistes et les catholiques de son parti qu'en rappelant les dispositions de cet ancien édit. « Si on n'accorde quelque chose aux réformés, *dit le roi* dans un conseil assemblé à ce sujet, il est à craindre qu'ils ne le prennent d'eux-mêmes ; et que, rebutés par leur prince naturel, ils ne se choisissent un chef, comme a été autrefois l'amiral de Coligni : ainsi il y aurait deux rois dans le royaume. Voici, *ajoutait le roi*, une armée étrangère qui marche à notre secours ; si, en arrivant, elle trouve les réformés dans l'oppression, il ne faut pas douter qu'elle ne fasse en leur faveur des demandes exorbitantes. Prévenons ce moment. Accordons de bonne grâce ce que nous ne pourrions refuser alors : c'est le seul moyen d'empêcher toute

désunion entre les sujets fidèles, et de les faire vivre en paix sous la protection des lois. » Le conseil était presque tout composé de catholiques, entre lesquels se trouvaient beaucoup d'évêques ; néanmoins ils applaudirent aux motifs du roi, et l'édit fut renouvelé, avec la clause qu'il aurait force de loi dans l'état seulement jusqu'à ce que, la paix étant rétablie, les différens de la religion pussent être terminés à l'amiable.

Cette armée auxiliaire dont parlait Henri s'avancait enfin de toutes les parties de l'Allemagne vers les frontières de France. Dès la fin de l'année précédente, sur la nouvelle des préparatifs que faisaient contre lui les princes catholiques, le roi, comme nous l'avons dit plus haut, avait envoyé Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, parcourir les cours protestantes, et y chercher du secours. Quelque activité qu'il mit dans sa négociation, les succès en furent lents ; mais du moins réels. Il forma un corps de cinq à six mille cavaliers et d'environ onze mille fantassins, qu'il amena sur les frontières au milieu de septembre.

Henri, après le siège de Chartres, assiégea Noyon, que le duc de Mayenne, quoique à la tête d'une armée supérieure, laissa prendre sans coup férir. Le roi mit ensuite son infanterie en garnison dans les places de Picardie, et avec sa cavalerie il alla au-devant de l'armée allemande. Il la trouva composée d'excellentes troupes ; et, en reconnaissance du service que Turenne venait de lui rendre,

il lui fit épouser l'héritière du duché de Bouillon : récompense politique qui réunissait plusieurs avantages. Par cette alliance, Henri éloignait Turenne des terres considérables qu'il possédait dans le Quercy, le Limousin et le Périgord où la multitude de ses vassaux le rendait redoutable ; il opposait au duc de Lorraine un adversaire actif, et il assurait cette frontière contre les irruptions étrangères. Dès le lendemain des nocés, le roi fut obligé d'emprunter les pierres de la jeune épouse pour apaiser les Allemands qui commençaient à murmurer de ne pas trouver, en arrivant, l'argent qu'on leur avait promis. Son intention ensuite était d'attaquer le duc de Mayenne.

Ce général avait été renforcé par les troupes du pape, dont la ligue attendait un grand effort ; mais ces auxiliaires, au lieu d'aller droit à leur destination, s'étaient arrêtés sur la route à faire la guerre en Dauphiné, pour le duc de Savoie, contre les généraux du roi, et ils l'avaient faite malheureusement ; de sorte qu'ils étaient très-diminués et fort maltraités, lorsqu'après avoir traversé la Franche-Comté, ils rejoignirent Mayenne en Lorraine. N'osant les exposer contre des troupes fraîches, il les mit avec le reste de son armée dans de bons quartiers où il se fortifia. Le roi n'ayant pu les en chasser, ni forcer le duc à une bataille, prit, à travers la Picardie, la route de Rouen, dont il avait promis aux Anglais de faire le siège.

Il recevait de tous côtés les nouvelles les plus fa-

vorables. Ses lieutenans tenaient la campagne dans presque toutes les provinces ; et dans celles où ils n'étaient pas supérieurs, ils balançaient du moins les succès. Telle était la Bretagne, dont le duc de Mercœur comptait se faire un état particulier à l'aide des Espagnols qu'il y avait appelés. Un seul homme arrêtait ses progrès, et tenait lieu au roi du grand nombre de troupes qu'il aurait été forcé d'opposer à Mercœur. C'était le brave La Noue, dont la capacité est assez connue par les *Commentaires politiques et militaires* qu'il nous a laissés. Excellent surtout dans une guerre de chicane : bois, ravines, montagnes, marais, tous les obstacles que présente un pays coupé et couvert, il savait les tourner à son avantage. Jamais il n'était sans ressource : battu un jour, il se remontrait en forcé le lendemain. Sa réputation seule lui donnait des soldats ; sans cesse il harcelait l'ennemi, et formait des entreprises. Il périt enfin, au siège de Lamballe, pour avoir voulu reconnaître lui-même la brèche avant de livrer l'assaut. Il emporta les regrets de tous les Français. Ses vertus militaires étaient relevées par l'innocence de ses mœurs, sa modération, sa droiture et une équité incorruptible. La Noue ne laissa pour héritage à ses enfans que des dettes qu'il avait contractées pour le service de l'état, et qu'ils acquittèrent fidèlement.

Ainsi la France se voyait enlever ses meilleurs citoyens pendant que les factieux, dépouillant tous sentimens patriotiques, s'indignaient de ce que le

duc de Mayenne avait mis à ses desirs des bornes qui pouvaient faciliter la paix. Selon eux, il aurait dû prendre la couronne dès le commencement ; faire ducs et comtes tous ses parens , et les gouverneurs de provinces les plus accrédités , traiter avec les catholiques royalistes , et pousser le roi de Navarre à outrance ". Il n'est point douteux que le duc de Guise ne se fût conduit ainsi , si ses projets ambitieux n'eussent été terminés à Blois avec sa vie : et les esprits étant affectés comme ils l'étaient , on peut presque assurer qu'il aurait réussi. Mais , outre qu'une résolution si extrême n'allait pas au caractère du duc de Mayenne , naturellement modéré , peut-être encore l'aurait-il hasardée en pure perte. Guise , dans son parti , ne voyait personne qui eût osé lui disputer la couronne. Mayenne , au contraire , était environné de compétiteurs , parens et étrangers ; et lorsqu'il y pensait le moins , il lui en survint un plus dangereux que tous les autres : Charles , son neveu , duc de Guise , qui , ayant été enfermé dans le château de Tours après la mort du duc son père , s'en sauva dans le mois d'août de cette année.

Henri iv fut d'abord fâché de cette évasion ; mais il s'en consola par la réflexion , qu'un chef de plus dans le parti en diviserait davantage les membres , ce qui arriva. La fameuse duchesse de Montpensier , croyant voir revivre un frère cheri dans ce

jeune neveu, s'y attacha avec passion, et commença à négliger le duc de Mayenne. Les Parisiens firent des feux de joie à l'occasion de sa délivrance, et les Espagnols fondèrent dès lors sur lui des espérances qu'ils firent dans la suite éclater aux états de Paris. Ils lui marquèrent les plus grands égards pour se l'attacher, Mayenne en prit de l'outrage, et les factieux de Paris se flattant désormais d'être mieux appuyés par un chef plus entreprenant, en conçurent une nouvelle audace.

Après la journée des farines, les Seize, comme nous l'avons dit, prirent le prétexte de la crainte d'une autre surprise pour faire augmenter de quatre mille hommes la garnison étrangère de Paris : nouveauté qui ne passa point sans altercation entre les zélés partisans de l'Espagne et le parlement. Cette dispute fut comme un trait de lumière qui éclaira les deux partis sur leurs intentions réciproques. Jusqu'alors ils s'étaient crus dans les mêmes sentimens, guidés dans leurs actions uniquement par l'amour de la religion et de la patrie; ce fut donc avec la dernière surprise que, par les explications auxquelles l'affaire de la garnison donna lieu, le parlement s'aperçut que les Seize et leurs adhérens étaient une troupe de traitres achetés par les Espagnols, et prêts à bouleverser l'état pour remplir leurs engagements. Les Seize, au contraire, étaient étonnés qu'on ne fût pas aussi vil qu'eux

sur les intérêts de l'Espagne, qu'ils regardaient comme inséparables de ceux de la sainte union.

Il naquit de ces découvertes une grande défiance entre ces personnages, auparavant si unis. Ils ne prenaient plus de résolutions, ils n'imaginaient plus de projets qui ne fussent regardés par le parti opposé comme un piège. Dès lors l'aigreur de la faction se joignant au désir naturel qu'ont tous les hommes de faire prévaloir leurs opinions, on s'attaqua dans les conversations et dans les écrits, d'abord avec quelques ménagemens, ensuite avec toute la fureur de la haine. Pour se soutenir, chaque parti s'attacha à ceux dont il espérait le plus de secours : les seize aux Espagnols, le parlement au duc de Mayenne.

Réciproquement le duc commença à avoir plus d'égards pour le parlement, surtout depuis qu'il se fut bien assuré des dispositions des Espagnols. Il en eut les premières certitudes par le président Jeannin, que l'assemblée de Reims avait député auprès de Philippe. Jusqu'alors Mayenne s'était imaginé que, si les affaires n'avançaient pas, c'était la faute des ministres d'Espagne, toujours lents dans leurs procédés, et il ne doutait pas que Philippe, mieux instruit, ne le secourût puissamment. Mais Jeannin l'assura que le conseil n'agissait que par ordre du roi, et que le retard venait

¹ *Mém. de Villeroi*, tom. I^{er}, pag. 276. — *Mém. de Jeannin*.

non d'indécision, mais d'un parti pris de le laisser toujours dans le besoin, afin de le faire entrer malgré lui dans les vœs de l'Espagne; que tout tendait dans cette cour à faire assembler les états généraux à Paris, dont elle se croyait maîtresse par la faction des Seize, et à faire élire reine de France l'infante, jeune princesse singulièrement aimée de son père; qu'après cela il n'y avait pas d'efforts auxquels la ligue ne dût s'attendre. Sur ces connaissances, Mayenne prit ainsi son parti. Ne pouvant se flatter d'obtenir la couronne, il résolut de retenir du moins, le plus long-temps qu'il pourrait, l'autorité de lieutenant général du royaume.

Dans ces entrefaites, arriva la mort de Grégoire xiv, dont la nouvelle consterna les ligueurs. Innocent. ix (Jean-Antoine Fachiueti), son successeur, quoique redevable en grande partie de son élection à la faction d'Espagne, déclara que l'état de ses finances ne lui permettrait pas de soudoyer désormais les troupes que Grégoire avait envoyées en France; de sorte qu'elles se seraient débandées dans les quartiers de rafraîchissement où elles étaient encore, si l'Espagne ne les eût prises à sa solde. Il parut d'ailleurs, que le nouveau pontife n'était pas fort porté à favoriser les manœuvres secrètes de Philippe, puisqu'il montra un vif désir de voir finir l'anarchie en France, par l'élection d'un roi catholique. Il insinua qu'on devait jeter les yeux sur le cardinal de Bourbon; ce qui donna quelque ressort au tiers-parti. Néanmoins le pape laissa

toujours légat dans le royaume le longueux Sega, évêque de Plaisance, qu'il venait de faire cardinal depuis peu, à la recommandation de l'Espagne; et qu'il continua dans ses fonctions, *sûnce principe, que les nouveaux ministres ne fînt qu'estropier les affaires avant que de les entendre.* Ainsi, le ministre continua de porter tout à l'excès, quoique sa cour fût rentrée dans des sentimens de modération.

Il se livra d'autant plus facilement à son penchant, qu'il se flattait de voir bientôt les projets de la cour d'Espagne réalisés par le retour du duc de Parme en France. Deux motifs engageaient ce général à y ramener son armée : 1°. les instances du duc de Mayenne, qui déclara qu'il traiterait avec le roi si on ne se hâtait de faire lever le siège de Rouen, dont la prise entraînerait nécessairement la défection de beaucoup d'autres villes, et peut-être la dissolution de la ligue; 2°. l'envie d'assembler les états pour y faire élire l'Infante. Mais Farnèse, moins confiant que les ministres de son roi, voulait, en cas de mauvais succès, avoir du moins entre ses mains une place forte qui le dédommât de ses frais; il demanda La Fère, sous prétexte d'y former son dépôt d'artillerie. Mayenne rejeta la proposition, protestant que jamais il ne se dessaisirait de cette place, qu'il prétendait lui appartenir en propre comme faisant partie de la dot de sa femme. D'ailleurs, si l'on s'attache à ce qui coûte, cette ville devait lui être

très-précieuse, puisqu'il en avait déjà acheté la conservation par un crime. La ligue y avait nommé gouverneur Florimond de Halluin, marquis de Maignelais, seigneur de Picardie : Mayenne eût quelque soupçon qu'il traitait secrètement avec le roi, et sur des simples indices il le fit assassiner. On se récria contre cette action ; mais le duc la soutint juste, et n'excedant point son pouvoir de lieutenant général du royaume. Tout le monde dans son parti ne convenait pas de ce droit, et on dit alors assez publiquement *que les armes de la ligue n'étaient aiguës que contre ceux qui ne s'en défiaient pas*. Malgré ces premières protestations, Mayenne fut obligé de se relâcher. Il permit que La Fère reçût garnison espagnole, et qu'elle en restât maîtresse tant que l'artillerie y demeurerait.

Empêché, politique prudent, comptait pour beaucoup de s'être acquis une ville de défense dans le royaume ; mais Jean-Baptiste Taxis et Diego d'Ibarra, agens d'Espagne, résidens à Paris, avaient des vues plus étendues. C'étaient de ces hommes à projets, dont les vœux sont pleines, gémissent ardens, qui forment un plan, l'ornent de toutes les possibilités dont il est susceptible, et qui, si on les laisse commencer, engagent bientôt ceux qui les écoulent dans des dépenses que l'appât du succès et la honte de perdre ses avances en reculant rendent toujours plus considérables. Ce furent sans doute des conseillers de cette espèce qui, da

projet très-possible d'envahir quelques provinces à l'aide de la guerre civile, amenèrent Philippe II au dessein chimérique de subjuguier la France entière. Il crut y parvenir par le moyen des factieux de Paris, auxquels il prodigua ses trésors; mais il ne réussit qu'à leur faire commettre des crimes dont l'énormité discrédita son parti.

Mayenne, à qui le zèle inconsidéré des Seize était suspect depuis long-temps, regarda leur crédit comme un rempart élevé contre sa puissance, sitôt qu'il eut lui-même séparé ses intérêts de ceux des Espagnols : c'est pourquoi il s'appliqua à miner leur autorité. De leur côté, conseillés par les agens espagnols, ils ne négligeaient rien pour se rendre maîtres absolus dans la ville. Les plus échauffés tenaient des assemblées dans lesquelles on murmurait hautement contre la lenteur du duc de Mayenne; on se plaignait de la tiédeur qui commençait à s'emparer même des Seize, et on l'attribuait au secret penchant que le cardinal de Gondî, évêque de Paris, avait pour la paix. Ce prélat doux et modéré gênait le légat, qui imagina, pour s'en débarrasser, de le mettre dans la dure alternative de signer le décret de la Sorbonne ou de quitter Paris. Gondî aimait mieux se retirer que de signer un acte qui excluait du trône le prince légitime; il s'y refusa. On fit contre lui des procédures; ses revenus saisis furent appliqués aux besoins

¹ *Journal de Henri IV*, tom. I.

du parti, et le légat se trouva ainsi maître du spirituel dans la capitale.

Pour qu'il fût aussi maître des affaires générales, il aurait fallu que les Seize y eussent eu la même influence qu'autrefois; mais nous avons vu que le duc de Mayenne avait eu soin d'introduire dans le conseil de la ligue nombre de personnes prudentes, capables d'arrêter la fougue des factieux. Ceux-ci sentirent le frein; et, pour le secouer, ils imaginèrent de présenter une requête, par laquelle ils demandaient au duc qu'il lui plût d'admettre désormais au conseil des hommes plus habiles et plus affectonnés à la *sainte union*; cela voulait dire, dans leur langage, des fanatiques et des enthousiastes comme eux. Leur requête contenait encore un autre article: ils se plaignaient que le parlement avait absous un nommé *Brigard*, procureur de la ville, accusé d'intelligence avec le Béarnais. Mayenne les tança vivement de ce que, bornés d'abord à la ville de Paris, ils voulaient maintenant se mêler de gouverner l'état. Il leur reprocha qu'ils ne s'occupaient qu'à donner de mauvaises interprétations à ses actions, et à le noircir dans l'esprit du peuple, pendant qu'eux-mêmes se livraient en aveugles au conseil d'Espagne, au préjudice de la fidélité qu'ils lui devaient, comme lieutenant général de la cour.

* *Journal de Henri IV*, t. II. — *Cayét*, liv. II, pag. 512.
— *Pasquier*, liv. XVII.

ronne. Cependant il finit par leur promettre quelque satisfaction sur l'affaire de Brigard.

Comme cette promesse, faite uniquement pour les calmer, ne s'exécutait pas, outrés de ne pouvoir faire sur ce malheureux un exemple qui aurait intimidé les autres, ils s'en prirent à ses juges, c'est-à-dire, au parlement même. Il était alors présidé par Brisson, très-habile jurisconsulte, fort attaché à ses études et à ses livres. Quand le parlement se dispersa après l'attentat de Bussi le Clerc, Brisson se laissa mettre à la tête de la partie qui restait à Paris. On le taxa même d'avoir été flatté de la préférence ; mais s'il eut la faiblesse d'accepter la place et de s'en croire honoré, du moins s'y conduisit-il toujours selon les règles d'une exacte probité, ne souffrant pas qu'on procédât autrement que selon les formes juridiques. C'est ce qui sauva Brigard, que Brisson renvoya absous, parce qu'il ne le trouva pas convaincu.

Tant de circonspection ne pouvait plaire à des brouillons qui ne voulaient point de délais dans leurs vengeances. Brisson, l'organe de la justice et des lois, leur devint odieux. Ils tentèrent d'abord de le faire assassiner. Le coup manqua, parce qu'un soldat qu'ils avaient voulu gagner refusa de se prêter à cette action infâme. On est surpris de voir jusqu'où ces furieux poussaient la rage et l'effronterie. Pelletier, curé de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, eut l'audace de dire en pleine assemblée : « Messieurs, c'est assez conlité. Il ne

faul pas espérer jamais avoir raison de la tour de parlement en justice. C'est trop endurer. Il faut jouer des couteaux. » Il ajoute avec la même hardiesse : « Jé suis averti qu'il y a des traîtres dans cette compagnie ; il faut les chasser et jeter dans la rivière. »

En effet, pour l'exécution de l'affaire complet qu'ils méditaient, il ne leur fallait que des gens dévoués et incapables de remords. Tels étaient Bussi le Clerc, gouverneur de la Bastille ; Cromé, conseiller au grand conseil ; Leuchard, compis-saire ; Ameline, avocat ; Emmonot, Cocheri et Anrôux, capitaines de quartiers ; chefs de l'entreprise. Ces hommes de sang jugèrent la mort du président nécessaire ; mais, tant pour leur sûreté que pour l'exemple, ils voulurent revêtir leur arrêt d'une forme de justice. On a remarqué qu'il y avait, dans le conseil de la ligue, des gens sages et éclairés, qu'il n'était facile ni de séduire ni de surprendre ; néanmoins les conjurés concurent le projet de s'appuyer du suffrage même de ces sages ; de donner à la condamnation de Brissot l'apparence d'un décret du conseil général, et ils y réussirent.

Sous prétexte que les délibérations ne pouvaient rester secrètes entre un si grand nombre, ils demandèrent qu'il fût fait sur la totalité un choix de douze personnes qui auraient plein pouvoir d'expédier les affaires pressées : ce qu'on accorda, à condition néanmoins de communiquer à l'as-

semblée générale les résolutions importantes avant leur exécution. Ce point obtenu, à force de démarches et de brigues, ils composèrent leur comité comme ils voulurent. Tous les jours ils assemblaient le grand conseil de l'union, et fatiguaient les députés de l'affaire de Brigand, des mesures à prendre pour forcer le parlement à rendre justice, et de la crainte que la trahison ne devint plus commune par l'impunité. Ces douze hommes, répandus dans l'assemblée, remuaient les esprits, communiquaient leur feu et faisaient des prosélytes. Ils proposaient tantôt des prières et des suppliques au duc de Mayenne, tantôt des voies de fait, puis ils revenaient aux murmures et aux plaintes contre les traîtres et leurs auteurs. Dans l'embarras qu'ils affectaient, on n'était pas surpris de leur voir quelquefois prendre, comme par inspiration, des résolutions inattendues. Quand elles ne présentaient rien de dangereux, les sages cédaient pour éviter pire.

Un jour Bussi le Clerc se lève comme un enthousiaste, et propose de signer de nouveau l'édit d'union. Aussitôt il présente un papier blanc, sous prétexte qu'on n'a pas le temps d'inscrire la formule, met son nom au bas et le fait passer à ses voisins qui l'imitent. Une autre fois, l'un du conseil des Douze élève une difficulté; et, comme on ne tombait pas d'accord, il propose de la consulter en Sorbonne. Il présente donc encore un papier blanc, disant qu'il n'y a toujours qu'à si-

gner, et que le mémoire s'inscrira au-dessus. Quelques-uns cependant résistaient, mais enfin ils se laissent entraîner par l'exemple.

Maîtres de ces signatures, ces scélérats écrivent au-dessus l'arrêt de mort du président Brisson, de Claude Larcher, conseiller au parlement, et de Jean Tardif, conseiller au Châtelet; les deux derniers odieux aux factieux parce qu'ils montraient du penchant pour la paix. Le 16 novembre, de grand matin, des députés du conseil des Douze se rendent à la maison du président Brisson; il sortait dans le moment pour aller au palais. Ils lui disent que le conseil de l'union le demande à l'hôtel-de-ville. Brisson se laisse conduire. En passant près du Petit-Châtelet, ils détournent sa mule et le font entrer en prison.

Il y trouve, pour premier objet, *des hommes couverts d'un roquet noir, sur lequel il y avait une grande croix rouge.* Sans lui donner le temps de se reconnaître, ils lui annoncent qu'il faut mourir. L'un lui arrache son chapeau, l'autre le fait mettre à genoux. Le greffier lui lit sa sentence. Il y était dit qu'on le condamnait à être pendu pour avoir entretenu commerce avec les hérétiques, ennemis de la religion et du royaume. Quels sont mes juges, demande Brisson étonné? Où sont les témoins? Quelles sont les preuves? Les scélérats se regardent, sourient de sa simplicité; et lui disent qu'il n'y a pas de temps à perdre. Le président demande du moins qu'on lui

fasse venir un avocat nommé d'Alençon, qui demeurerait chez lui. On lui refusa cette grâce. *Je vous prie donc*, dit-il à ses bourreaux, *de lui dire que mon livre que j'ai commencé ne soit point brouillé, qui est une fort belle œuvre.* Il se tourna ensuite vers un prêtre qu'on avait fait venir, se confessa, et fut pendu à une échelle arc-boutée contre une poutre.

A peine était-il mort, que d'autres satellites amènent Claude Larcher et Jean Tardif. Comme on lisait leur sentence, Larcher, apercevant le corps de Brisson, s'écrie qu'il n'est pas besoin d'en lire davantage, que la vie lui est à charge après l'indigne traitement qu'on a fait à ce grand homme. Ils se confessèrent, s'abandonnèrent au bourreau, et moururent sans plaintes ni murmures. Les corps des trois magistrats furent portés à la Grève, et attachés en chemise, chacun à une potence, avec des écriteaux diffamans.

Le peuple alla les voir, mais sans donner aucune marque de joie. Les conjurés s'attendaient que la populace applaudirait, et qu'à la faveur de l'impression que ferait ce spectacle, il serait aisé d'exciter une émeute et de se rendre maître de la ville malgré la noblesse et la bonne bourgeoisie. Il y avait, dans cette intention, des gens apostés qui rôdaient dans la place de Grève. Ils se mêlaient aux pelotons des curieux, noircissaient par des imputations calomnieuses la mémoire des proscrits, et tâchaient d'échauffer ceux qui les écou-

taient. Il parut aussi, à ce dessein, des gens armés, tant Français qu'Espagnols, comme prêts à seconder le zèle des bien intentionnés, mais tout cela inutilement. Le peuple regarda et ne dit mot; les bons bourgeois, les magistrats et les nobles se renfermèrent chacun dans leurs maisons; abattus de tristesse; et les conjurés, au lieu de l'empyement et de la fureur dont ils comptaient profiter, ne virent autours d'eux qu'horreur et consternation. Le spectacle de ces cadavres leur devenant plus nuisible qu'avantageux, ils les firent ôter du gibet au bout de deux jours.

Ce morne silence, signe d'une improbation universelle, les obligea de songer à leur sûreté. Les assemblées générales se tenaient toujours. Les conjurés du petit conseil tâchèrent d'y faire ratifier leur crime, mais inutilement. Ils écrivirent au roi d'Espagne, pour se mettre sous sa protection. Ils réclamèrent les bons offices des agens espagnols et du jeune duc de Guise auprès du duc de Mayenne, dont ils appréhendaient principalement le courroux. Ils eurent même le dessein, ne se fiant pas trop aux recommandations, de s'assurer des duchesses de Nemours et de Montpensier, mère et sœur du lieutenant général, pour leur servir d'otages contre sa vengeance.

Mayenne était alors avec son armée à Soissons, où il attendait le duc de Parme. Les princesses alarmées lui écrivirent les lettres les plus pressantes. Le parlement, les principaux bourgeois, la no-

blesse, joignirent leurs instances. Tous le conjuraient de partir sur-le-champ, de venir les délivrer de l'esclavage et de la mort. Les agens d'Espagne tentèrent de le retenir en l'épouvantant : ils seignaient d'appréhender pour lui la fureur du peuple, qu'ils disaient très-porté à soutenir les auteurs du meurtre des magistrats. Ils lui conseillaient de ne point s'exposer, et de traiter la chose de loin. Enfin, ils offraient leur médiation, et se faisaient fort d'obtenir des coupables une réparation dont il serait content. Sans les écouter, le lieutenant général laisse son armée sous les ordres du duc de Guise son neveu, prend un corps de cavalerie d'élite, arrive à Paris, fait mettre les bourgeois sous les armes, et somme la Bastille de se rendre. Bussi le Clerc, son gouverneur, demande quelques heures pour délibérer, Mayenne tire du canon de l'arsenal, et le fait pointer contre cette forteresse. Aussitôt Bussi se rend, à la seule condition de n'être pas recherché pour la mort des magistrats.

Cinq jours se passent à établir de bons corps-de-garde, à s'assurer de la ville, et à faire les informations nécessaires. Les agens d'Espagne, les parens et amis des coupables renouvellent leurs sollicitations. Aucun ne cherche à les justifier du fait, tous ne les excusent que par l'intention. Mayenne, impénétrable, écoute, ne donne ni alarmes, ni espérances. Mais la nuit du 3 ou 4 décembre, par son ordre, on surprend dans leurs lits Louchard, Anroux, Emmopot, Anteline : il les fait pendre dans

une salle basse du Louvre, et on les attache ensuite à des gibets, afin qu'ils soient reconnus de tout le monde. En même temps paraît une amnistie, dont étaient exceptés Cromé et Cocheri, qu'on chercha inutilement, et qui échappèrent. Le greffier et le bourreau, exceptés aussi de l'amnistie, furent dans la suite pris et punis du dernier supplice. L'ordre étant rétabli dans la ville, et la tyrannie des Seize détruite, Mayenne retourna à son armée, qui fut bientôt jointe par celle du duc de Parme.

Pendant ce temps le roi pressait les attaques de Rouen. Cette ville qui, dix-neuf ans auparavant, avait soutenu un siège opiniâtre contre les catholiques, renfermait alors un peuple tout dévoué à la ligue. Sa garnison était nombreuse, commandée par Villars-Brancas, capitaine expérimenté et jaloux d'honneur; aussi ne négligea-t-il rien de ce qui pouvait assurer la place : il fit relever les fortifications : pour la sûreté de la rivière, il arma de longues barques dont il donna le commandement à un habile marin, nommé *Laurent Anquetil*. Le parlement seconda puissamment le gouverneur. On renouvela le serment d'union après une messe solennelle comme à Paris. Il fut défendu, sous peine de mort, d'entretenir aucune intelligence avec le Navarrois. Les lettres que le roi envoya ne furent point lues; ses hérauts ne furent point écoutés, et quelques citoyens, s'étant laissé gagner, furent découverts et punis du dernier supplice. Les habitants se partagèrent volontairement

les travaux militaires. Ils faisaient la fonction de pionniers et de soldats. Dès le commencement du siège on dressa un inventaire des vivres, et on les distribua avec mesure. Malgré ces soins, la ville ressentit la disette dès la fin de décembre; et elle attendait avec la plus vive impatience le secours promis par le duc de Parme.

1592. — Mais, quelque nécessaire que fût ce secours, ce n'était ni le premier ni le principal motif de l'entrée du duc de Parme en France. Les ministres d'Espagne en espéraient l'assemblée des états et l'élection de l'infante. C'est par là qu'ils voulaient commencer. Ils le déclarèrent au duc de Mayenne; et dans plusieurs conférences ils firent auprès de lui des instances qui approchaient de la violence. Farnèse, voyant que le duc de Mayenne ne goûtait pas la proposition, suivait ce projet avec plus de ménagemens et plus d'égards extérieurs pour le lieutenant général. Il n'hésitait pas à condamner la chaleur de Taxis et celle d'Ibarra, et les actions indiscretes qu'elles avaient produites. Mais pendant que ces deux agens négociaient avec tout le monde pour tâcher de se passer de Mayenne, Farnèse au contraire lui répétait souvent qu'il ne voulait traiter qu'avec lui; qu'il en avait commission expresse du roi d'Espagne. Pour gagner sa confiance, il en passait souvent par son avis, malgré les ministres espagnols, qui, soit

¹ De Thou, liv. CII. — Davila, liv. XII. — *Mém. de la ligue*, tom. V. — Cayet, tom. I^{er}.

feinte, soit persuasion, se plaignaient hautement de Farnèse, et disaient qu'il se conduisait en homme ennemi des intérêts de Philippe, son maître.

Mayenne, loin de se laisser séduire par ce manège, n'en était que plus sûr ses gardes. Il observait en homme piqué toutes les démarches des Espagnols. Il s'appliquait à ne leur laisser prendre aucun avantage ; ni dans les opérations militaires ; ni dans les négociations. Enfin il montra tant de fermeté à différer l'assemblée des états, alléguant la nécessité d'en conférer avec sa famille ; de gagner les grands, et de faire auparavant quelque exploit capable de relever la gloire du parti ; que le duc de Parme se détermina à commencer ses faits d'armes par le secours de Rouen.

Il marcha par la Picardie avec cet ordre admirable qui lui avait si bien réussi dans sa première incursion. Le roi, laissant Rouen assiégé par la plus grande partie de son armée, prit un corps de cavalerie pour harceler l'ennemi et retarder sa marche. Cette campagne fournissait seule la matière d'un gros volume. Les militaires curieux d'apprendre, ne sauraient trop l'étudier dans les histoires du temps. Du moment que le roi rencontra le duc de Parme, sur la frontière de Normandie, jusqu'à ce que Farnèse rentrât en Flandre, le monarque ne le perdit pas un moment de vue. Quoique grands généraux, ils firent l'un et l'autre une infinité de fautes, mais qui furent toujours répa-

nées : le roi, des fautes de hardiesse et de témérité; le duc de Parme, des fautes d'une précaution trop circonspecte.

Avec un peu moins de prudence celui-ci aurait fini la guerre au combat d'Aumale, sur la frontière de Normandie, où le roi devait être tué ou fait prisonnier : ce prince, ayant laissé sa cavalerie derrière lui, s'était approché d'Aumale avec quatre cents gentilshommes seulement et cinq cents arquebusiers à cheval, et il s'y trouvait à l'instant même où le duc de Parme y arrivait aussi en bon ordre. Dès que la position prise par le roi lui eut permis de découvrir l'armée ennemie, il y aperçut trop de cavalerie pour oser tenter une escarmouche, et il résolut de s'en tenir à une simple reconnaissance. A cet effet, il ne retient que cent gentilshommes avec lui, ordonne aux trois cents autres de se poster sur le penchant de la colline d'Aumale, pour être à portée de le secourir au besoin, et place Lavardin et ses arquebustiers dans un vallon couvert, près de la ville, pour arrêter l'ennemi dans le cas où il s'approcherait un peu trop. Ces dispositions faites, il passe le pont d'Aumale et avance fièrement dans la plaine avec ses cent chevaux. Ceux qui l'accompagnent lui font faire par Rosay des représentations sur le danger auquel il s'expose. « Voilà, dit le roi, des discours de gens qui ont peur. » Rosay réplique que personne ne tremble que pour lui-même; qu'il se borne à donner ses ordres et qu'il se retire. « Allez, lui répondit-il, je

crois à votre fidélité, mais croyez aussi que je ne suis pas aussi étourdi que vous le pensez; que je crains pour ma peau tout autant qu'un autre, et que je me retirerai si à propos, qu'il ne m'arrivera aucun inconvénient.

Le duc de Parme, voyant s'avancer cette petite troupe, considère cette manœuvre comme un piège qu'on lui tend, et suppose qu'on veut attirer en rase campagne sa cavalerie, bien moins nombreuse et bien moins bonne que celle du roi, qui était presque entièrement composée de noblesse. Il fait donc halte, pour s'assurer des intentions de l'ennemi; et, instruit bientôt par sa cavalerie légère qu'il n'a pour le moment en tête que des cent cavaliers, il les fait attaquer brusquement de plusieurs côtés, et les mène si vigoureusement que le roi est obligé de reculer jusque vers le vallon où il avait caché ses arquebusiers. Mais aussitôt qu'il est à portée de s'en faire entendre : *Charge! charge!* s'écrie-t-il alors de toute sa force. A ce mot les Espagnols, soupçonnant l'embuscade, s'arrêtent. Cependant ce cri n'est suivi que de cinquante ou soixante coups d'arquebuse, lesquels ne partirent que de la seule troupe de Henri. C'est que Lavardin n'était plus à son poste : de son propre mouvement, il s'était permis d'en choisir un autre plus couvert, et par ce déplacement imprudent il fait le roi dans le plus imminent de tous les périls. Les Espagnols, ne trouvant pas la résistance qu'ils avaient présumée, poussent dès lors sa petite

troupe avec assurance, et la contraignent d'en venir à un combat corps à corps.

Henri, à qui il ne restait de moyen de salut que la retraite, s'y résigue et la dirige avec sang-froid sur le pont d'Aumale : placé à l'arrière-garde, et toujours combattant, il y arrive enfin, et, faisant alors défiler devant lui sa troupe diminuée de moitié, il passe lui-même le dernier. Dans la mêlée il reçut un coup de feu, qui heureusement ne fit qu'effleurer la peau, et qui ne l'empêcha pas de maintenir le combat de l'autre côté du pont jusqu'à l'arrivée de Lavardin, et jusqu'à ce qu'il eût rejoint le coteau où il avait placé ses trois cents cavaliers. Ceux-ci firent si bonne contenance, que le duc, toujours plus convaincu qu'on ne voulait qu'attirer sa cavalerie au combat, fit sonner la retraite.

La blessure du roi avait fait impression dans son armée, et il fut obligé de se montrer partout pour prévenir le découragement. L'ennemi, chez qui le bruit s'en était pareillement répandu, envoya pour s'en assurer un trompette, sous prétexte d'échange de prisonniers. Le roi, qui se gouda du motif, le fit venir, et lui dit : « Je sais pourquoi vous êtes envoyé : mais dites au duc de Parme que vous m'avez vu sain et gaillard, et tout préparé à le bien recevoir quand il voudra venir. » Lorsqu'on fut informé dans le camp espagnol de l'extrémité où s'était trouvé le roi, les Français qui s'y trouvaient ayant reproché au duc de Parme d'avoir

manqué une si belle occasion : « J'agisais encore de même, répondit-il froidement; j'ai cru avoir affaire à un général, et non à un carabin. » Le roi, piqué de ce jugement, dit, quand il lui fut rapporté : « Il est bien aisé au duc de Parme d'être prudent, parce qu'il ne risque que de ne pas faire des conquêtes dont il peut se passer; au lieu que moi je défends ma couronne, et il est naturel que, rebuté d'une si longue guerre, je prodigue mon sang et hasarde tout pour en voir la fin. » Ces deux réponses expliquent et justifient ce que nous avons appelé fautes dans les généraux.

Ce coup manqué, le duc de Parme pouvait encore, en hâtant sa marche, empêcher le roi de rejoindre son armée qui assiégeait Rouen, ou défaire cette armée consternée de l'heureux succès d'une sortie faite par Villars, le 26 février. C'est tout ce qu'appréhendait Henri; mais la mésintelligence des ducs de Mayenne et de Parme le sauva. L'un ne proposait jamais d'avancer que l'autre ne trouvât des raisons d'attendre. Même contrariété entre les deux nations qui composaient l'armée. Le Français, quoique portant les armes contre Henri IV, tirait vanité de la bravoure de ce roi; son compatriote, et en méprisait davantage le phlegme espagnol. L'Espagnol, au moindre échec souffert par l'armée royale, relevait le savoir et la prudence de son commandant. A la jalousie de nation et de gloire se joignait la jalousie d'intérêt. L'auxiliaire craignait d'être dupe de son secours, et le

ligueur appréhendait que l'étranger ne tournât à son profit, les avantages communs. Par cette raison, Villars, après l'heureux succès de sa sortie, se croyant capable de laisser seul les assiégeans, ne demanda plus que l'armée de Farnèse s'avancât, dans la crainte qu'en faisant lever le siège, elle ne lui laissât une garnison espagnole dont il ne serait pas le maître.

Mais la sécurité ne dura pas long-temps. Le roi, plus promptement qu'on ne l'aurait cru, répara le dommage de la sortie, se mit à presser de nouveau la ville, et la réduisit bientôt aux dernières extrémités. Il fallut donc rappeler Farnèse, peu curieux de s'engager en France. Ce général, qui avait reçu avec plaisir les insinuations de Villars sur l'inutilité des secours qu'il pourrait offrir à Rouen, s'était contenté d'y jeter quelques troupes, et était retourné au-delà de la Somme, qu'il avait passée auparavant; mais, instruit que sa présence redevenait nécessaire, il repassa la Somme, força sa marche, et arriva près de Rouen en deux journées. Il surprit le roi, et lui laissa à peine le temps de ramasser ses troupes répandues autour de la ville.

L'infanterie royale était très-diminuée par les fatigues d'un si long siège fait pendant l'hiver, et la cavalerie par les marches et contre-marches continuels : cependant, au lieu de se retirer, le roi campa fièrement en présence de l'ennemi, et fit bonne contenance. Deux moyens se présentaient

au duc de Parme de mettre Rouen en sûreté : l'un d'attaquer brusquement l'armée du roi, dans l'épuisement où elle était, l'autre d'assiéger Caudebec, ville peu importante par elle-même, mais considérable par les magasins qui s'y trouvaient. Le premier parti, n'ayant pas été pris sur-le-champ parce qu'on perdit le temps à délibérer, et que le roi fortifia son camp, devint par là même impraticable. Alors le duc de Parme, contre son gré, et entraîné par la pluralité des avis, conduisit son armée devant Caudebec. En établissant ses batteries, il fut blessé au bras d'un coup de mousquet. Il prit la ville; mais, retenu au lit, il ne put profiter des occasions que lui fournissait souvent la trop grande hardiesse du roi.

Ce prince, échappé à l'ennemi qui devait le terrasser d'abord, et toujours plus intrépide, se présentait sans cesse avec sa petite armée, encore bien inférieure, quoique déjà renforcée par un grand nombre de gentilshommes, que le bruit du danger où il se trouvait retenait journellement auprès de sa personne. Il s'embarrassa un jour, avec sa cavalerie, dans un terrain coupé, où l'infanterie espagnole aurait pu le combattre avec avantage. Mayenne en fit la proposition, pressa, insista : « Att! » s'écria douloureusement le duc de Parme, pour combattre le roi de Navarre il faut des corps vivans, et non pas des hommes épuisés de sang et à demi-morts comme moi.

Le roi devint supérieur à l'Espagnol; ses troupes

augmentaient chaque jour, la noblesse arrivait en foule dans son camp. Ce n'était plus par de petits combats qu'il harcelait l'ennemi, mais il le bravait, lui faisait replier ses gardes avancées, et gagnait toujours du terrain. En peu de temps il réduisit cette armée auparavant triomphante à occuper une langue de terre circonscrite, d'un côté par la mer, d'un autre par la rivière de Seine, large en cet endroit de plus d'un quart de lieue, et d'un troisième côté par l'armée royale; dont les cantonnemens s'étendaient de la mer à la Seine. Le duc de Montpensier en effet, avec l'avant-garde, occupait les environs de Dieppe; le roi, avec le corps de bataille, Yvetot, et le vicomte de Turenne, nouveau duc de Bouillon, à la tête de l'arrière-garde, était posté près de Caudebec, dans les villages de la Folletière, de Betteville et de Sainte-Marguerite, dont le dernier n'était séparé de la Seine que par un bois. Le pain commença à manquer aux Espagnols; bientôt il n'y eut plus de fourrage pour les chevaux; l'eau de la Seine, gâtée par la marée, ne fournissait qu'une boisson dangereuse; et les soldats, exposés à des pluies continuelles, n'avaient pas même de paille pour se garantir de la fraîcheur de la terre. Pour comble de malheur, les deux généraux étaient retenus au lit : Farnèse, par sa blessure; Mayenne, par les suites d'une maladie négligée.

Tout semblait désespéré pour eux, et Henri se flattait, non sans de justes motifs de confiance, de voir

bientôt cette armée réduite sans coup férir à mettre bas les armes; mais que ne peut la confiance du soldat dans son chef? Cette armée, livrée au dernier péril; ne marqua ni inquiétude ni frayeur; à peine y eût-il quelque désertion. Farnèse, abattu par la douleur et par une cruelle insomnie, ramasse toutes les forces de son esprit, combine son projet, et, profitant de l'instant où une flottille hollandaise, aux ordres de Henri, se radoubaît à Quillebœuf; il donne ordre de faire préparer promptement dans le port de Rouen des bateaux, des pontons et des madriers, en quantité suffisante pour construire un pont en peu d'heures. Le 21 mai, à la marée descendante et à la faveur de l'obscurité, ils lui parviennent dans le courant de la nuit; et sans le moindre soupçon de la part du roi, qui n'avait pris aucune précaution de ce côté, tant la largeur de la rivière lui paraissait un obstacle insurmontable à toute tentative d'évasion! Cependant le pont se trouva prêt à minuit, et le 22 mai, de grand matin, la majeure partie de l'armée avait déjà passé à l'autre bord, sans avoir été aperçue ni soupçonnée. Le duc, à la pointe du jour, à l'aide d'une diversion dont il chargea Ranuce, son fils, transporta pareillement l'arrière-garde, et acheva de mettre un large fleuve entre lui et son ennemi. Ranuce, ayant rempli son objet, rompit sa troupe, et perça jusqu'à Rouen sans avoir éprouvé de perte sensible. Farnèse force ensuite la marche. En deux jours il se rend à Saint-Clond, y repasse la Seine,

étoie Paris sans vouloir y entrer, de peur que les soldats ne se débandent, et ne s'arrête qu'à Châteaui-Thierry, lorsqu'il se voit en sûreté par l'avance qu'il avait gagnée sur le roi.

Ainsi, Henri vit en un moment arrachée de ses mains une victoire méritée par tant de fatigues, et regardée comme certaine. Quand on vint lui annoncer que l'armée ennemie avait passé le fleuve, il ne put se le persuader, et à peine en crut-il ses yeux. Sur-le-champ il envoya quelques détachemens à la poursuite, mais ils ne prirent que des traîneurs. Revenu de son premier étonnement, le roi avisa aux moyens de tirer encore parti des conjonctures, pour se dédommager au moins de la brillante capture qu'il avait compté faire; et, dans le conseil des généraux, il proposa de se porter rapidement au Pont-de-l'Arche, d'y passer la Seine et de disputer le passage de l'Eure au duc de Parme. Mais les Anglais et les Hollandais voulaient retourner dans leur pays; les Allemands et les Suisses demandaient de l'argent, et les généraux catholiques se souciaient peu de contribuer à des opérations décisives, tant que Henri différerait de les satisfaire sur l'article de la religion. On perdit deux jours en délibérations, et le résultat en fut que le roi, ne pouvant, faute d'argent, garder une si nombreuse armée, se vit contraint d'en congédier une partie, comme il avait déjà fait après le siège de Paris. Il renvoya donc les seigneurs dans leurs gouvernemens, et, avec une troupe d'élite seule-

ment, il précipita sa marche par la Picardie et la Champagne, pour couper l'ennemi vers la frontière; mais Farnèse avait trop d'avance. Henri ne put le joindre, et il se rabattit sur quelques villes de Champagne, dont il s'empara.

On prétend qu'après le combat d'Aumale, Henri ayant envoyé un trompette au duc de Parme pour lui demander ce qu'il pensait de sa retraite: « Elle est fort belle », répondit le duc; mais, pour moi, j'estime qu'on ne se doit point mettre en lieu d'où l'on soit contraint de se retirer. » Farnèse, lors de la sienna à Caudebec, et quoiqu'il se fût mis en lieu d'où il fut contraint de se retirer, ne laissa pas, et à même intention, d'envoyer à son tour un trompette à Henri, qui répondit sur le même ton: « Je ne me connais point en retraite, et j'estime que la plus belle est toujours une fuite. » On veut, arrête, que celle du duc de Parme ne se fût pas faite aussi commodément sans une espèce de connivence de la part du maréchal de Biron. Son fils, le baron de Biron, si fameux depuis par sa catastrophe, était venu dire au roi que, s'il voulait lui donner quatre mille fantassins et deux mille chevaux, il répondait de tailler en pièces l'arrière-garde ennemie. Le maréchal, qui était présent, se moqua de cette proposition, traita son fils d'aventurier, et l'empêcha d'insister plus longtemps auprès du prince, qui ne demandait pas mieux que d'accéder à cette demande; mais il n'osa y donner suite d'après l'opposition du maré-

chal, qui s'était arrogé, sur toutes les opérations militaires, un droit despotique de décision; que le roi lui-même n'osait pas contrarier. Le baron, étonné de rencontrer dans son père une résistance aussi marquée à une entreprise dont le succès paraissait inmanquable, lui en parla le soir même, et lui témoigna sa surprise de ce qu'il lui avait enlevé une occasion aussi facile d'acquiescer de la gloire, en détruisant cette arrière-garde: « Tu n'y entends rien, lui répondit le maréchal: je savais bien que tu pourrais ce que tu proposais, mais si tu l'eusses fait, la guerre était finie, et toi et moi n'aurions eu plus rien à faire qu'à aller planter des choux à Biron. »

Si ce fait est constant, le maréchal ne tarda pas à recevoir, par le fait de la guerre même, le juste châtiment du soin qu'il prenait de la perpétuer. Dans le cours de cette même retraite et sous les murs d'Épernay il fut frappé du coup qui termina sa vie. Outre la bravoure et la science militaire, Biron était renommé pour son esprit, qu'il cultiva plus que ne faisaient les guerriers de ce temps. Il aimait beaucoup la lecture, « Dès son jeune âge, dit Brantôme, il avait été curieux de s'enquérir et savoir; si bien qu'ordinairement il portait dans ses poches des tablettes, et tout ce qu'il voyait et oyait de bien, aussitôt il le mettait et écrivait dans lesdites tablettes; si que cela courait à la cour en forme de proverbe, quand quelqu'un disait quelque chose: Tu as trouvé cela dans

les tablettes de Biron ¹. » Il paraît que dans le service il donnait à l'obéissance la préférence sur toutes les autres vertus; car, ayant commandé à un capitaine d'aller brûler une maison, comme celui-ci demandait l'ordre par écrit de peur d'être inquiété: « Quoi! répliqua-t-il, êtes-vous de ces gens qui craignent tant la justice? Je vous casse, jamais vous ne me servirez; car tout homme de guerre qui craint une plume craint bien plus une épée. » Cet homme si absolu était néanmoins excellent maître. Son intendant lui représentant qu'il avait un trop grand nombre de domestiques: « Sachez donc d'eux, répondit-il, s'ils peuvent se passer de moi. » Biron avait une de ces âmes grandes et élevées qui savent, malgré les préjugés, assigner aux choses leur juste valeur. En présentant au roi ses titres pour être chevalier de ses ordres: « Sire, lui dit-il, voilà ma noblesse ici comprise; » puis, mettant la main sur son épée, il ajouta: « mais, sire, la voici encore mieux. » On lui reconnaît de la prudence, du talent pour la négociation, et la sagesse de ne jamais rien faire sans l'avoir auparavant bien médité. Mais, comme il n'y a pas de vertu sans mélange, on lui reproche d'avoir été impérieux, emporté, envieux, jaloux de la gloire des autres, et habile surtout à perpétuer la guerre pour se rendre nécessaire.

Le roi le perdit dans un temps où les ressources

¹ Brantôme, tom. JX. — La Labour., tom. II, pag. 106.

de son esprit lui auraient été fort utiles. Il était en négociation avec Mayenné. Quand le duc de Parme eut échappé au roi auprès de Caudebec, le lieutenant général pressa Farnèse de rester en France. N'ayant pu l'obtenir, soit dépit, soit nécessité de santé, il s'arrêta dans Rouen¹. Il s'y trouva presque abandonné : ni capitaines, ni soldats, ne voulurent demeurer auprès de lui. Toutes les troupes suivirent la grande armée, même celle du pape : elles affectèrent de s'attacher au jeune duc de Guise, que le duc de Parme favorisait extérieurement, et auquel il faisait mine de vouloir donner le commandement du corps qu'il laisserait en France.

Dans ces circonstances, Mayenne se livra volontiers à une négociation dont Villeroy fut l'entremetteur, et que Duplessis-Mornai conduisit de la part du roi. Elle pensa se rompre dès la première proposition, parce que le duc exigeait pour base du traité une promesse du roi de se convertir, et que ce prince ne voulait pas être forcé. On prit donc un milieu ; savoir : que l'affaire de la conversion serait renvoyée au pape, à qui le roi adresserait une ambassade solennelle, chargée de régler cet article. Voici les autres conditions proposées par le duc de Mayenné : Que les villes et places fortes, possédées actuellement par des gouverneurs catholiques, leur resteraient pendant six ans ; qu'il aurait pour lui et ses descendants à perpétuité le gouvernement de

¹ *Mém. de Villeroy*, tom. II.

Bourgogne, Lyon et le Lyonnais, avec tous les droits régaliens, et une des principales charges de la couronne, comme celle de connétable, ou de lieutenant général du royaume; qu'on donnerait le Dauphiné au duc de Nemours, la Champagne au duc de Guise, la Bretagne au duc de Mercœur, le Languedoc au duc de Joyeuse, et la Picardie au duc d'Aumale; que les catholiques seraient maintenus dans toutes les charges; que le roi déclarerait par un édit que la guerre s'était faite uniquement en vue de la religion, et que Mayenne était innocent de la mort de Henri. III. Le duc exigea pour préliminaire, que, si ces propositions n'étaient pas acceptées, elles seraient du moins tenues secrètes; ce qu'on lui promit.

Si elles eussent été admises, la ligue n'eût pas été détruite, et Henri IV se fût trouvé aussi dépendant que l'avait été Henri III. Duplessis rejeta hautement des conditions si dures; mais de plus, persuadé que le duc de Mayenne, en se prêtant à ce pourparler, n'avait en vue que de donner de la jalousie aux Espagnols, afin d'en être mieux traité, contre la parole donnée il divulga les articles, espérant causer de la division dans la ligue, quand on verrait que le duc de Mayenne traitait seul et ne pensait guère qu'à sa fortune et à celle de ses parens; mais la ruse de Duplessis tourna contre ses espérances, à l'avantage du duc. Les grands, en possession des principales villes du royaume, lui surent bon gré d'avoir stipulé qu'elles leur reste-

faient du moins pendant six ans. Ses parens furent contents des avantages qu'il leur procurait. Le peuple lui voulut du bien, de ce qu'il paraissait pencher pour la paix. Le duc de Parme, pour ne pas le désespérer, lui remit le commandement des troupes qu'il laissait en France. Enfin le pape prit une entière confiance dans le lieutenant général, en voyant sa déférence scrupuleuse pour le saint-siège. Les catholiques royalistes, d'autre part, trouvèrent mauvais que cette importante négociation eût été confiée à un protestant, et que le roi eût offert aux ligueurs, à certaines conditions, cette conversion que ses engagements envers eux et que ses services envers lui n'avaient pu obtenir. Voilà où aboutit la fausse politique de Duplessis. C'est aussi un exemple, entre mille autres que présente cette histoire, de l'attention qu'on doit avoir, dans toutes les affaires, à ne jamais s'écarter des strictes règles de la bonne foi.

Le pape dont il s'agit ici était Clément viii (Hippolyte Aldobrandin), qui, à la fin de février, succéda à Innocent ix. Élevé au pontificat, comme son prédécesseur, par la faction espagnole, toute puissante alors dans les conclaves, il ne put s'empêcher de se conformer d'abord aux vœux de ses bienfaiteurs; mais sa grande intelligence dans les affaires, et la disposition qu'on lui connaissait à ne se pas laisser dominer, donnèrent lieu d'espérer de lui, pour la suite, des procédés plus prudents. Il confirma néanmoins le cardinal de Plaisance dans

sa légation, et lui adressa un bref, par lequel il lui enjoignait de procurer au plus tôt l'élection d'un roi catholique, excluant le roi de Navarre, mais sans le nommer. Ce bref fut enregistré au parlement de Paris, en octobre, et supprimé en novembre par les parlemens de Tours et de Châlons, dont les arrêts furent condamnés au feu, à Paris, en décembre.

Tout cela était pour le peuple, car les ministres des affaires ne prétendaient pas pousser les choses à outrance de part ni d'autre. Ils laissaient toujours des ouvertures aux propositions d'accommodement, et semblaient attentifs à ne point prendre de ces partis décisifs qui ne permettent plus de retour. Le souverain pontife, après quelques difficultés, reçut à Rome le cardinal de Gondî, évêque de Paris, quoiqu'il fût très-attaché à Henri iv. Le roi ne voulut pas non plus laisser nommer un patriarche en France, comme plusieurs prélats catholiques l'en pressaient; et, malgré les remontrances des parlemens de Tours et de Châlons, il envoya une ambassade à Rome, dont il chargea Jean de Vivonne, marquis de Pisani, accoutumé à négocier dans cette cour.

Tant de ménagemens ne plaisaient pas aux zélés ligueurs de Paris. Les Seize; plus abattus que corrigés par la punition de leurs chefs, auraient voulu trouver matière à de nouveaux troubles; mais ils n'étaient plus les maîtres. L'effrayant exemple du président Brisson et de ses infortunés collègues avait

ouvert les yeux aux principaux de la ville sur leurs vrais intérêts¹. Les colonels de quartiers, les capitaines de compagnies, les officiers de ville et les chefs des meilleures familles s'assemblèrent, les uns chez le sieur d'Aubrai, ancien prévôt des marchands, les autres chez l'abbé de Sainte-Geneviève.

Ils convinrent, après un mûr examen, que les malheurs précédens étaient arrivés parce que les gens d'honneur et bien nés avaient souffert avec eux dans les charges des hommes de basse naissance; sans lumières et sans principes, que les Espagnols et les chefs de la ligue avaient facilement engagés aux excès nécessaires à leurs projets. Telle avait été la politique du duc de Guise, lorsqu'il changea les officiers municipaux, après les barricades, et celle du duc de Mayenne, après la mort de Henri III. Bien convaincus du principe du mal, les bons bourgeois résolurent de reprendre l'autorité qu'ils avaient laissé échapper, de ne ne plus souffrir dans les places, naturellement destinées aux citoyens distingués, des gens que leur pauvreté rendait plus susceptibles de séduction. Il fut arrêté que les anciens colonels rentreraient dans le droit, usurpé par les Seize, de commander chacun leur quartier. Cette seule résolution porta un coup mortel à la faction espagnole, parce que de seize colonels, treize se déclarèrent contre elle, et le peuple même

¹ Cayet, tom. II, pag. 74.

commença à la tourner en ridicule sitôt que le duc de Parme fut éloigné.

Ce peuple se lassait de la guerre, dont il commençait à ressentir les horreurs. Le pain devenait cher à Paris, parce que le roi, de retour dans les environs, après la poursuite de Farnèse, bouchait les avenues, soit en prenant les villes circonvoisines, soit en occupant les grands chemins et fermant les rivières. Il bâtit vers la fin de l'été, à quatre lieues de Paris, sur la Marne, à Gournai, près de Chelles, un fort que les royalistes appelèrent *Pille-Badaut*; nom qui désignait l'effet qu'on s'en promettait. La garnison qu'ils y mirent interceptait tous les convois, de sorte que la disette augmenta à Paris, et avec elle les murmures. On osa donc, dans une assemblée tenue chez l'abbé de Sainte-Genève, parler de la nécessité d'entrer en accommodement avec le roi. Les factieux appelaient *politiques* ceux qui penchaient pour ce parti, voulant faire entendre qu'ils sacrifiaient l'état et la religion à leurs intérêts particuliers.

Mais, peu inquiète de ces imputations, la nouvelle confédération, du moins aussi forte que l'ancienne, réduisait celle-ci au silence et à l'inaction. Le président d'Aubrai eut avec ce qui restait des Seize, devant le comte de Belin, gouverneur, une conférence dans laquelle il les amena, de questions en questions, à avouer qu'ils ne voulaient reconnaître au-dessus d'eux ni le parlement, ni le duc de Mayenne; par là il mit en évidence le genre de

liaison qu'ils avaient avec les Espagnols, et leurs pernicieux desseins. Il leur prouva aussi, par l'ainistie même du duc de Mayenne, qu'il ne leur était plus permis de s'assembler. N'osant donc plus parler en leur propre nom, ils se servirent de celui de la Sorbonne, dont ils étaient encore maîtres, par la retraite volontaire ou forcée des plus habiles docteurs. Elle présenta requête au duc de Mayenne, le suppliant de faire exécuter ses décrets, qui défendaient, sous les peines de droit, de parler jamais d'accommodement avec le roi de Navarre. Cette requête n'eut d'autre suite que de manifester une mauvaise volouté toujours existante. Les politiques s'en vengèrent, en décriant les prédicateurs de la ligue; on accoutuma aussi le peuple à entendre dire qu'il était indécent que les ministres de la religion parlassent dans les sermons d'affaires d'état, et fissent retentir les chaires d'invectives.

Ces préliminaires ne promettaient pas une issue avantageuse aux états que la ligue était près d'assembler à Paris. Il n'y avait plus à reculer. Excepté le roi, toutes les parties belligérantes le désiraient, parce que toutes, Espagnols, ligueurs, grandes villes, princes, commandans, se trouvaient pendant la guerre dans une situation chancelante, à laquelle ils espéraient qu'une assemblée solennelle des états du royaume donnerait une assiette fixe. Tous comptaient y gagner quelque chose : les chefs, la confirmation de leurs dignités; les étrau-

gers, les places frontières, peut-être des provinces; et les peuples, la paix.

Le roi, au contraire, ne pouvait regarder cette assemblée que comme un orage formé contre lui. Le moins qu'il dût appréhender, c'était d'y voir livrer à l'examen de la multitude un droit aussi certain que le sien : épreuve toujours dangereuse pour un souverain, qui ne doit jamais se mettre à la discrétion de ses peuples¹. Cette assemblée exposait de plus le roi à la situation critique que le sage Sully lui avait recommandé d'éviter sur toutes choses. « Gardez-vous, lui disait-il, de traiter avec vos ennemis en les unissant ensemble en forme d'associés, ni de leur donner à poursuivre de communs intérêts, qui les puissent lier, leur donner une tête, des bras, des jambes, pour les faire agir et aller d'un même branle. » Il lui conseillait, au contraire, de recevoir les particuliers à part, de les diviser et de les gagner l'un par l'autre. « Ainsi, ajoutait-il, de tant de diverses têtes, capricieuses humeurs, avidités, fantaisies, il s'engendrera tant d'ennuis, jalousies, haines, desirs, desseins, prétentions si contraires, qui s'entrechoqueront tellement, qu'étant impossible de les concilier, mal contents les uns des autres et désespérés, ils se jetteront dans vos bras. Que, si vous voulez vous faire catholique, la chose en sera encore plus sûre. » Ce conseil renferme en peu de mots le plan

¹ *Sully*, tom. II, c. 1^{re}.

de conduite que le roi suivit durant et après les états.

Il y eut difficultés entre les intéressés sur le lieu de l'assemblée. Les Espagnols désiraient que ce fût Soissons, parce que, cette ville étant peu éloignée des frontières, il leur serait aisé d'en faire approcher une armée, et de se rendre maîtres des délibérations. Les princes lorrains souhaitaient que ce fût Reims, dont les habitans leur étaient dévoués; mais le duc de Mayenne, sâr de Paris depuis le châtiment des Seize, les convoqua dans la capitale pour le mois de janvier de l'année suivante.

1593. — L'assemblée ne fut pas d'abord nombreuse. On n'y vit ni princes du sang, ni pairs de France, ni grands-officiers de la couronne. L'ouverture se fit par des discours peu dignes des états généraux d'un royaume aussi illustre que la France; et à peine les séances étaient-elles commencées, qu'elles furent suspendues sous prétexte d'expéditions militaires qui obligeaient le duc de Mayenne à quitter Paris; mais en effet parce qu'il ménageait une négociation dont les parties intéressées voulaient voir l'issue avant que d'aller plus loin, et aussi parce que les chefs de la ligue et les Espagnols n'étaient pas bien d'accord sur le but même des états¹.

¹ *Mém. de la ligue*, tom. V. — *Mém. de Villeroy*, tom. 1^{er}. — *Mém. de Rohan*. — *Journal de Henri IV.* — *Sat. Menippée*.

A en croire les écrits qui furent publiés avant l'ouverture des états, tels que l'édit de convocation par le duc de Mayenne en qualité de lieutenant général de l'état et couronne de France, une lettre du légat adressée aux catholiques qui suivaient le parti du roi, les harangues prononcées dans l'assemblée par les chefs de la ligue et les envoyés d'Espagne, tous se proposaient également la fin des troubles et le bien du royaume, qu'ils croyaient dépendre de l'élection d'un roi catholique. Mais à travers cette prétendue conformité de sentimens on aperçoit une différence d'opinions bien importante; savoir, que le duc de Mayenne, en rappelant dans sa déclaration les vains efforts qu'il avait faits pour engager le roi à se convertir, semblait permettre d'en tirer l'induction qu'il reconnaîtrait Henri, s'il embrassait la foi catholique; au lieu que le légat et les Espagnols, en avançant comme une vérité incontestable qu'un hérétique relaps ne pouvait jamais être élevé au trône, se ménageaient des raisons de ne pas reconnaître Henri, quand même il se convertirait, et par conséquent d'éterniser la guerre. Mais tous les politiques furent trompés, et les affaires eurent une issue que personne n'avait pu prévoir.

Le duc de Mayenne, dans l'écrit qu'il publia pour la convocation des états, avait exhorté les catholiques royalistes à y envoyer des députés, promettant de leur donner toutes les sûretés possibles, et déclarant que, s'ils refusaient, ce serait à eux et

non à lui qu'il faudrait imputer désormais la continuation des troubles qui allaient infailliblement causer la ruine du royaume. Henri donna une déclaration contraire à cet écrit; mais, en même temps que par un édit plein de vigueur il condamnait cette convocation audacieuse des prétendus états, comme attentatoire à l'autorité royale, et qu'il chargeait de crime de lèse-majesté les députés qui s'y rendraient, les plus affectionnés de ses ministres lui conseillèrent de se prêter à l'invitation par laquelle le duc de Mayenne terminait son écrit.

Si, disaient-ils, après une promesse si solennelle il refuse une conférence publique avec les catholiques royalistes, ce sera de quoi le convaincre de mauvaise foi à la face de la nation; s'il accepte, on trouvera, en s'abouchant, des moyens de conciliation; ou bien la justice des propositions qui seront faites dessillera les yeux des personnes prévenues, confondra les malintentionnées, et rendra inutile et même pernicieuse à ses auteurs cette grande machine des états, dressée avec tant d'appareil contre l'autorité légitime. Sur ces raisons le roi consentit à la conférence. Il ne fut plus question que de trouver des termes et des expédients qui liassent la partie sans compromettre la dignité royale, à qui il ne convenait pas de reconnaître les états de Paris, et sans choquer les états, qui voulaient être reconnus.

Tout cela fut sagement exécuté dans un écrit

composé au nom des princes, prélats, seigneurs et autres catholiques fidèles sujets du roi, et signé par un secrétaire d'état, avec la permission expresse du prince. Après les protestations ordinaires, et communes à tous les partis, de n'avoir pour but dans leurs actions que l'avantage du royaume et de la religion; après une excursion contre les Espagnols, sur lesquels on rejetait la cause de tous les malheurs de la France, les seigneurs royalistes sommaient le duc de Mayenne et ses partisans de fixer un endroit commode entre Paris et Saint-Denis, et d'y envoyer des députés pour traiter à l'amiable des affaires présentes avec ceux qu'ils nommeraient eux-mêmes.

Cette lettre, apportée à Paris par un trompette, et rendue publique à la fin de janvier, deux jours après l'ouverture des états, les jeta dans un grand embarras: Les gens attachés aux formes y découvrirent un défaut essentiel, en ce qu'elle n'était point signée par les seigneurs royalistes au nom desquels elle était écrite, mais seulement par un secrétaire d'état. Les politiques y aperçurent le dessein de retarder les opérations des états, et de les rendre odieux aux peuples, s'ils ne répondaient pas favorablement. Pour les Espagnols et le légat, ils n'y virent que l'hérésie en ce qu'elle paraissait mettre le bien de l'état avant celui de la religion, et soutenir qu'un hérétique relaps, condamné et excommunié, pouvait avoir quelque droit à la couronne de France. Ils mirent la lettre entre

les mains de leurs théologiens, qui, sur ce motif, la déclarèrent absurde, hérétique, schismatique, remplie d'impiété, et dictée par un esprit de révolte contre l'église.

Il s'en fallait bien que le gros des députés pensât de même. Malgré la rigueur de la censure, on mit la proposition de la lettre en délibération, et il fut décidé que le duc de Mayenne, ayant lui-même invité les royalistes à l'assemblée, on ne pouvait, sans se déshonorer, refuser la conférence qu'ils offraient. Cependant, afin de ne pas trop mécontenter le légat, les Espagnols et leurs adhérens, il fut statué que durant la conférence on n'aurait aucun commerce direct ni indirect avec le roi de Navarre, ni quelque autre hérétique que ce fût, et qu'on ne traiterait qu'avec les catholiques du parti contraire. Cette résolution, le fruit de deux mois de peines, de soins et de courses, aboutit à choisir le village de Surène, à deux lieues de Paris, où les députés de part et d'autre, munis chacun de passe-ports, commencèrent à conférer dans les derniers jours d'avril.

Pendant cet intervalle, il se tint quelques séances des états peu importantes. On agita dans une d'elles s'il était à propos de recevoir le concile de Trente; et, au grand regret du légat, ces états, qu'il croyait lui être si dévoués, laissèrent la proposition indécise.

Cette langueur, dans une assemblée qui promettait tant de zèle, venait de l'absence du chef:

Mayenne, incertain du but auquel il devait diriger les états, les avait quittés après la première séance, comme il a été dit, pour aller en Picardie recevoir les troupes et l'argent d'Espagne, ainsi que pour s'instruire plus à fond des intentions de cette cour.

Le duc de Parme venait de mourir des suites de la blessure qu'il avait reçue devant Caudebec, et des fatigues de sa dernière campagne. La perte d'un si grand général devait nécessairement occasionner en Flandre un changement désavantageux aux Espagnols, et par contre-coup aux ligueurs. Il était donc de la prudence du duc de Mayenne, avant de hasarder l'élection d'un roi, de connaître les ressources qu'on lui offrirait pour la soutenir, et de savoir aussi à qui ces auxiliaires intéressés destinaient le trône. Ce mystère de politique se dévoila dans l'entrevue que le duc eut à Soissons avec le duc de Féria, et avec Mendose, Taxis et d'Ibarra, ministres espagnols.

Il les trouva buttés à ce point, que les Bourbons étant hérétiques ou fauteurs d'hérétiques, ne pouvaient occuper le trône. Or, disaient-ils, les Bourbons exclus, la loi salique est annulée d'elle-même, et l'infante Isabelle, fille du roi catholique, succède de droit à la couronne, comme la plus proche héritière de Henri III, née de sa sœur Élisabeth, l'aînée de toutes les autres : ou, si l'élection appartient à la nation, c'est encore Isabelle qui doit régner, tant par la convenance d'appeler au trône la

personne la plus proche, que par reconnaissance pour le roi d'Espagne, sans lequel la France serait depuis long-temps hérétique, et sous le joug du roi de Navarre.

Les Espagnols s'étaient si bien persuadés de la bonté de ces raisons, qu'ils n'y concevaient pas de réplique. En conséquence ils faisaient les plus belles promesses au duc de Mayenne, et lui offraient dès lors le commandement absolu des armées, toutes les dignités et les biens qu'il pouvait désirer. Mais instruit que ces armées se réduisaient à mille chevaux et à quatre mille hommes de pied, et qu'on n'avait pas plus de vingt-cinq mille ducats à lui donner, Mayenne répondit froidement qu'on avait pris bien peu de mesures pour un si grand projet; et que, si l'on s'en tenait à ces secours, jamais on ne réussirait. « D'ailleurs, ajouta-t-il, vous croyez donc que les Français prêteront volontiers l'oreille à la destruction de la loi salique, et qu'ils se soumettront aisément à un joug étranger? Désabusez-vous, jamais vous ne réussirez qu'en répandant l'or et l'argent à pleines mains, et surtout en montrant une armée florissante et nombreuse, prête à appuyer votre proposition. Sans cela, il est fort à craindre que le seul soupçon de vos desseins n'engage la plupart des députés à se tourner du côté du roi de Navarre. »

Confus de ces objections, auxquelles ils ne s'attendaient pas, les ministres répondirent que leurs

secours auraient toujours été assez forts pour arrêter le roi de Navarre; s'ils eussent été bien employés; que ce n'étaient pas eux qui avaient perdu les batailles, et que ce qu'ils répandaient d'argent suffirait avec des gens moins avides. « Au reste, ajoutèrent-ils, qu'on élise seulement l'infante, alors argent, vivres, munitions, soldats, récompenses, rien ne manquera. Faut-il une armée de cinquante mille hommes de pied et de dix mille chevaux? vous n'avez qu'à demander, elle sera bientôt prête. » Le duc de Mayenne, souriant à ce pompeux étalage, répliqua : « Ne parlons pas de l'avenir, et songeons plus au présent : comptez qu'à moins d'un avantage actuel bien assuré pour chacun des députés, vous ne les déterminerez jamais à avaler un morceau aussi amer que celui de soumettre la France à une domination étrangère. »

A ces mots, Mendose, plus propre à une dispute scolastique qu'à une pareille négociation, se lève en colère : « Et nous, dit-il, nous savons que les états non-seulement acceptèrent l'infante, mais même qu'ils prièrent le roi de la leur donner. Il n'y a que vous qui vous y opposiez. — Allez, leur répondit Mayenne d'un ton plus railleur que piqué, vous ne connaissez ni le caractère des Français, ni la manière de traiter avec eux. Vous croyez apparemment les conduire comme les peuples simples et ignorans de l'Inde; mais vous êtes bien loin de votre compte. »

« Nous verrons, reprit Mendose irrité, et nous

vous montrerons que nous n'avons pas besoin de vous pour faire tomber la couronne à l'infante. — Je ne le crains pas ; répondit Mayenne, et sans moi l'univers n'y réussirait pas. — Vous le pensez ? dit Féria ; mais, pour vous détromper, nous n'aurions qu'à vous ôter le commandement de l'armée et le donner au duc de Guise. — Et moi, s'écria Mayenne outré de dépit, je n'ai qu'à parler, je vais soulever toute la France contre vous ; et je ne veux que huit jours pour vous chasser du royaume. Vous agissez comme si vous étiez payés par le roi de Navarre. Ne croyez pas avoir droit ici de me donner des lois comme à votre sujet. Je ne le suis pas encore ; et votre manière d'agir est un avis pour moi de ne le devenir jamais. »

Après une scène aussi vive il semblait qu'on ne dût jamais se rapprocher ; mais comme on avait besoin les uns des autres, Taxis réussit à adoucir les esprits. On se revêtit, on convint de quelques conditions, bien déterminées à ne les remplir qu'autant qu'on y trouverait son avantage : ainsi ils se séparèrent, réconciliés en apparence. Les ambassadeurs gagnèrent Paris, et Mayenne alla presser le siège de Noyon, dont il s'empara. Après cette conquête il renvoya en Flandre la plus grande partie des Espagnols de son armée, dans la crainte, disait-il, s'il les gardait parmi les troupes qu'il mènerait à Paris, qu'on l'accusât de vouloir gêner les suffrages. Il créa alors, pour donner du re-

lief à ses états ; quatre maréchaux de France , La Châtre , Bois-Dauphin , De Rosne et Brissac ; et un amiral , Villars-Branças , gouverneur de Rouen.

Le duc de Féria , porteur d'une lettre de créance adressée aux états , fut admis à les haranguer. Cet Espagnol ne parla que de la nécessité d'élire un roi catholique ; mais , quelque modération qu'il affectât dans son discours , la fierté nationale y perça et déplut. On dirait même qu'il ne fallut que la présence de cet étranger au milieu d'une assemblée de Français , pour réveiller les sentimens patriotiques dans les cœurs les plus aliénés , puisque le cardinal de Pellevé , ce partisan si zélé de la ligue et de l'Espagne , ne put entendre les éloges dont Féria comblait sa nation , comme à dessein d'abaisser la France , sans s'élever contre lui en pleins états. Peut-être même Henri iv ne dut-il les dispositions favorables d'une bonne partie des députés et du parlement , qu'au dépit des Français irrités de voir les Espagnols s'ériger en arbitres de leurs destinées.

Il est un terme fixé par la Providence au malheur , comme à la prospérité des royaumes. Souvent ce terme échappe à l'œil perçant des politiques , et le nuage qu'ils croient devoir éclater en tempêtes , est celui qui , par une douce rosée , ramène le calme et la sérénité. La France , après vingt-trois ans de guerres civiles , loin de pouvoir se promettre un avenir moins malheureux , se trou-

vait à la veille de troubles plus funestes et plus difficiles à terminer¹.

Les états généraux, assemblés dans la capitale, menaçaient d'élire un roi, pendant qu'en la personne de Henri iv, les Français en avaient un qu'ils auraient dû choisir, quand même la loi fondamentale du royaume ne le leur eût pas donné. Il était brave, affable, généreux, doué de toutes les qualités royales, mais malheureusement élevé dans une religion différente de la dominante. Sans répugnance pour elle, il ne voulait pas être forcé à l'embrasser; mais les circonstances semblaient lui en faire une nécessité. S'il ne changeait pas, ses partisans catholiques lui montraient dans le cardinal de Bourbon, son proche parent, un chef propre à lui être opposé par le *tiers-parti*; ou dans leurs états un roi de leur religion tout prêt à être élu. S'il changeait, les calvinistes, ses anciens amis, demandaient des sûretés alarmantes pour les catholiques. Était-il même sûr qu'en adoptant la religion romaine il gagnerait les ligueurs, dont le plus grand nombre se vantaient publiquement de ne jamais reconnaître un hérétique relaps? S'ils persévéraient dans leur opiniâtreté, si le pape les y soutenait, Henri aurait donc fait une démarche qui lui enlèverait des partisans d'un côté, sans lui en rendre de l'autre.

En vain aussi se flattait-il de voir la rivalité des

¹ De Thou, liv. CVI. — Davila, liv. XIII.

aspirans au trône les exclure réciproquement. Dans une assemblée de personnes préoccupées, accoutumées, par les dernières guerres, aux résolutions extrêmes, il ne fallait qu'une acclamation peu réfléchie pour former une élection qui coûterait ensuite bien du sang. Les efforts des Espagnols n'étaient pas non plus à mépriser. Ils répandaient de l'argent, ils en promettaient davantage; ils offraient leur infante à quiconque des princes du sang oserait prendre la couronne avec elle. Combien une pareille offre ne pouvait-elle pas faire d'infidèles et de traîtres? On se trouvait donc entre un roi existant, et le danger éminent d'en voir créer un autre. Ainsi, point d'apparence de paix : trop heureux les Français, si le désespoir ne redoublait pas les anciennes calamités! Tel était l'état des affaires dans les derniers jours d'avril, à l'ouverture des conférences de Surène.

Deux prélats y portèrent la parole : Rehauld-de-Beaulne-de-Sanblançay, archevêque de Bourges, pour les royalistes; et Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, pour les ligueurs. On accusait le premier d'ambition, et de ne montrer un si vif attachement pour le parti désapprouvé du pape, qu'afin de se faire élire patriarche en France. Le second, disait-on, s'était livré à la ligue en haine du duc d'Epemon, qui, sous Henri III, lui avait

¹ *Mém. de la ligue*, tom. V. — *Journal de Henri IV*, tom. I^{er}.

fait une insulte dont il n'avait pu tirer vengeance, et y persévérait, pour couvrir sa vie licencieuse du manteau de la religion. Mais quels qu'aient été leurs motifs secrets, qu'il ne faut pas juger d'après les libelles du temps, tous deux montrèrent en cette occasion les qualités propres à la faction dont ils étaient chargés : intelligence, érudition, science des affaires; éloquence plus douce, plus insinuante, plus fournie de raisons dans Renauld-de-Beaulne; plus vive, au contraire, plus véhémentement dans Pierre d'Espinaç, comme il convenait à une cause qui demandait qu'on sût plus échauffer les esprits que les éclairer. D'autres ministres des deux partis, sans jouer un rôle aussi brillant, partageaient le travail; du côté du roi, Pomponne-de-Bellievre, Chavigny, Nicolas-d'Angenne-de-Rambouillet, Pont-Carré, de Thou, Revol, de Vic, gouverneur de Saint-Denis; Gaspard de Schomberg, allemand d'origine, mais plus zélé que bien des Français pour le bonheur du royaume; du côté des états, Villars, créé depuis peu amiral de France par le duc de Mayenne; Belin, gouverneur de Paris; Jeannin, Villeroi, et plusieurs autres hommes d'église et de robe.

L'archevêque de Bourges ouvrit la conférence par un discours énergique sur les avantages de la paix, sur la nécessité de sacrifier vengeance, intérêts particuliers, haines personnelles; et de se réunir pour prendre des résolutions capables de remédier aux maux dont tous gémissaient. L'ar-

chevêque de Lyon, dans sa réponse non moins pathétique, insista beaucoup sur cette union; mais il fit entendre qu'elle devait être entre les catholiques contre les sectaires. Le premier reprit, et par l'énumération des calamités qui affligeraient le royaume, tant qu'il n'y aurait pas un chef reconnu de toute la France, il prouva que le premier fondement de la tranquillité publique devait être la soumission à un roi, et qu'il y aurait de l'injustice à en choisir ailleurs que dans l'illustre maison qui, pendant une si longue suite de siècles, avait donné des maîtres et des pères à la patrie. D'Espinao répondit que ce qui démontrait sans réplique, que ce ne serait pas la réunion sous un même prince qui rétablirait le calme en France; c'est que sous Henri III, le dernier roi dont l'autorité n'était pas contestée, les troubles n'avaient pas été moins violens; d'où il concluait que ce n'était pas une nécessité de commencer par l'obéissance à un même roi, encore moins à un roi hérétique, qui avait si souvent trompé les peuples par la promesse illusoire de se convertir.

Ces discours tinrent plusieurs séances; on agita aussi ces grandes questions : si l'église est dans l'état ou l'état dans l'église; si les catholiques doivent obéir à un roi hérétique; si la puissance qui n'est pas approuvée par le vicaire de Jésus-Christ sur la terre est légitime. On parla des libertés de l'église gallicane et des censures. Les ligueurs se plaignirent des procédés des parlemens de Tours et

de Châlons, injurieux au saint siège, et des arrêts favorables aux hérétiques, donnés par Henri; le tout sans altération et sans rigueur, mais aussi sans rien décider. Enfin, une proposition des royalistes, inattendue par les ligueurs, mit ceux-ci dans la nécessité de donner les mains à un accommodement, ou de faire voir leur mauvaise volonté.

L'archevêque de Bourges appuyait toujours sur les espérances que Henri donnait de se convertir, et il apportait en preuve l'ambassade envoyée à Rome. L'archevêque de Lyon répondait que cette ambassade était au nom des seigneurs catholiques et non du roi, et qu'il avait trop souvent amusé les peuples par de vaines promesses pour qu'on dût s'y fier davantage. C'était réduire l'affaire au point unique de la conversion du roi. Les plus fidèles ministres de Henri le lui firent sentir. On lui représenta qu'en ne donnant, comme il avait fait jusqu'alors, que des paroles vagues pour un terme illimité; c'était fournir toujours des raisons aux malintentionnés et leur laisser le temps de consommer leurs mauvais desseins par l'élection d'un roi; qu'il fallait enfin un engagement fixe, public et irrévocable. Les confidens de Henri le conjurèrent d'y penser sérieusement. Toute sa cour lui fit les plus vives instances. Les seigneurs catholiques prièrent les calvinistes de ne s'y point opposer; et plusieurs de ceux-ci non-seulement ne s'y opposèrent pas, mais le lui conseillèrent. Rosny, tout zélé calviniste qu'il était, fut de ce nombre. On y

compta même des ministres protestans, lesquels consultés par Henri lui accordèrent qu'il pouvait faire son salut dans la communion romaine. Du Perron, homme habile et aimable, s'insinua dans sa confiance; le roi goûta sa conversation, et se laissa insensiblement amener à des conférences réglées, qui en peu de temps avancèrent beaucoup son instruction.

Les choses étant à ce point, les députés catholiques se rendirent à Surêne le 19 mai. Les ligueurs recommencent à insister, comme à leur ordinaire, sur la nécessité de se réunir pour l'élection d'un roi catholique. Pour toute réponse, l'archevêque de Bourges leur présente une déclaration du roi, qui leur signifie que désormais il n'apportera plus de délais à sa conversion; que dès à présent il se fait instruire, et que pour cela il a mandé les meilleurs théologiens et les évêques, qu'il invite de venir concourir à cette bonne œuvre. Puis, sans laisser aux ligueurs le temps de se reconnaître, le prélat leur offre de traiter sur-le-champ de la paix, en prenant la conversion du roi comme base de l'accordement, qui serait nul si ce préalable n'avait pas lieu dans un terme convenu.

Notre monarque, ajoutait l'archevêque, souhaite bien sincèrement que sa réconciliation avec l'église se fasse par l'autorité du pape; mais, comme le crédit des Espagnols à la cour de Rome fait craindre des délais qui pourraient devenir funestes à la France, le roi étoit pouvoir achever cet ouvrage,

sans préjudicier aux droits du saint-siège, déterminé comme il est à rendre ensuite au souverain pontife les témoignages de respect et de soumission qu'il lui doit. Mais, de peur que les embarras de la guerre ne retardent l'exécution d'un si louable dessein, sa majesté offre une trêve générale de trois mois, quoique la trêve suspende ses avantages, et soit contraire à ses intérêts. Elle se flatte de donner la paix à son peuple dans cet intervalle, pendant lequel on recueillera tranquillement les fruits de la terre, ce qui ne pourrait arriver, si la guerre continuait à dévaster la France.

A ce discours, les députés ligueurs, frappés d'étonnement, ne purent cacher leur trouble. Ils répondirent en peu de mots qu'ils se réjouissaient de ce que le roi de Navarre avait formé le dessein de revenir à la religion de ses ancêtres, qu'ils souhaitaient que sa résolution fût sincère; mais que, n'ayant pas de pouvoirs de leurs commettans sur les propositions qui venaient d'être faites, ils demandaient un délai pour consulter le légat, les seigneurs de leur parti et les états généraux.

L'embarras fut plus grand encore dans le conseil de la ligue, où ils firent leur rapport. Les opinions y furent si diverses que jamais on ne put prendre de résolution. Les royalistes, avant que de partir de Surène, avaient offert aux ligueurs copie de la déclaration du roi et du discours de l'archevêque de Bourges. Ceux-ci la refusèrent; mais le président Le Maître, qui était à la tête du parlement de Paris,

L'avait demandée secrètement, et il en fit transcrire un grand nombre d'exemplaires qui se répandirent dans le public. La bonne foi du roi, les espérances qu'il donnait; et surtout la trêve qu'il offrait, causèrent une révolution remarquable dans plusieurs esprits. Pour leur faire encore plus désirer les douceurs de la paix, Henri alla mettre le siège devant la ville de Dreux, un des entrepôts de Paris. Il la prit; et rendit par cette conquête la disette encore plus sensible dans la capitale.

Tout y était dans la plus grande confusion. La haute bourgeoisie, la populace, le clergé; le duc de Mayenne, le duc de Guise et ses autres parens, les députés des états; le parlement, le légat, les Espagnols, chacun avait ses intérêts à part, et se conduisait par des vues différentes, souvent contraires, et qui changeaient quelquefois d'un jour à l'autre. Les uns faisaient valoir le pouvoir des états; d'autres les déprimaient. Il paraissait des écrits plaisans et sérieux, qui développaient les projets politiques des chefs; et les tournaient en ridicule. Le plus grand nombre commença à ne se plus laisser conduire en aveugles. On raisonna; on dit son avis tout haut. Des ecclésiastiques osèrent non-seulement ne plus prêcher la ligue, mais encore blâmer en chaire ceux que le préjugé soulevait contre un accommodement.

Malgré cette révolution, les chefs n'abandonnaient pas leurs projets. Ils crurent même devoir profiter du reste de chaleur qui restait encore dans

les esprits, pour mettre la dernière main au grand ouvrage de l'élection. Les Espagnols la désiraient opiniâtrément ainsi que le légat et les Français achetés de leurs deniers, ou entraînés par le fanatisme; ou plutôt les Français ligueurs voulaient effectivement un roi catholique; mais les Espagnols tendaient, sous prétexte d'élection, à envahir la France entière, à s'emparer des provinces à leur bienséance, ou enfin à y jeter les flambeaux d'une discorde qu'on ne pût éteindre de long-temps.

Pour le duc de Mayenne, sa conduite est presque inexplicable. On croit qu'il ne voulait pas de nouveau roi, s'il ne l'était lui-même, et que, s'il laissa si long-temps l'élection en suspens, ce fut pour pénétrer les dispositions où l'on était à son égard, et voir s'il ne pourrait pas faire pencher la balance de son côté; D'autres pensent, avec plus de vraisemblance, qu'entraîné par le mouvement général des affaires, il agit sans système; conduite qui paraît plus conforme à son caractère indécis. Cependant, comme, en qualité de lieutenant général de la couronne, il était chef de toutes les assemblées, on lui a obligation des obstacles qui arrêterent la fougue espagnole, et l'empêchèrent de consommer ses mauvais desseins.

Avant que les ligueurs rendissent réponse aux députés royalistes sur leurs dernières propositions de l'instruction du roi et d'une trêve générale, Féria, Taxis et Mendose résolurent d'engager sérieusement l'affaire de l'élection. Ils demandèrent

audience à ce sujet, et furent entendus dans un conseil tenu chez le légat. Férià ne s'arrêta pas, ainsi que dans le premier discours, à des exhortations vagues d'élire un roi; il en vint droit au fait, et proposa l'infante Isabelle, issue de la fille aînée de Henri II, et réunissant sur sa tête, par la mort des troig derniers rois ses frères, tous les droits à la couronne.

A ce début, Roze, évêque de Senlis, ce Roze, panégyriste de l'assassin de Henri III, Roze, qu'on n'aurait jamais soupçonné de conserver dans son cœur quelques germes de sentimens français, s'écria, transporté, qu'il commençait à croire à cette heure ce qu'il n'avait jamais voulu regarder que comme une imputation calomnieuse des hérétiques; savoir, que les Espagnols, sous prétexte de religion, ne cherchaient qu'à satisfaire leur ambition; que la loi sâlique, observée depuis douze cents ans en France, ne permettait à cet empire d'autres maîtres que les mâles du sang royal; et que, si les Espagnols s'obstinaient dans leurs pernicieux projets, ils auraient pour ennemis lui, et tous les catholiques de bonne foi.¹

¹ Il est à observer que ce fougueux Guillaume Roze étoit d'ailleurs homme de mérite. Il fut bon prédicateur, habile théologien, recteur de l'université de Paris, grand-maitre de Navarre; et eût la confiance et l'estime des cours d'Espagne, et de Rome: ses ennemis ne lui ont jamais reproché que le fanatisme, qu'il porta véritablement à l'extrême. En signant la ligue, après son nom, il mit ces paroles: *Ultimam qui prœvit*

Cette brusque sortie surprit tout le monde, et choqua vivement les Espagnols. Plusieurs Français n'en furent pas fâchés; mais, pour ne point laisser dégénérer leur assemblée en dispute, ils s'empressèrent de calmer Roze, d'apaiser les ministres, et on leur accorda une audience des états, qu'ils demandaient. Le jurisconsulte Mendose y répéta, dans un discours très-long, très-chargé de citations et de passages, ce que Féria avait dit en-bref chez le légat, sur les droits de l'infante à la couronne. Plusieurs députés lui applaudirent; mais il n'y eut point de délibération en conséquence.

On était encore occupé de la conférence de Surène, qui traînait en longueur. Les députés de la ligue manquèrent à plusieurs séances sous prétexte d'indispositions. Pour leur commodité, les royalistes proposèrent de se rapprocher de Paris. On s'assembla à la Roquette, maison de plaisance près du faubourg Saint-Antoine, ensuite à la Villette, à la tête du faubourg Saint-Martin, sans autre succès que de mettre de jour en jour en plus grande évidence l'obstination des ligueurs et la bonne foi des royalistes. Ceux-là s'en tenaient

sacramento, antecedit martyrio! Cependant un zèle si outré ne fit que peu de prosélytes à Senlis; les habitants restèrent toujours fidèles à Henri III, malgré leur évêque. En 1585 ils soutinrent un siège meurtrier contre les ligueurs de Paris, et leur ville fut peut-être la première ville de France qui reconnut Henri IV par une députation solennelle envoyée le second jour de son règne.

à ne pas vouloir d'accord que le pape n'eût prononcé : ceux-ci, en attendant, offraient toujours la conversion du roi et une trêve générale.

Les douceurs de la paix, présentées en même temps qu'avaient lieu les expéditions du roi autour de Paris, mettant de près devant les yeux toutes les horreurs de la guerre, émurent le peuple. Il suivit un jour en foule les députés de la ligue qui allaient à la Villette, leur demandant la paix à grands cris ; mais les voyant revenir sans succès, et sachant que c'était le légat et les Espagnols qui s'opposaient à la trêve, un murmure général éclata ; on s'assembla par pelotons à l'hôtel-de-ville, et dans l'instant tout sembla tendre à une sédition. Le duc de Mayenne se trouvait entre deux feux, parce que le légat, homme violent et sans égards, menaçait de quitter la ville, si l'on continuait de traiter avec un hérétique relaps. Les choses tournèrent cependant plus heureusement que le lieutenant général n'osait espérer. Le peuple se contenta des promesses qu'on lui fit de travailler plus sérieusement à la paix ; et en conséquence il se somma à la défense publiée de faire des assemblées particulières au-dessus de six personnes. Le légat s'apaisa aussi en voyant que le duc de Mayenne marquait plus d'ardeur pour l'élection ; but auquel, tendaient tous les desirs du prélat.

Les ministres d'Espagne firent à ce sujet, une nouvelle tentative, mais plus adroite que la pre-

mière. Ils avaient péché non-seulement en proposant trop brusquement leur infante, mais encore en déclarant que le dessein de Philippe II, son père, était de la marier à l'archiduc Ernest, son cousin, frère de l'empereur Rodolphe II. Quoiqu'ils colorassent ce projet de l'intention de réunir aux forces d'Espagne toutes celles d'Allemagne pour soutenir l'élection, c'était toujours annoncer clairement que la France allait devenir une conquête de la maison d'Autriche; ce qui révolta bien des esprits, et leur enleva beaucoup de partisans. Après y avoir plus mûrement pensé, ils demandèrent une autre audience, et l'obtinrent dans une assemblée tenue exprès au Louvre. Ils y déclarèrent que, si on voulait élire l'infante, le roi catholique nommerait de son côté un des seigneurs français, compris ceux de la maison de Lorraine, qui épouserait l'infante, qu'ils partageraient le trône avec un droit égal. Un mois après l'élection, ajoutaient-ils, il y aura une forte armée sur la frontière; deux autres mois après, un second corps de troupes; de l'argent, des munitions, des biens et des honneurs pour les chefs, enfin tous les avantages possibles à la reconnaissance du plus riche monarque de la chrétienté.

Une couronne, le mariage d'une jeune princesse, les trésors des deux Indes, toutes les forces de la maison d'Autriche réunies pour soutenir l'entreprise : ces objets remuèrent les moins ambitieux. Les Espagnols, en ne nommant pas celui

qu'ils avaient envie de préférer, tenaient en haieine tous les autres. Il y en eut trois pris à cette amorce : Charles de Savoie, duc de Nemours, qui, sans autre titre que sa jeunesse et sa naissance, entama une négociation avec le duc de Mayenne, son frère utérin, pour l'engager à lui être favorable; le cardinal de Bourbon, qui offrait la jonction du tiers-parti; enfin le jeune duc de Guise, qui avait pour lui le nom de son père, son mérite personnel, et le suffrage général des zélés ligueurs.

Cette ruse des Espagnols porta l'alarme dans le conseil du roi. Les seigneurs de son parti écrivirent à ceux de la ligue des lettres qu'ils rendirent publiques; dans lesquelles l'intrigue était développée de manière à détromper les prévenus. On y démontrait que la proposition de marier l'infante aux princes français n'était faite que pour avoir une élection de quelque manière que ce fût, et pour perpétuer la guerre. Ces écrits firent impression; il vint, outre cela, au roi un secours beaucoup plus puissant; auquel personne ne s'attendait.

On se rappelle l'esclavage du parlement de Paris, après l'attentat de Bussi-le-Clerc, qui entraîna les chefs à la Bastille. Depuis ce moment, presque toutes les délibérations de cette compagnie portèrent l'empreinte du fanatisme. Souvent elle fut obligée d'appliquer le sceau de son autorité à des principes qu'elle détestait; et, quand elle voulait élever sa voix pour la patrie, les terribles

exemples du président Brissot et des conseillers Larcher et Tardif, attachés par les mutins à un infâme gibet, fermaient la bouche aux plus hardis.

Quoique les choses commençassent à changer, il y avait cependant encore de trop justes sujets de crainte et d'inquiétude pour intimider les bons citoyens qui voudraient opposer le flambeau de la justice aux manœuvres ténébreuses des étrangers. Les Espagnols tenaient une forte garnison dans Paris. Toutes les semaines ils distribuaient du blé à plus de quatre mille pères de famille de la plus basse populace, prêts à porter le fer et le feu partout où leurs bienfaiteurs les enverraient. Dans toutes les compagnies il y avait encore des hommes, même de bon sens, qui, aveuglés par l'ancienne prévention, auraient sacrifié leurs biens et leurs vies aux Espagnols comme aux soutiens de la religion catholique.

C'est dans ces circonstances que ce parlement si timide jusqu'alors, poussé comme par une inspiration subite, s'assemble, délibère, et donne enfin, le 28 juin, ce fameux arrêt par lequel il est enjoint à Jean Le Maître, président, accompagné d'un nombre suffisant de conseillers, de se retirer par-devant le lieutenant général de la couronne, et là, en présence des princes et seigneurs assemblés pour cet effet, de lui recommander qu'en vertu de l'autorité suprême dont il est revêtu, il ait à prendre les mesures les plus sûres, afin que

sous prétexte de religion on ne mette pas une maison étrangère sur le trône de nos rois, et qu'il ne soit fait aucun traité, pacte ou convention, tendant à transférer la couronne à quelque prince ou princesse d'une autre nation; déclarant au surplus lesdits traités, si aucuns ont été faits, nuls, contraires à la loi salique et autres lois fondamentales du royaume.

Ces remontrances furent faites avec la plus grande fermeté. Le duc de Mayenne en parut surpris. Il traita d'attentat à son autorité, et d'injure personnelle, un arrêt rendu en son absence dans une matière aussi importante, et menaça de le casser. Le président Le Maître soutint dignement les privilèges du parlement. Il montra qu'il n'avait pas excédé son pouvoir, et il fit habilement sentir au duc de Mayenne que, loin de se trouver offensé, il devait au fond être très-satisfait d'un arrêt qui le mettait à l'abri des sollicitations importunes, et qui l'empêcherait de faire quelques démarches indignes de sa naissance et de son caractère. Mayenne fit semblant de se contenter de ces raisons. Des historiens disent qu'il y avait une secrète intelligence entre lui et les principaux du parlement, et qu'il ne se fit rien dans cette occasion que de son consentement.

Mais il est plus vraisemblable que Mayenne n'eut aucune connaissance de la délibération; elle fut proposée et conduite à sa conclusion avec beaucoup de peine et d'adresse, par Michel de Marillac,

alors conseiller de la seconde chambre des enquêtes, et qui depuis a été garde des sceaux. L'arrêt fut donné sur les conclusions d'Edouard Molé qui faisait les fonctions de procureur général. Il parla, dit un auteur contemporain, *fort vertueusement* au duc de Mayenne. « Ma vie, lui dit-il, et mes moyens sont à votre service ; mais je suis vrai Français, et perdrai la vie et les biens devant que jamais être autre. »

Quelque foudroyant que fût cet arrêt, il ne découragea pas les ministres espagnols. Acharnés à obtenir une élection malgré tous les obstacles, ils ne quittèrent point prise. On n'avait pas voulu de l'infante seule, encore moins avec l'archiduc Ernest : la proposition de la faire régner avec un seigneur français que Philippé nommerait, n'ayant pas non plus été goûtée, ils proposèrent enfin sérieusement et de bonne foi le duc de Guise¹. Mayenne crut que c'était encore un détour, et refusa de s'expliquer, les supposant sans pouvoirs à cet égard ; mais ils lui montrèrent le consentement par écrit de leur maître, et sur-le-champ ils se mirent à traiter des conditions. Ils demandaient que les états donnassent le trône aux deux époux, sans partage, *in solidum* ; que l'infante, épousant le duc de Guise, eût la Bretagne en souveraineté pour sa dot, et que si le duc mourait sans enfans mâles, l'infante pût épouser un seigneur français à son choix. Tous les partisans d'Espagne trouvaient

¹ De Thou, liv. VIII. — Davila, liv. XIII.

ces conditions si raisonnables, qu'ils ne doutaient pas qu'elles ne fussent acceptées par les états. Il arriva de là que pendant plusieurs jours le duc de Guise eut une cour royale, et que le duc de Mayenne fut laissé presque seul.

Ce triomphe de théâtre ne dura pas. Mayenne en fit sentir à son neveu tout le vide. Après lui avoir prouvé que les Espagnols le trompaient par l'appât d'un mariage qu'ils seraient maîtres de conclure ou de rompre à volonté : « Ne croyez pas, ajouta-t-il, que le duc de Lorraine et les autres princes de notre maison consentent à une élection qui les mettrait bientôt sous la domination de Philippe. Vous allez voir les protestans d'Allemagne, l'Angleterre, et presque tous les Français se révolter contre ce projet ; et le moins qui puisse arriver, c'est que la guerre recommence avec plus de fureur, et que la ligue se trouvant divisée vous succombiez victime de la politique espagnole. »

Le jeune prince paraissait écouter avec docilité les raisons de son oncle ; mais on s'apercevait que l'espoir d'une couronne ne sortait pas facilement de son cœur. Catherine de Clèves, sa mère, la duchesse de Montpensier, sa tante, tous les flatteurs dont il était environné, l'excitaient à tenir ferme. Mayenne sentit qu'il ne réussirait pas par la simple persuasion à parer ce coup. Il résolut d'imposer des conditions si fortes, que les Espagnols ne pussent les accepter.

Il les remercia d'abord en son nom et au nom

de tous les princes de sa maison, de l'honneur que Philippe voulait bien faire à son neveu. Ensuite il fit la loi en ces termes : « L'élection demeurera secrète jusqu'à ce que le mariage soit consommé, et il ne sera même déclaré que quand je le voudrai. L'enfante venant à mourir sans enfans mâles, le duc de Guise sera seul roi. Le duc de Guise mourant, l'enfante ne pourra se remarier qu'à un prince loirain, de l'avis des autres. Si elle n'a pas d'enfans, l'ainé des Guises succédera. Les seuls Français seront nommés aux charges et dignités. On me donnera en toute souveraineté, et à perpétuité, pour moi et mes enfans, les gouvernemens de Bourgogne et de Champagne, mes biens héréditaires, la principauté de Joinville, Vitry, Saint-Dizier, une pension annuelle de cinquante mille écus, et dès à présent des assurances pour huit cent mille livres en plusieurs paiemens. »

Mayenne croyait que les Espagnols, rebutés par l'excès de ces demandes, rompraient avec éclat ; mais, à son grand étonnement, ils accordèrent tout. On dit que dans son dépit, plutôt que de voir son neveu roi, il projetait de ressusciter le tiers-parti. Malheureusement pour lui, le cardinal de Bourbon était déjà attaqué de la maladie dont il mourut quelque temps après, et par conséquent hors d'état de seconder par quelque activité les démarches du lieutenant général. Il se voyait pressé de tous côtés, sommé de tenir sa parole, obligé de combattre contre les étrangers, contre les Français, contre sa propre famille. Sa mère le conjurait de

faire régner son petit-fils. La duchesse de Montpensier, sa sœur, le harcelait. Une objection faite à propos dans l'assemblée des états le tira d'embarras.

Il s'était engagé d'y proposer l'élection, et il le fit, mais si mollement qu'on apercevait aisément qu'il ne désirait que d'être contrarié. La Châtre, un des maréchaux de sa création, d'accord avec lui, à ce qu'on croit, se leva, et représenta qu'il y aurait de l'imprudence à élire un roi pendant qu'on n'avait point de troupes, et que Henri, au contraire, dont l'abjuration paraissait inmanquable, était à la tête d'une bonne armée; qu'il fallait bien plutôt accepter la trêve, dont on avait le plus grand besoin. Ce raisonnement passa de bouche en bouche : le plus grand nombre l'approuva, et on conclut de différer l'élection.

Les états se rassemblèrent le 4 juillet, au Louvre, dans le plus grand appareil. On prie les ambassadeurs d'Espagne de s'y trouver. L'orateur remercia pompeusement Philippe en leurs personnes, de tout ce qu'il a fait pour la cause commune, et leur remit une lettre pour leur maître, dans laquelle on disait que la situation actuelle des affaires ne permettait pas de procéder à l'élection; mais que les états n'y renoncèrent pas, et qu'ils le suppliaient de faire avancer au plus tôt son armée, de peur qu'on ne fût obligé de s'accorder désavantageusement avec l'ennemi.

Les ministres espagnols répondirent aussi par

écrit, d'un air désintéressé, que le roi n'avait travaillé que pour le bonheur de la France; qu'ils étaient fâchés qu'on n'eût pas profité de sa bonne volonté en élisant un roi dont la puissance aurait remédié à tous les maux; qu'au reste ils seraient toujours également disposés à aider la sainte union de leurs bons offices.

Un pareil dénouement, après le sérieux de l'intrigue, donna aux états de Paris un air de ridicule qui n'a pas échappé aux plaisans du temps. Ceux qui l'ont le mieux saisi, sont Leroi, chanoine de Rouen, aumônier du jeune cardinal de Bourbon; Nicolas Rapin; Passerat; Pithou et Florent Chrétien, auteurs du livre intitulé *Catholicon d'Espagne*, ou *Satire Ménippée*¹. C'est une relation burlesque de ces états, entremêlée de descriptions, de harangues, d'allégories qui développent le caractère et les secrets motifs des principaux acteurs. Le style, depuis près de deux cents ans, n'a guère vieilli, et pour peu qu'on ait quelque teinture de l'histoire, on lit encoré cet ouvrage avec le plus grand plaisir. Il fit alors une vive impression, et on dit que le ridicule qu'il répandit sur la ligue lui porta un coup plus funeste que toutes les conquêtes de Henri iv.

Ce prince, après plusieurs expéditions militaires, qui inspiraient toujours aux peuples un désir plus vif de la paix, se rendit le 9 juillet à Mantes, où

¹ *Satire Ménippée.*

s'étaient assemblés par ses ordres plusieurs évêques et théologiens, non-seulement de ceux qui suivaient depuis long-temps son parti, mais même des ligueurs¹. Invités à contribuer de leurs lumières à l'instruction du roi, ils ne crurent pas déferer aux menaces et aux défenses du légat qui, tant par lui-même que par ses émissaires, faisait tous ses efforts pour empêcher que le roi ne reçût l'absolution.

Le cardinal de Plaisance voulait que la Sorbonne notât d'hérésie les ecclésiastiques qui s'étaient rendus auprès de Henri, et que leurs bénéfices fussent déclarés impétreables. Sur ce principe, il fit faire le procès à Joseph Foulon, alors abbé de Sainte-Geneviève². Les factieux l'épiaient depuis long-temps, parce que ses dispositions à l'égard du roi leur étaient plus que suspectes. En effet, c'était chez lui qu'avaient été tenues les assemblées où l'on avait commencé à parler librement sur les excès des ligueurs. Ils le surveillèrent si bien, qu'ils surprirent des lettres écrites à des partisans du roi, dans lesquelles l'abbé se réjouissait avec eux de la conversion de ce prince. Le légat ne manqua pas de voir dans ces écrits un crime de lèse-majesté divine et humaine. Il fit arrêter le prétendu coupable. On lui donna pour juges des ligueurs déterminés, et son procès fut suivi avec la plus grande vivacité. Il

¹ *Mém. de la ligue*, tom. V.

² Lézéau, *Manusc. de Sainte-Geneviève*.

déclina la juridiction ordinaire ; et , fondé sur ses privilèges , il appela comme d'abus. Tout cela lui fut inutile. Le légat était déterminé à faire sur lui un exemple. Les amis de Foulon , qui étaient en grand nombre , et des plus considérables , lui conseillèrent de feindre une maladie. Sous ce prétexte , ils demandèrent son élargissement jusqu'à la guérison , et le cautionnèrent. L'abbé sortit , et se sauva auprès du roi , dont la conversion fit oublier les autres affaires.

Les prélats , docteurs et théologiens assemblés par le roi , déterminés à passer par-dessus les anciennes difficultés , avaient résolu de recevoir son abjuration. Ils exigèrent seulement que ce prince envoyât aussitôt après une ambassade solennelle au souverain pontife pour lui demander l'absolution. Henri s'y engagea volontiers. Pour rendre sa réconciliation avec l'église plus splennelle , ne pouvant en faire la cérémonie à Paris , il se transporta à Saint-Denis , qui n'est qu'à deux lieues de la capitale. On y avait préparé avec une magnificence royale tout ce qui pouvait donner de la pompe et de l'éclat à cette action. Le légat ne voulut point laisser passer cette dernière occasion sans causer du moins le plus de trouble qu'il pourrait. Il fit donc publier un écrit qui portait en substance que Henri de Bourbon , soi-disant roi de France et de Navarre , hérétique relaps , impénitent , chef , fauteur , défenseur public des hérétiques , ne pouvait être alors absous que par le pape. En conséquence il annulait tout

ce que feraient les prélats royalistes, et conjurait les catholiques, par les entrailles de la miséricorde de Dieu, de ne point causer un schisme funeste. Enfin il les avertissait charitablement que, s'ils n'avaient point égard à ses remontrances, ils encourraient les censures et perdraient les titres, bénéfices et dignités qu'ils possédaient dans l'église. Le duc de Mayenne, de son côté, fit défense de sortir de la ville le jour de l'abjuration, et mit des gardes aux portes.

Mais cette précaution n'empêcha pas que le dimanche 25 juillet, jour marqué pour la cérémonie, il ne se trouvât à Saint-Denis une foule de Parisiens. Les uns avaient prévenu la défense, d'autres échappèrent aux sentinelles des portes, et franchirent les remparts. A huit heures du matin, le roi, vêtu de blanc, accompagné d'un nombreux cortège de princes, seigneurs et gentilshommes, se rendit à la grande église. L'archevêque de Bourges, environné d'une multitude de prélats et d'ecclésiastiques, l'attendait à la porte, tenant dans sa main le livre des évangiles ouvert. « Qui êtes-vous ? lui dit l'archevêque ; que demandez-vous ? — Je suis le roi, répondit Henri ; je demande à être reçu dans le sein de l'église catholique. — Le souhaitez-vous sincèrement ? répondit le prélat. — Je le souhaite de tout mon cœur, dit le roi ; » et, se mettant à genoux, il jura, entre les mains de l'archevêque, de vivre et de mourir dans le sein de l'église catholique, apostolique et romaine ; de la

défendre envers et contre tous , au péril de sa propre vie , et protesta qu'il renonçait dès à présent à toutes les hérésies qui lui étaient contraires.

Il présenta ensuite au prélat une profession de foi signée de sa main , marcha vers le chœur , et répéta la même protestation au pied du grand autel , qu'il baisa. On entonna le *Te Deum*. Le peuple , transporté de joie , mêla au chant de cette hymne des cris redoublés de *vive le roi !* Pendant ce temps , Henri recevait de l'archevêque l'absolution sous un pavillon tendu derrière l'autel. Il entendit la messe , qui fut célébrée solennellement , et dina dans l'abbaye. Quoique la rage des ligueurs dût inspirer des craintes , le roi voulut qu'on laissât entrer tout le monde. La foule fut si grande , que la table manqua d'être renversée. La cérémonie fut terminée par un sermon pathétique que prononça l'archevêque de Bourges ; et le monarque , après avoir assisté aux vêpres , se retira.

En même temps que la ville de Saint-Denis s'édifiait de l'abjuration du roi , les ligueurs donnaient à Paris un spectacle scandaleux. Il n'y a point d'invectives dont leurs prédicateurs ne chargeassent Henri , et les coopérateurs de sa conversion. Nous avons encore les sermons que Jean Boucher , curé de Saint-Benoit , prononça à cette occasion , pendant neuf jours consécutifs , dans l'église de Saint-Méri. Il prétend prouver que la conversion du Béarnais n'est que feinte et hypocrisie , et que son abso-

lution , donnée contre toutes les règles , est l'ouvrage d'une cabale infernale.

Mais le peuple n'écoutait plus qu'indifféremment ces déclamations. On avait beau vouloir lui persuader qu'on ne devait faire aucun accommodement avec un hérétique , les douceurs de la paix lui paraissaient plus salutaires , de quelque part qu'elles vinssent. Il était aussi important au roi de suspendre les alarmes de la guerre , afin de familiariser avec l'obéissance les sujets qu'il avait , pour ainsi dire , nouvellement conquis par sa conversion. Enfin , le duc de Mayenne , sans argent , sans troupes , et presque sans parti , n'avait pas d'autre ressource qu'une suspension d'armes qui lui donnerait le temps de renouer ses intrigues du côté de l'Espagne. Tout le monde s'accorda donc avec une égale satisfaction à une trêve qui devait durer trois mois , à commencer le premier août.

Le légat seul en marqua du mécontentement. Le duc de Mayenne l'apaisa , en faisant renouveler le serment d'union dans les états , qui duraient encore. N'ayant pu en tirer tout ce qu'il aurait voulu , le prélat romain souhaitait du moins y faire recevoir le concile de Trênte. On y prit un singulier moyen pour le satisfaire sans engager les états. Le lieutenant général , dans une assemblée solennelle , les prorogea jusqu'au mois de septembre , et permit aux députés de se retirer. Après cette action , par laquelle les états étaient censés finis , le légat entra. On lut tout haut , devant lui , une

ordonnance touchant la réception pure et simple du concile de Trente. Il en fit, ainsi que le cardinal de Pellevé, aussi présent, un long remerciement aux députés. Il alla ensuite à leur tête chanter le *Te Deum* dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, et les états furent séparés.

De Saint-Denis le roi écrivit aux parlemens, aux gouverneurs et commandans des provinces, pour leur faire part de sa conversion et de la trêve générale. Il nomma ambassadeurs à Rome le duc de Nevers, Claudes d'Angennes, évêque du Mans, et Séguier, doyen de l'église de Paris, qu'il fit précéder par un gentilhomme nommé Brochard de La Glielle, chargé de préparer les voies, et d'aplanir les difficultés. Ces préliminaires arrangés, Henri quitta Saint-Denis à la fin d'août¹.

Il goûtait depuis un mois le plaisir de se voir comblé de bénédictions par les Parisiens, pour les avantages dont la trêve les faisait jouir. L'envie de respirer un air pur, après avoir été si long-temps renfermés, les attirait dans les campagnes voisines. Ils y rencontraient leurs parens et leurs amis du parti royaliste. On s'embrassait, on se félicitait de cette réunion, quoique passagère, et on faisait en commun des vœux pour qu'elle durât. Les partisans du roi ne manquaient pas de glisser dans les conversations l'éloge de sa douceur, de sa bonté,

¹ *Ambassade de du Perron et d'Ossat. — Mém. de Nevers, tom. II.*

de son amour pour les peuples; et, quand la curiosité ou d'autres motifs attiraient quelques ligueurs auprès de lui, pour peu qu'ils fussent de rang à être présentés, ils ne se retiraient pas sans des carresses et des paroles obligeantes qui gagnaient leurs cœurs. Ainsi on voyait dans la bienveillance du roi et la satisfaction des peuples le germe des prospérités qui suivirent.

Mais ces espérances à peine formées furent presque renversées par l'horrible attentat de Pierre Barrière! Ce malheureux, sans autre motif connu que le dégoût de la vie et l'idée de faire une action que des fanatiques lui avaient dit devoir être méritoire devant Dieu, conçut l'affreux dessein d'assassiner le roi. Heureusement il s'en ouvrit à un jacobin, qui donna des avis si certains, que le scélérat fut arrêté lorsqu'il était près de commettre son parricide. On l'exécuta sans que Henri voulût permettre qu'on cherchât les complices.

La ligue, pour se soutenir, avait désormais besoin de ces détestables artifices. Il naissait des divisions entre ceux mêmes que les liens du sang auraient dû unir plus étroitement, parce que chacun, tendant à ses intérêts, tournait l'autorité de sa place à son profit particulier. Le duc de Mayenne fit un exemple de ces commandans infidèles dans la personne du duc de Nemours, son frère utérin, qui voulait se faire une souveraineté du Lyonnais, dont il était gouverneur. Le lieutenant général le fit arrêter, et retenir en prison à Pierre-Encise;

mais ce châtimement n'en imposa que très-faiblement aux autres. Ceux qui ne secouèrent pas ouvertement le joug de toute subordination au chef de la ligue, profitèrent de l'avantage de la trêve générale pour entamer des paix particulières. Ainsi la guerre, qui avait été fort allumée au commencement de l'année, s'éteignit insensiblement dans presque toutes les provinces. Ce calme procura la facilité de policer les villes, d'assurer les grands chemins, de réprimer les bandits qui couraient les campagnes. On respirait enfin après tant de désastres ; mais trois mois fixés pour la trêve s'écoulaient bien rapidement. Le duc de Mayenne sollicita une prolongation. Toute la France la désirait ardemment, et le roi l'accorda d'abord pour un mois, terme qu'il étendit ensuite à deux.

Il espérait avoir, dans cet intervalle, des nouvelles satisfaisantes de Rome. La politique y faisait alors une espèce de guerre dont Henri ne vit la fin qu'après des difficultés plus inquiétantes que les embarras d'une guerre véritable. Députés de la ligue, agens des Espagnols, écrivains soudoyés, tous, jusqu'aux calvinistes, investissaient le trône pontifical pour en fermer l'accès aux ambassadeurs du roi. Ils publiaient que sa conversion était feinte ; et les plus emportés disaient que, quand même elle serait sincère, le pape n'avait pas le droit de lui en donner l'absolution. Arnauld d'Ossat, alors peu connu, mais à qui la conduite de cette affaire a assuré un rang distingué entre les plus habiles né-

gociateurs, se trouvant par hasard à Rome, fit face tout seul, pendant long-temps, à ces différens agresseurs¹. Il réfutait, détruisait leurs fausses nouvelles, répandait à propos les véritables, et il se rendit, quoique sans caractère, assez intéressant, par le zèle qu'il montra, pour que le pape voulût tirer de lui des éclaircissemens sur la France.

Les choses en étaient à ce point, quand La Clielle arriva à Rome. Il était porteur des lettres adressées à Séraphin Olivier, auditeur de Roté. Le roi, dans ses dépêches, lui recommandait de procurer au plus tôt à son envoyé une audience du souverain pontife. Séraphin, instruit des préventions de Clément VIII, ne trouva pas sa commission si aisée que Henri le présumait. Néanmoins l'envie d'obliger le roi lui fit tenter l'aventure.

Séraphin avait un caractère enjoué, une conversation fertile en bons mots, en saillies amusantes et en réparties fines, qui le rendaient très-agréable au pape. Il se présente un jour à son audience, sous quelque prétexte dont son poste ne le laissait pas manquer, et faisant tomber adroitement le discours sur les affaires de France, il dit à Clément, comme sans y entendre finesse, qu'il a reçu des lettres du roi, et il se met en devoir de les lui montrer. Le pape, qui n'était pas prévenu, se

¹ De Thou, liv. CVIII. — Davila, liv. XIV. — *Rerum mirab.*, in-4°, pag. 261. — Du Perron, d'Ossât. — *Mém. de la ligue*, tom. V.

trouve embarrassé, et dit avec vivacité qu'il n'en veut pas recevoir d'un hérétique. L'auditeur insiste. Clément se met en colère; mais Séraphin, sans se démonter, tantôt badinant, tantôt parlant sérieusement, en revenait toujours à ses lettres: « Enfin, lui dit-il, quand ce serait le diable qui demanderait à se convertir, votre sainteté ne pourrait le refuser. » Égayé par cette saillie, le pape fut quelque temps à plaisanter avec Séraphin, qui, devenu plus hardi, pria le saint père de donner audience au gentilhomme qui avait apporté ces lettres. « Votre sainteté, lui disait l'auditeur, ne court aucun risque de se compromettre. Elle peut le recevoir comme un particulier qu'elle admet par bonté, et avec qui elle s'entretient, par occasion, des affaires de France. — J'y penserai, répondit le pape; » et, dès le soir, d'Ossat fut averti de dire à La Clielle qu'il ne s'épouvantât pas de la réception qu'on lui ferait, et qu'il eût pleine confiance.

La nuit suivante, un camérier du pape vient prendre La Clielle dans un carrosse fermé, et le conduit à sa sainteté. La Clielle suit de point en point les avis qui lui avaient été donnés. Il se prosterne aux pieds du pontife, et commence à lui parler de la part du roi. Le pape fait l'étonné, et semble vouloir l'interrompre. La Clielle continue, et présente la lettre de son maître. Clément la refuse avec des apparences de colère. La Clielle la pose sur une table, et se retire respectueusement.

Le lendemain il fut introduit à l'audience du cardinal Tolet. Ce prélat était très-estimé du pape. Il avait été jésuite; et, quoique Espagnol de naissance, il se montra, pendant tout le cours de l'affaire, très-favorable à Henri. Dans cette première audience, il répondit obstinément à tous les discours de La Clielle, que le roi étant retourné à l'hérésie après avoir été déjà absous une fois, le pape ne pouvait plus écouter ses prières; mais il joignit à ce propos d'assez bonnes promesses comme de lui-même, et il fit dire par d'Ossat à La Clielle, de donner bonne espérance au roi; qu'il n'avait qu'à se montrer bien converti, persévérer dans la foi catholique; et ne pas s'embarrasser de ce qui arriverait au duc de Nevers; que le souverain pontife, malgré les apparences, n'avait au fond dessein que de l'éprouver.

Il ne fallait pas moins que ces assurances pour faire supporter au roi le traitement public fait à ses ambassadeurs. A peine le duc de Nevers avait mis le pied en Italie, que le pape lui envoya dire qu'il ne le recevrait pas comme ambassadeur d'un roi qu'il ne reconnaissait pas. On lui signifia qu'il ne lui serait donné que dix jours pour rester dans Rome, avec défense de voir les cardinaux. Il entra donc en simple particulier. Il eut néanmoins cinq audiences publiques, dans lesquelles il parla toujours comme ministre du roi, quoique le pape affectât de lui répondre comme au simple duc de Nevers.

Tout ce que la persuasion où l'on est d'agir pour une bonne cause, tout ce que l'envie d'éteindre le feu de la guerre, de sauver un peuple malheureux, de démasquer des scélérats acharnés à sa perte, peut fournir de raisons solides, de descriptions vives, de conjurations touchantes, Nevers l'employa pour fléchir le souverain pontife, et toujours sans succès. Il ne réussit pas plus dans les conférences particulières, même avec le cardinal Tolet. Celui-ci, un jour, pressé par les objections du duc, qui le réduisit à n'avoir pas de quoi répondre, se mit à sourire : Riez, s'écria l'ambassadeur, pénétré; riez, à présent, monsieur. Le temps viendra que nous verserons des larmes en abondance, et que les cris des malheureux Français perceront jusqu'à vous. »

Enfin, accablé de tristesse, il se prépara à quitter Rome. Dans sa dernière audience, qui eut lieu le 10 janvier, il fit au pape la peinture des maux que son inflexibilité allait causer. Il lui témoigna le désir de pouvoir convaincre les ligueurs en sa présence, de la pureté des intentions du monarque, et le conjura enfin de prescrire au moins les conditions auxquelles il pourrait lui accorder l'absolution. Nevers offrit de laisser son fils en otage à Rome, jusqu'à ce qu'elles fussent remplies.

1594. — Ses deux collègues d'ambassade, d'Angennes, évêque du Mans, et Séguier, doyen de l'église de Paris, travaillaient de leur côté avec ardeur à aplanir les difficultés; mais, comme ils

étaient ecclésiastiques, ils se trouvèrent eux-mêmes dans un embarras auquel ils ne s'attendaient pas. Le pape ne voulut pas les voir qu'ils ne se fussent présentés au cardinal inquisiteur, pour rendre compte de la conduite qu'ils avaient tenue dans l'absolution du roi. Cette injonction à des ministres publics leur parut un affront qu'ils ne devaient pas souffrir. Sur leur refus de comparaître en particulier devant le chef de l'inquisition, le pape donna ordre à des huissiers de les citer au tribunal même. A cette nouvelle, Nevers outré prend ses deux collègues à ses côtés, traverse Rome en plein jour, menaçant de tuer de sa main quiconque voudrait mettre à exécution cet ordre injurieux, et sort avec eux sans que personne ose se présenter.

Ceci se passa au milieu de janvier. A la fin arriva l'ambassade de la ligue, composée d'un cardinal, d'un baron et d'un abbé. Comme le roi avait fait précéder la sienne par La Clielle, le duc de Mayenne envoya d'avance un agent secret à sa dévotion, nommé *Montorio*. « Il portait, dit l'archevêque de Lyon, des vents pour en forger de nouvelles tempêtes ¹. » Ce n'était point là ce qu'avaient fait entendre au roi ceux qui s'intéressaient auprès de lui pour le duc de Mayenne. A les en croire, il n'avait intention, en députant à Rome, que d'engager le pape à la paix. « Mais, disait le même archevêque, le duc de Mayenne faisait bien sem-

¹ Matthieu, tom. II, pag. 56.

blant d'avoir les bras et les jambes hors de la ligue, et le cœur y était engagé plus que jamais. »

Aussi, loin de travailler à une réconciliation, l'ambassade de la ligue ne s'occupa qu'à justifier les démarches de son parti, à faire envisager ses fautes comme des malheurs forcés, et à montrer de belles apparences; le tout afin d'obtenir du pape des troupes et de l'argent. Mais cet air de confiance ne séduisit pas le souverain pontife. Il différa sa réponse sous différens prétextes, et ne la donna ensuite qu'ambiguë. Il dit qu'il fallait voir ce que ferait l'Espagne; que la guerre de Hongrie contre les Turcs lui coûtait déjà beaucoup. Enfin, il montra si peu de bonne volonté, que les ambassadeurs écrivirent au lieutenant général de ne point compter sur lui.

Il ne venait point au duc de réponse plus favorable d'Espagne. Cette cour, frustrée de l'espérance de mettre son infante sur le trône, n'entrait plus avec la même ardeur dans les vues de la ligue. Le roi, par une ruse singulière, en fut instruit aussitôt que Mayenne¹. Les royalistes, après les états de Paris, avaient arrêté un homme chargé de dépêches pour Philippe. Par ses lettres de créance et ses aveux on reconnut que ce n'était pas un simple courrier, mais un agent de confiance, porteur de paroles, autorisé à en recevoir, et inconnu de visage à ceux avec qui il devait traiter. Sur ces no-

¹ Cayet, tom II, pag. 726.

tions, La Varenne, employé ordinairement par Henri à ses messages secrets, prend le nom, les lettres et les instructions verbales qu'on peut tirer du prisonnier. Il part pour l'Espagne, confère avec les ministres et pénètre leurs secrets. Il se fait même présenter à Philippe, dont il soutient les regards et la conversation sans s'ébrauler. Comme il allait obtenir une seconde audience, ceux qui veillaient à sa sûreté l'avertissent qu'il vient d'arriver un courrier de la ligue. La Varenne repart à l'instant; et arrive sur la frontière un moment avant les gens dépêchés pour le prendre.

On sut ainsi les mystères du cabinet de Philippe. Il promettait toujours de secourir puissamment la ligue; mais on sentait qu'il en voulait au duc de Mayenne pour avoir fait manquer l'élection, et que, s'il le ménageait, c'était moins par égards personnels qu'afin d'entretenir la guerre. On n'avait donc plus à craindre qu'il prétendit encore s'emparer de la couronne de France, mais seulement qu'il tâchât d'en détacher les provinces à sa bien-séance. Henri IV se hâta d'en réunir le plus qu'il put, pour s'en servir à disputer le reste contre l'ennemi.

Le monarque, en prolongeant la trêve, donna une déclaration qui eut les plus heureux effets. Il exhortait paternellement les peuples à rentrer dans le devoir et à reconnaître leur roi, promettant d'oublier le passé. Il confirmait tous les privilèges, et donnait une amnistie générale; mais, en l'en-

registant, le parlement de Tours excepta les complices de Jacques Clément et de Barrière. A cette invitation, des villes et des provinces entières se rendirent. Louis de l'Hospital, baron de Vitry, gouverneur de Meaux, avait, dès la fin de l'année dernière, donné l'exemple de la soumission. Le roi lui en marqua sa reconnaissance, et combla les habitans de bienfaits. Il vit en peu de temps rentrer sous son obéissance Lyon, Orléans, le parlement d'Aix, presque toute la Picardie, nombre de seigneurs, entre autres Villeroy, qui abandonna alors sincèrement la ligue. Reims, depuis long-temps asservie aux Lorrains, resta encore sous la puissance des ligueurs, ce qui empêcha le roi de s'y faire sacrer. Il choisit la ville de Chartres pour cette cérémonie, qui se fit le 27 février, et il revint ensuite à Saint-Denis.

Le voisinage de Paris était choisi à dessein de mettre à profit les occasions. Il devait nécessairement se présenter dans l'état où étaient les choses. Les chefs ne savaient eux-mêmes s'il leur convenait de faire la guerre ou la paix; à plus forte raison le peuple était-il indécis. Le duc de Mayenne avait encore demandé une prolongation de la trêve; néanmoins les conditions n'ayant plu ni à lui, ni aux Espagnols, ni au légat, on était resté dans un état de guerre, mais sans presque commettre d'hostilités¹. Quelque supportable que fût cette situation,

¹ De Thou, liv. CIX. — Davila, liv. IV. — *Mém. de la ligue*, tom. VI. — Cayet, tom. II, pag. 296.

en comparaison des troubles passés, les Parisiens, qui craignaient le retour des calamités, murmuraient hautement.

Le parlement les appuyait. Il semble que le comte de Belin, gouverneur de Paris, penchait aussi pour un accommodement. Ce soupçon porta le duc de Mayenne à l'engager de se démettre. Comme la douceur de son gouvernement l'avait fait aimer, sa retraite, qu'on sentait bien n'être pas volontaire, excita des plaintes.

Il y eut à ce sujet des remontrances du parlement au lieutenant général. On lui rappela que, quand il avait été élevé à cette dignité, il avait promis de ne rien faire que de concert avec ce tribunal; que cependant récemment, seul et de son chef, il venait de rejeter la trêve proposée et de retirer un gouverneur agréable à la capitale. On lui fit entendre que le parlement était disposé à prendre une connaissance plus exacte de toutes les affaires.

Mayenne sentit que, s'il laissait commencer des procédures à ce sujet, c'en était fait de son autorité: en conséquence, de l'avis des Espagnols et du légat, il établit dans la ville des corps-de-garde et des patrouilles, comme s'il y avait eu une sédition à craindre. Il n'eut même pas honte de ranimer le reste de l'odieuse faction des Seize, qu'il avait presque détruite. A l'aide de ces scélérats et des minotiers, gens de la plus vile populace, ainsi nommés parce que les Espagnols leur donnaient

un minot de blé par semaine, le duc se flatta de tenir la bourgeoisie en bride. Pour plus grande sûreté, il envoya des billets d'exil aux bourgeois qui lui étaient suspects; et, le 24 janvier, à la place du comte de Belin, il nomma gouverneur l'auteur des barricades sous Henri III, Charles de Cosse, comte de Brissac, qu'il se flattait de trouver plus fidèle.

Celui-ci n'eut pas plus tôt le commandement de Paris, que, plus prudent que son bienfaiteur, il songea à s'en servir pour sa fortune. Après s'être concerté avec le prévôt des marchands, Lhuillier, l'échevin Langlois, le premier président Le Maître, le procureur général Molé et quelques autres, il entama le plus tôt qu'il put une négociation secrète, par l'entremise de François d'Espinai de Saint-Luc, qui avait épousé sa sœur, et qu'il voyait dans les faubourgs de Paris, sous prétexte d'affaires de famille. On convint d'une amnistie générale: Paris devait conserver tous ses privilèges; les titulaires de toute espèce d'offices devaient y être maintenus en prêtant serment au roi; la garnison française et étrangère aurait la faculté de se retirer où bon lui semblerait; le comte, enfin, devait recevoir deux cent mille écus, une pension de vingt mille francs, et la confirmation de la dignité de maréchal de France, que lui avait conférée le duc de Mayenne. Madame de Nemours, mère du duc de Mayenne, soupçonna cette intelligence, et en avertit son fils. Soit confiance aveugle

dans Brissac, soit envie de le piquer d'honneur, le lieutenant général lui fit part de l'avis qu'il venait de recevoir, et le gouverneur ne manqua pas de le rassurer par des promesses qu'il n'était pas disposé à tenir.

Madame de Nemours voulait que son fils profitât de Paris, pour traiter avec le roi et faire ses conditions meilleures; mais, après de si belles espérances, s'étant trouvé placé sur le degré le plus prochain du trône, et prêt à s'y asseoir, Mayenne ne pouvait se déterminer à tomber de si haut, sans tenter encore quelque moyen de se soutenir. Il croyait d'ailleurs qu'après les protestations publiques qu'il avait faites, il ne pouvait en honneur entrer en accommodement avec le roi, avant que le pape eût donné l'absolution au monarque. Résolu de voir à quoi aboutiraient les promesses des Espagnols, il se prépara à aller recevoir sur la frontière de Champagne les troupes que Charles de Mansfeld, fils de Pierre Ernest lui amenait, et à s'aboucher par la même occasion avec les princes lorrains, ses parents, afin de prendre en commun une dernière résolution.

Au moment de ce départ, Mayenne éprouva des alternatives de confiance et de crainte, et montra des variations qui marquaient le plus grand trouble. Non-seulement il permit, contre ses anciennes ordonnances, mais il procura sous main une assemblée des Seize. Il apprit avec joie que ces hommes de sang s'étaient engagés par de nou-

veaux sermens à ne jamais souffrir que le roi de Navarre entrât dans Paris. Le lendemain même de cette assemblée, Mayenne fit dire au parlement, très-mécontent d'une pareille audace, qu'elle s'était faite contre sa volonté. Deux jours après il convoqua les capitaines de quartier, leur recommanda la fidélité et l'obéissance au gouverneur, et annonça son voyage; il promit un prompt retour, et ajouta que, pour gage de son empressement à les rejoindre, il leur laissait ce qu'il avait de plus cher au monde, sa femme et ses enfans; mais le lendemain, 6 mars, il les emmena avec lui. Ainsi Brissac se trouva le maître.

Il ne lui était pas difficile de s'arranger avec le roi; et il était bien sûr d'avoir tout ce qu'il voudrait en échange de Paris. Son embarras ne venait que des ligueurs. Il était question de boucher les oreilles, de fasciner les yeux à des gens dont tous les sens étaient éveillés contre la surprise, à des hommes capables, sur le moindre soupçon, d'enfoncer le poignard et d'embraser leur patrie. On entendait les prédicateurs séditionnels déplorer la faiblesse des ligueurs, regretter ces temps heureux où personne n'aurait osé, sans risque, élever la voix contre la sainte union. Un cordelier savoyard porta la fougue jusqu'à exhorter en pleine chaire ses auditeurs à faire un massacre général des royalistes, et à leur promettre le paradis en récompense de cette barbarie.

Plus les Seize et les Espagnols étaient faibles,

plus ils affectaient dans les derniers jours de braver les royalistes. On les voyait marcher armés dans les rues, parler avec emphase de leurs partisans, exagérer leur nombre et leurs forces, débiter, pour se rendre plus terribles, qu'ils avaient des magasins d'armes, des lances à feu, de la poix et d'autres matières combustibles, pour consumer la ville et s'ensevelir sous ses ruines, s'ils ne pouvaient autrement en fermer l'entrée au Navarrois.

Les gens de bien étaient consternés, et redoutaient un coup de désespoir de la part de ces furieux. On crut, dans ce danger, devoir implorer publiquement le secours de Dieu. Le 17 mars, il y eut une procession générale, à laquelle la chasse de Sainte-Geneviève fut portée. Brissac, maître de son projet, sans précipiter ni ralentir sa marche, allait toujours à ses fins. Il se conduisit avec la plus grande adresse dans ces circonstances délicates. Pour empêcher le port d'armes, les prédications et les assemblées séditieuses, il s'arma de l'autorité du parlement. Dans toutes les occasions où il fallait sevir contre les factieux, il s'appuyait de ses arrêts; dans d'autres circonstances, il mitigeait l'exécution, afin d'éloigner de lui tous soupçons. Par cette conduite, s'il ne se concilia pas une confiance entière, il empêcha du moins que ses démarches ne fussent trop éclairées. Sous prétexte d'escorter un prétendu convoi que lui envoyait le duc de Mayenne, il sut habilement diminuer la

garnison espagnole, et mit dans les postes importants les troupes dont il était sûr.

Enfin, tout étant disposé, le soir du 21 mars, Brissac assemble les colonels et les capitaines de quartier dans la maison du prévôt des marchands. On doit se rappeler que, depuis le châtimement des Seize, ces places étaient occupées par les bourgeois les plus estimés. Le gouverneur apprend à ceux qui l'ignoraient, et répète à ceux qui le savaient déjà, tout le plan de l'entreprise; il assigne à chacun son poste, et convient avec eux de ce qu'il y aurait à faire en cas de tumulte. Ces ordres donnés, il les renvoie dans leurs quartiers, et commence sa ronde afin de voir tout par lui-même.

On dit que les ministres espagnols, toujours soupçonneux malgré la confiance qu'ils étaient obligés de marquer au gouverneur, avaient attaché à sa suite deux officiers et quelques soldats chargés de le poignarder au moindre bruit qu'ils entendraient au dehors. Heureusement les troupes du roi, qui arrivaient de Senlis, et qu'une nuit orageuse avait retardées, ne se présentèrent qu'après quatre heures du matin, le 22 mars, lorsque ces espions étaient retirés. Au premier signal, Brissac, qui les attendait avec impatience, va lui-même les reconnaître. Les portes s'ouvrent à son ordre; les barrières tombent; les soldats royalistes entrent en silence; ils traversent les rues en ordre de bataille, et s'emparent des places et des carrefours. Un seul corps-

de-garde espagnol fit mine de résister; il fut aussitôt enveloppé et détruit. Les autres disparaissent devant le vainqueur, et les factieux, ne voyant pas de ressource, se renferment timidement dans leurs maisons.

Tout étant assuré, et Henri ayant été salué hors des portes par le prévôt des marchands et par le comte de Brissac, qui lui présentèrent les clefs de la ville, il s'avance au milieu d'un corps de noblesse, les piques basses, en signe que la ville n'avait pas été prise par la force. Les cris de *Vive le roi!* se font entendre de tous côtés. Quoique armé, sa marche avait plus l'air d'un triomphe pacifique que d'une entrée militaire. Il va droit à la cathédrale; où il est reçu sous le dais, et harangué comme en pleine paix. Après la messe et le chant du *Te Deum*, le monarque se rend au Louvre, où il dîne en public; et, dès l'après-midi, les boutiques étaient ouvertes, et on travaillait dans Paris, comme s'il n'eût jamais été question de guerre.

Quelque intrépide que fût Henri, on dit qu'il ne put se défendre de quelque inquiétude, en voyant de si près le péril de l'entreprise. Il regarda plusieurs fois derrière lui, entra, ressortit, et demanda si on était bien sûr des portes. Il ne fallait en effet qu'une chaîne tendue, une barricade élevée, un coup tiré, une pierre ou une tuile lancée par un forcené, pour mettre tous les autres en mouvement, et causer un affreux mas-

sacre ¹. Heureusement tout se passa avec la plus grande tranquillité. A l'exception de ce corps-de-garde espagnol qui, ayant voulu résister, fut mis en pièces en un instant, il n'y eut pas la moindre violence commise : encore le roi disait-il qu'il aurait voulu racheter leur vie de son sang.

Dès ce jour même, il se regarda au milieu des Parisiens comme au milieu de ses enfans. Il était charmé de s'en voir pressé : « Laissez-les, cria-t-il à ceux qui voulaient écarter la foule assemblée autour de lui ; laissez-les : ils sont affamés de voir un roi ². » Si les ministres eussent voulu l'en croire, il aurait souffert dans Paris tous les séditeux. Jugant de leur cœur par le sien, il se flattait d'étouffer leur haine à force de bienfaits, et sa bonté gémit lorsqu'il fallut signer des ordres pour éloigner les plus mutins,

Henri se dédommagea de cette violence, faite à sa générosité naturelle, par ses bonnes manières à l'égard des autres. Au moment même de son entrée dans la ville, il envoya assurer les duchesses de Nemours et Montpensier de sa protection. Il invita le légat à venir le voir. Sur le refus du prélat, le roi le fit reconduire honorablement, lui permettant d'emmener sous sa sauvegarde Varade, recteur des jésuites, et Aubri, curé de Saint-André-des-Arts, accusés de complicité avec le scélérat

¹ *Mém. de Condé*, tom. VI, pag. 184.

² *Journal de Henri IV*, tom. II.

Barrière. La garnison espagnole sortit aussi le même jour, avec les honneurs de la guerre, que Brissac lui avait assurés dans son traité. Féria et les autres ministres de Philippe s'en allèrent avec elle. Le roi fut les voir passer, et lorsqu'ils défilaient devant lui, il leur dit en riant : « Recommandez-moi à votre maître ; mais n'y revenez plus. »

A peine quelques jours s'étaient écoulés, que les plus déterminés ligueurs chantèrent la palinodie. La faculté de théologie donna l'exemple. Elle vint faire sa soumission au roi, qui se plut à lui rendre compte de sa foi, et à lever, par une profession sincère, les scrupules qui pouvaient encore rester à quelques docteurs. Des confesseurs indiscrets, des prédicateurs emportés, osaient encore se permettre des insinuations dangereuses. Des religieux, ou peu instruits, ou trop attachés aux maximes ultramontaines, tels que les capucins, les jésuites et les chartreux, refusèrent de faire pour le roi les prières nominales et publiques. Quand on lui parlait de les punir, il répondait : *Il faut attendre, ils sont encore fâchés*. Le seul cardinal Pellevé n'éprouva pas sa bonté : il mourut de dépit, à ce qu'on dit, en apprenant que le roi était dans la ville.

Tous les autres, même les exilés, se ressentirent de sa bienfaisance, puisqu'il n'y en avait pas un seul qui ne méritât d'être puni beaucoup plus sévèrement qu'il ne le fut. Quelques écrits du temps attribuent cette grande clémence du roi à la politi-

que : mais il est impossible qu'un monarque en état de se venger soit toujours retenu par un pareil frein ; s'il n'avait pas une disposition naturelle à l'indulgence. Certainement le titre de *Grand*, que Henri reçut de la voix publique vers ce temps, fut encore plus dans ses sujets l'expression de la tendresse, qui ne s'accorde qu'à la bonté ; que le cri de l'admiration commandée par ses exploits.

Il termina ce qui regardait la capitale, en recevant la Bastille à composition, et en réunissant à Paris les débris du parlement établi à Tours et à Châlons. Cela ne se fit pas sans difficulté. Les membres fidèles prétendaient à des récompenses ou à des distinctions, au préjudice de ceux qui s'étaient laissé entraîner par le torrent de la ligue ; mais ils ignoraient que, sous le voile de la rébellion, plusieurs avaient conservé une fidélité d'autant plus estimable, qu'elle les exposait davantage à la vengeance des factieux. Entre les autres, on doit remarquer ce même Edouard Molé, qui avait déjà procuré l'arrêt du parlement en faveur de la loi salique, et qui, au risque de sa vie, contribua encore à ramener la capitale sous les lois de son souverain. Henri entretenait une correspondance secrète avec ce magistrat, dont les avis dirigeaient les démarches du prince au dehors, pendant que la prudente fermeté d'Edouard disposait au dedans les esprits à la soumission et à la paix. Le roi reconnut les services de Molé par une charge de président à mortier ; il récompensa, comme les cir-

constances le permirent, le zèle des autres; mais il voulut surtout qu'il ne restât aucune trace de désunion, et que la concorde fût rétablie par l'égalité. En exécution de ses ordres, on retira des registres tout ce que le malheur des temps y avait introduit de contraire aux lois et au respect dû au souverain.

Henri commença pour lors une carrière semée de pas glissants, entre deux précipices également difficiles à éviter. Les réformés, le voyant devenu catholique, demandaient des édits qui assurassent leur état. Les catholiques avaient l'œil ouvert sur lui, pour voir s'il ne ferait point de grâces à ses premiers favoris à leur préjudice¹. D'un autre côté, les ligueurs mettaient à prix leur soumission, et les anciens royalistes murmuraient de voir passer entre les mains des rebelles les dignités et les biens qu'ils regardaient comme devant être le prix de leur fidélité; en sorte que le plus sincère et le meilleur des rois passait pour hypocrite auprès du catholique jaloux, et pour ingrât et avare auprès du calviniste mécontent et du courtisan mercenaire.

Par les traits d'humeur qui échappèrent plusieurs fois à Henri dans ces discussions, où il était, pour ainsi dire, tirailé de chaque côté, on juge que ce furent les momens les plus amers de sa vie. Elevé dans les camps, la célérité d'une marche, la brusque décision d'une bataille étaient bien plus

¹ D'Aubigné, tom. IV, liv. III, pag. 505

conformes à son caractère, que le calme du cabinet et les lenteurs d'une négociation. Il en était tout autrement du duc de Mayenne, qui aimait à repaître son esprit d'un projet, pendant qu'il fallait agir. Henri peignit un jour d'un mot cette différence. On lui disait que le duc était un grand capitaine. « Je le crois, répondit-il, mais j'ai toujours cinq bonnes heures sur lui ¹. »

Cette activité lui servit beaucoup au siège de Laon, ville très-forte, où Mayenne avait retiré une partie de sa famille et ses principaux effets. Le roi l'attaqua avec sa vivacité ordinaire. Les Espagnols vinrent au secours, conduits par Mansfeld. Mayenne partageait le commandement, qu'il avait été, pour ainsi dire, mendier jusqu'à la cour de l'archiduc Ernest, gouverneur des Pays-Bas ².

Il courut, sans le savoir, le danger de perdre sa liberté, et peut-être de plus grands encore si ses ennemis eussent été crus. Les ministres espagnols, retirés en Flandre, après avoir été forcés de quitter Paris, voyant le duc à leur discrétion, voulaient le faire arrêter. Leur avis était qu'on lui fit son procès, comme à un traître qui, payé de Philippe, aidé de ses troupes, s'était toujours opposé à l'élection de l'infante, le plus cher désir de ce prince. Cette proposition fut vivement débattue dans le conseil, et Mayenne n'échappa à la vengeance

¹ Pasquier, liv. X, lett. xxx.

² De Thou, liv. CXI. — Davila, liv. XIV.

des Espagnols que parce qu'ils avaient encore besoin de son nom et de son crédit pour pénétrer et se soutenir en France.

Il aurait risqué bien davantage si on avait su que, dans une conférence qu'il s'était ménagée avec les princes lorrains ses parens, après sa sortie de Paris, ne pouvant traiter directement avec le roi, il était convenu que les autres entameraient une négociation, à laquelle il accèderait ensuite; de sorte que, pendant que Mayenne s'engageait à l'archiduc, on faisait des démarches pour lui auprès du roi. Au reste, ils ne faisaient que se tromper les uns les autres; car, dans le même temps que les Espagnols donnaient leur armée à commander au duc, ils lui débauchaient des gouverneurs de provinces, et jusqu'à ses parens, auxquels ils faisaient des pensions, afin qu'ils ne dépendissent plus du chef de la ligue, mais d'eux seuls.

Ces divisions sourdes n'empêchaient pas que tout n'allât de concert quand il était question des opérations militaires. Les Espagnols, sollicités par Mayenne, vinrent au secours de Laon. Ils tinrent long-temps le roi en échec; mais il leur enleva un convoi considérable, dont la perte les obligea de se retirer sans pouvoir néanmoins être forcés à une bataille. La garnison, en se rendant, obtint les honneurs de la guerre, et des sûretés pour toutes les personnes attachées au duc de Mayenne, pour son fils surtout, qui commandait dans la ville, malgré sa grande jeunesse. Le roi le vit, loua son courage,

et l'engagea de porter à son père des paroles de paix.

La France perdit à ce siège Givri, gouverneur de Brie, jeune homme de grande espérance, plein d'esprit, habile dans les langues et les mathématiques, capitaine prudent et soldat intrépide. C'est à lui que Henri, délicat sur les louanges, parce qu'il savait les mériter lui-même, écrivit cette ligne, après un avantage dû à la bravoure de ce jeune guerrier : « Tes victoires m'empêchent de dormir. Adieu, Givri ! voilà tes vanités payées ¹. »

La conquête de Laon fut accompagnée et suivie de beaucoup d'autres faites, tant par la plume que par l'épée. Amiens, Château-Thierry, Beauvais, Cambrai, revinrent à l'obéissance. Le duc d'Aumont soutint avec succès la guerre en Bretagne, contre les Espagnols auxiliaires du duc de Mercœur, qui voulait s'y former un état indépendant ². Le fier d'Épernon, presque souverain dans le midi de la France, depuis qu'il s'y était retiré après la mort de Henri III, fléchit sous les ordres du roi, notifiés par le duc de Montmorenci, gouverneur de Languedoc, qui avait appris lui-même à reconnaître un maître, mais qui en avait été payé dès l'année précédente par l'épée de connétable. Le duc de Guise fit sa paix pour lui et ses frères : ils rendirent Reims et toutes les places qu'ils occupaient.

¹ Pasquier, liv. X, lett. 1^{re}.

² *Vie de Mornay*, pag. 309.

Le roi leur en laissa le gouvernement, et y ajouta d'autres bienfaits, qui firent de nouveau murmurer les anciens royalistes. « Mais, disait ce prince, il faut que la métairie rachète le château. » Le duc de Lorraine demanda et obtint une trêve. Villars rendit Rouen, et fut continué dans sa charge d'amiral, que le duc de Mayenne lui avait conférée. Biron en avait été pourvu par le roi; le monarque lui en demanda la cession, et l'obtint moyennant le bâton de maréchal de France. La Châtre et Bois-Dauphin obtinrent aussi la confirmation de la dignité de maréchaux de France, qu'ils tenaient du lieutenant général. Ainsi s'accomplit la prédiction d'un plaisant, qui dit, lors de cette création, que *Mayenne faisait des bâtards qui se feraient légitimer un jour à ses dépens*. De Rosne fut le seul d'entre eux qui ne put jouir d'une faveur qui lui était pareillement réservée. Son mauvais sort l'avait entraîné chez les Espagnols; il se vit contraint, pour détourner des soupçons d'intelligence avec le roi, d'affecter pour leurs intérêts un attachement qu'il n'avait pas. Par suite de ce malheur, et contre sa volonté, il contribua plus qu'aucun autre à leurs succès dans les campagnes suivantes, et n'y rencontra lui-même que la mort.

Aux progrès du roi dans l'intérieur se joignirent des espérances du côté de Rome. Elles furent apportées par le cardinal de Gondi, évêque de Paris, assez instruit de la politique italienne pour n'être pas dupe des mauvais traitemens extérieurs que son

attachement au roi lui avait attirés. Il s'était vu menacer de l'inquisition. Le pape avait dit publiquement que c'était un mauvais cardinal. Cependant, moyennant quelques légères satisfactions, il était rentré en grâce ; et quoique le souverain pontife lui eût déclaré qu'il ne voulait pas entendre parler en faveur du roi, il l'avait néanmoins écouté sans marque de mécontentement.

Il était public dans Rome que, les Espagnols pressant le pape de réaggraver ses excommunications contre le roi de France, Clément avait répondu que le feu était déjà assez grand dans ce malheureux royaume sans l'allumer encore davantage, et que le roi catholique, qui sollicitait si fort le secours des foudres spirituelles, devait auparavant employer si bien les armes temporelles que les premières ne fussent pas lancées sans effet. Gondi rapporta aussi au roi que, s'il voulait gagner les bonnes grâces du pape, il devait retirer le prince de Condé des mains des calvinistes, et le faire élever auprès de lui dans la religion catholique, parce que, Henri n'ayant point d'enfant, ce jeune prince devenait le plus proche héritier de la couronne.

Cette précaution s'arrangeait avec les intérêts politiques du roi. Il ne faut pas croire que tous les calvinistes fussent également raisonnables sur sa conversion. Les ministres de cette religion l'avaient vue avec le plus grand dépit. Le peuple, ordinairement écho de ses docteurs, se regardait comme trahi par la défection de son chef. Entre les grands,

plusieurs pensaient comme le peuple. On accuse au contraire Turenne, devenu duc de Bouillon, d'avoir vu avec plaisir le changement du roi, dans l'espérance qu'il pourrait se faire élire à sa place chef des calvinistes. Tout tendait dans ce parti à se choisir un défenseur contre l'oppression qu'il appréhendait ; et, si les requêtes qu'il présentait à la cour ne marquaient pas précisément ce but, le roi ne l'ignorait pas. Ainsi sa prudence devait avoir deux objets : tranquilliser les esprits alarmés, et ôter aux brouillons la ressource de quelques noms illustres, dont ils auraient appuyé leur révolte. C'est ce qu'exécuta Henri en renouvelant l'édit de Poitiers, favorable aux réformés, et en appelant le jeune Condé auprès de sa personne : conduite sage, après l'expérience que le monarque avait faite lui-même de ce que pouvait un prince du sang à la tête d'un parti, ne fût-il qu'un enfant.

Pendant que la France, régie par une main si habile, commençait à jouir du calme après tant d'horribles tempêtes, un démon, jaloux de son bonheur, suscita un nouveau parricide, dont l'affreux attentat pensa la replonger dans de nouveaux troubles. Jean Châtel, fils d'un honnête bourgeois de Paris, âgé de dix-neuf ans, fut le monstre que l'enfer arma contre les jours de Henri. Ce jeune homme, livré dès son adolescence à des habitudes de débauche, en éprouvait de temps en temps des remords. Il venait de finir des études brillantes au collège des jésuites, qui lui montraient de l'amitié,

comme à un sujet d'espérance, et qui l'admirent aux exercices spirituels. Dans son interrogatoire il n'accusa aucun de ses maîtres d'être complice de son crime : mais il dit qu'il avait souvent entendu soutenir au collège qu'il était permis de tuer le roi, parce que c'était un tyran, et que le pape ne le reconnaissait pas; que ce sentiment était celui de la société en général; qu'effrayé par la crainte des feux éternels dont ses directeurs le menaçaient à cause de sa persévérance dans le crime, il avait résolu d'assassiner le roi, espérant que, s'il devait être condamné à huit degrés de tourmens, ils seraient réduits à quatre par une action si utile à l'église.

Dans ce dessein, Jean Châtel trouva moyen de pénétrer jusqu'à la chambre du roi, le 27 décembre, et lui donna un coup qui devait porter à la gorge; mais comme en cet instant Henri se baissait pour embrasser un seigneur qu'on lui présentait, le couteau le frappa à la bouche et lui cassa une dent sans faire de blessure profonde. Le scélérat fut pris et condamné au supplice des criminels de lèse-majesté. Il en souffrit les affreuses tortures avec la plus grande constance, en homme qui plie sous la violence, mais sans se repentir ni changer de sentiment.

1595. — On attribua une si étonnante fermeté aux leçons des jésuites. Ils furent arrêtés dans leur maison, et subirent un interrogatoire rigoureux. On trouva chez eux des écrits séditieux. Sur ce délit,

et d'autres enquêtes aggravantes, Jean-Guignard, jésuite, fut condamné à être pendu, et les autres furent bannis pour toujours du royaume. Ils sortirent de Paris le 8 janvier. « Voilà, dit le journaliste de Henri IV, comme un simple huissier avec sa baguette exécuta ce jour ce que quatre bataillons n'eussent su faire¹. »

Le roi se montra fort sensible à cet attentat. « Fallait-il, dit-il douloureusement, que les jésuites fussent convaincus par ma bouche ? » Il parut extrêmement triste pendant quelques jours, et se laissa même abattre. Son cœur souffrait de ce que dans son peuple pour lequel il aurait donné, disait-il, mille fois sa vie, il se trouvait encore des monstres capables d'une haine si envenimée. Mais les affaires et le bruit des armes firent bientôt diversion à cette mélancolie.

Assez et trop long-temps Philippe II, abusant de la crédulité des Français, les avait, pour ses seuls intérêts, fait combattre les uns contre les autres sous les drapeaux de la religion. Tranquille dans sa cour, ce monarque, du fond de son cabinet, envoyait la discorde chez ses voisins ; jamais il n'était plus heureux que lorsque l'étendard de la révolte était levé dans un pays, et que ses malheureux habitants, saisis d'un esprit de vertige, s'entre-déchiraient, victimes de l'erreur et du préjugé. Aussitôt ses troupes partaient, assez fortes pour attiser le

¹ *Journal de Henri IV*, tom. III.

feu, toujours trop faibles pour l'éteindre. Ses trésors s'ouvraient à la perfidie qui révèle les secrets des princes, à l'enthousiasme qui soulève les peuples, au fanatisme qui poignarde les rois. Il comptait pour rien ses propres pertes, quand elles avaient été ruineuses aux autres. Prodigue du sang de ses sujets, Philippe n regardait les hommes comme nés pour servir son ambition, et la victoire n'aurait pas coûté un soupir à ce barbare, s'il eût pu, sur des monceaux de cadavres, monter au trône de l'univers.

Henri le Grand borna la fortune de ce prince. On lui conseillait de traiter avec Philippe, d'abandonner quelques villes, et même quelques provinces pour sauver les autres, et de ne point risquer le choc d'un état épuisé contre ce colosse de puissance; mais Henri aima mieux une rupture ouverte qu'une paix semée d'embûches. Il déclara donc la guerre à l'Espagne. Par là il démasquait Philippe, et le forçait de s'expliquer. Il le proclamait en quelque manière ennemi, non pas seulement de Henri de Bourbon, mais de toute la France, et il se mettait en droit de déclarer rebelles les seigneurs français qui resteraient unis à l'étranger.

On n'en connaissait plus de considérables que les ducs de Mercœur en Bretagne, d'Aumale en Picardie, et Mayenne en Bourgogne. Celui-ci, de chef de parti devenu esclave des Espagnols, conservait peu d'intelligences en France, excepté

dans la Bourgogne, son gouvernement ¹. Il est étonnant que, dans les nouveaux traités faits avec Mayenne, les Espagnols parlassent encore de l'élection d'un roi, et que le duc s'appuyât aussi de cette chimère. On ne peut douter qu'ils ne se jouassent réciproquement avec pleine connaissance : preuve certaine que les affaires des grands sont souvent mêlées de puérités dont les petits rougiraient.

Henri, dont on marchandait, pour ainsi dire, la couronne, n'était pas d'humeur à attendre qu'on y portât impunément la main. Tant que la guerre se borna à des escarmouches et à des expéditions peu importantes, il laissa agir ses généraux dans les provinces, assez occupé des affaires de l'intérieur; mais sitôt qu'il sut que don Vélasco, connétable de Castille, avait quitté l'Italie, passé les Alpes, traversé la Suisse, et que, de concert avec le duc de Mayenne expulsé de la Bourgogne par le nouveau maréchal de Biron, il s'ébranlait en Franche-Comté, il courut défendre sa frontière. Le roi, pour porter des secours plus prompts à Biron, qui assiégeait Dijon, s'était séparé de son infanterie à Troyes, et avait pris les devants avec sa cavalerie, forte d'environ deux mille hommes. Arrivé devant les lignes, il apprend que le connétable de Castille a jeté deux ponts à Gray, sur la Saône. Aussitôt il se porte à Luz, petite ville entre

¹ De Thou, liv. CXII. — Davila, liv. XIV.

Dijon et Gray. Il y fait reposer ses troupes et leur donne rendez-vous pour trois heures après-midi à Fontaine-Française. Pour lui, avec une partie de son monde, il se met en route trois heures plus tôt afin de reconnaître la position des lieux, et se choisir le champ de bataille en cas d'action.

Déjà il apercevait le village lorsque le marquis de Mirebeau, qu'il avait envoyé à la découverte avec une centaine de cavaliers, arrive en désordre et lui apprend que l'armée combinée est sur ses talons. Biron, qui accompagnait le roi, s'offre à aller reconnaître l'ennemi avec trois cents chevaux ; à mille pas seulement il rencontre une garde avancée, qu'il dissipe ; mais dans le moment même il aperçoit en effet toute l'armée espagnole qui marchait en bataille. En même temps quatre cents chevaux, qui poursuivaient un petit parti de Français, marchent sur lui comme pour l'attaquer, puis se séparent bientôt en deux bandes pour observer ses derrières. Biron se divise aussi, mais en trois bandes, deux pour tenir en échec celles de l'ennemi et les empêcher de reconnaître s'il était soutenu, et la troisième pour porter du secours où il pourrait en être besoin. Neuf cents cavaliers se joignent alors aux premiers qui l'avaient attaqué, et imitant la même manœuvre, le chargent de chaque côté. Le maréchal, avec sa petite troupe, fit tête partout ; mais, le nombre des ennemis croissant toujours, il craignit d'être enveloppé, et pensa à la retraite. Elle se fit avec quelque désordre, d'autant que le

maréchal avait reçu un coup de sabre sur la tête et un coup de lance dans le bas-ventre. Il était perdu si le roi ne lui eût envoyé d'abord cent chevaux qui furent repoussés, et si lui-même ne s'était ensuite avancé avec trois cents chevaux qu'il avait encore à sa disposition. Avant de partir il fit un appel à tout ce qu'il avait sous la main de gens de marque : « A moi, messieurs, leur dit-il, et faites comme vous m'allez voir faire. » Il charge alors avec une telle furie les escadrons qu'il avait en tête, qu'il les renverse sur ceux qui étaient derrière pour les soutenir. La mêlée fut terrible, et le combat devenait hasardeux pour le roi, quand Biron, qu'il avait dégagé, mais que l'on croyait hors de combat, parce qu'il paraissait aveuglé par le sang qui coulait de sa plaie, reparut tout d'un coup avec cent vingt chevaux qu'il avait ralliés, et acheva la déroute que le roi avait commencée.

Les troupes animées voulaient pousser plus avant; mais le roi, qui avait combattu en soldat, agit alors en capitaine, et faisant remarquer aux siens nombre d'arquebusiers placés derrière une haie, le long de laquelle il fallait passer, il contint de cette manière l'ardeur de son monde. En ce moment il reçut un renfort de huit cents chevaux, dont l'arrivée fit croire au général espagnol que c'était l'armée royale elle-même. Le mauvais succès de l'escarmouche lui faisant craindre l'événement d'une bataille, il ne jugea point à propos de la risquer, et malgré les instances du duc de

Mayenne, tout préoccupé du soin de défendre la Franche-Comté, il reprit le chemin de la Saône, qu'il repassa le lendemain.

Dans cette rencontre, devenue célèbre sous le nom de combat de Fontaine-Française, le roi a été accusé de s'être trop imprudemment exposé; mais il faut dire, à sa décharge, que les circonstances l'y forcèrent. D'une part, il ne pouvait laisser engagé le maréchal de Biron, qui s'était offert si généreusement à aller reconnaître l'ennemi, et, d'autre part, la fuite presque aussi dangereuse que le combat dontait un grand ascendant aux Espagnols. Contraint à prendre parti sur-le-champ, la loyauté, l'honneur, le courage l'inspirèrent et le servirent mieux que les conseils timides; car avec neuf cents chevaux environ, sans rivière ni retranchemens devant lui, et avec perte seulement de six hommes, il eut la gloire et le bonheur d'en imposer à une armée de douze mille hommes de pied et de trois mille chevaux, de l'arrêter, et de lui faire rebrousser chemin.

Mais une gloire plus pure encore, c'est qu'au milieu de la mêlée et des risques personnels auxquels il était exposé, il conservait assez de présence d'esprit pour d'autres dangers que les siens, et pour en préserver ceux qui étaient menacés. *Garde! La Curée!* cria-t-il d'une voix forte à l'un de ses officiers prêt à être percé par un ennemi. La Curée se retourne à la voix, aperçoit le péril et renverse son adversaire. « Dans d'autres occasions,

disait Henri après le combat, j'ai combattu pour la victoire, mais dans celle-ci j'ai combattu pour la vie. » Aussi écrivit-il à sa sœur : « Peu s'en est fallu que vous n'ayez été mon héritière. »

Les ennemis, contents de cet essai, conclurent un traité de neutralité pour la Franche-Comté, où le roi était entré, et reprirent le chemin de Milan. Par là ils donnèrent le temps au roi d'aller à Lyon, de parcourir quelques provinces, et d'y rétablir l'ordre et la tranquillité. Comme dans une bonne partie de la France les peuples, depuis la guerre civile, ne payaient que ce qui leur était arraché par les contributions militaires ; comme il n'y avait de règle ni dans la répartition des impôts, ni dans la recette, il fallut recourir à de nouveaux édits bursaux. Pareillement la difficulté de tirer les soldats chacun de leur canton, où ils faisaient la guerre, et d'en former des armées capables de tenir tête à celle des Espagnols, obligea de convoquer le ban et l'arrière-ban. Ces levées générales, en affaiblissant les corps particuliers, diminuèrent le brigandage, et rendirent au roi de bons chefs.

Il perdit dans ce temps le maréchal d'Aumont, Français d'une qualité antique, sincèrement attaché à son prince, général habile, conseiller plein de sens et de probité. Il mourut en Bretagne, où il faisait la guerre, également estimé de tous les partis. La Picardie regretta aussi d'Humières, pleuré comme le père des soldats.

Cette province, voisine de la Flandre, souffrit plus long-temps que les autres. Les Espagnols y firent de grands progrès, secondés par le duc d'Anmale, qui en était gouverneur, et qui, moyennant une pension considérable, mais qu'il aurait pu obtenir de Henri, leur livra ses places et les troupes qui lui obéissaient. Pour le punir de son obstination dans la révolte, le roi permit que le parlement confisquât ses biens, le déclarât criminel de lèse-majesté, le condamnât à être écartelé. La sentence fut exécutée en effigie.

Mayenne n'attendit pas un pareil éclat. Sentant bien, après le combat de Fontaine-Française, que les affaires de la ligue étaient désespérées, pouvant à peine trouver un asile en Bourgogne, son gouvernement, dont les villes se rendaient successivement au roi, il fit demander à ce prince qu'il ne le forçât pas à le reconnaître avant l'absolution du pape. Henri lui accorda cette grâce et lui permit de se retirer dans la ville de Châlons-sur-Saône, avec promesse de ne le point inquiéter, et entière surséance; jusqu'à ce que le souverain pontife eût terminé l'affaire de la réconciliation.

Depuis les désastres de la ligue et la réduction de la capitale, on se flattait que l'absolution du roi ne pouvait pas être long-temps différée. Dans cette espérance, d'Ossat entretenait toujours la négociation à Rome avec du Perron, qui leur avait été adjoint. Clément VIII, qui observait en se-

écoutant chaque cardinal en secret. Par là, le pape se rendait maître des suffrages, soit parce que les opinans intimidés n'oseraient pas le contredire, soit parce qu'il promettait de ne rapporter au consistoire que ce qu'il voudrait de leurs avis.

On dit qu'il employa encore une autre ruse fort adroite. Comme le cardinal Tolet était espagnol, et par conséquent au-dessus du soupçon par rapport à sa nation, Clément le détacha à la comtesse de Bénévent, ambassadrice d'Espagne. Dans une conversation de confiance, le cardinal dit à la femme de l'ambassadeur, dans le plus grand secret, que le pape est disposé à donner l'absolution au roi de France, bien sûr qu'elle ne manquera pas de le révéler à son mari, et qu'il dépêchera aussitôt en Espagne. Le saint père attend ensuite le temps nécessaire pour la réponse. N'entendant parler de rien, il tient consistoire; et, malgré les réclamations du cardinal Colonne, auquel il impose silence, il conclut à donner l'absolution.

Pendant ces délibérations, on faisait dans Rome des prières publiques par ordre du pape, et les conditions se réglaient en particulier avec du Peron et d'Ossat, nommés ambassadeurs du roi à cet effet. Le 17 septembre, jour fixé pour la cérémonie, les deux ministres, vêtus en simples prêtres, se présentèrent au pape qui était assis sur un trône élevé dans la place de Saint-Pierre, en-

touré des cardinaux. On lut la requête du roi et les conditions de l'absolution, que du Perron et d'Ossat, au nom du prince, promirent d'observer. Ils abjurèrent ensuite, selon la formule prescrite, les erreurs contraires à la foi catholique. Ils se mirent à genoux devant le souverain pontife, et reçurent de lui, comme pénitens publics, quelques légers coups de baguette, pendant que le chœur récitait le psaume *Miserere*. Le pape se leva, lut quelques prières; et s'étant assis, la tiare en tête, il prononça à haute voix la formule d'absolution, et entra dans l'église, où l'on chanta le *Te Deum*.

Ainsi se termina cette importante affaire. La plus grande difficulté qu'éprouvèrent les négociateurs du roi fut pour maintenir l'indépendance de la couronne; que quelques ministres du pape voulaient altérer, en proposant d'insérer dans les suppliques données au nom de Henri, quelques paroles qui auraient fait entendre que Bourbon n'était censé roi qu'en vertu de son absolution. Les ambassadeurs français furent inébranlables sur cet article. Ils eurent aussi besoin de fermeté sur ce qu'on exigeait la publication pure et simple du concile de Trente. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'ils obtinrent qu'il n'en serait publié que ce qui s'accordait avec nos maximes. Ils se rendirent fort faciles pour tout le reste. Les réformés les taxèrent de mollesse, pour s'être soumis à être frappés de la baguette qu'ils appelaient par déri-

sion la gaulade ; mais au fond cette cérémonie n'était qu'un signe de la pénitence publique, dont néanmoins on aurait pu épargner la confusion aux représentans d'un si grand roi. Au reste, cette humiliation de forme, et qui ne choque certains esprits que parce qu'elle est considérée sous un faux point de vue, fut compensée par tous les témoignages publics d'honneur, d'estime, et surtout de satisfaction. En aucune ville de France il n'y eut plus d'enthousiasme dans les réjouissances : nulle part elles ne furent plus vives, plus sincères, plus démonstratives qu'à Rome. Les armoiries du roi décorèrent une multitude d'édifices, et son portrait était dans toutes les mains. Enfin, écrivait ce même jour d'Ossat : « Le canon du château Saint-Ange a tiré ce matin, dont les Espagnols ont mal aux oreilles, et se feront à ce soir d'autres signes de réjouissances, qui leur feront encore mal aux yeux. »

Les conditions de l'absolution étaient la plupart des clauses de police ecclésiastique. On faisait promettre au roi qu'il ne nommerait aux bénéfices que des personnes d'une foi non suspecte, qu'il protégerait le clergé, qu'il révoquerait les libéralités faites aux dépens de l'église, qu'il ratifierait tous ses engagements entre les mains du légat qui serait envoyé en France, et qu'il notifierait publiquement à tous les princes catholiques sa résolution de vivre et de mourir dans leur religion. Le pape imposa aussi des obligations personnelles.

comme de réciter des prières marquées, d'entendre la messe tous les jours, de bâtir des monastères pour les deux sexes dans différentes provinces, d'approcher au moins quatre fois l'an des sacrements de pénitence et d'eucharistie, et on dit qu'il y eut une dernière condition secrète de rappeler les jésuites. Mais on peut en douter, et croire au contraire qu'ils ne durent leur retour qu'à la bonne volonté du roi, puisque ce ne fut que huit ans après qu'ils furent rappelés.

1596. — Le duc de Mayenne n'avait plus le moindre prétexte d'éloigner son accommodement; au contraire, confiné à Châlons, il désirait ardemment d'en finir. Le président Jeannin y travaillait auprès du roi; mais il se rencontrait des obstacles qui se seraient aisément aplanis, si le duc avait pu, comme autrefois, traiter à la tête d'une armée¹. Une des choses qui embarrassait le plus était la complicité de la mort de Henri III. Le duc de Mayenne souhaitait que l'édit déclarât innocens lui, les princes et les princesses de sa maison, si nettement qu'ils ne pussent jamais être recherchés; mais il désirait aussi que cet article fût couché de manière qu'on ne pût induire des termes qu'ils avaient eu besoin de grâce et d'abolition.

Le duc demandait de plus à traiter pour le reste des ligueurs, comme s'il eût encore été chef du

¹ De Thou, liv. CXV. — Davila, liv. XV.

parti. On aurait pu lui refuser cet avantage ; mais le roi ne fut pas fâché de terminer tout en une fois. Il se trouvait à Folembrai, maison de plaisance, avec Gabrielle d'Estrées, qui sollicitait pour le duc dans l'espérance de s'en faire un partisan. Mayenne n'avait jamais été méchant. On savait que, s'il eût moins aimé sa patrie, il aurait pu lui faire beaucoup plus de mal. Il paraissait revenir sincèrement lorsqu'il pouvait peut-être encore donner quelque embarras en se joignant aux ennemis du royaume. La générosité du roi ne lui permit pas d'abuser de sa situation. Il manda le premier président, le président Séguier, le procureur général et quelques conseillers, avec ordre d'apporter les pièces du procès de l'assassinat de Henri III. On les lut, et, toutes choses pesées, on conçut l'édit en ces termes : « Sur ce qu'il a paru au roi, par l'inspection des pièces, que les princes et princesses qui ont fait la guerre contre lui n'ont aucune part à ce crime ; vu même qu'ils s'en sont justifiés par serment, il interdit à ses cours de parlement toutes poursuites à cet égard. »

Le roi traita très-favorablement le duc pour les autres objets de discussion. Il se chargea de ses dettes, libéra ses biens de toutes hypothèques, et reconnut que lui et les autres ligueurs n'avaient pris les armes que par un motif de religion. Il défendit qu'ils fussent jamais recherchés pour aucunes intelligences, pactes ou conventions faites avec les étrangers. Le roi donna au duc trois places de sù-

reté, deux en Bourgogne et une en Champagne, et leurs domaines, pour six ans, avec le privilège qu'il ne serait point permis aux réformés d'y tenir des assemblées. Enfin il assigna un terme pendant lequel il serait libre aux princes lorrains et aux autres seigneurs français de se présenter pour jouir du bénéfice de l'édit.

Quand il fut porté au parlement, l'enregistrement éprouva bien des difficultés. Diane de France, fille naturelle de Henri II et sœur de Henri III, et Louise de Lorraine, veuve de ce roi, firent leur opposition à l'article de l'édit qui déchargeait des personnes violemment soupçonnées d'avoir eu part au meurtre de ce prince; et, malgré les ordres réitérés du roi, elles persistèrent dans leur protestation. Le parlement eut aussi beaucoup de peine à passer les grâces, privilèges, exemptions et sauvegardes que le roi accordait, et il n'enregistra qu'après plusieurs lettres de jussion.

Le roi ne tarda pas à jouir des effets de sa bonté. Henri, marquis de Saint-Sorlin, et alors duc de Nemours par la mort prématurée de son frère, qui venait à peine de s'évader de Pierre-Encise, se rendit à son devoir. Le duc de Joyeuse lui ramena la ville et tout le pays de Toulouse. C'était le même qui s'était fait capucin, et qui pour le service de la ligue avait changé son froc contre une cuirasse après la mort d'Antoine Scipion, chevalier de Malte, son frère, noyé à Villennor, qui soutenait le parti de la ligue en Lan-

guedoc. Le roi le fit maréchal de France. Dans la suite il reprit l'habit de capucin et le porta jusqu'à la mort.

Pendant le reste de cette année plusieurs seigneurs firent leur paix avec le roi, et lui jurèrent une fidélité qui ne fut pas gratuite de la part du plus grand nombre. Les moins à charge étaient ceux qui se contentaient d'être confirmés dans leurs gouvernemens ou leurs dignités. Les calvinistes ne voyaient pas sans jalousie ces faveurs accordées à leurs ennemis. Eux qui avaient versé leur sang pour le roi, eux à qui il devait sa couronne, le moins, disaient-ils, qu'il pût leur accorder, c'était, comme aux ligueurs, des gouvernemens, des honneurs, des dédommagemens, enfin des places de sûreté où ils pussent exercer leur religion sans aucune dépendance du clergé romain.

Ces discours avaient été souvent répétés, dès l'année dernière, dans deux assemblées successives, tenues l'une à Saumur en Aujou, l'autre à Sainte-Foi en Périgord : assemblées convoquées à la vérité par la permission du roi, mais où il se dit et se fit bien des choses contre son gré. Les réformés se plaignaient de ce qu'après leur avoir promis solennellement, en les quittant, de pourvoir à leurs intérêts, le roi les renvoyait maintenant à l'édit de Poitiers, qui n'était pas si favorable qu'on le disait. Ils demandaient donc une nouvelle déclaration, qui leur permit de professer ouverte-

ment leur religion par tout le royaume, qui assignât à leurs ministres des fonds et des revenus assurés; qui admit les protestans sans distinction aux charges publiques, et qui stipulât que dans tous les tribunaux on nommerait autant de magistrats réformés que de catholiques. Le roi les apaisa cette fois par des promesses, leur faisant voir que les soins de la guerre, les affaires de finances et de police ne lui permettaient pas encore de les satisfaire.

Tout ce qu'ils virent arriver cette année ne les calma pas. Outre ces bienfaits accordés aux ligueurs rentrés en grâce, objets de leur constante jalousie, il leur semblait que le roi se décidait trop en faveur des catholiques. Ils observèrent avec inquiétude tout ce qui se passa à l'occasion du légat que le pape envoya en France, pour faire ratifier au roi les conditions de son absolution. Le souverain pontife nomma Alexandre de Médicis, archevêque de Florence. Il ne pouvait pas mieux choisir : c'était l'opposé du fougueux Philippe Sega; doux, modéré, conciliateur, connaissant les bornes du vrai zèle, et les montrant aux catholiques qui voulaient s'en écarter. Le roi le combla d'honneurs, et le prélat y répondit par une sagesse qui ne se démentit jamais.

Ce légat reçut l'abjuration de Charlotte de la Trémouille, princesse de Condé. Elle avait été inculpée à l'occasion de la mort de son mari, qu'on soupçonna n'être point naturelle; mais elle obtint

deux absolutions, l'une du pape pour l'hérésie, l'autre du parlement pour le crime supposé, ou plutôt ce corps de magistrature proclama solennellement son innocence. Médicis gagna la confiance du roi, et jeta les fondemens de la paix avec l'Espagne, qui entraît aussi dans sa mission.

Il voyait, de près quel besoin en avait la France. Elle ne se soutenait que par le courage du roi. Dès le commencement de la campagne, les ennemis avaient pris en Picardie plusieurs places importantes; auxquelles ils ajoutèrent Calais, par les conseils et par les talens de de Rosne, qui, réfugié parmi eux, ne trouva que ce moyen de prouver son attachement aux Espagnols, et d'échapper aux dangers que le soupçon d'intelligence avec Henri IV lui fit courir. Cette conquête fit ouvrir les yeux aux Anglais et aux Hollandais, pressés depuis longtemps de former avec la France une alliance offensive et défensive, dont la conclusion tirait en longueur. Ils y donnèrent enfin les mains, et mirent en mer une flotte qui inquiéta les Espagnols, mais sans leur causer grand dommage.

Le fardeau de la guerre tomba donc toujours sur Henri. Sa valeur suppléa à sa faiblesse. Malgré les forces ennemies, il reprit plusieurs de ses places, et il aurait sans doute poussé plus loin ses victoires, si son armée, mal payée, mal nourrie, et dénuée de provisions de toute espèce, ne se fût débandée à la moitié de la campagne.¹

¹ De Thou, liv. CXXVII. — Davila, liv. XV.

Les calvinistes prirent ce temps pour renouveler leurs demandes. Ils dressèrent leur requête dans une assemblée convoquée à Loudun, assemblée que le roi fut obligé de permettre, de peur qu'on ne la tint malgré lui. Ce prince les conjura d'attendre un moment plus opportun, et nomma même deux habiles jurisconsultes pour rédiger l'édit qu'ils sollicitaient. Ils se séparèrent à la vérité, mais ils restèrent dans leurs provinces, sans faire attention à l'extrémité où se trouvait le roi.

Cette espèce de rébellion sourde n'était pas le dépit passager d'une troupe mécontente; elle avait son système et ses chefs. La Trémouille et Bouillon, les plus grands seigneurs du parti depuis que le roi s'en était retiré, aiguisaient la jalousie des ministres de leur religion, déjà trop susceptibles, et éveillaient le zèle des peuples, afin de pouvoir montrer ce zèle à la cour, comme un épouvantail, quand ils voudraient lui arracher des grâces.

Peut-être à l'aide des synodes, qui ordonnaient des levées de deniers sous le nom d'aumônes; à l'aide des places de sûreté et de leurs garnisons, qui donnaient occasion d'entretenir une milice toujours subsistante, ils se flattaient de ressusciter le projet reproché à leurs pères, d'établir en France une espèce de république, dont ils seraient les premiers magistrats. Henri iv le craignait; mais instruit par les fautes de Henri iii, son prédécesseur, qui laissa les catholiques former un corps et prendre un chef, sous prétexte d'une union sainte, il s'ap-

pliqua à leur faire regarder l'autorité royale comme le seul canal des grâces, et l'unique ressource contre les vexations. Il voulait qu'ils fussent heureux, sous la sauvegarde non pas des privilèges qu'ils se seraient faits, mais de ceux qu'on leur aurait accordés. Pour cela il eut soin que tous les actes publics, assemblées, levées de deniers, montres de troupes, quoique dérogeant à la puissance royale, en portassent toujours le sceau et la marque.

Si les calvinistes eussent été dirigés par des vues saines, ils auraient aidé le roi à abattre le reste des ligueurs, et à se rendre maître dans son royaume, afin que la crainte des catholiques ne les gênât pas dans la composition qu'il voudrait leur faire; mais l'intérêt des chefs est souvent différent de celui de la cause. Bouillon, La Trémouille, Rohan, et les autres têtes du parti, voyant le roi sous l'épée des Espagnols en Picardie, et sous celle du duc de Mercœur en Bretagne, voulurent faire sentir à leur souverain, par cette inaction, ce qu'il devait craindre de leurs efforts s'il ne les contentait pas,

Trop fier pour prier, trop prudent pour compromettre son autorité, Henri souffrit avec une indifférence apparente cette défection qu'il ne devait pas attendre de ses anciens compagnons d'armes, mais il ne l'oublia jamais. Afin de ne plus être obligé de mendier, pour ainsi dire des secours qui lui manquaient dans le pressant besoin, il convoqua à Rouen les notables de son royaume de

tous ordres, clergé, noblesse, magistrats¹. Le roi y fit une harangue, que les courtisans trouvèrent au-dessous de la majesté du trône, mais qui est faite pour émouvoir à jamais le cœur de tous les Français, par les sentimens paternels dont elle est la touchante expression. « Si je faisais gloire; messieurs, dit-il, de passer pour un excellent orateur, j'aurais apporté ici plus de belles paroles que de bonne volonté; mais mon ambition tend à quelque chose de plus haut que de bien parler : j'aspire au glorieux titre de libérateur et de restaurateur de la France.

» Déjà, par la faveur céleste, par les conseils de mes fidèles serviteurs, et par l'épée de ma bonne noblesse, dont je ne distingue pas les princes, je l'ai tirée de la servitude et de la ruine. Je désire maintenant la remettre en sa première force et en son ancienne splendeur. Participez, messieurs, à cette seconde gloire, comme vous avez participé à la première.

» Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver mes volontés. Je vous ai rassemblés pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, bref pour me mettre en tutelle entre vos mains : envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises, aux victorieux; mais la violente amour que je porte à mes sujets me fait trouver tout aisé et honorable. »

¹ *Mém. de la ligue*, tom. VI, pag. 464.

1597. — En effet, dans un âge peu avancé, Henri portait déjà des marques de vieillesse : ses cheveux blanchirent de bonne heure ; et quand on lui en demandait la cause : *C'est, disait-il, le vent de mes adversités qui a soufflé là*¹. L'hiver se passa dans les discussions épineuses de l'assemblée de Rouen. Il s'y fit des réglemens sages, mais pas en si grand nombre et aussi fermes que l'état des affaires l'exigeait. L'article essentiel surtout, celui pour lequel l'assemblée avait été convoquée, l'article des finances, fut totalement manqué. On ne prit à cet égard que des mesures dictées par l'incapacité, et sur lesquelles une prompte expérience força de revenir.

Par cette raison peut-être, Henri, ordinairement si actif, se laissa cette année prévenir par les ennemis ; mais, quelque influence qu'ait pu avoir le besoin d'argent sur les opérations militaires, on fait au roi des reproches plus légitimes : trop épris des charmes de Gabrielle d'Estrées, il oubliait auprès d'elle le soin de son royaume, et sacrifiait souvent à l'amour des momens décisifs pour l'avancement de ses affaires. Dans le temps même de l'assemblée de Rouen, il fit baptiser avec une pompe royale une fille qu'il avait eue d'elle ; il la menait partout avec la suite d'une reine, et par cette conduite inconsidérée il excitait des murmures. Pendant qu'il languissait ainsi dans les bras du repos,

¹ De Thou, liv. CXVIII. — Davila, liv. IV.

arrive la nouvelle qu'Amiens vient d'être surpris par les Espagnols. Tout s'effraie à la cour. Paris est consterné, et croit déjà voir l'ennemi à ses portes. Henri profite de cette conjoncture pour tirer du parlement ce qu'il n'avait pu obtenir des notables. Mais il fallut sa présence, et un mélange particulier d'autorité et de bonté, pour arracher l'enregistrement d'un édit qui se réduisait à un emprunt volontaire, à une légère augmentation sur la gabelle, à quelques créations d'offices, et enfin à la recherche des malversations en finance. Les magistrats, investigateurs trop minutieux de quelques inconvénients attachés à ces mesures, d'où pouvait dépendre le salut de la France, alléguaient encore la pénurie de l'état. « Le premier besoin de l'état, répliquait le roi, est de chasser les Espagnols de la Flandre : vous ressemblez à ces fous d'Amiens, ils m'ont refusé deux mille écus pour les garder, et en ont perdu cent mille. Je vais à l'armée me faire donner quelques coups de pistolet par la tête, et vous verrez ce que c'est que d'avoir perdu votre roi. » Près de trois millions d'écus qu'il réalisa par ces divers moyens, lui rendirent une contenance ferme et assurée. « Allons, dit-il, c'est assez faire le roi de France, il est temps de faire le roi de Navarre. » Il monta à cheval, et convoque sa noblesse. Avec le peu de troupes qu'il peut ramasser sur-le-champ, il assiége et prend Corbie. Pendant ce temps son armée se forme, et il va camper devant Amiens.

La ville fut vaillamment défendue. L'archiduc

Albert d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, vint lui-même au secours; à la tête d'une forte armée. L'audace du roi, la valeur de ses troupes au défaut de leur nombre, imposèrent à l'ennemi, et la place fut reprise. Dans cette campagne, les ministres français et espagnols, qui s'étaient connus pendant la ligue, ayant occasion de se voir, jetèrent les premiers fondemens de la paix entre la France et l'Espagne, dont le légat fut médiateur.

A ce siège le duc de Mayenne servit de sa personne et de ses conseils, ainsi que les seigneurs autrefois ligueurs; mais on n'y vit point La Trémouille, Bouillon, ni les autres chefs calvinistes¹. Cependant, sur la pensée de la mauvaise réputation qu'ils allaient se faire auprès de tous les bons Français, s'ils abandonnaient leur souverain dans un pareil danger, ils levèrent des troupes que le roi appliqua à une autre destination, parce qu'elles arrivèrent trop tard.

Il était temps que ces semences de division fussent étouffées, et elles ne pouvaient l'être que par une loi qui assurât l'état présent, qui pût pourvoir au futur, et réglât, sans retour, tous les objets de discussions. C'est à quoi travaillaient sans relâche des commissaires nommés par le roi. Ils furent longtemps sans avancer, parce qu'ils n'avaient pas de base fixe, et qu'à chaque instant il fallait consulter le roi sur les propositions des intéressés, et les in-

¹ *Vie de De Thou*, tom. XI, pag. 189.

téressés sur les concessions du roi. D'ailleurs, toutes les affaires, guerre d'Espagne, invasion du duc de Savoie, trouble de Bretagne, accommodemens particuliers, avaient une dépendance réciproque; une seule arrêtée, toutes les autres demeuraient suspendues. Le siège d'Amiens tint aussi les esprits en échec. Sitôt qu'il fut fini, les travaux des commissaires reprirent leur activité.

1598. — Henri aplanit bien des difficultés en se montrant en force aux mécontens les plus opiniâtres. À l'aspect du maître, toutes les factions se dissipèrent. Dans les endroits où il passait, les chefs venaient de loin et de près faire leur cour, et reconnaître sa puissance. Il ne fut plus question de droits, mais de grâces. Le duc de Mercœur, qui avait fait si long-temps le souverain en Bretagne, s'humilia. Il obtint des conditions meilleures qu'il n'espérait en faveur d'un mariage qui fut arrêté entre sa fille et son héritière, et César, fils du roi et de la duchesse d'Estrées, l'un et l'autre encore enfans¹. Ce traité occasiona de nouveaux murmures. On reprocha à Henri, par des écrits publics, qu'il sacrifiait le bien de l'état à la fortune de Gabrielle et à l'établissement de sa famille.

La paix générale, ouvrage de la prudence et de la bonté du roi, dut faire cesser toutes ces plaintes. Il eut le plaisir de la donner cette année à ses peuples. Les Espagnols voulaient retenir quelque chose

¹ De Thou, liv. CXXV. — Davila, liv. XV.

de leurs conquêtes en France; mais il déclara fermement qu'il aimait mieux soutenir une guerre éternelle que de rien laisser démembrer de son royaume, et le traité fut signé le 2 mai sur ce plan, dans la ville de Vervins, sur la frontière de la Picardie et du Hainaut, six mois avant la mort de Philippe II¹. Ce dernier rentra seulement en possession du comté de Charolais, pour en jouir, lui et ses successeurs, sous la mouvance de la couronne. Les différens entre la France et la Savoie furent laissés à l'arbitrage du pape pour y être statué dans le cours d'un an; mais, en attendant, le duc remettait au roi les places qu'il retenait encore en France.

Avant la conclusion du traité de Vervins, et le roi étant encore à Nantes pour pacifier la Bretagne, il accorda aux réformés le fameux édit du nom de cette ville, ouvrage de quatre hommes les plus habiles et les plus judicieux du royaume, Schomberg, Jeannin, Jacques-Auguste de Thou, l'historien, et Calignon, qui y travaillaient depuis deux ans, soit ensemble, soit séparément². Le roi ne le fit publier qu'après le départ du légat, par égard pour ce prélat, à qui on avait obligation de la paix avec l'Espagne, et dont la conduite pleine de douceur méritait des ménagemens. Il ne fut enregistré que l'année suivante, et ne passa point sans difficultés. Le roi fut obligé de mander le parlement

¹ *Vie de De Thou*, pag. 489.

² De Thou, *ibid.*

et d'user d'autorité. Le discours qu'il tint en cette occasion mérite d'être cité, au moins en partie, pour la foule de traits de caractère, de bon sens et de bonté dont il abonde.

« Messieurs, leur dit-il, vous me voyez en mon cabinet, où je viens vous parler non point en habit royal, ni avec la cape et l'épée, comme mes prédécesseurs, ni comme un prince qui vient recevoir des ambassadeurs, mais vêtu comme un père de famille, en pourpoint, pour causer familièrement avec ses enfans. J'ai reçu vos remontrances tant de bouche que par écrit, je recevrai toujours toutes celles que vous me ferez de bonne part, comme gens affectionnés à mon service. J'ai fait voir vos dernières à mon conseil, et j'ai fait refaire mon édit, ou plutôt celui du feu roi, en plusieurs articles. Je veux croire que vous avez eu des considérations de religion; mais la religion catholique ne peut être maintenue que par la paix; et la paix de l'état est la paix de l'église. Je prends les avis de tous mes serviteurs: lorsqu'on m'en donne de bons, je les embrasse; et; si je trouve leur opinion meilleure que la mienne, je la change fort volontiers. Il n'y a pas un de vous qui, quand il me vaudra venir trouver et me dire: Sire, vous faites telle chose qui est injuste à toute raison, que je ne l'écoute volontiers.

» Il ne faut plus faire de distinction de catholiques et de huguenots; il faut que tous soient bons Français, et que les catholiques convertissent les huguenots par l'exemple de leur bonne vie. Je suis

roi berger qui ne veut répandre le sang de mes brebis ; mais je les veux rassembler avec douceur. Il y a long-temps que je commande à ceux de la religion réformée : cela m'a fait connaître tout le monde. Je sais ceux qui veulent la guerre, et sais ceux qui désirent la paix. Je connais ceux qui faisaient la guerre pour la religion catholique, ceux qui la faisaient pour l'ambition, ceux qui la faisaient pour la faction d'Espagne, et enfin ceux qui n'avaient envie que de voler. Parmi ceux de la religion, il y en a eu de toutes sortes, aussi bien que parmi les catholiques, et j'ai eu bien de la peine à faire obéir les huguenots.

» Vous ne connaissez pas les biens de mon état, non plus que les maux si bien que moi : je connais toutes les maladies qui y sont, et je puis dire, sans me flatter, que je les connais mieux que tous les rois qui ont été devant moi. J'ai désiré faire deux mariages : l'un de ma sœur, je l'ai fait ; l'autre de la France avec la paix ; or ce dernier ne peut être que mon édit ne soit vérifié. Vérifiez-le donc ; je vous en prie. Je ne veux pas que personne se dise plus catholique que moi ; car tous ceux qui veulent se faire paraître tels ont leur dessein.

» J'aime mon parlement de Paris par-dessus tous les autres : il faut que je reconnaisse la vérité ; c'est le seul où la justice se rende aujourd'hui dans le royaume : il n'est point corrompu par argent. En la plupart des autres la justice se vend, et qui donne plus, l'emporte sur celui qui donne moins ;

je le sais, parce que j'ai aidé autrefois à boursailler; mais cela servait à mes desseins particuliers. Ma justice est mon bras droit, mais, quand je serais sans bras droit, je sauverais encore mon état avec mon bras gauche; j'aurais plus de peine, mais j'en viendrais à bout.

» Vos longueurs et vos difficultés donnent lieu à des inconvénients étranges. On a fait des processions contre l'édit à Tours et au Mans, pour inspirer aux juges de le rejeter. Cela ne s'est fait que par mauvaise inspiration. Empêchez que telle chose n'arrive plus. Je sais qu'on a fait des brigues au parlement, que l'on a suscité des prédicateurs séditeux; mais je donnerai bon ordre à ces gens-là. On les a châtiés autrefois avec beaucoup de sévérité pour avoir prêché moins séditeusement qu'ils ne font. C'est le chemin qu'on a pris pour faire des barricades, et venir par degrés au parricide du roi. Je couperai la racine à toutes ces factions, et ferai poursuivre ceux qui les sèmenteront. J'ai sauté sur des murailles de ville, je sauterai bien sur des barricades. On ne me doit point alléguer la religion catholique, ni le respect dû au saint siège. Je sais le devoir que je dois, l'un comme roi très-chrétien et l'honneur du nom que je porte, et l'autre comme premier fils de l'église. Ceux qui pensent être bien avec le pape s'abusent : j'y suis mieux qu'eux; et, quand je l'entreprendrai, je vous ferai tous déclarer hérétiques pour ne pas m'obéir. Je vous prie que je n'aie plus à parler de cette affaire, et que ce

soit pour la dernière fois. Je vous la recommande, et je vous en prie : »

Cet édit, étant la loi sous laquelle ont vécu les réformés jusqu'à sa révocation, mérite d'être connu. Il est composé de quatre-vingt-douze articles, non compris cinquante-six, nommés articles secrets ou particuliers qui n'ont jamais été enregistrés.

L'édit de Nantes paraît avoir été fait sur celui de Poitiers, et sur les conventions de Bergerac et de Fleix, dont il rappelle souvent les dispositions. C'est comme un code général qui fixe les bornes des deux religions, non pas avec une égalité parfaite¹. Le roi accorde aux réformés un exercice public, mais seulement dans des lieux marqués et dans ceux où ils se trouvaient maintenant établis; mais à condition que dans ces lieux mêmes les catholiques exerceront aussi leur religion : avantage qui n'est pas réciproque pour les calvinistes. Il est aussi prescrit à ceux-ci de s'assujétir à la police de l'église romaine, de ne point travailler publiquement les jours de fêtes, de payer les dîmes, de remplir les devoirs extérieurs de paroissiens; et il leur est défendu, sous de graves peines, de troubler les cérémonies ecclésiastiques par aucune irrévérence, soit de paroles, soit d'actions.

D'ailleurs le roi veut que ses sujets de la religion prétendue réformée jouissent de tous les droits de citoyens; que leurs pauvres sains et malades soient

¹ De Thou, liv. CXXII. — Davila, liv. XV.

reçus dans les hôpitaux comme les catholiques; que les riches puissent être admis à tous les emplois et à toutes les charges; qu'il y ait dans chaque parlement une chambre, qu'on appela depuis *la chambre de l'édit*, composée d'un égal nombre de juges catholiques et calvinistes pour leur rendre justice. Enfin, le roi accorde des privilèges, fixe des appointemens à leurs ministres, donne à leurs églises la liberté d'élire des députés qui formeront des assemblées générales en temps et lieux marqués, sous son bon plaisir et sous les yeux de ses commissaires. Il leur permet aussi de lever tous les ans une somme sur eux-mêmes pour les besoins du parti. Enfin, par des brevets secrets qui ne furent relatés ni dans l'édit, ni dans les articles particuliers; Henri iv permit aux réformés de garder pour huit ans quelques places de sûreté, et d'en nommer eux-mêmes les gouverneurs. Il s'engagea de plus à leur compter tous les ans quatre-vingt mille écus, pour l'entretien des garnisons.

Quelques soins qu'eussent apportés les rédacteurs de l'édit à prévenir tous les inconvéniens, les intérêts étaient trop compliqués pour qu'il ne se rencontrât pas une infinité de difficultés dans l'exécution. Le roi fut obligé d'envoyer dans les provinces des commissaires qu'il chargea de terminer les différens d'autorité à l'amiable; il leur fallut un fonds de patience inépuisable pour adoucir l'aigreur des parties, démêler les chicanes, apla-

nir les obstacles. Par tous ces moyens employés adroitement, on apprivoisa les catholiques avec les réformés. Ils commencèrent à se supporter, et à quelques éclats près de part et d'autre, fruit d'un zèle inconsidéré, toujours sévèrement réprimé, on s'accoutuma à vivre ensemble sous la protection des lois.

Quant à la ligue, il n'en fut plus question que pour la détester, et s'étonner de ce qu'on avait pu être si long-temps les instrumens des ennemis de la France. Les principaux ligueurs de Paris, dont les excès ne méritaient pas de grâces, se réfugièrent, les uns à Rome, les autres à Bruxelles, où ils vécurent sans considération, dans des conditions viles, et méprisés des Espagnols, pour lesquels ils avaient trahi leur patrie.

Henri IV avait conquis son royaume; mais, malgré la destruction de la ligue et la paix avec l'Espagnol; il restait toujours à la cour des factions qui l'inquiétaient. Il n'avait pour confident de ses peines qu'un seul homme avec lequel il pût s'ouvrir librement, et cet ami était Maximilien de Béthune, marquis de Rosny et depuis duc de Sully, qu'on proposait ordinairement, et à juste titre, comme modèle aux hommes d'état. En parlant, ils recherchaient ensemble d'où pouvait ve-

Gai Patin, parlant en 1676 des fureurs de la ligue par comparaison avec ce qu'on en pensait de son temps, dit que *e monde était bien débété*.

nir cet esprit de cabale qui régnait parmi les grands, et quels moyens il faudrait prendre pour le réprimer¹. Après bien des observations il leur parut que deux choses entretenaient l'activité des gens à projets : l'une, le désir de plaire à Catherine d'Albret, sœur du roi, qui cherchait à se faire des partisans, afin de forcer son frère de la marier au comte de Soissons son cousin ; l'autre, l'état même du roi, qui, restant uni avec Marguerite de Valois, son épouse, était comme sans femme, et par conséquent sans espérance de postérité : deux raisons qui donnaient lieu aux spéculatifs d'imaginer des projets et d'échauffer les esprits.

1599. — Le roi se détermina à commencer par marier sa sœur, mais ce ne fut pas avec le comte de Soissons. Henri craignait de rendre la maison de Condé, dont le comte de Soissons était cadet, trop puissante par l'héritage de la maison d'Albret, s'il venait à mourir sans enfans. Il entra aussi un peu d'humeur dans la résolution du roi. Catherine et son amant ne l'avaient jamais ménagé. Aveuglés par leur passion, ils s'étaient toujours conduits comme des amans qui croient qu'il suffit de s'aimer pour réussir. Ils s'étaient fait des promesses, et donné des écrits qu'ils regardaient comme des engagemens irrévocables. Mais le roi, une fois déterminé, eut bientôt rompu toutes leurs mesures. Il mit des négociateurs en cam-

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 313-32 et suivantes.

pagne : on retira l'écrit de la princesse, on écarta le comte, et Catherine, déjà âgée, se voyant menacée de rester fille si elle persistait à refuser le marquis de Pont, duc de Bar, fils aîné du duc de Lorraine, qu'on lui présentait, n'hésita pas dans cette alternative, et donna la main à ce prince.

Cette affaire étant ainsi consommée, le roi songea à rompre légalement les nœuds qui l'unissaient toujours à Marguerite de Valois. Ce mariage, contracté peu de jours avant le massacre de la Saint-Barthélemy, ne répondit que trop à des auspices si funestes¹. La politique qui l'avait formé fut bientôt remplacée par l'indifférence. Les deux époux se livrèrent sans frein à des désordres qui, selon nos préjugés, sont plus honteux dans la femme, quoiqu'ils soient également criminels dans le mari. Ils se quittèrent, se reprirent, se séparèrent encore; et il y avait long-temps que le divorce était établi entre eux, quand les besoins de la France donnèrent l'idée de le faire prononcer. Henri reconnaissait la nécessité d'effectuer ce projet, mais une faiblesse qui lui fut trop ordinaire en suspendit l'exécution.

Il ne faut pas croire que son empressement pour les femmes ait toujours été l'effet d'une fougue de tempérament, dont il ne pouvait réprimer la pétulance; c'était quelquefois le besoin d'un tendre

¹ Sally, tom. I^{er}, pag. 307.

épanchement; si nécessaire aux âmes sensibles, dans certaines circonstances critiques de la vie : ainsi s'exprimait le trop fragile monarque sur son amour pour la belle Gabrielle d'Estrées, qu'il avait fait duchesse de Beaufort : « Je l'appelle auprès de moi, disait-il à Sully, comme une personne confidente, pour lui pouvoir communiquer mes secrets, et sur iceux recevoir une familière et douce consolation. »

Un attachement fondé sur de pareils motifs n'était pas facile à rompre; il y avait même à craindre qu'entraîné par la douceur de l'habitude le roi ne cherchât à rendre légitimes, aux dépens de son honneur et de sa tranquillité, les nœuds qui lui étaient si agréables. Il s'ouvrit un jour de ce dessein à Sully; mais il le fit avec une espèce de honte qui marquait un vif combat dans son cœur entre l'amour et la raison.

Il commença par lui détailler les qualités qu'il désirait dans une épouse. Il en demandait tant, et de si éminentes, que Sully lui avoua qu'il ne croyait pas possible que sa majesté rencontrât toutes ces perfections réunies en une même personne. « Et que direz-vous, reprit le roi, si je vous en nomme une? Je dirai, répondit le confident, qu'il faut que vous ayez eu de grandes familiarités avec elle pour être sûr de ne point vous tromper. — Ce sera ce que vous voudrez, dit le roi, mais, si vous ne pouvez vous aviser d'une, je la nommerai. — Nommez-la donc, sire, répliqua Sully, car je n'ai pas assez d'esprit pour cela. — Oh! la fine bête que

vous êtes ! dit Henri d'un air malin ; oh ! que , si vous vouliez , vous la nommeriez bien , voire celle-là même que je pense ! Car vous m'avouerez que toutes ces conditions se trouvent dans ma maîtresse ; non pour cela , ajouta-t-il , comme en se reprénant , que je veuille dire que j'ai pensé à l'épouser , mais seulement pour savoir ce que vous en diriez , si , faute d'autre , cela me venait quelque jour en fantaisie. — Je dirai , sire , répondit gravement le ministre , que , comme les filles de Loth , n'estimant plus qu'il y eût homme en la terre , sinon leur propre père , par lequel il leur fût possible de réparer le genre humain qu'elles croyaient péri entièrement , passèrent par-dessus toute pudeur et bienséance ; ainsi votre majesté , pour ne connaître de femme propre à lui donner d'enfans , autre que madame la marquise , de crainte de priver l'état et nous tous d'un si grand bien , n'aurait pas apporté toutes les considérations requises à l'égard de votre personne et de votre dignité . »

Cette réponse adroite fit sourire le roi : Sully y ajouta les autres raisons qui devaient le détourner de ce dessein. La principale était que , s'il épousait Gabrielle , il serait fort embarrassé pour donner un état aux enfans adultérins qu'il avait déjà d'elle. « Il arrivera , disait Sully , que les cadets seront héritiers du trône , pendant que l'illégitimité des aînés les en écartera toujours ¹. De là peuvent

¹ Sully , tom. I^{er} , pag. 427.

maître des guerres cruelles entre les frères ; guerres qui replongeront peut-être le royaume dans un état pire que celui d'où vous l'avez tiré. » Cette considération fit impression sur l'esprit du roi, et il ne parla plus de ce projet.

Cependant Marguerite de Valois en craignait toujours l'exécution, et elle se montra peu disposée à donner son consentement au divorce pendant la vie de Gabrielle. Quoique la conduite de la reine ne dût lui laisser aucune prétention sur le cœur de son époux, il savait que l'épouse était jalouse de la maîtresse. Sans songer aux récriminations que ses mœurs licencieuses pouvaient autoriser, Marguerite ne parlait jamais de Gabrielle qu'elle ne joignît à son nom ces épithètes flétrissantes, qui sont une punition du vice, en quelque élévation qu'il se trouve.

La duchesse de Beaufort ignore peut-être qu'elle fût si peu ménagée ; mais elle éprouva dans une occasion importante ce que risqué quelquefois la beauté à lutter contre le mérite. Elle avait souvent des disputes avec Sully, surintendant des finances, tantôt sur des gratifications que celui-ci trouvait excessives ; tantôt sur des prétentions qu'il réprimait comme dommageables à l'état¹. Embarrassé entre sa maîtresse et son ministre, ordinairement le roi, sans désavouer celui-ci, donnait à Gabrielle quelque satisfaction, et les raccommoait. Mais un

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 406.

jour les choses furent poussées si loin, qu'il sembla que ce fût une résolution prise par la favorite de se perdre ou de faire disgracier le surintendant sans retour. La circonstance ne pouvait être mieux choisie. Toujours flattée de l'espérance d'épouser le roi, la duchesse fit déclarer nul son mariage contracté avec le seigneur de Liancourt au commencement de sa faveur. Elle comptait que cette déclaration de nullité suffirait pour rendre les enfans qu'elle avait du roi légitimes et habiles à succéder à la couronne. D'ailleurs elle se conduisait avec décence et dignité, ce qu'elle n'avait pas toujours fait. Elle affectait d'entourer ses enfans d'un faste royal, comme si elle eût voulu accoutumer la nation à voir en eux ceux qui devaient être ses maîtres. Par une suite de ces prétentions, en 1594, elle demanda au roi la permission de faire baptiser son fils aîné, César-Monsieur, depuis duc de Vendôme, avec la magnificence ordinairement employée pour le baptême des enfans de France. « J'ai le cœur trop tendre, disait Henri, pour refuser une courtoisie aux larmes et supplications de ce que j'aime. » Il accorda donc, mais sans donner d'ordre, et tout se fit avec l'appareil le plus pompeux. Cette demande se renouvela en 1597, à la naissance d'Alexandre de Vendôme, grand-prieur de France. Cette fois, non-seulement on outre-passa encore les ordres du roi, mais le secrétaire d'état, Forget de Fresné, dans l'ordonnance de paiement qu'il dressa pour les frais du baptême, ajouta,

au nom du prince, la qualité de fils de France. Sully s'en aperçut, et refusa de payer les frais de cette cérémonie, qu'on lui demandait comme dettes de l'état, qu'on n'eût auparavant fait disparaître l'épithète. Gabrielle, qui connaissait le faible de son amant pour ses enfans, crut avoir trouvé l'occasion la plus favorable de faire éloigner le ministre; elle éclata en plaintes amères. Le ministre resta ferme. Le roi, à son ordinaire, voulut les réconcilier: il mena pour cela le surintendant chez la duchesse, qu'il avait fait avertir de le bien recevoir; mais il trouva une femme outrée, à laquelle il était impossible de faire entendre raison, qui pleurait, se jetait à terre, s'arrachait les cheveux, et qui dit nettement, « qu'elle aimait plutôt mourir que de vivre avec cette vergogne; de voir soutenir un valet contre elle qui portait le titre de maîtresse. — Ah! pour le coup, madame, c'en est trop, dit alors l'irrité Henri dont le transport s'exhala en jurant, c'en est trop, et je vois bien qu'on vous a dressée à ce badinage pour essayer de me faire chasser un serviteur duquel je ne puis me passer; mais, je le jure, je n'en ferai rien; et, afin que vous en teniez votre cœur en repos, et ne fassiez plus l'acariâtre contre ma volonté, je vous déclare que, si j'étais réduit en cette nécessité de perdre l'un ou l'autre, je me passerais mieux de dix maîtresses comme vous que d'un serviteur comme lui. » En même temps le roi tourne le dos et veut sortir. Gabrielle se précipite à ses pieds.

Henri s'attendrit et lui pardonne. Depuis ce temps elle mesura ses démarches ; et ne s'exposa plus à essayer un pareil affront.

Il fallait en effet qu'elle eût été excitée par quelque jaloux de la faveur du surintendant, comme le roi le soupçonna ; car d'elle-même *Gabrielle était douce, gracieuse et d'humeur complaisante, sans être testue ni acariâtre*. C'est le témoignage que lui rendait Henri iv : il l'aima pour ses bonnes qualités plus que ses autres maîtresses, et il la regretta sincèrement quand il la perdit.

Sa mort fut accompagnée de circonstances qui la rendent singulière : d'abord elle eut de ces pressentimens, de ces avertissemens intérieurs, dont tout le monde voudrait pénétrer la cause, et qu'on n'expliquera jamais : elle partait de Fontainebleau, où elle laissa le roi, et n'allait qu'à Paris passer les fêtes de Pâques ; cent fois elle avait quitté ce prince pour des absences plus considérables et des lieux plus éloignés sans éprouver les agitations qui la tourmentèrent alors ; elle lui faisait et répétait ses adieux d'un air triste ; ses yeux, malgré elle, se remplissaient de larmes ; elle lui montrait ses enfans, le conjurait d'en avoir soin, se jetait dans ses bras, s'en arrachait, s'y rejetait encore ; enfin, elle arriva à Paris le jeudi-saint, et alla descendre chez Zamet, sa maison ordinaire pendant les séjours peu considérables qu'elle faisait dans la capitale. La Varenne, ministre secret des amours de Henri iv, qui ne la quitta point, écrivit à Sully qu'elle man-

gea bien à diner, « qu'on la traita des viandes les plus triandes et les plus délicates, que son hôte savait être le plus selon son goût ; ce que vous remarquerez selon votre prudence, dit La Varenne, car la mienne n'est pas excellente pour présumer des choses dont il ne m'est pas apparu. » Après cette observation, qui fait naître le soupçon en affectant de l'éloigner, l'écrivain raconte qu'en quittant la table elle fut frappée d'un mal qu'on jugea une attaque d'apoplexie. Les douleurs augmentèrent avec des convulsions effrayantes. Dans les instans de relâche, elle s'écriait : « Qu'on me retire de cette maison ! » Elle voulut écrire au roi : les déchiremens qu'elle éprouvait dans les entrailles lui firent tomber la plume des mains ; elle accoucha enfin d'un enfant mort, et mourut elle-même après vingt-quatre heures de tourmens horribles, et si défigurée qu'on n'osait la regarder¹.

Sans doute on ne laissa connaître au roi de cette mort que ce qui pouvait la lui faire regarder comme le tribut ordinaire de la nature. Il pleura Gabrielle en amant, et l'oublia en monarque. On profita de cet événement pour obtenir de la reine Marguerite son consentement au divorce, et Henri commença à s'occuper plus sérieusement du dessein de se remarier. Une chose l'inquiétait, et cette chose fait voir que, dans les actions ordinaires de la vie, souvent les maîtres de la terre sont réduits à des

¹ Bassompierre, tom. I^{er}, pag. 61.

vœux comme les autres hommes. « C'était, disait-il, de trouver une femme si bien conditionnée, que je ne me jette pas dans le plus grand des malheurs de cette vie, qui est, selon mon opinion, d'avoir une femme laide, mauvaise; et, si on obtenait une femme par souhait, afin de ne me repentir d'un si hasardeux marché, j'en aurais une, laquelle aurait, entre autres bonnes qualités, sept conditions principales; à savoir : beauté en sa personne, pudicité en sa vie, complaisance en l'humeur, habileté en l'esprit, fécondité en génération, éminence en extraction, et grands états en possession. Mais, mon ami, disait-il confidemment à Sully, je crois que cette femme est morte, voire peut-être n'est pas encore née¹. »

Cependant, quelque hasardeux que fût ce marché, Henri se détermina à le faire, par une raison qui méritait la reconnaissance de ses sujets. Il ne prévoyait pas sans chagrin qu'après sa mort, les ordres formés et ménages établis par lui seraient renversés, s'il n'avait des enfans légitimes, dont les droits préviendraient ou détruiraient les factions, et qui perpétueraient les établissemens qu'il commençait pour le bonheur de ses peuples : il résolut donc, malgré ses frayeurs, de former de nouveaux nœuds, et permit qu'on travaillât à son divorce et qu'on préparât les voies pour un second

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 382.

mariage¹. Mais, avec la pensée de se donner une autre épouse, il ne sut pas prendre sur lui-même de lui conserver un cœur entier et un attachement sans réserve, qui eût fait son bonheur; et, par de nouvelles amours auxquelles il se laissa entraîner, il se prépara la vie domestique la plus fâcheuse et la plus tourmentée.

Quand Gabrielle fut morte, il s'attacha à Henriette d'Entragues, depuis marquise de Verneuil, fille du sieur de Balzac, seigneur d'Entragues, et de Marie Touchet, qui, avant son mariage, avait eu, de Charles ix, un fils nommé le comte d'Auvergne, et ensuite duc d'Angoulême². Cette fille raffinée, presque dès son enfance, dans l'art de la coquetterie, conseillée par un père regardé comme peu délicat, malgré son affectation de vertu, et secondée par un frère entreprenant, employa contre Henri les refus simulés, les complaisances adroites, et les ruses qui ont coutume de captiver un amant de bonne foi. Tant qu'il fut question d'engager le roi, on lui permit des visites assidues, qui restèrent quelque temps innocentes. Quand Henriette se crut sûre de sa conquête, sous prétexte d'être gênée par un père sévère, elle rendit les entrevues plus difficiles; de sorte que le monarque fut contraint de recourir, comme aurait fait le dernier de ses sujets, à des travestissemens, à des

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 79 et 392.

² Sully, *Écon. royal.*

voyages clandestins et dangereux; et enfin il ne triompha des feintes résistances de sa maîtresse qu'à l'aide d'une promesse de mariage qu'il lui fit, moyen honteux dont il rougissait lui-même dans le moment qu'il l'employait.

Dans cet acte, il prenait l'engagement d'épouser Henriette, si elle lui donnait un fils dans l'année. Sully, toujours ami de son maître, consulté par Henri sur cette promesse, que le prince lui rennit avec embarras entre les mains, demanda du temps pour réfléchir sur une affaire qui l'intéressait si vivement. « Parlez librement, dit le roi, je le veux, je vous l'ordonne. — Vous le voulez, sire, répond Sully, et, quoique je puisse dire ou faire, vous promettez de ne vous en pas fâcher? — Oui, oui, dit naïvement le roi; aussi bien, n'en sera-t-il ni plus ni moins. » Aussitôt Sully, prenant la promesse comme s'il eût voulu la remettre à Henri, la déchira en deux, et ajouta: « Sire, voilà mon avis, puisque vous voulez le savoir. — Êtes-vous fou? reprit le roi. — Il est vrai, sire, répondit Sully, et plutôt à Dieu que je fusse le seul en France! » Alors, en ministre qui s'intéressait à l'honneur de son maître et au bonheur du royaume, il lui représenta le danger d'un pareil engagement, dans la crise de l'affaire de son *desmariage*, les inductions qu'on voudrait peut-être tirer quelque jour d'une pareille pièce contre les droits de ses enfans légitimes, et les embarras qu'il risquait de se préparer. Henri, qui écoutait en homme qui sent son

tort, ne répondit rien; puis tout à coup, comme entraîné par une force invincible, il rentre dans son cabinet, écrit une autre promesse, et part pour aller à la chasse du côté de Malesherbes*, où il était attendu par des plaisirs qui lui coûtèrent ensuite des peines bien cuisantes.

Si la faiblesse du malheureux Henri ne saurait être excusée par l'indulgence la plus prévenue, il faut admirer, au moins la noble et persévérante confiance qu'il conserva pour un ministre capable de lui présenter aussi nûment la vérité. Sully s'était cru disgracié après cet entretien, parce que le roi, en sortant de son cabinet, ne l'avait pas regardé. Mais c'était honte de la part du prince, et il le prouva quelques jours après en donnant à Sully la charge de grand-maitre de l'artillerie.

Henri IV n'était pas sans scrupule sur ses désordres. « Je demande tous les jours à Dieu, disait-il à Matthieu, son historien, de me donner victoire sur mes passions, et surtout sur la sensualité¹. » Si cette grâce lui avait été accordée, elle aurait prévenu bien des chagrins qu'il essuya de la part de la marquise de Verneuil et de sa famille. On peut dire que cette femme fut son fléau. Tour à tour capricieuse, complaisante, flatteuse, méprisante, dévote, libertine, criminelle d'état, repentante et jamais fidèle, elle semblait tenir dans sa main le

* Matthieu, pag. 837.

cœur du monarque, le gonfler de dépit, l'embraser de haine, ou le remplir de toutes les fureurs de l'amour. Sa fécondité lui donna des prétentions, ainsi que Sully l'avait prédit. Au lieu de goûter auprès d'elle, comme autrefois avec Gabrielle, les plaisirs de la confiance, Henri la trouva toujours opposée à lui de sentimens, de desirs et d'intérêts : de sorte qu'il était obligé de se tenir en garde contre elle, comme contre une ennemie; et, en effet, elle en joua le rôle dans les intrigues dont nous allons parler, et dans lesquelles on verra réparaître l'esprit de faction qui n'avait pas encore été détruit.

Celui qui s'y livra avec le plus d'ardeur et qui se rendit, pour ainsi dire, le représentant des mécontents, fut Charles de Gontaut, duc de Biron, fils du fameux maréchal de ce nom; un des capitaines auxquels Henri IV. dut sa couronne. Le fils hérita de son père les vertus d'un grand général : prudence dans le conseil, vivacité dans l'exécution, popularité avec les soldats, intrépidité dans l'action : « Nul, disait le roi, n'a l'œil plus clair à reconnaître l'ennemi, et la main plus prompte pour disposer une armée. » Aussi Henri, également habile à juger des qualités estimables, et exact à récompenser les services, le fit-il passer rapidement par tous les grades d'honneur¹. Après avoir été, dès l'âge de quatorze ans, colonel des Suisses en

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 31. — Matthiotti, pag. 182.

Flandre, ensuite maréchal de camp, lieutenant général et amiral, Biron s'était vu à trente-deux maréchal de France, gouverneur de Bourgogne, admis à tous les conseils, comblé de richesses, maître des troupes par leur estime, et ami de son prince.

Pour fixer une si belle fortune, il suffisait de ne pas vouloir l'augmenter; mais Biron trouva malheureusement des flatteurs qui lui inspirèrent une ambition démesurée, et qui se servirent de tous ses faibles pour le porter à des excès qu'il reconnut trop tard. L'histoire de sa séduction est une des leçons les plus importantes que puissent méditer ceux qui habitent les cours, et qui approchent les rois.

Les plus beaux jours de Biron furent ceux pendant lesquels, sobre, tempérant, modèle de la discipline pour l'officier et le soldat, il ne songeait qu'à se distinguer par son zèle pour son prince et par ses exploits contre les ennemis de l'état; encore paraît-il que ces beaux jours furent de bonne heure obscurcis par quelques nuages, puisque son père, tué au siège d'Épernay en 1592, trop tôt pour son fils, lui disait : « Biron, je te conseille, quand la paix sera faite, que tu ailles planter des choux en ta maison; autrement il te faudra porter ta tête en Grève. »

Il n'y avait que l'œil perçant d'un père qui pût démêler une catastrophe aussi funeste à travers les espérances brillantes dont Biron était environné;

aussi ajouta-t-il moins de foi à cette sinistre prédiction qu'aux promesses magnifiques des ennemis de l'état, et aux conseils perfides de ses faux amis.

Celui qui eut toujours le plus d'empire sur son esprit fut Beauvais-La Nocle, sieur de La Fin. Il avait été autrefois employé par le duc d'Alençon, frère de Henri III, auprès des Espagnols, dans le temps que ce prince travaillait à se rendre souverain de Flandre. La Fin conserva toujours des liaisons avec ces ennemis du royaume, et s'en menagea aussi auprès du duc de Savoie, à l'occasion de quelques mécontents de Provence, dont il s'établit l'agent. Ces correspondances le rendirent l'homme de confiance des ligueurs bannis de France, et réfugiés tant en Italie que dans les Pays-Bas et en Espagne.

C'était un homme entreprenant, actif, insinuant, habile surtout à saisir le faible de ceux qu'il voulait gagner. Hardi avec les téméraires, circonspect avec les prudents, il paraissait s'abandonner entièrement à ses complices, pour se sauver à leurs dépens. Aussi le roi, qui le connaissait, inquiet de l'amitié qu'il voyait formée entre lui et Birôn, ne put s'empêcher d'avertir ce dernier, *qu'il l'ôtât d'auprès de lui, sinon que La Fin l'affinérât*¹.

Malheureusement le maréchal se trouva exposé aux insinuations empoisonnées de La Fin, sans

¹ Matthieu, pag. 489.

antidote pour s'en garantir. Il avait été mal élevé : calviniste d'abord par éducation, ensuite catholique par conveance ; à seize ans il avait déjà changé deux fois de religion, et il n'eut toute sa vie que de l'indifférence pour l'une et pour l'autre doctrine. Quant aux principes de morale, ces principes qui rendent la subordination respectable, et qui établissent la sainteté des devoirs envers le prince et la patrie, Biron, ou les ignora, ou les méprisa comme au-dessous de lui : on l'accoutuma de bonne heure à faire plier la règle sous ses goûts et ses intérêts. Toujours victorieux à la guerre, constamment heureux dans ses autres entreprises, redouté dans sa société, et jamais contredit, excusé sur ses fautes, applaudi dans ses succès, il devint fougueux, opiniâtre, présomptueux : il aurait voulu se rendre le centre de tout, *et que rien, disait-il à Henri IV, qu'autre que lui eût fait.*

Sa langue, comme celle de tous les gens vains, était fort légère. Le roi l'excusa long-temps ; et, quand on venait lui rapporter les propos inconsidérés du maréchal, propos qui tombaient quelquefois directement sur le monarque, sur ses mœurs, sur son gouvernement, Henri répondait : « Je crois bien tous ces langages du maréchal ; mais il ne faut pas toujours prendre au pied de la lettre ses rodomontades, jactances et vanités. Il faut en supporter comme d'un homme qui ne sait pas plus s'empêcher de mal dire d'autrui, et de se vanter excessivement lui-même, que de bien faire lors-

qu'il se trouve à une occasion, le cul sur la selle et l'épée à la main¹. » Il lui aurait fallu une continuation d'occupations attachantes, telles que la guerre en fournit; faute de cela, il donna dans tous les excès du luxe, dans toutes les dépenses. L'énormité de ses pertes au jeu l'effrayait lui-même: « Je ne sais, disait-il, si je mourrai sur un échafaud; mais je sais bien que je mourrai à l'hôpital. » Funeste alternative, qui, en effet, attend les joueurs effrénés. Biron éprouva que, du gros jeu au crime, il n'y a souvent qu'un pas. Livré à ses réflexions après de grandes pertes, il s'irritait contre le roi, qui le laissait manquer d'argent; il blâmait son avarice et son ingratitude; jamais, à l'en croire, le monarque n'avait assez payé ses services: il regrettait ces temps de trouble où le pillage remplissait les vides de sa prodigalité; et, pour fournir à ses profusions, tout lui paraissait permis, dût-il replonger le royaume dans les horreurs de la guerre civile, d'où sa valeur avait contribué à le tirer.

Les Espagnols surent bien mettre à profit ces dispositions. Nous avons vu qu'avant la paix de Vervins ils ne se soutenaient plus contre Henri iv que par des artifices; et que, ne pouvant vaincre ses généraux, ils tâchaient de les corrompre: ils tentèrent dès lors la fidélité de Biron; mais ils ne

¹ Sully, tom. II, c. iv, pag. 16.

remportèrent que des politesses vagues¹. Pendant le siège d'Amiens, leurs émissaires concurent des espérances; ils savaient sans doute que le maréchal était un de ceux qui auraient voulu partager la France en grands fiefs: de plus, ils remarquèrent que Biron, qui jusqu'alors avait paru très-indifférent sur les pratiques de la religion, affectait beaucoup de zèle pour elle; qu'il portait un chapelet, fréquentait les églises, parlait avec éloge des zélés de la ligue, et se donnait pour défenseur assuré des catholiques, s'ils avaient un jour besoin de son secours. Les agents d'Espagne dressèrent leur plan de séduction sur ces connaissances. Ils répandirent autour de lui des gens qui lui répétaient sans cesse qu'il était la seule ressource de la religion et de la liberté. Les Espagnols, lui disaient-ils, vont être forcés de faire la paix; le roi deviendra tout-puissant: qui défendra les catholiques et les grands, s'il veut les opprimer? Biron répondait: « Quand la paix sera faite, je sais bien que les amours du roi; les mécontentemens de plusieurs, la stérilité de ses largesses, pousseront force divisions, et plus qu'il n'en faut pour brouiller les états plus paisibles du monde; et, quand cela manquerait, nous en trouverons en la religion tant que nous voudrions pour mettre les plus froids huguenots en colère, et les plus repentans ligueurs en fureur. »

Ce n'était pas assez pour les Espagnols d'avoir

¹ Matthieu, pag. 488.

prévenu le maréchal contre les desseins du roi ; ils s'efforcèrent encore de lui inspirer de la confiance en eux. Pour y réussir, ils lui firent insinuer que, s'il voulait s'attacher à l'Espagne, on travaillerait à lui former une souveraineté indépendante sur quelque frontière de France ; qu'on était prêt à lui fournir argent, troupes et secours de toute espèce, et que le gage de ces promesses serait une infante que Philippe ni lui donnerait en mariage.

Malheureusement le roi, ne se doutant nullement du changement qui s'opérait dans le cœur du maréchal, le choisit pour aller à Bruxelles faire jurer à l'archiduc la paix de Vervins. Biron y fut reçu non-seulement comme le député d'un roi, mais encore comme un homme dont le mérite personnel était infiniment supérieur à sa qualité. On s'étudia à deviner ce qui pouvait flatter son goût : jeux, spectacles, entrées brillantes, acclamations des peuples, fêtes magnifiques, déférences respectueuses, rien ne fut oublié. Hommes et femmes ne lui parlaient de ses combats qu'avec une espèce d'enthousiasme. L'admiration des courtisans allait jusqu'à la vénération. De tous les généraux du roi, ils n'avaient jamais, disaient-ils, redouté que lui. C'était lui qui avait mis au monarque la couronne sur la tête. Il était bien fâcheux qu'il ne fût payé de ses exploits que par quelques chétives distinctions. Certainement, ajoutaient ceux qui avaient le secret, le roi est jaloux de votre gloire ; vous ne devez en attendre que des froideurs ; et, si vous vouliez vous attacher à nous, nous

aurions reconnaître bien autrement vos services.

Ces discours n'étaient pas absolument nouveaux pour le maréchal; il les avait déjà entendus de la bouche d'un nommé Picoté, avocat, natif d'Orléans, homme obscur, mais que la confiance des ennemis de Henri IV rendait important¹. Ligueur déterminé, et connu pour tel, il n'avait pu se faire comprendre dans aucune amnistie; ainsi, après l'extinction de la guerre civile, il se vit réduit à fuir chez l'étranger; il erra sur les frontières de la France limitrophes d'Espagne, cherchant à se faire valoir par l'espionnage. Étant en Franche-Comté, il fut pris par un des partis que Biron, gouverneur de Bourgogne, jetait dans cette province ennemie, sous les ordres du baron de Luz, son lieutenant: celui-ci l'envoya au maréchal. Picoté avait une imagination prodigieuse, l'esprit très-orné, une conversation brillante et rapide: il parlait guerre, politique, religion avec une égale facilité, et persuadait, parce qu'il paraissait persuadé lui-même. Il avait charmé le baron de Luz, qui était homme d'esprit, et il enchantera le maréchal par le récit qu'il lui fit de l'estime que les Espagnols avaient conçue pour lui, et par la perspective de la fortune la plus brillante qu'ils lui procureraient s'il voulait les obliger. Les flatteries de l'Orléanais lui valurent sa liberté. Par malheur, Biron le retrouva à Bruxelles, où il fut de nouveau l'organe des adula-

¹ Sully, tom. 1^{er}, pag. 47. — Matthieu, pag. 490.

uons espagnoles. Il proposa nettement au maréchal un traité avec Philippe ; il était pressant ; cependant il n'obtint pas une liaison expresse : le faible Biron crut beaucoup faire de promettre seulement de se joindre aux catholiques, s'ils remuaient, et il consentit qu'en ce cas on vint en France le sommer de sa parole.

A ces efforts se joignirent ceux de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui vint en France à la fin de cette année pour tâcher d'obtenir du roi la cession du marquisat de Saluces, qu'il avait enyahi pendant la ligue. Ce prince, resserré entre la France et les états d'Italie appartenant à la maison d'Autriche, n'avait pas ajouté le titre de roi à son duché, et c'était un des objets de son ambition. Il avait beaucoup d'enfans, et trop peu de terres pour leur former des établissemens ; autre objet de desirs toujours présent à son esprit, et trop capable de lui inspirer le goût des usurpations.

Quoique disgracié dans sa taille, il était aimable, et joignait à une physionomie spirituelle des manières polies et engageantes. Il parlait bien ; la franchise était sur ses lèvres, et la dissimulation dans son cœur. Il avait des ministres habiles, et il les trompait le premier, afin qu'ils pussent mieux tromper les autres. Emmanuel se mêlait de toutes les négociations. Le moment où il signait un traité avec une cour était celui où elle devait le plus se défier de lui, parce qu'il en faisait un contraire avec le prince ennemi ; on le craignait, parce

qu'il était fertile en expédiens, peu délicat sur la justice des moyens, toujours armé, et bon général.

Tous ces avantages ne l'avaient cependant pas rendu paisible possesseur de son injuste conquête : il s'était presque toujours trouvé en tête François de Bonne, sieur de Lesdiguières, qui, sans être secouru du roi trop occupé ailleurs, s'opposa constamment aux entreprises du duc. Quand la paix fut faite avec l'Espagne, Henri revendiqua hautement le patrimoine de sa couronne, et somma Emmanuel de restituer ce qu'il tenait du marquisat de Saluces. L'usurpateur se trouva fort embarrassé, parce qu'on ne lui laissait point de milieu entre l'alternative de rendre tout, ou d'avoir la guerre; néanmoins il proposa un arbitrage; ensuite un échange, enfin un dépôt entre les mains du pape, jusqu'à ce que les droits respectifs fussent réglés. Voyant tous ses subterfuges sans succès, il imagina de venir lui-même en France voir s'il ne trouverait pas dans la facilité du roi, ou dans quelques intrigues de cour, des moyens de conserver un pays tellement à sa bienséance.

Le roi le devina. « Cet homme, dit-il, pense être si éloquent, subtil, fin et rusé, qu'il est capable de circonvenir et abuser tout le monde : or il y a long-temps qu'il m'amuse de belles paroles; je lui ferai voir que je ne suis pas de ces oiseaux niais, propres à se laisser duper. »

Le monarque se douta aussi que le but principal d'Emmanuel était de tenter si, par de *déceptives*

cajoleries, il ne pourrait pas séduire quelqu'un, former des complots, et donner au roi assez d'occupation chez lui pour qu'il ne songeât pas à embarrasser ses voisins. Le soupçon du roi se rencontra juste. Les ministres d'Emmanuel lui avaient mandé qu'il trouverait en France une foule de mécontents, qui n'attendaient que de l'appui et un chef : il crut donc qu'il n'avait qu'à se montrer pour animer le parti. « Mais il ne connaissait pas, dit Sully, la légèreté des hommes, et, surtout des courtisans français qui, comme ils s'altèrent pour un rien, s'apaisent aussi de même ; il ne leur faut qu'une œillade, un sourire, une louange, une parole gracieuse de leur roi, pour changer les cœurs les plus ulcérés, et leur faire protester d'employer bien et vite pour son service. »

Emmanuel éprouva la vérité de cette observation. Il trouva en effet, comme on trouve dans toutes les cours, des jaloux ; des gens qui s'imaginent être mal récompensés, de ces caractères ombrageux qui croient qu'on en veut toujours à leur fortune, des intrigans, et surtout beaucoup d'ambitieux, d'hommes à projets, accoutumés pendant les derniers troubles à se mêler de tout ; mais de ces membres épars et isolés, il ne put former un corps comme il se l'était proposé.

Il mit cependant tout à profit pour réussir, même les circonstances qu'on juge ordinairement peu propres aux discussions sérieuses. Pour ne point mêler d'amertume aux plaisirs, le roi lui

déclara, à son arrivée, qu'ils ne parleraient pas d'affaires ensemble, mais qu'elles seraient traitées par des commissaires, qui furent nommés. On ne songea donc qu'à se divertir. Henri donna des fêtes magnifiques : les courtisans l'imitèrent ; à l'exemple du monarque, ils s'efforcèrent de rendre au duc son séjour en France agréable. En revanche, Emmanuel paraissait ne s'occuper que du jeu, de la chasse, des spectacles, et des autres divertissemens qu'on lui offrait ; mais, ne perdant jamais de vue son objet, il se servait de la confiance que le plaisir établit souvent entre les hommes, pour sonder les dispositions des principaux seigneurs à l'égard du roi.

Il en trouva plusieurs mal affectés par différens motifs. Épernon, par exemple, qui avait été favori très-puissant sous Henri III, ne pouvait s'accoutumer à n'être qu'estimé, et peut-être craint sous Henri IV. Les ducs de Bouillon et de la Trémouille, auxquels la guerre et la confiance du parti huguenot donnaient autrefois tant de considération, ne se voyaient qu'avec peine menacés, par l'accroissement de l'autorité royale, de n'être plus que de simples courtisans. Le comte d'Auvergne était rongé de dépit de ce que le roi, toujours faible pour la marquise de Verneuil, sa sœur, ne voulait pas l'être assez pour l'épouser ; et Biron, le malheureux Biron, s'exhalait en plaintes frivoles, qu'il voulait faire croire importantes, et qui marquaient plus de désordre

dans son esprit que de corruption dans son cœur.

Emmanuel se plaignant lui-même, et, entrant avec un feint intérêt dans les chagrins des mécontents, devint bientôt confident de leurs murmures. Il eut des conférences secrètes et des entrevues nocturnes dans lesquelles il tâchait d'aboucher ensemble plusieurs seigneurs, afin de donner à leur intelligence un air de conjuration, et qu'ils ne pussent plus reculer, se trouvant réunis, et tous également intéressés à abaisser la puissance royale : ils convenaient assez qu'ils devaient s'entraider à secouer le joug ; mais, quand il était question de fixer les moyens de s'engager, le duc de Savoie les trouvait froids et peu empressés ; ils se renvoyaient l'un à l'autre le risque des premières démarches ; il n'y eut que Biron qui, incapable de dissimulation et de crainte, se livra sans réserve.

Sa défection fut l'ouvrage des rapports envenimés qui allumaient son courroux contre le roi. Le duc de Savoie lui disait que ce prince n'aimait pas la noblesse de son royaume, qu'il craignait qu'elle ne s'élevât. « Je vais vous en donner une preuve sans réplique, lui dit un jour Tortifriceux Emmanuel : vous savez que j'ai une nombreuse famille ; j'aurais voulu établir une de mes filles en France et j'ai proposé au roi de vous la donner s'il voulait vous faire un état sortable.

» Quel choix faites-vous ? m'a répondu Henri : cette famille n'est pas la centième de mon

royaume. — Confiance pour confiance, repartit le bouillant maréchal, le roi m'a dit que vous êtes un fourbe, et qu'en même temps que vous offrez de vous déclarer pour lui contre les Espagnols, vous signez un traité d'alliance avec eux. » Un politique aguerri sourit à ces sortes de reproches. Emmanuel n'y fut sensible que parce qu'ils lui firent voir que sa mauvaise foi était connue; et il commença à appréhender de n'être pas en sûreté en France. En effet, on parla dans le conseil de l'arrêter : la loyauté du roi le sauva; mais le monarque ne poussa pas la générosité jusqu'à abandonner le marquisat de Saluces. Le duc vit donc qu'il fallait ou céder ou s'attendre à la guerre; il redoubla ses caresses auprès de Biron; ils joignirent leurs ressentimens; et, pour mieux cimenter leur union, Emmanuel appela à son secours le fameux comte de Fuentes, dont les conseils et les offres étaient bien capables de vaincre les derniers scrupules de Biron, s'il lui en restait encore.

Don Pedro Henriquez de Azevedo, comte de Fuentes, l'ennemi personnel le plus acharné qu'ait jamais eu Henri IV, était gouverneur de Milan pour Philippe III, roi d'Espagne. Plein de la grandeur de sa nation, il ne pouvait souffrir qu'elle eût de rivale ¹. Les Vénitiens, le pape, les Suisses,

¹ Bentivoglio, tom. II, pag. 3. — D'Ossat, tom. II, pag. 103. — Canaye, vol. I^{er} et III.

quoique peu endurans, tous ses voisins souffraient de son humeur entreprenante. S'il ne les attaquait pas, il les menaçait; s'il ne renversait pas leurs forteresses, il en bâtissait sur leur terrain. L'Espagne, qui gagnait à ce manège, le laissait faire, sauf à le désavouer quand les plaintes devenaient trop fortes : cependant elle retenait toujours quelque chose de ses usurpations. Le duc de Savoie et le comte de Fuentes n'étaient pas amis; mais ils se craignaient, et se servaient réciproquement de digue : ne pouvant s'entamer, quelquefois ils se réunissaient; et Emmanuel était sûr de trouver en lui un bon second quand il s'agissait d'agir contre Henri iv. Il en est des haines comme des inclinations, on en chercherait souvent inutilement la cause. L'aversion d'un simple gouverneur de Milan contre un roi de France, dont il n'avait été ni le sujet ni le prisonnier, n'est pas aisée à concevoir; cependant elle existait, soit jalousie de nation, soit dépit de voir la France florissante et sa patrie abaissée. Don-Pédro ne parlait jamais d'Henri iv qu'en termes offensans; il aimait à en entendre dire du mal. Tous les exilés du royaume trouvaient un asile auprès de lui, et l'histoire l'accuse d'avoir été l'instigateur de quelques entreprises contre la vie du monarque. Il le fut au moins de complots contre l'état, et peut-être s'y crut-il autorisé par une juste réciprocité de l'exemple donné par Henri lui-même, qui se faisait peu de scrupule des secours de tout genre qu'il prodiguait secrètement

aux Hollandais. Les préjugés nationaux nous empêchent ordinairement d'être justes à cet égard, et nous appelons trop souvent politique habile, et même nécessaire dans nos princes, ce que nous taxons de crime dans les autres. Au reste, cet homme qui ne connaissait pas de frein en fait de politique, ce même homme était dans son gouvernement juge sévère et intègre; fidèle à sa parole; d'ailleurs grand guerrier; travailleur infatigable; décisif, opiniâtre, tel enfin que sa haine ne pouvait être que redoutable. Sitôt que le duc de Savoie fut sûr qu'il fallait perdre le marquisat de Saluces, ou donner l'équivalent, il travailla à prévenir ce malheur ou à y remédier. La Fin, qui était toujours auprès de Biron, et qui avait le secret du comte de Fuentes, rédigea en traité ce qui n'avait été jusqu'alors qu'en projet¹. On promit la souveraineté de la Bourgogne au maréchal, et Emmanuel ajouta à cette amorce l'offre ordinaire du mariage d'une de ses filles. Moyennant ces appâts, Biron fut tout entier aux ennemis de l'état. Il fut encore convenu que, pour se tirer de France, le duc de Savoie accepterait toutes les conditions que le roi voudrait lui imposer; mais que si, retourné dans ses états, il jugeait plus à propos de faire la guerre que de tenir sa parole, le maréchal soulèverait les mécontents du royaume, et se joindrait à lui à leur tête.

¹ Nicolas Pasquier, liv. VII, pag. 1300.

Par suite de ces mesures, et après bien des difficultés et des propositions faites par le duc de Savoie, et tendantes à conserver au moins une partie du marquisat de Saluces, il conclut enfin avec le roi. Le traité portait qu'il rendrait purement et simplement le marquisat, ou bien qu'il le garderait en donnant en échange la Bresse, le vicariat de Barcelonnette, le val de Sture et ceux de Pérouse et de Pignerol. Emmanuel se servit habilement de l'option qu'on lui laissait pour demander un délai de dix-huit mois, à l'effet de se consulter, ainsi que les grands de ses états. Les commissaires en accordaient six; Rosny n'en voulait point du tout. Henri prit un milieu; il en donna trois. Le duc alors signa, bien résolu de mettre à profit le temps qui lui était donné, pour ne point exécuter le traité. Au bout du terme, le roi l'envoya sommer de tenir sa parole. Emmanuel répondit par la demande d'un nouveau délai. Le roi refusa et insista pour avoir le dernier mot du duc. Alors celui-ci, qui se crut assez fort des secours qu'il avait sollicités de l'Espagne dans l'intervalle de la négociation, et de ses liaisons avec les mécontents de France, leva le masque, et répondit insolemment qu'il ne rendrait pas le marquisat, et que, si le roi entreprenait de le lui enlever par la force, il lui donnerait de la besogne pour quarante ans. Mais Sully, qui s'attendait au refus, avait, comme grand-maître de l'artillerie, tout préparé de longue main pour que la guerre fût courte; ce fut

l'affaire d'une campagne, qui se termina avant l'hiver.

Henri, qui ignorait l'intrigue du maréchal, lui offrit le commandement d'une de ses armées pendant que lui-même attaquerait le duc avec une autre. Le maréchal se trouva dans un grand embarras : prendre le commandement, c'était s'ôter le moyen de cabaler dans les provinces pendant que le roi serait occupé à la guerre; ne le pas prendre, pendant qu'on savait l'ardeur qu'il avait pour ces sortes d'emplois, c'était s'exposer à des soupçons. Les avis étaient fort partagés dans son conseil. La Fin voulait qu'il remerciât. Le duc de Savoie, au contraire, qu'il acceptât, parce qu'il comptait que son complice, à la tête des troupes de France, serait obligé de le ménager.

En effet, il ne tint pas au maréchal d'essuyer la honte d'échouer dans les entreprises qui lui étaient confiées; mais il ne pouvait se laisser repousser sans collusion trop visible. Soit défaut de moyens, soit confiance dans la faiblesse des attaques, Emmanuel avait laissé ses places sans vivres et sans munitions, abandonnées à de faibles garnisons et à de mauvais commandans; de sorte qu'inutilement le maréchal se donna tous les mouvemens nécessaires pour les sauver¹. Il faisait passer aux gouverneurs la connaissance de ses tranchées; il

¹ Sully, tom. I^{er}, liv. I^{er}, pag. 454. — La Guesle, pag. 31.

laissait entrer du secours; il ne les attaquait que par les endroits les plus forts, les exhortait de se défendre du moins quelques jours : malgré cela, il emporta toutes les places du duc devant lesquelles il se présenta, et en deux mois Emmanuel se vit exposé à perdre ses états, ou réduit à faire une paix désavantageuse : situation qui désolait Biron, et lui faisait maudire ses propres succès.

Le porteur de ses avis aux capitaines ennemis était Renazé, secrétaire de La Fin. Quelquefois le maréchal les donnait par écrit; et pour lors ils étaient conçus de manière à souffrir une interprétation favorable, en cas qu'ils fussent surpris. Pendant que le secrétaire était ainsi employé, le maître passait rapidement du camp de Biron en Piémont, et du Piémont à Milan, d'où il rapportait à Biron de nouvelles calomnies contre le roi; nouvelles par la manière de les rendre, car c'était toujours les anciennes imputations; savoir : que le monarque était dévoré de la plus basse jalousie contre le maréchal; que jamais il ne lui pardonnerait ses victoires, et que tôt ou tard il en changerait les trophées en poutres funèbres¹. Cela se disait en forme de reproche, de ce que Biron, quoique malgré lui, continuait à conquérir les états du duc de Savoie. Il semblait qu'il fût coupable à l'égard de ses complices, parce qu'il ne prenait pas contre le roi les expédiens qu'ils lui suggéraient. « Il se plaint qu'il

¹ La Guesle, pag. 33. — Matthieu, pag. 516.

est forcé de combattre ; disait le comte de Fuentes, pendant qu'il a un moyen tout simple de faire la paix à l'avantage de ses alliés. Il n'a qu'à arrêter le roi quand il viendra dans son armée ; nous l'enverrons en Espagne, où il sera bien traité, et nous l'amuserons à baller et festoyer avec les dames. »

1600. — Si ces discours n'arrachèrent pas à Biron son consentement à une noire trahison, du moins ils le familiarisèrent avec l'idée du crime ; et peu s'en fallut que l'adresse des scélérats que le maréchal écoutait ne le rendit coupable d'un horrible assassinat. Ils ne cessaient de l'envenimer contre la roi ; ils lui inspiraient de demander des gratifications exorbitantes, de nouveaux gouvernemens, des augmentations de puissance, qu'en bonne politique ce prince ne pouvait accorder. Biron était donc refusé : sa colère alors, sa haine, sa rage, n'avaient plus de bornes. Pendant qu'il était dans un de ces accès de fureur, il prend envie au roi, dont l'armée n'était pas éloignée, d'aller voir celle du maréchal qui assiégeait une place ennemie. Celui-ci se doute que Henri iv ne manquera pas de visiter la tranchée ; il ordonne à Renazé d'aller dire au gouverneur de pointer du canon sur un endroit qu'il lui indique, et de placer dans un autre une compagnie d'arquebusiers qui feront feu à certain signal, sur ceux qui paraîtront. La Fin, qui était présent, soit véritable horreur du crime, soit pour éprouver le maréchal, marqué de la surprise, et fait un geste d'improbation. « Comment !

s'écrie le fougueux Biron, un homme qui veut me ruiner, un homme qui veut m'ôter la vie ; n'ai-je pas droit de m'en venger ? » Ces paroles marquent quelles odieuses préventions on lui avait inspirées. La résolution qui en était une suite, *ne passa pas*, dit-il lui-même en s'excusant, *ne passa pas les termes d'une première pensée, enveloppée dans les nuées de sa colère et de son dépit*. Revenu à lui-même, il eut honte de son emportement, et empêcha le roi de se rendre à l'endroit funeste où son courage ordinaire aurait pu le porter.

Pour peu qu'un conspirateur montre de remords à ses complices, il s'expose à être trahi. La Fin, qui étudiait le maréchal, jugea d'après cette conjoncture qu'il ne serait pas homme à tout risquer pour réussir. Dès ce moment il prit des mesures contre le repentir de Biron, s'il venait à en ressentir, ou contre ses aveux si l'indiscrétion ou la nécessité lui en arrachaient quelques-uns.

Il commença à garder tous les papiers, lettres, réponses, mémoires qui pouvaient contribuer à sa décharge ; et, quand le maréchal lui ordonnait de les brûler en sa présence, il les détournait adroitement, et en jetait d'autres au feu à leur place. La Fin n'abandonnait pas pour cela les négociations du duc de Biron, dont il restait toujours le principal instrument. En novembre, il fit à Milan un nouveau traité, qu'il eut ordre du maréchal de ne point signer. On y convenait que le duc de Savoie pouvait faire la paix, puisque la rapidité des

conquêtes des armées françaises l'y contraignait; mais qu'aussitôt que les armées seraient retirées, il romprait cette paix; qu'alors les Espagnols intervendraient dans la guerre; qu'ils donneraient au duc de Biron le titre et l'autorité de lieutenant général de leur couronne, et qu'ils lui assureraient la propriété de la Bourgogne avec le mariage d'une princesse de Savoie; que, si la guerre tournait mal, l'Espagne, en faisant la paix, donnerait au maréchal un million d'or comptant, et six cent mille écus de rente à toucher partout où il voudrait. Cependant, comme ce n'était qu'à regret qu'Emmanuel abandonnait ses prétentions; et pliait sous les conditions que la France lui imposait, il traîna la guerre le plus long-temps qu'il put, suspendant l'activité des armes du roi par des projets de traités dont il reculait la conclusion quand on était prêt à finir.

Pendant ce temps, Henri iv, dont la présence ne paraissait plus si nécessaire dans ses armées victorieuses, vint à Lyon au-devant de sa nouvelle épouse. Depuis plusieurs mois on travaillait à la dissolution de son mariage avec Marguerite de Valois. Comme les parties étaient d'accord, l'affaire n'éprouva du côté de Rome que des difficultés de forme. On fonda la nécessité du divorce sur la parenté au troisième degré, et sur le défaut de consentement libre de l'époux et de l'épouse, qui avaient été forcés par Charles ix. Dégagé de ces nœuds, Henri en forma d'autres avec Marie de Médicis,

filles de François II, grand-duc de Florence¹. Elle avait 26 ans; âge propre à faire espérer une prompte fécondité, que les Français désiraient afin de n'être point exposés à des guerres civiles pour la succession. Aussi toute la nation célébra-t-elle cet événement avec magnificence et épanchement de joie, comme une félicité publique.

1601. — A la conclusion de ce mariage se joignit la conclusion de la paix avec la Savoie : nouveau sujet de fêtes et de plaisirs. Emmanuel fit ce qu'il put pour obtenir des conditions autres que celles du traité qu'il avait signé en France. Il eut recours à toutes les personnes qu'il savait jouir de quelque crédit auprès du roi, princes, rois, le pape lui-même, mais en vain. Henri tint ferme; et tout ce qu'il accorda fut que le premier traité aurait lieu, que le duc de Savoie garderait le marquisat de Saluces, mais qu'il donnerait en échange la Bresse, le Bugey, et les bords du Rhône de l'un et de l'autre côté jusqu'à Lyon. A ce prix, Emmanuel racheta ses états, dont il avait été dépouillé, et fit d'ailleurs, ainsi que le disait Lesdiguières, une paix de prince, tandis que Henri faisait une paix de marchand.

Biron éprouva aussi l'indulgence du monarque. Tant de négociations, d'entrevues, de voyages clandestins, n'avaient pu se faire sans que le roi en eût quelque connaissance. Il prit un jour à part le

¹ *Passim.*

maréchal dans le cloître des Cordeliers de Lyon, et lui demanda, sous promesse de pardon, en quoi consistaient les intelligences qu'il avait eues avec les ennemis de l'état, quels en étaient le but et la cause¹. Sur ses intelligences, en homme honteux de se rappeler des faits qu'il voudrait n'avoir pas à se reprocher, le coupable écarta les détails, et ne fit que des aveux imparfaits. Quant à leur but et à leur cause, il confessa qu'il avait été flatté de l'idée d'épouser une princesse de Savoie; que cependant il ne se serait pas écarté de son devoir si le roi ne lui eût pas refusé le gouvernement de la citadelle de Bourg en Bresse. Henri, plein de bonté, l'embrassa, et lui dit : « Bien, maréchal, ne te souviens jamais de Bourg, et je ne me souviendrai jamais aussi de tout le passé; » mais, en lui pardonnant sa faute, il l'avertit qu'une rechute serait mortelle.

Biron racontant au duc d'Épernon la conversation qu'il venait d'avoir avec le roi, et combien il en était satisfait : « Je m'en réjouis, lui dit le vieux courtisan; mais vous devriez désirer une abolition, car les péchés de cette qualité ne se remettent pas comme cela. — Une abolition, répondit le maréchal, sera-t-elle plus sûre que la parole du roi? Et, s'il faut une abolition au duc de Biron, que faudra-t-il aux autres? » Il oubliait que la puissance royale commençait à prendre le dessus, et

¹ Mémoires rec., IV. partie, pag. 292.

qu'en fait de crimes d'état elle ne distingue pas entre les coupables¹.

Ce fut le plus grand des malheurs pour lui, de ce que le roi ne chercha point à pénétrer le fond de l'intrigue; il l'aurait peut-être arraché à la séduction, parce que le maréchal ne pouvant douter, après les aveux détaillés qu'on aurait exigés, que ses actions ne fussent désormais éclaircies, se serait imposé la loi de les rendre plus régulières. Il est possible aussi que, sachant le monarque instruit à fond, il eût mieux connu le pardon, et que, sensible à la bonté du souverain, il eût renoncé à des liaisons qui l'auraient rendu ingrat; au lieu qu'après sa grâce, loin d'être soulagé, il se trouva comme entre deux feux; bourré du côté du roi, qui d'un moment à l'autre pouvait connaître toutes les circonstances du complot, et lui faire un crime capital de ses réticences; embarrassé du duc de Savoie, et du comte de Fuentes, lesquels, piqués de se voir négligés, pouvaient livrer au roi les preuves de sa trahison, et le perdre. Mais il craignait surtout Renazé et les autres complices subalternes qu'il avait employés; ils tenaient son sort entre leurs mains; et il ne fallait qu'une indiscretion de leur part, échappée ou provoquée, pour le faire périr: ce fut donc principalement contre eux qu'il résolut de se précautionner. Il continua ses liaisons avec les ennemis de l'état, qui le flattaient tou-

¹ Matthieu, pag. 492.

jours; mais il changea d'entremetteurs auprès d'eux, persuadé que, quand même on viendrait à découvrir les complots tramés par ces sortes de gens sous ses ordres, le pardon de Lyon couvrirait tout.

Henri iv oublia aisément la faute d'un homme qu'il aimait. Comme il le connaissait curieux d'honneurs, il l'envoya en Angleterre faire part de son mariage à la reine Elisabeth, sa bonne amie. Le maréchal y arriva peu de temps après que cette princesse eut laissé monter sur l'échafaud le comte d'Essex, son favori. On prétend que la vengeance d'un amour méprisé eut plus de part à son supplice que la politique d'état. Cependant il faut avouer qu'il s'était rendu criminel au moins d'un projet de révolte. Elisabeth raconta à Birón avec attendrissement les erreurs du comte, l'abus qu'il avait fait de ses bontés, et les ressources qu'il aurait trouvées dans son indulgence: elle dit qu'elle avait tout tenté pour le sauver; qu'elle ne demandait qu'un aveu, qu'une soumission, qu'il daignât seulement demander grâce. Puis, fixant tout à coup le maréchal, comme honteuse de la sensibilité qu'elle venait de faire paraître, et se rappelant les devoirs austères de la royauté, elle lui dit: « Si j'étais à la place du roi mon frère, il y aurait des têtes coupées aussi bien à Paris qu'à Londres; Dieu veuille toutefois qu'il se trouve bien de sa clémence! pour moi, je n'aurais jamais pitié de ceux qui troublent un état. » On remarqua qu'en rendant compte

de son ambassade, Biron ne parla pas de cet avertissement.

Il est rare que les exemples corrigent. Ce que Biron venait d'entendre ne l'empêcha pas de se joindre à une cabale qu'il trouva formée à la cour, et dont les chefs n'auraient jamais dû causer du chagrin au roi. Le premier, Henri de la Tour-d'Auvergne, duc de Bouillon, devait tout à Henri IV, qui l'avait choisi entre tous les seigneurs de sa cour pour lui faire épouser Charlotte de La Marck, souveraine de Sedan, dont la main était à sa disposition. Le second, Charles de Valois, comte d'Auvergne et duc d'Angoulême, était perpétuellement comblé des faveurs du roi, tant en mémoire de Charles IX, dont il était fils naturel, que par égard pour Henriette d'Entragues, marquise de Verneuil, sa maîtresse, dont il était frère utérin. L'un et l'autre, oubliant ce qu'ils avaient et de qui ils le tenaient, ne songeaient qu'à en acquérir davantage. Le duc de Bouillon était dévoré du désir d'agrandir sa souveraineté, et croyait ne pouvoir y parvenir qu'en renouvelant les troubles. Le comte d'Auvergne avait formé le projet de faire retomber la couronne dans sa famille, et la fécondité de la reine ne lui paraissait pas même un obstacle dont on dût s'embarrasser¹.

Marie de Médicis, dans le courant de la première année de son mariage, avait rendu le roi

¹ Sully, *tom. I^{er}*, liv. II, pag. 43.

père d'un dauphin. Ce bonheur n'empêchait pas le monarque de se livrer aux caprices d'un amour-volage. Ses infidélités multipliées et peu secrètes chagrinaient son épouse, qui ne lui cachait pas son dépit. De là naissaient des froideurs et des picoteries qui, dans la maison d'un particulier, seraient restées sans conséquence, mais qui dans la cour d'un roi influaient sur le sort du royaume. Henriette d'Entragues avait aussi donné au roi deux fils; elle prétendait n'être devenue mère que sous la foi d'une promesse de mariage antérieure à l'hymen de Marie. Au moment de la célébration elle avait signifié à Lyon une opposition dont on ne tint pas compte. Cependant elle n'en croyait pas moins avoir assuré à son fils des droits qu'elle pouvait faire valoir. Il s'agissait d'abord de faire déclarer le mariage du roi nul, et le dauphin illégitime; projet chimérique: mais quelle chose ne fait pas croire possible le désir de régner et de supplanter une rivale? Henriette employa à se satisfaire les armes du sexe le plus faible, les charmes et la malice: par les premiers elle retenait tyranniquement le roi sous son empire; la seconde lui servait à éloigner Henri de son épouse. La favorite possédait supérieurement le talent de contrefaire, et dans les momens de gaieté elle imitait plaisamment le ton de la reine, ses manières, son accent et son idiome mêlé d'italien et de français: le roi riait de ses folies; mais la reine, à qui on le rapportait, entraînait en fureur et demandait vengeance.

Henri tâchait d'éluder : il ne voulait pas qu'on prit au sérieux des bouffonneries qu'il prétendait n'être faites que pour l'amuser. Marie, au contraire insistait ; et, voyant que le roi la payait de défaites, elle croyait sa rivale préférée, éclatait en reproches, et donnait publiquement des scènes d'humeur et de dépit qui faisaient de vives impressions sur l'âme sensible du monarque. Henriette se flattait que ces scènes multipliées aigriraient à la fin l'époux, et pourraient lui faire prendre un parti violent, comme de renvoyer la princesse à Florence. Elle trouvait tout simple que le roi la reconnût ensuite pour véritable reine ; en vertu de la promesse de mariage, et qu'il donnât le titre de *dauphin* à son fils. Tel fut le rôle que la marquise de Verneuil joua dans cette affaire ; il n'était pas le plus aisé, si la nature ne l'eût faite aussi propre à désoler une épouse susceptible qu'à captiver un prince facile. Le duc de Bouillon, le plus fécond, le plus habile discoureur de son temps, joua le second : il formait des plans, discutait les difficultés, concertait les moyens, rassurait ceux que le danger aurait pu effrayer : il paraissait s'avancer plus que les autres complices ; mais il avait le soin de ne laisser derrière lui ni écrits, ni traces qui pussent le déceler. Le comte d'Auvergne, homme entreprenant et téméraire, arborait hardiment l'étendard de la révolte ; il parcourait les provinces au delà de la Loire, où il semblait avoir fixé son séjour : il s'y conciliait la noblesse par

des égards, le clergé par une grande affectation de catholicité, et le peuple par une feinte compassion de la misère qu'il souffrait sous le poids des impôts dont il était accablé. Pour Biron, on le destinait à commander les troupes, tant celles que fournirait l'Espagne que celles qui seraient levées en France. On devait, lui disaient les flatteurs, l'opposer à Henri iv; idée toute seule capable de piquer sa vanité et de lui faire oublier son devoir. Ils ne manquaient pas de lui insinuer qu'un homme qui aurait forcé le roi à placer sur le trône l'épouse légitime, et à reconnaître le véritable héritier, ne devait pas s'attendre à moins qu'à une souveraineté, ou à toute autre récompense qu'il désirerait. Ainsi le duc de Bouillon était l'âme de la conspiration; le comte d'Auvergne en était, pour ainsi dire, la trompette; et Biron, le bras. Pris à part chacun en particulier aurait été peu redoutable; mais réunis ensemble, et avec beaucoup d'autres qui ne se montraient pas encore, attaquant le roi, l'un à la cour, les autres dans les provinces, d'autres encore sur les frontières, ils pouvaient occasionner dans l'état des mouvemens très-dangereux.

1602. — Henri iv en eut quelques soupçons au commencement de l'année. Il apprit qu'il y avait de la fermentation dans le Poitou et dans les provinces adjacentes; il part avec sa promptitude ordinaire; il se montre à ses peuples sans troupes et sans appareil effrayant, demande quel est le

sujet de leurs plaintes. Il répondent qu'on leur a dit qu'il veut augmenter les impôts, détruire les privilèges du clergé, de la noblesse et de la magistrature, et bâtir de tous côtés des citadelles, pour les gouverner en despote qui ne connaît ni frein ni lois. Le roi s'explique sur tous ces sujets avec les députés des corps : il leur fait voir qu'ils sont trompés ; que ses intentions pour le soulagement des peuples sont pures et droites. « Quant aux citadelles, dit-il, celles que je voudrai faire ne seront bâties que dans le cœur de mes sujets. » Henri avait cette affabilité, ce ton de vérité qui persuade. Sa présence et ses discours calmèrent toutes les craintes ; les murmures cessèrent ; et il revint triomphant de la malice de ses ennemis.

Mais elle existait toujours à la cour, comme dans un volcan dont les explosions indiquaient une inflammation très-étendue, et dont le vrai foyer restait caché. Le roi, certain qu'il y avait des projets, sans en connaître précisément le but ni les auteurs, vivait dans les alarmes. Dufresne Canaye, son ambassadeur à Venise, ministre pénétrant et infatigable, qui étendait ses correspondances dans toute l'Italie, lui mandait qu'on voyait souvent des Français à Milan et à Turin ; qu'ils s'enveloppaient sous l'ombre du mystère et qu'ils avaient, de nuit, de fréquentes conférences avec les ministres de ces deux cours. Dufresne nommait les uns, désignait les autres, marquait heure par heure leurs démarches, décrivait jusqu'à leurs habits ;

leur contenance, et leurs gestes¹. Il mandait de plus ; qu'on déchirait le roi en Italie, au sujet de ses mœurs ; qu'on décriait son gouvernement ; pour répandre sur lui une espèce de mépris ; qu'on rabaisait sa puissance, afin de persuader à ses alliés qu'il était hors d'état de les secourir dans le besoin ; qu'enfin les Vénitiens eux-mêmes, malgré leur attachement pour Henri, commençaient à prêter l'oreille à ces insinuations calomnieuses, et à se défier de la France.

On est étonné de voir avec quelle indifférence les ministres et le roi lui-même recevaient ces avertissemens. Ils poussèrent l'indolence jusqu'à négliger de faire passer à Dufresne l'argent nécessaire au paiement de ses espions ; il ne demandait qu'une somme modique pour faire enlever un de ces mauvais Français qui aurait peut-être révélé toute l'intrigue, et on la refusa : mais Henri iv. fut mieux servi par l'imprudence de Brûlon que par ses propres ministres².

Depuis son retour d'Angleterre le maréchal parut peu à la cour, encore était-ce en homme mécontent, dédaigneux, blâmant tout ce qui se faisait, quelquefois rêveur, impatient, colère, tel qu'on voit des gens qui, embarrassés dans une mauvaise affaire, affectent l'assurance ; et s'obstinent dans le cri de leur conscience. Ses soucis n'étaient pas sans

¹ Camille, tom. I^{er}. *Passim*.

² *Idem*, tom. I^{er}, pag. 350.

causes. Son intimité avec La Fin commençait à tourner comme font toutes les amitiés fondées sur des intérêts criminels. Il s'était glissé entre eux des soupçons; le comte de Fuentes, plus connaisseur que le maréchal, se douta le premier, sur quelques paroles échappées à La Fin, qu'il serait homme à les trahir. Sans lui rien témoigner il le renvoya en France, et l'engagea sous quelques prétextes à prendre son chemin par la Savoie. Les avis étaient donnés à Emmanuel, et La Fin y aurait au moins perdu sa liberté; mais, soit heureux hasard, soit prévoyance, La Fin prit par la Suisse, et il chargea de la commission pour la Savoie Renazé, son secrétaire, qui fut arrêté et resserré dans le château de Chiari.

Retiré en Auvergne, sa patrie, La Fin tourne des yeux inquiets sur sa situation; il se voit au milieu de la France qu'il trahit, sans asile chez les étrangers, auxquels il est suspect. En vain il porte des plaintes au duc de Biron sur la captivité de son secrétaire; il n'en reçoit que des réponses inquiétantes. On ne lui parle de l'infortuné Renazé que comme d'un homme qu'il a fallu sacrifier à la sûreté commune, et dont on a été obligé d'étouffer la voix dans le tombeau. Le maréchal lui conseille de ne faire ni recherches ni menaces à l'occasion de ce complice, mais au contraire, tant la crainte est cruelle! de se défaire secrètement de ceux dont il a été accompagné dans ses voyages, et qui pourraient donner des lumières sur ses démarches : af-

freuses précautions qui font connaître à La Fin ce qu'il doit appréhender lui-même, surtout n'étant plus nécessaire.

Or, depuis le pardon de Lyon, le maréchal, fidèle à la résolution qu'il avait prise de changer ses entremetteurs, ne s'était presque pas servi de La Fin. Il donnait toute sa confiance au baron de Luz. Ses voyages à Milan et à Turin, ~~il~~ les faisait faire par Hébert, son secrétaire, qui prenait des prétextes de pèlerinages, ou d'aller acheter des armes et des étoffes en Italie, ou d'y conduire de jeunes gentilshommes qu'on voulait faire voyager. La Fin, qui s'était servi des mêmes défaites, ne se trompait pas sur leur but. Il en tirait cette conséquence, que le duc de Biron avait toujours les mêmes intrigues, mais qu'il employait d'autres agens. Par le moyen des habitudes qu'il conservait dans la maison du maréchal, il était instruit de sa conduite personnelle : on l'avertissait que Biron s'éloignait du roi ; qu'il affectait de mépriser ses bonnes grâces et de le braver, et qu'en même temps il ne prenait aucune précaution ni pour se défendre, ni au moins pour se sauver, si on découvrait quelque chose. De toutes ces circonstances, La Fin conclut que Biron courait à sa perte : pour lui, il prend son parti et demande une audience au roi.

Chose étonnante ! dans le temps où les yeux et les oreilles, tant du roi que des ministres, auraient dû être perpétuellement ouverts, la de-

mande de La Fin fut négligée; et peut-être l'aurait-on oubliée tout-à-fait, s'il n'était survenu *un fugitif de Piémont* qui en dit assez au roi pour lui inspirer de la curiosité sur ce que La Fin avait à révéler¹. On lui dépêcha donc un exprès pour convenir de la récompense qui lui serait accordée, et de la conduite qu'il tiendrait pour ne pas alarmer le maréchal. Quant à la récompense, La Fin ne demanda que sa grâce, et elle lui fut promise. A l'égard des précautions à prendre pour soustraire son intelligence avec le roi à l'attention de Biron, il imagina d'écrire au maréchal qu'il avait une affaire de famille qui exigeait sa présence à la cour, que, s'il ne s'y rendait pas dans une circonstance aussi importante, on pourrait mal juger des raisons qui le retiendraient en province; qu'il hésitait cependant de paraître à la cour dans la crainte de lui donner des soupçons, et qu'il s'abandonnait à sa décision. Biron, toujours confiant, laissa toute liberté à La Fin; et celui-ci vint à Fontainebleau, de l'aveu du maréchal, et sans aucun soupçon de sa part.

Le roi l'interrogea lui-même. « Connaisant, dit La Guesle, le naturel des guerriers, qui parlent beaucoup, mais que le son de la trompette fait agir autrement, il ne fit pas grand cas des dépositions du délateur tant qu'elles se bornèrent à des discours; mais, quand il montra les papiers qu'il

¹ La Guesle, pag. 51.

avait dérobés à la vigilance du maréchal, Henri, trop convaincu, écrivit à Sully : « Mon ami, venez me trouver en diligence pour chose qui importe à mon service, votre honneur et le commun contentement de tous deux ¹. » Le ministre vole ; il trouve le roi à cheval, partant pour la chasse, où il allait faire diversion à ses chagrins. Henri s'incline vers Sully, et lui serrant la tête contre son cœur, lui dit en soupirant : « Mon ami, il y a bien des nouvelles ; toutes les conspirations contre moi et mon état, dont nous ne faisons que nous douter, sont maintenant découvertes. » Il raconte ensuite à son ministre que c'est La Fin, le principal confident de Biron, qui est venu tout avouer ; « mais, dit-il, il enveloppe dans sa déposition beaucoup de gens, même des plus grands : or, devinez. Moi, sire, répondit Sully, deviner un homme qui soit traître ! c'est ce que je ne ferai jamais. Henri presse de nouveau Sully, qui résiste toujours ; enfin il lui dit en souriant : « M. de Rosny en est ; le connaissez-vous bien ? » Puis, sans même prendre la peine de le rassurer sur cette imposture qui se détruisait d'elle-même, il lui ordonne d'aller entendre les dépositions de La Fin avec Villeroy et le chancelier de Bellièvre.

Le résultat de leur examen fut qu'il fallait mander à la cour le maréchal de Biron, et qu'il y

¹ La Guesle, pag. 53. — Sully, tom. I^{er}, pag. 15, 31 et 45.

avait assez de preuves pour l'arrêter. C'était une entreprise dont l'événement a prouvé la facilité, mais qui pouvait alors paraître délicate; car La Fin déclarait, à la vérité, ce qui s'était passé pendant qu'il avait eu la confiance du maréchal, c'est-à-dire, jusqu'au pardon de Lyon : ainsi jusque là tout était connu, et il n'y avait rien à craindre. Mais depuis ce temps ne pouvait-il pas s'être formé des complots plus redoutables? Ne pouvait-il pas se faire qu'il y eût des complices en plus grand nombre et plus accrédités; que les mesures fussent mieux prises; qu'il ne fallût peut-être plus qu'une étincelle pour faire jouer des mines préparées en plusieurs endroits du royaume? Il était donc important de ne point alarmer Biron, qui aurait pu, ou se sauver et emporter avec lui son secret, par conséquent laisser toujours le roi dans le même embarras, ou frapper à l'instant son coup, et embraser toute la France.

Il avait envoyé à la cour le baron de Luz pour sonder le terrain. Le roi s'exprima avec lui sur le compte de Biron en termes obligeans; et, en effet, malgré le crime du maréchal, Henri ne pouvait se défendre d'un retour de tendresse pour lui et les autres coupables : « S'ils pleurent, disait-il, je pleurerai avec eux; s'ils se souviennent de ce qu'ils me doivent, je n'oublierai pas ce que je leur dois; ils me trouveront aussi plein de clémence qu'ils sont vides de bonnes affections : je ne voudrais pas que le maréchal de Biron fût le

premier exemple de la sévérité de ma justice, et que mon règne qui, jusqu'à présent, a ressemblé à un air calme et serein, se chargeât tout soudain de nuées, de foudres et d'éclairs ¹. »

Que ne sut-il, l'infortuné maréchal, les dispositions favorables de son maître! mais trompé par La Fin, trompé par ses amis qui croyaient La Fin sincère, il s'imagina ne pouvoir se sauver que par le silence. Il délibéra cependant s'il s'exposerait à rendre compte de sa conduite. Plusieurs personnes de la cour lui conseillèrent secrètement de se mettre en sûreté; mais il était déjà trop tard pour hésiter d'obéir. Sous prétexte de changer les poudres et les autres munitions de guerre et de bouche des forteresses de Bourgogne, devenues trop vieilles, Sully les avait retirées sans en substituer d'autres; de sorte que la province sur laquelle Biron comptait se trouvait hors de défense sans qu'il s'en fût aperçu ².

Le duc de Biron arriva à Fontainebleau le 13 juin. Son entrée à la cour fut un spectacle. On avait observé que La Fin était en fréquentes conférences avec le ministre, que souvent il sortait de la maison du chancelier bien avant dans la nuit, et que le roi s'y trouvait quelquefois. Il n'en fallait pas davantage pour rendre les courtisans attentifs à la contenance du maréchal : elle fut fière et

¹ Matthieu, pag. 494.

² *Idem*, pag. 400.

hautaine, d'autant plus qu'en mettant pied à terre, La Fin lui glissa à l'oreille : « Bon courage, mon maître! ils ne savent rien. » Cependant, comme ses affaires étaient déjà le sujet des conversations; comme on soupçonnait qu'il n'était pas exempt de reproches, sans qu'on sût précisément jusqu'à quel point il en méritait, on lui aurait désiré moins de présomption. « Il ne trouva, dit Matthieu, personne qui parlât pour son orgueil; et chacun aurait intercédé pour son humilité. »

Il aborda le roi avec assurance. Henri le reçut avec bonté, le promena dans ses jardins, parcourut avec lui ses appartemens; et lui fit voir les ornemens qu'il y avait ajoutés; de temps en temps il mettait en avant des propos capables d'amener une confidence ¹ : mais Biron regardait négligemment, écoutait comme forcé, répondait dédaigneusement, et même avec insolence ²; il était venu,

¹ Matthieu, pag. 499. — Sully, tom. II, pag. 48.

² Sur une des cheminées de Fontainebleau on avait placé le roi en relief, sous la figure d'un conquérant entouré de trophées. « Eh bien! mon cousin, dit Henri au maréchal, en lui montrant ce portrait, si le roi d'Espagne m'avait vu comme cela, que dirait-il? — Sire, il ne vous craindrait guère, » répondit Biron d'un ton moqueur. Le monarque jeta sur le maréchal une oeillette de colère, qui sans doute le fit rentrer en lui-même, car il ajouta sur-le-champ : « J'entends, sire, en cette statue, et non pas en votre personne. » Le roi lui répondit avec un sourire amer : « Bien, monsieur le maréchal. » (Voy. Cayct, pag. 289.)

disait-il, non pour se justifier, mais pour connaître ses calomniateurs, et en tirer vengeance. Le roi lui fit entendre assez clairement qu'il était instruit, le conjura de lui ouvrir son cœur, lui dit qu'il voulait tenir l'aveu entier de lui-même; à cette condition il lui offrit un pardon général et ses bonnes grâces. Voyant que, malgré tant d'avances, il ne gagnait rien sur cet opiniâtre, il lui détacha quelques-uns de ses amis, dont les instances ne réussirent pas davantage. « Mon ami, disait tristement le monarque à Sully, voilà un malheureux homme que le maréchal; j'ai envie de lui pardonner, d'oublier tout ce qui s'est passé, et de lui faire autant de bien que jamais. Il me fait pitié; mon cœur ne se peut porter à faire du mal à un homme qui a du courage, duquel je me suis si long-temps servi, et qui m'a été si familier. Mais toute mon appréhension est que, quand je lui aurai pardonné, il ne pardonne ni à moi, ni à mes enfans, ni à mon état. »

Si Henri le Grand avait ces craintes, quelles devaient être les terreurs de Marie de Médicis! une reine, une mère, qui se voyait menacée d'être elle-même chassée du trône, et de voir arracher le sceptre à son fils! car La Fin déposait avoir entendu dire au comte de Fuentes, « que jamais l'état d'Espagne ne se fierait aux Français, si ce n'était qu'ils fassent faillir la race des princes du sang, en commençant par le roi et son dauphin, » et que l'intention du maréchal était de renverser

toute la France ¹. On ne savait, à la vérité, cet affreux projet que par un complice qui cherchait peut-être à se faire valoir, et cette sorte de preuve n'est pas toujours convaincante; mais, comme on rappelle tout en certaines circonstances, quelques personnes se souvinrent que Biron avait dit *qu'il n'y avait qu'un coup d'épée qui pût l'empêcher d'être souverain*; et, d'un homme assez imprudent pour laisser échapper ce propos, il était pardonnable d'appréhender des extrémités fâcheuses, ou un coup de désespoir. L'intérêt que la reine avait dans cette affaire ne permit pas au roi de lui en laisser ignorer l'importance. Il l'appela aux conseils qui se tinrent à ce sujet; et ce furent peut-être ses frayeurs et ses larmes qui arrachèrent à la justice du monarque les derniers ordres contre l'infortuné Biron. « Mais auparavant, dit le roi, je lui veux dire encore que, s'il se laisse mener par justice, il ne s'attende plus à grâce quelconque de moi. »

Plein de cette idée, Henri suit de l'œil le criminel, l'examine; le voit jouer et causer sans qu'il paraisse ébranlé ni inquiet. Enfin, comme la nuit s'avancait, il l'appelle dans sa chambre; et, faisant un dernier effort, il lui dit : « Maréchal, c'est de votre bouche que je veux savoir ce dont, à mon regret, je suis trop éclairci. Je vous assure de votre grâce, quelque chose que vous ayez commise

¹ *Hist. de la vie de Biron*, pag. 47. — *Matthieu*, pag. 415.

contre moi. Le confessant librement, je vous couvrirai du manteau de ma protection, et l'oublierai pour jamais. — Oh ! c'est trop, répondit l'obstiné Biron, c'est trop presser un homme de bien qui n'a eu d'autre dessein que celui qu'il vous a dit. — Plût à Dieu ! répliqua le roi ; mais je vois bien que je n'apprendrai rien de vous ; je vais voir si le comte d'Auvergne m'en dira davantage. » Il sort sous ce prétexte, examine par lui-même si ce qu'il avait ordonné était prêt. En rentrant dans sa chambre, il congédia tout le monde ; et s'adressant au maréchal, il lui dit : « Adieu, baron de Biron ; vous savez ce que je vous ai dit ¹. »

Il était encore temps ; Biron, prosterné aux pieds du monarque attendri, aurait obtenu grâce : mais, trop altier pour fléchir, il sort ; la porte se ferme. Aussitôt Vitri, capitaine des gardes, le saisit par le bras, et lui demande son épée. « Mon épée ! s'écrie le maréchal, mon épée qui a tant fait de bons services ! » Il la détache cependant, et demande à parler au roi ; mais il avait laissé passer le moment de miséricorde ; et ce moment échappé ne revint plus. En traversant la salle des gardes, il eut l'imprudence de dire : « Vous voyez comme on traite les bons catholiques ! » parole qui n'émut personne.

Dans le même temps, Praslin, autre capitaine des gardes, demandait l'épée au comte d'Auver-

¹ Sully, tom. I^{er}, pag. 49. — Matthieu, pag. 503.

gue. « Tiens, prends-la, dit-il sans se déconcerter ; elle n'a jamais tué que des sangliers : si tu m'avais averti de ceci, il y a deux heures que je dormirais. » En effet, il se coucha tranquillement et dormit. Le maréchal, au contraire, passa la nuit dans son manteau, livré à la plus grande agitation ; il se promenait à grands pas, frappait du poing contre les murailles ; il apostrophait les gardes ; se parlait à lui-même, se reprochait de n'avoir pas suivi le conseil qu'on lui avait donné de se sauver ; il priait qu'on avertisse ses secrétaires de brûler ses papiers, d'avouer une chose, d'en taire une autre ; il s'interrompait ensuite, en se rappelant qu'il était prisonnier, et qu'il n'y avait plus là personne pour lui obéir. Infortuné ! qui commençait à sentir l'abandon général, la plus terrible épreuve d'un prisonnier accoutumé à la foule, compagne de la grandeur.

Le lendemain le maréchal et le comte d'Auvergne furent transférés par eau de Fontainebleau à la Bastille. Le roi donna, le 18, des lettres patentes qui attribuaient le procès au parlement. Il fut instruit par Achille de Harlai, premier président, Nicolas Potier, aussi président, assistés d'Étienne Fleuri et Philibert Thurin, conseillers, nommés rapporteurs.

Avant toute action juridique, les parens et les alliés du maréchal obtinrent permission de se jeter aux pieds du roi. Le duc de La Force portait la parole. Il rappela les services du prisonnier,

ceux de sa famille, l'ignominie que son supplice ferait rejaillir sur elle, et il employa tout ce que le sujet pouvait fournir de pathétique pour fléchir la justice du monarque ; et ranimer dans son cœur les sentimens de son ancienne bonté¹. Henri l'écouta d'un air pénétré ; puis, reprenant les points de sa harangue, il leur dit que ces sortes de punitions ne déshonoraient pas les familles ; et il le prouva par son propre exemple : « Car , dit-il , je ne me fais pas honte d'être descendu des Armagnacs et du comte de Saint-Pol , qui ont péri sur l'échafaud. Quant à la clémence dont vous voulez que j'use à l'égard du sieur de Biron ; ce ne serait miséricorde , mais cruauté. S'il n'y allait que de mon intérêt particulier , je lui pardonnerais , comme je lui pardonne de bon cœur ; mais il y va de mon état , auquel je dois beaucoup ; de mes enfans , que j'ai mis au monde , qui pourraient me reprocher ; et tout mon royaume , si je venais à défaillir , que j'ai laissé un mal que je connaissais. Je laisserai faire le cours de la justice : vous verrez le jugement qui en sera porté. J'apporterai ce que je pourrai à son innocence. Je vous permets d'y faire ce que vous pourrez , jusqu'à ce qu'on connaisse qu'il soit criminel de lèse-majesté ; car alors le père ne peut solliciter pour le fils , le fils pour le père , la femme pour le mari , ni le frère pour le frère. »

¹ *Vie de Biron* , pag. 49.

L'historien Matthieu remarque qu'entre les papiers produits par La Fin, on en choisit vingt-sept, non ceux qui concluaient le plus contre Biron, mais ceux qui ne parlaient que de lui. En effet, entre les pièces qu'on trouve dans les différentes relations, aucune n'indique la complicité du comte d'Auvergne et du duc de Bouillon; toutes regardent exclusivement le maréchal.

L'accusation contenait quatre chefs principaux : 1°. d'avoir eu intelligence avec l'archiduc par Picoté, dont il payait les voyages; 2°. d'être entré en traité avec le duc de Savoie et le comte de Fuentes, soit directement, soit par l'entremise de La Fin; 3°. de s'être entendu avec l'ennemi pour retarder la prise des places de la Bresse, et faire recevoir des échecs à l'armée royale; 4°. d'avoir averti le gouverneur de Sainte-Catherine de pointer le canon sur un endroit où il devait mener le roi, et de lui dresser une embuscade d'arquebusiers.

On lui présenta d'abord ses lettres et ses mémoires, qu'il reconnut. Comme ils étaient écrits à double sens, il leur donna celui qui était favorable à sa cause; et ainsi il ôta à cette preuve, pour le moment, toute sa force. Les juges lui demandèrent ensuite s'il avait quelque reproche à produire contre La Fin. Loin d'en faire aucun, il répondit qu'il le regardait comme un honnête homme. Aussitôt on lui lut la déposition de La Fin, qui expliquait les mêmes pièces dans le sens

le plus naturel, et tout contraire à celui que Biron avait donné : le prisonnier s'emporta pour lors contre La Fin, dit que c'était un traître, un scélérat gagné par ses ennemis pour le perdre.

Cependant le sens de ces pièces restait incertain, parce que La Fin en donnait un et Biron un autre. Pour en tirer une preuve concluante, il aurait fallu un nouveau témoin non reproché par le criminel, qui eût déterminé le vrai sens, en se joignant à l'un ou à l'autre : c'est ce qui arriva d'une manière accablante pour le maréchal. « Si Renazé était ici, s'écria-t-il, il donnerait le démenti à La Fin. » A peine avait-il parlé, que Renazé parut. Le même jour que Biron fut arrêté, ce prisonnier se sauva du château de Chiari, après avoir gagné ses gardes, sans doute avec l'argent que la France lui fournit. Il les emmena avec lui, échappa à toutes les poursuites du duc de Savoie, et vint sans délai fortifier le témoignage de La Fin. Sa présence fut un coup de foudre pour l'accusé; à peine en voulut-il croire ses yeux : il ne pouvait concevoir par quelle fatalité cet homme, qu'il avait cru mort, sortait du tombeau pour le confondre. Il pensa qu'Emmanuel le trahissait; et, dans le premier moment de sa surprise, il garda le silence.

Cependant il reprit ses esprits; et, se voyant convaincu sur le sens des pièces, il réclama le pardon que le roi lui avait accordé à Lyon : mais il rendit lui-même ce moyen insuffisant par des

aveux qui lui échappèrent ; car , interrogé sur les circonstances de ce pardon , il répondit : « Je ne puis nier que je n'aie dit au roi tout ce qui s'était passé ; mais , en lui disant que le refus de la citadelle de Bourg m'avait rendu capable de tout dire et de tout faire , j'ai cru que je ne devais spécifier ce que j'avais honte d'avoir entrepris¹. » Raison excellente partout ailleurs, que devant un tribunal établi pour juger un crime d'état , crime qui n'admet pas un pardon vague et verbal , mais qui demande une abolition spécifiée et revêtue de lettres patentes. Le maréchal ajouta qu'il n'avait rien machiné contre son devoir depuis le pardon. Malheureusement la preuve qu'il fournissait de son innocence frappait contre lui ; c'était une lettre sans doute adressée à La Fin et il lui écrivait qu'il ne voulait plus se mêler d'intrigues , et que la naissance du dauphin avait dissipé ses ombrages et ses variétés. Or le pardon était du commencement de l'année 1601 ; le dauphin n'était né qu'à la fin de septembre même année ; il s'était donc écoulé , depuis le pardon , plusieurs mois , pendant lesquels Biron avait persévéré dans ses ombrages et ses variétés.

Il est vraisemblable que le maréchal fixa au pardon de Lyon la fin de ses correspondances avec l'ennemi , parce que , depuis ce temps ne s'étant plus servi de La Fin , il se flattait de n'avoir

¹ Matthieu , pag. 510 et 511.

point de preuves victorieuses contre lui ; et il ne se trompa pas. Ses confidens, dans ces derniers temps, avaient été le baron de Luz, son ami, et Hébert, son secrétaire. Le premier, réfugié en Bourgogne, ne put être contraint d'en sortir ; le second, appliqué à la question, en souffrit les douleurs sans rien avouer ; mais on ne pouvait se tromper sur les motifs qui l'avaient fait envoyer à Milan, ni croire qu'un secrétaire confident quittât son maître pour des raisons aussi frivoles que celles qu'on alléguait, et qu'il allât voyager dans des pays étrangers, pendant que son service auprès du maréchal était nécessaire. Si donc la constance et la fermeté d'Hébert lui sauvèrent la vie, elles ne purent garantir celle de son maître.

Le 23 juillet, le chancelier se rendit au parlement : les pairs qui avaient été convoqués n'y vinrent pas ; mais il s'y trouva cent douze juges. On employa trois séances à entendre le rapport du procès, et, le 27, le maréchal fut amené de la Bastille au Palais.

Le duc de Biron parut grand en cette occasion, il mit dans sa défense toute la modestie de son repentir et toute l'énergie de la douleur. Le nombre des juges, leur gravité, leur silence, objets si imposans, ne le troublèrent pas. Il commença son apologie par l'exposition des manœuvres employées pour le séduire ; il mit entre ces moyens de prétendues sorcelleries, dont il est étonnant que La Fin se soit servi, et plus étonnant encore qu'une âme

qui n'était pas faible s'y soit laissé surprendre, preuve certaine qu'il ; quand on a une fois ouvert son cœur à la flatterie, toute arme devient victorieuse entre les mains du flatteur¹. Le maréchal détailla ensuite les raisons qui l'avaient empêché de faire au roi, depuis son arrivée à Fontainebleau, les aveux qu'il demandait : « La Fin et moi, dit-il, nous nous étions juré de ne jamais rien révéler, et je croyais ma conscience liée par ce serment. De plus, en arrivant, La Fin lui-même m'avertit qu'il n'avait rien avoué ; et, comme j'étais très-résolu de ne jamais rien exécuter de ce que nous avions pu projeter ensemble, j'ai cru inutile de déclarer des choses qui ne devaient point avoir de suite, et qui pouvaient nous déshonorer tous deux. »

Loin de convenir d'avoir eu dessein de mettre la vie du roi en péril, il répondit qu'au contraire c'était La Fin qui était coupable de ce conseil, et qu'il l'avait rejeté avec indignation. Quant à l'accusation de s'être entendu avec les ennemis de l'état pour ménager leurs troupes et leurs places, il y opposa une énumération rapide et véhémence des choses qu'il aurait pu faire contre le service du roi, dans les ambassades, à la tête des armées,

¹ La Fin lui faisait voir des figures de cire qui remuaient et parlaient ; il soufflait sur lui, le baisait sur l'œil, lui mordait l'oreille. Voilà ce qu'un maréchal de France dit sérieusement devant ses juges pour se disculper d'un crime de lèse-majesté. (*Voy. Vie de Biron, passim.*)

dans le conseil et ailleurs, sans être exposé aux soupçons de trahison. « Ne pouvais-je pas, dit-il, me défendre en Bourgogne, amasser de l'argent, des troupes, des munitions, refuser de venir, puisque j'avais été averti? Une âme coupable et peinée de l'horreur de sa conscience fût tombée en pièces de peur et de tremblement; mais la secrète science que j'avais de ma fidélité et l'innocence de mes desseins ne me pouvaient donner aucune imagination de défiance. Je disais toujours en moi-même : j'ai trop bien servi le roi pour ne pas penser qu'il ne m'estime son serviteur. Je ne pouvais penser que la foudre de la justice du roi pût offenser un homme reposant dans la tranquillité de sa conscience. D'ailleurs j'étais assuré que le roi m'avait pardonné, et que je ne l'avais pas offensé depuis le pardon ¹. »

Il répéta ce qu'il avait dit aux rapporteurs pendant l'instruction. « Je ne puis nier que, dans cette occasion, je ne dis pas au roi tout ce qui s'était passé; mais, en lui disant que le refus de la citadelle de Bourg m'avait rendu capable de tout dire et de tout faire, j'ai cru que je ne devais spécifier ce que j'avais honte d'avoir entrepris. Le roi ne m'aurait-il donc donné la vie alors que pour me la ravir maintenant? S'il ne lui plaît de considérer mes services et les assurances qu'il m'a données de sa miséricorde, je me confesse digne.

¹ Matthieu, pag. 182.

de mort. Je n'espère pas mon salut en sa justice, mais en la vôtre, messieurs, qui vous souviendrez mieux que lui des périls que j'ai courus dans les bacchanales de la ligue, et que, sans les services que j'ai rendus alors, vous ne seriez pas à présent mes juges. J'implore la miséricorde du roi; et, quand je ne dirais mot, les plaies dont je suis chargé la demandent pour moi.» Puis il ajouta, en poussant un soupir : « Ma faute est grande, messieurs; mais les grandes offenses veulent de grandes clémences. Quoi qu'il en advienne, je me confie plus en vous que je ne fais au roi, qui, m'ayant autrefois regardé des yeux de son amour, ne me voit que de l'œil de sa colère, et tient à la vertu de m'être cruel; et à blâme d'exercer envers moi un acte de clémence. Ah! il vaudrait mieux pour moi qu'il ne m'eût pas pardonné la première fois que de m'avoir donné la vie pour me la faire perdre honteusement.»

Biron cessa de parler; il eut la consolation de voir ses juges attendris, et ne se retira pas sans quelque espoir.

La cour se rassembla le 29. On alla aux opinions: la loi était contre l'accusé; il avouait qu'il avait eu commerce avec les ennemis de l'état. Le pardon donné à Lyon, sur un exposé imparfait, n'était point revêtu des formes légales; le roi d'ailleurs, sur les représentations de quelques-uns de ses ministres, qui redoutaient la furie de Biron s'il échappait, le révoqua par des lettres expresses qui

furent adressées au parlement. Il se trouvait au procès de fortes présomptions que, depuis ce pardon, il avait persévéré dans les mêmes intrigues. Enfin, il niait d'avoir voulu exposer la vie du roi; mais deux témoins non reprochés l'affirmaient contre lui. Il fut donc condamné tout d'une voix à avoir la tête tranchée en place de Grève, *comme convaincu du crime de lèse-majesté, par les conspirations par lui faites contre la personne du roi, entreprises sur son état, proditiions et traités faits avec les ennemis de l'état.*

Quelques juges proposèrent de décréter La Fin et Renazé; mais le chancelier remontra que ceux qui découvrent les conspirations dans lesquelles ils ont trempé sont non-seulement dignes de pardon, mais méritent récompense: « Peut-être, ajouta-t-il, toute cette faction ne sera pas coupée avec la tête du maréchal; il pourra en naître encore qu'on aura peine à découvrir, si le bon traitement fait aux complices de celle-ci n'engage les autres à parler. »

Cette précaution n'était que trop nécessaire contre les ennemis de la personne et de la fortune de Henri iv. Nous avons remarqué qu'un des plus envenimés était le comte de Fuentes. On aurait peine à imaginer jusqu'où allèrent son dépit et sa rage, quand il crut *ses corruptions découvertes* par la détention du maréchal. Fuentes dominait l'Italie, par la grande idée qu'il avait répandue de la puissance espagnole comparée à la française. Il

était de sa politique de déprimer celle-ci, et de faire croire que le roi de France n'avait ni justice ni autorité, et que les puissances d'Italie qui quitteraient l'Espagne pour s'attacher à la France feraient une fausse démarche dont elles pourraient se repentir. Rien n'était si capable de détruire ces préventions inspirées aux Italiens, qu'une conduite ferme de la part de Henri iv dans la circonstance d'une conspiration contre lui. C'est pourquoi le gouverneur de Milan s'appliqua à la décrier. A la première nouvelle de l'emprisonnement de Biron, Fuentes soutint que le maréchal était innocent, et que le roi ne l'avait fait arrêter que par jalousie. Il publia ensuite que toute la cour se déclarait pour le prisonnier; que la moitié du royaume se soulevait en sa faveur, et que le roi n'oserait jamais le faire mourir. Dufresne Canaye, ambassadeur à Venise, mandait à Henri ces propos, et l'impression qu'ils faisaient même sur ses alliés. L'Italie entière, disait-il, a les yeux tournés sur votre majesté, et, si vous ne punissez, votre indulgence sera traitée de crainte et de faiblesse. Ainsi, plusieurs causes concoururent à la mort du duc de Biron : ses fautes, les frayeurs de la reine, l'arrogance du comte de Fuentes et de ses autres *fauteurs et instigateurs*; enfin la nécessité d'un exemple, tant pour réprimer les brouilleries au dedans que pour soutenir le crédit de l'état au dehors.

On laissa passer un jour entre la condamnation,

qui fut prononcée le 30 juillet, et l'exécution. Pendant cet intervalle, les parens obtinrent que le lieu de l'exécution serait changé, et qu'elle se ferait à la Bastille, et non à la Grève. Quelques personnes crurent qu'il y eut dans ce changement plus de précaution que d'égards, et qu'on le fit parce qu'on craignit quelques mouvemens de la part de ses amis. Le roi lui accorda aussi la grâce de faire son testament, et de n'être point lié. « Quelles grâces ! quelles grâces ! s'écriait le malheureux Biron d'une voix étouffée par les sanglots. Quoi ! ne pouvait-on me garder céans, les fers aux mains pour se servir de moi dans un jour d'importance ? Monsieur, disait-il au chancelier de Bellièvre, vous avez tant aimé mon père ! encore pouvez-vous représenter au roi ce que je dis. Jamais, non jamais je n'ai attenté à sa personne. » Quand on lui lut ces paroles de la sentence, *pour avoir attenté à la personne du roi*. « Il n'en est rien, s'écria-t-il transporté de fureur, cela est faux ; ôtez cela ! » Il répéta encore sur l'échafaud « A la vérité j'ai failli ; mais pour la personne du roi, jamais, non jamais ! » On appela à ce triste spectacle quelques personnes choisies dans les différens corps, dans le conseil, le parlement, la ville et les marchands. Elles furent témoins des transports du maréchal, de l'espèce de délire qui égara son esprit ; non, disait-il, à cause de la mort, qu'il avait mille fois affrontée dans les combats, mais à cause de la honte du supplice. « Ah ! que je voudrais

bien, dit-il aux soldats, qu'il vit sous les armes en descendant dans la cour de la Bastille, que je voudrais bien que quelqu'un de vous me donnât d'une arquebusade au travers du corps¹ ! »

Ce souhait n'étonnera pas quiconque se peindra Biron, et entrera dans cette âme déchirée par une foule de réflexions accablantes. Il était d'un tempérament tout de feu ; un sang pétillant bouillonnait dans ses veines. Naturellement impatient, jamais il n'avait éprouvé d'adversité. Duc, pair, maréchal de France, Biron se voit tout à coup déchu de sa grandeur ; il repasse dans son esprit ses victoires, ses exploits, ses triomphes, compare son ancien éclat à l'état humiliant où il se trouve, à la mort ignominieuse qui l'attend. Il se rappelle ses projets chimériques, leur funeste issue, ses perfides amis qui l'ont précipité dans l'abîme, et qui l'abandonnent ; il est forcé de s'avouer à lui-même qu'il ne lui fallait qu'un aveu, un mot pour se sauver, et qu'il n'a pas voulu le prononcer. C'est dans ce moment que ses gardes, consternés, viennent baiser sa main, et lui dire le dernier adieu. Les ministres d'une religion trop négligée lui présentent des consolations que son trouble l'empêche d'admettre dans son cœur. Il s'agite, il frissonne, puis reprenant courage, il marche vers l'échafaud

¹ Étienne Pasquier, lett. iv et v, vol. II, pag. 499 et 505.
— Davrigny, tom. V, pag. 29. — *Vie de Biron*, pag. 153.
— La Guesle, pag. 60.

du même pas dont il allait au combat ; il monte, regarde autour de lui d'un air inquiet ; il cherche l'épée du bourreau, qu'on cache à ses yeux ; un tremblement général le saisit, il se précipite à genoux, et se bande lui-même les yeux ; mais, au moment qu'on veut le toucher pour lui couper les cheveux, il s'écrie d'une voix tonnante : « Qu'on ne m'approche pas, je ne saurais l'endurer : si je me mets en fougue, j'étranglerai la moitié de ce qui est ici ! » Son œil étincelant, son geste, sa menace glacent d'effroi les plus hardis ; enfin il se remet à genoux, et, plus prompt que le regard, le bourreau lui abat la tête d'un seul coup.

Ainsi périt Biron, victime de son opiniâtreté, de son orgueil et de sa crédulité ; il le reconnut trop tard, lorsqu'en parlant de ses complices, il les nommait, *non complices de fait, mais vrais fauteurs et instigateurs* ; et lorsqu'il disait *qu'il y en avait de plus méchans que lui, mais qu'il était le plus malheureux*.

On ignorait le degré de complicité du comte d'Auvergne et du duc de Bouillon avec le maréchal. Si on en croit Siri, ces deux seigneurs ne furent pas les seuls engagés dans cette affaire¹. Le roi seul en sut le secret, par des conversations qu'il eut avec le baron de Luz, et par les aveux d'Hébert après la mort de son maître. Le premier s'était retiré en

¹ Siri, tom I^{er}, pag. 105.

Bourgogne , dans les places voisines de celles d'Espagne. Le président Jeannin alla l'y trouver , et le détermina à venir parler au roi , qui fut content de sa franchise , et le renvoya satisfait de ses bontés. Hébert avait été condamné à une prison perpétuelle ; il mérita sa liberté par un récit exact de toute l'intrigue : on lui accorda de se retirer en Flandre ; mais de là il passa auprès du comte de Fuentes. Henri fit grâce au comte d'Auvergne , à condition qu'il n'entretiendrait plus aucun commerce avec les Espagnols. Pour le duc de Bouillon , quelque sauvegarde qu'on lui proposât , il ne voulut pas venir à la cour ; il se sauva en Allemagne , où il resta long-temps errant. . .

Cet acte de fermeté étonna les grands seigneurs ; jusqu'alors ils s'étaient crus à l'abri de pareilles exécutions. Rendus par les préjugés de la ligue peu délicats sur les règles austères de la fidélité , ils s'imaginaient qu'il leur était permis de former des confédérations entre Français , et d'entretenir des correspondances avec les étrangers , ennemis de l'état , ou autres , pourvu qu'ils ne se portassent pas jusqu'à des hostilités. Ces principes anarchiques ne s'effacèrent pas sitôt en France , puisque Bassompierre , qui écrivait plus de trente ans après , dit , par forme d'improbation de la conduite de Henri IV dans cette affaire ; « On fit beaucoup de bruit de cette conjuration , dans laquelle il n'y eut pas un homme sur pied , pas une bicoque prise , pas une

déclaration faite ¹. » Elisabeth, au contraire, instruite des droits rigoureux de la royauté, et jalouse de leur intégrité, ne sut pas plus tôt la détention de Biron, qu'elle exhorta Henri à ne pas laisser son crime impuni. « Les sceptres, lui mandait-elle, sont des tisons enflammés qui doivent brûler les mains de ceux qui veulent les toucher. »

Cette princesse était fort piquée de la paix de Vervins, qui s'était faite sans son aveu, et qui l'avait jetée dans quelque embarras. Elle saisit donc avec ardeur l'occasion de l'affaire de Biron, dont le conseil d'Espagne paraissait le principal moteur, pour représenter au roi que vainement il espérait quelque tranquillité de la part des Espagnols; qu'ils lui tendraient toujours des pièges; qu'ainsi le parti le plus prudent était de recommencer une guerre ouverte avec eux. Henri, dans son chagrin, prêtait l'oreille à ces insinuations; mais le pape, qui désirait sincèrement d'entretenir la paix entre les deux couronnes, imaginait toutes sortes de moyens pour l'apaiser ². On lui fit espérer que la cour d'Espagne sacrifierait le comte de Fuentes, et que pour le moins il serait rappelé d'Italie, comme le roi le demandait d'abord: mais le temps calma son ressentiment. On fit ce qui se pratique entre ennemis qui veulent garder les apparences

¹ *Observations de Bassompierre sur Duplex*, pag. 110.

— Siri, tom. I^{er}, pag. 63.

² Canaye, tom. I^{er}, pag. 342.

d'amitié. Le roi d'Espagne désavoua ses ministres ; il félicita le roi de France d'avoir échappé à ce danger. Celui-ci reçut le compliment d'aussi bon cœur qu'il était fait. Malgré la paix, on faisait toujours passer des secours aux Hollandais révoltés contre l'Espagne. Henri continua cette manœuvre, et les Espagnols continuèrent aussi, selon l'expression de Canaye, d'arroser nos mauvaises racines, qui n'étaient pas encore mortes.

Le comte de Fuentes, consterné de la catastrophe, donna d'abord tous les signes d'un violent désespoir. Il se consola ensuite, et y trouva même un sujet de triomphe ; *jusqu'à se vanter comme d'un grand chef-d'œuvre d'avoir privé la France de cet habile général*. Mais comme il n'avait pas encore fait à ce royaume tout le mal qu'il lui voulait, il ne cessait d'en chercher les occasions, et le désir d'embarrasser le roi le rendait habile à les trouver¹.

On ne sait pas d'une manière certaine si la marquise de Verneuil fut impliquée dans l'affaire de Biron ; mais puisqu'un des buts de la conspiration était de faire donner à son fils, au préjudice du dauphin, les droits d'enfant légitime, il y a apparence qu'elle fut d'intelligence avec le comte d'Auvergne, son frère, qui travaillait pour elle. Le roi, ou voulut ignorer sa faute, ou lui fit grâce. Il lui pardonnait ses infidélités, comment ne lui

¹ Canaye, tom. I^{er}, pag. 352 et 356.

aurait-il pas pardonné ses crimes ? Certaine de l'empire qu'elle avait sur le faible monarque, Henriette, après sa grâce, ne fut ni plus attachée, ni plus circonspecte. Elle aima l'un des fils du duc de Guise, assassiné à Blois, Claude de Joinville, depuis duc de Chevreuse, nom que sa femme a rendu si fameux. Il était encore à la fleur de sa jeunesse, âge peu propre à la discrétion. La marquise, quoique plus expérimentée ; manqua de prudence ; outre les visites fréquentes qu'elle souffrait, elle donna dans un commerce de lettres que leur passion réciproque rendit assez vives.

Soit légèreté, soit plaisir de la confidence, Joinville fit part de sa bonne fortune à madame de Villars, tante de sa maîtresse. Celle-ci s'était crue quelque temps aimée du monarque ; mais, piquée de s'être trompée, elle s'attacha à la reine, et, de concert avec cette princesse, elle trahit la confiance du jeune homme, et fit tomber les lettres entre les mains du roi. L'embarras des amans est aisé à deviner : mais Henriette eut bientôt pris son parti : elle nia que ces lettres fussent d'elle ; les sermens, les larmes, furent employés pour persuader que c'était l'ouvrage de la jalousie de la reine et de sa tante. On produisit un homme qui, apparemment assuré de sa grâce, affirma que

¹ Bassompierre, tom. I^{er}, pag. 83. — Sully, tom. II, pag. 55. — *Amours de Henri IV*, pag. 305. — Siri, tom. II, pag. 122.

c'était lui qui, sur les instances de madame de Villars, avait contrefait le caractère de la marquise. Sans plus grands éclaircissemens, en amant qui ne cherche qu'un prétexte pour n'être plus en colère, le roi se contenta de cette ruse grossière; mais il fallut que les amans cessassent de se voir et de s'écrire.

Cette gêne causa un grand dépit au jeune prince de Joinville : il l'exprima par des paroles et des actions dignes de son âge. Des ministres espagnols, à l'affût de toutes les occasions qui pouvaient favoriser leurs vues, l'excitèrent à la vengeance, et lui en présentèrent les moyens. Il reçut avidement leurs propositions, et signa un traité dont les articles, dictés par la passion, n'étaient qu'un assemblage de projets sans liaison et sans ordre. Henri en fut instruit : il fit suivre un nommé Tangé, agent du duc de Savoie et du comte de Fuentes, qu'on arrêta sur la frontière : il se trouva chargé du traité, qui tomba ainsi entre les mains du roi.

Sans donner à cette affaire plus d'éclat qu'elle ne méritait, Henri appelle le jeune homme dans son cabinet, et lui fait tout avouer en présence du duc de Sully, de sa mère, et du duc de Guise son frère. « Voici, leur dit-il ensuite, le vrai enfant prodigue, qui s'est imaginé de belles folies; mais, comme pleines d'enfance et niveletés, je lui pardonne pour l'amour de vous et de M. de Rosny, qui m'en a prié à jointes mains; mais c'est à condition que vous le chapitrerez bien tous trois, et que vous m'en

répondrez à l'avenir : car je vous le baille en garde, afin de le faire sage, s'il y a moyen. » Ses parens le firent voyager en Allemagne où il fut, dit Canaye, bien traité par Bacchus, ensuite bien caressé par Vénus à Venise, d'où il alla tenter les faveurs de Mars en Hongrie, toujours néanmoins soupirant après la France d'où il ne se voyait éloigné qu'à regret.

FIN DU TOME HUITIÈME.

644584



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

QUATRIÈME PÉRIODE.

(SUITE.)

CAPÉTIENS.

FIN DE LA BRANCHE DES VALOIS,

ET DU RAMEAU D'ANGOULÊME.

1587 — 1602.

HENRI III.

(SUITE.)

ÈRE VULO.

PAGES.

1587 La conférence se rompt sans succès. — Le roi fait des propositions au duc de Guise. — Les calvinistes lui en font aussi. — Complication d'intérêts. — Le roi ne sait à qui se fier. — Il ne fait que lutter d'adresse avec les rebelles. — Le conseil de la ligue brusque les affaires. — Passion de la duchesse de Montpensier contre le roi. — Conjuration contre Boulogne, révélée par Poulain. — Il en découvre

1587

d'autres contre la personne du roi. — Projet de barricades. — Le duc de Mayenne à la tête. — Le roi se contente de le railler. — Le duc de Guise s'irrite de la précipitation des ligueurs et s'apaise. — Différence entre Henri III et Elisabeth. — Mort de Marie Stuart. — Son supplice utile aux ligueurs. Processions blanches. — Noces du duc d'Épernon. Les Allemands reutrent en France. — Le roi forme un plan de défense. — Présomption de Joyeuse. — Elle le pousse à combattre le roi de Navarre. — Bataille de Coutras. — Bonté et bravoure de Henri IV. — Sa piété. — Défaite des catholiques. — Modestie de Henri après la victoire. — L'armée allemande souffre dans sa marche. — Elle est mal commandée. — Elle veut joindre le roi de Navarre, et se trouve arrêtée. — État déplorable où elle se trouve réduite. — Le roi sort de Paris contre les ligueurs. — Ils pressent le duc d'arrêter le roi. — Raisons politiques qui l'en empêchent. — Le roi de Navarre ne seconde point l'armée allemande. — Elle est battue, à Vimori et à Auneau. — On lui permet de se retirer. — Affreux massacre qu'on en fait dans sa retraite. — Le roi rentre triomphant dans Paris. 1

- 1588 Assemblée de Nanci. — La ligue dresse une requête insolente au roi. — Perplexité du roi. — Causée par l'ignorance où on le tient. — Par les partialités dont il est le témoin. — Estime générale pour le duc de Guise. — Ses grandes qualités. — Médiocrité du roi. Mort du prince de Condé. — Son caractère. — Comment Guise est porté aux derniers éclats. — Faction des Seize. — Différentes conjurations. — Le roi fait défendre au duc de Guise de venir à Paris. — Les ordres du roi mal exécutés. — Guise arrive à Paris. — Joie folle des Parisiens. — Il descend chez la reine-mère. — Elle le mène chez le roi, où il court quelques risques. — Il se sauve et y retourne mieux accompagné. — Entrevue de l'hôtel de Soissons. — Ordre à tous

les étrangers de sortir de Paris. — Les Parisiens mécontents de cet ordre. — Murmures de ce que le roi se met sur la défensive. — Le roi introduit des Suisses. — Soulèvement général. Barricades. — Les troupes du roi attaquées. — Le duc de Guise les délivre. — La reine négocie. — Prétentions ou trées du duc de Guise. — La reine trahit la négociation. — Le roi se sauve. — Désordre de sa fuite. — Quel avait été le dessein du duc. — Le roi le prévient à temps. — Assurance du duc de Guise. — Ses amis se déconcertent. — Sa démarche et sa fermeté auprès du premier président. — Il s'assure de Paris et des environs. — Réflexions sur les écrits qui parurent. — Opinion des gens sensés. — Procession de la ligue jusqu'à Chartres. — Avantage qu'elle en tire. — Négociation. — Édit d'union. — Conditions publiques, et serment ordonné de détruire les hérétiques. — Les conditions particulières exécutées. — Les favoris quittent la cour. — Le roi change ses ministres et son conseil. — Le duc de Guise se prépare aux états de Blois. — Il les compose de ses partisans. — Il s'assure des provinces circonvoisines. — Ouverture des états. — Discours du roi; la ligue l'oblige à l'adoucir. — L'édit d'union déclaré loi de l'état. — Extrémité où l'on réduit le roi. — Le duc de Guise ne ménage plus rien. — Les amis de Guise tremblent pour lui. — Il reste intrépide. — Sa mort résolue. — Il est tué. — On arrête beaucoup de monde. — Mort du cardinal de Guise. — Beaucoup de prisonniers se sauvent. — Consternation à Paris dont le roi ne profite pas. — Les factieux reprennent courage. 4

- 1589 Mort de la reine-mère. — Caractère de son esprit. — Clôture des états de Blois. — Fureur des Seize mêlée de ridicule. — Décret de la Sorbonne contre le roi. — Le parlement emprisonné. — Création d'un conseil de la ligue et d'un lieutenant de la couronne. — Le lieutenant confirme l'autorité des Seize. — Projet attribué au pape. — Il paraît fort

en colère contre Henri III. — Moyen de l'apaiser. — Tout le royaume se révolte. — Henri III se trouve sans puissance entre les deux partis. — Le roi de Navarre continue de vaincre. — Il avance vers le roi. — Il prépare les esprits à la réunion par des écrits. — On la négocie. — On la conclut. — Entrevue des deux rois. — Union entre les royalistes et les calvinistes. — Belle action du duc d'Aumont. — Le roi attaqué dans Tours. — Rage des ligueurs contre lui. — Ses heureux succès. — Il se présente devant Paris. — Extrémité où Paris se trouve réduit. — Ressource de la ligue. — Caractère de Jacques Clément. — Comment on le gagne. — Il va trouver le roi. — Le blesse. — La blessure est reconnue mortelle. — Il proclame le roi de Navarre son successeur. — Il meurt et est regretté.

BRANCHE DES BOURBONS.

Henri IV, soixante-cinquième roi de France. Regrets de Henri IV, et de l'armée. — Joie des ligueurs. — Partage d'opinions sur le droit de Henri IV au trône. — Cause de cette diversité. — Henri tient ferme. — Il est reconnu. — A quelles conditions. — Quelques seigneurs l'abandonnent. — Il met ordre à toutes les affaires. — Dispositions des rebelles. — Le cardinal de Bourbon déclaré roi de la ligue. — Mayenne poursuit le roi. Avis de Biron. — Combat d'Arques. — Erreur des Parisiens. — Découverte par la prise de leurs faubourgs. — Embarras du duc de Mayenne. — Arrêts contraires des parlemens. — Le pape déterminé d'abord pour la ligue. 73

1590. Commence à douter et donne des ordres prudents. Mal exécutés par le légat. — Sa partialité punie. — Diversité d'intérêts dans le parti de la ligue. — Décret de la Sorbonne. — On renouvelle le serment de l'union. — Opérations militaires. — Ba-

taille d'ivri. Consternation du duc de Mayenne. Les chefs de la ligue le consolent. — On entame des négociations. — Conférence de Noisi. — Plaisanterie de Givri. — Mort du prétendu roi Charles X. — Blocus de Paris. — Moyens employés pour encourager les Parisiens. — Processions de la ligue. — Précautions contre les complots et la famine. — Elles sont inutiles. — Extrémité où la ville est réduite. — Émeute au palais. — Bonté du roi. — Conférence de Saint-Antoine. — Le duc de Parme vient en France. — Sa marche. — Il arrive en présence du roi et fait lever le blocus. — Stratagème du duc — Les vivres entrent dans Paris. — Escalade tentée à Paris. — Fautes commises pendant le blocus. — Le duc de Parme peu content des ligueurs. — Il se retire. — Le roi le harcèle. — Présomption des Seize. — Entreprises des étrangers sur la France. — Henri et Mayenne s'y opposent. — Négociation du roi en Allemagne. 117

1591 La ville de Saint-Denis prise et reprise. — Journée des farines. Paris reçoit une garnison espagnole. — Prise de Chartres. — Commencement du tiers-parti. — Ses écrits. — Ses entreprises. — On suspend sa mauvaise volonté. Autre chagrin du roi. — De la part de la cour de Rome. — Nouveau nonce en France. — Il se trouve à l'assemblée de Reims. — Il use imprudemment de ses pouvoirs. — Réclamation du roi. — Des parlemens. — Des évêques. — Édit en faveur des calvinistes. — Une armée étrangère vient au secours du roi. — Elle se joint à lui. — Mort de La Noue. — Le jeune duc de Guise se sauve de prison. Joie des Parisiens. — Opinions diverses dans Paris. — But des Espagnols découvert par Mayenne. — Mort de Grégoire XIV. — Les Espagnols veulent maltraiter le duc de Mayenne. — Caractère et but de leurs ministres. — Expulsion de

l'évêque de Paris. — Affaire de Brigard. — Complot contre le président Brisson. — Fureur de Pelletier, curé de Saint Jacques. — Arrêt de mort contre le président Brisson et les conseillers Tardif et Larcher. — Il est exécuté. — On tâche inutilement d'ameuter le peuple. — Crainte des coupables. — Leur punition. — Siège de Rouen. 157

1592. Le duc de Parme vient en France. — Le roi et le duc se mesurent à Aumale. — Raisons de leurs différentes manœuvres. — Antipathie des Espagnols et des Français. — Le duc de Parme fait lever le siège de Rouen. — Il assiège Caudebec et y est blessé. — Il manque l'occasion de battre le roi. — Est bloqué dans son camp. — Il échappe et sauve son armée. — Mort de Biron; son caractère. — Embarras du duc de Mayenne. — Entre en négociation avec le roi. — Elle ne réussit pas. — Dispositions modérées du pape. — Egards réciproques des chefs. — Discredit des Seize. — Conseils tenus contre eux chez d'Auhrai et chez l'abbé de Sainte-Geneviève. — Désir d'accommodement avec le roi. Les Seize et les prédicateurs confondus. — On se prépare à l'assemblée des états. — Difficultés sur le lieu. 159

1593 États de Paris. — Intentions publiques secrètes. — Édit du roi contre la convocation. — Adresse des royalistes à profiter des termes du duc de Mayenne. — Ils proposent une conférence aux ligueurs. Diversité d'opinions entre ceux-ci. — Ils acceptent la conférence. — Séances des états peu importantes. — Le duc de Mayenne sonde les Espagnols. — Ils pressent pour l'élection de l'infante. — Vive altercation du duc avec eux. — Le besoin les apaise. — Les ministres espagnols paraissent aux états. — Crise dangereuse des affaires. — Conférence de Sarène. — Discours et répliques. — Questions qu'on agite et plaintes. — Le roi se fait instruire. — On le déclare de sa part aux ligueurs,

et il leur offre une trêve. — Leur étonnement et leur embarras. — Impression de l'offre de la trêve sur le plus grand nombre. — Qui commence à pencher pour le roi. — Les Espagnols persévèrent dans leurs mauvais desseins. — Ils proposent l'élection de l'infante. — Ils sont mal reçus. — Fin de la conférence de Surène. Émeute à Paris. — Les Espagnols proposent de nouveau l'infante, mais plus adroitement. — Ils gagnent des partisans. — Les royalistes s'en alarment. — Arrêt du parlement en faveur de la loi salique. — Les Espagnols reviennent à la charge, et proposent le mariage du duc de Guise. — Objections de Mayenne. — Il propose des conditions dures. — Ils accordent tout. — Leur projet manqué. — Ils font bonne contenance. Le roi se fait instruire. — Danger que court l'abbé de Sainte-Geneviève. — Le légat et Mayenne veulent empêcher l'absolution du roi. — Abjuration du roi. — Rage des ligueurs. — Trêve de trois mois. — Fin des états. — Avantages de la trêve. — Attentat de Barrière. — Division entre les ligueurs. — Négociations de Rome. — Agent secret du roi en cette cour. — Difficultés à le faire recevoir par le pape. — Il est admis. — Avis secrets donnés au roi. — Mauvais traitement fait à ses ambassadeurs. . . . 211

1594 On les menace d'un affront : ils se retirent. — Ambassade de la ligue. — Inutile. — Le roi pénètre les secrets de l'Espagne. — Sacre du roi. — Dessein du roi sur Paris. — Mayenne change le gouvernement. — Mécontentement du parlement et du peuple. — Mayenne se fortifie. — On lui donne des soupçons sur le nouveau gouverneur de Paris. — Il ne sait pas profiter de ses avantages. — Il quitte Paris. — Désespoir des factieux. — Leurs menaces. — Adresse de Brissac. — Réduction de Paris. — Dangers de l'entreprise. — Bonté du roi. — Soumission de tous les corps. — La Bastille se rend, le parlement se réunit. — Traités difficiles

- du roi avec ses sujets. — Mayeune se jette dans de nouveaux embarras. — Le roi prend Laon. — Mort de Givri. — La France presque entière se soumet au roi. — Espérances du côté de Rome. — Mécontentement des réformés. — Attentat de Jean Châtel. 253
- 1595 Expulsion des Jésuites. — Le roi déclare la guerre à l'Espagne. — Mayeune se joint encore aux Espagnols. — Combat de Fontaine-Française. — Règlements de police, de finance et de guerre. — Mort du maréchal d'Aumont. — Proscription du duc d'Aumale. — Le duc de Mayenne obtient une surséance. — Le pape bien disposé pour le roi. — Il prend l'avis du consistoire. — Il absout le roi. — A quelles conditions. 275
- 1596 Accommodement du duc de Mayeune. — Édit de Folembrai. — Difficultés pour l'enregistrement. Retour de plusieurs seigneurs à leur devoir. — Assemblées et mécontentements des réformés. — Arrivée du légat en France. — Absolution de la princesse de Condé. — Progrès des Espagnols en France. — L'armée du roi trop faible. — Par la défection des réformés. — Desseins des chefs. — Contraires aux vrais intérêts du parti. — Assemblée des vrais notables à Ronen. 288
- 1597 Résultat de l'assemblée. — Surprise d'Amiens. — Reprise par le roi. — Il travaille à satisfaire les réformés. — Difficultés qui se rencontrent. . . . 297
- 1598 Le roi soumet la Bretagne et apaise tous les troubles. — Paix générale dite de *Fervins*. — Édit de Nantes. — Ses articles. — Commissaires envoyés pour l'exécution. — Chute totale de la ligue. et sort des ligueurs. 300
- 1599 Raisons de marier la sœur du roi. — Mariage de Madamé. — On travaille au divorce du roi. — Ga-

	brielle d'Estrées. — Mort de Gabrielle. — Inquiétudes du roi sur le mariage. — Henriette d'Entragues. — Une promesse de mariage que lui fait le roi est déchirée par Sully. — Sully est fait grand-maitre de l'artillerie. — Commencement des intrigues de Biron. — Caractère de La Fin. — Caractère de Biron. — Ses liaisons avec les Espagnols. — Insinuation de Picoté. — Le duc de Savoie en France. — Son caractère. — Sa conduite artificieuse. — Il gagne Biron. — Il s'appuie du comte de Fuentes. — Traité offert au duc de Savoie, et hostilités contre lui. — Biron est forcé de le vaincre.	308
1600	Dangers auxquels le roi est exposé. — La Fin prend des précautions contre Biron. — Mariage du roi.	340
1601	Paix avec la Savoie. — Pardon de Lyon. — Avis d'Élisabeth à Biron. — Cabale à la cour. — Haine entre la reine et la maîtresse.	343
1602	Tentatives des factieux. — Le roi en a des avis. — Biron est soupçonné. — Découvert par La fin. — Il est appelé à la cour. — Il arrive à la cour. — Ses entretiens avec le roi. — Il est arrêté. — Les parents de Biron demandent sa grâce. — Les griefs contre lui. — Instruction du procès. — Il est entendu sur la sellette. Condamné. — Exécuté. — Les complices ont leur grâce. — Ce qu'on pense de cette affaire. — La cour d'Espagne paraît n'y pas prendre part. — Dépit du comte de Fuentes. — Il se mêle d'une intrigue du prince de Joinville.	350

FIN DE LA TABLE DU HUITIÈME VOLUME.



